

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°498

SEPTEMBRE 2026

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## SOMMAIRE

- **IRAK : LE KURDISTAN LAISSÉ SANS DÉFENSE AÉRIENNE**
- **SYRIE : MORT DE DIX KURDES DANS L'INCENDIE DE LA PRISON DE KOBANÉ**
- **TURQUIE : APRÈS LES KURDES ET LE CHP, LE POUVOIR S'EN PREND À LA COMMUNAUTÉ LGBT+**
- **IRAN : LE DOUBLE ENLÈVEMENT**

---

### IRAK : LE KURDISTAN LAISSÉ SANS DÉFENSE AÉRIENNE

**L**e retrait des forces de la coalition internationale de lutte contre l'État islamique, amorcé en août, s'est complètement achevé le 30 septembre. Les derniers soldats américains et alliés ont quitté la base aérienne d'Erbil, mettant fin à 12 ans de présence et de combats communs contre Daech. L'événement a été célébré par des défilés et parades à Bagdad et dans les principales villes irakiennes (New York Times, 30 septembre 2026).

Au Kurdistan, au-delà des déclarations des dirigeants kurdes remerciant la coalition de sa contribution décisive dans la défaite de Daech, le sentiment dominant chez la population est l'anxiété, la crainte de l'avenir.

Qui va protéger désormais le

Kurdistan contre les attaques de drones et les missiles iraniens et de leurs auxiliaires irakiens ? C'est la question lancinante que se posent les habitants ainsi que certains journaux étrangers (The Times of Israel, 24 septembre).

Les déclarations des dirigeants kurdes et irakiens affirmant que leurs forces sont prêtes à assumer les responsabilités de sécurité ne rassurent guère la population kurde, car Bagdad a été à ce jour incapable d'identifier et de traduire en justice les miliciens irakiens chiites pro-iraniens qui sont à l'origine de plusieurs centaines d'attaques contre les villes du Kurdistan, tout comme le gouvernement fédéral n'a pas pu s'opposer aux attaques lancées directement à partir de l'Iran par les Gardiens de la révolution iraniens. Les dirigeants kurdes, qui ont

annoncé l'unification des forces de Peshmergas (Rûdaw, 10 septembre), pourront sans doute défendre le territoire contre les incursions terrestres, mais ils ne disposent d'aucun moyen de défense aérienne contre les attaques de drones et missiles iraniens et ils ne peuvent pas en acquérir sans l'accord, improbable, du gouvernement fédéral irakien.

Pour la première fois depuis l'instauration de la zone de protection aérienne kurde, instaurée à la suite de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, zone qui a évolué vers l'actuel Kurdistan autonome, ce dernier se trouve sans aucune protection aérienne.

Lors du précédent retrait américain de 2010, sous l'administra-

tion Obama, et jusqu'en 2014, dans un Irak livré à la guerre civile et alors que l'Irak était engagé dans des négociations sur son programme nucléaire, le Kurdistan n'était pas exposé à des attaques aériennes. Il se trouve à présent seul, sans défense, vulnérable, abandonné à son sort en pleine guerre américano-iranienne.

Dans une interview accordée au Financial Times du 27 septembre, le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a qualifié de « honteux » cet abandon par les Alliés.

Le retrait des troupes américaines et de leurs alliés de la coalition avait été acté en 2024 par le président Joe Biden en accord avec Bagdad. Dans une première phase, les forces basées dans les régions arabes de l'Irak s'étaient retirées fin septembre 2025. Leur départ du Kurdistan était prévu pour fin septembre 2026, notamment pour des raisons opérationnelles liées à la présence de bases militaires au Kurdistan syrien en soutien aux Forces démocratiques syriennes (FDS) en lutte contre Daech.

En janvier dernier, Washington a décidé de s'allier avec le nouveau régime syrien et d'annoncer aux FDS la fin de leur « mission ». Dans les semaines qui ont suivi ce changement d'alliance, les bases américaines du Rojava étaient évacuées et remises à l'armée syrienne. Les raisons « opérationnelles » qui avaient justifié la prolongation du mandat de la coalition internationale avaient ainsi pris fin.

La « fraternité de combat » d'une douzaine d'années entre les forces de Peshmergas kurdes et leurs alliés occidentaux a été célébrée à maintes reprises avec émotion. Elle laisse des traces et des souvenirs durables au Kurdistan et chez les soldats

occidentaux qui étaient ravis de trouver un pays du Proche-Orient où ils étaient bien accueillis, appréciés et aimés.

Plusieurs pays, dont la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Australie, la Corée du Sud et les États-Unis, ont affirmé que leur coopération avec les Kurdes se poursuivrait à l'avenir sous d'autres formes.

Lors des négociations sur le retrait des forces américaines, le Premier ministre irakien avait annoncé que le désarmement des milices irakiennes pro-iraniennes aurait lieu « avant le 30 septembre 2026 » pour répondre à une demande pressante et insistante de Washington. Engagement qu'il n'a pas été en mesure d'honorer.

Dans son édition du 21 septembre, le New York Times se montre dubitatif sur les chances de ce « néophyte en politique espérant réussir là où ses prédécesseurs ont échoué ».

Le lendemain de la publication de cet entretien destiné au public américain, il soumettait aux milices armées pro-iraniennes un « plan en 6 points » prévoyant leur désarmement à la mi-2027. Si tout va bien ! (Rûdaw, 22 septembre 2026).

Seul le leader chiite Sadr a appelé à la dissolution « immédiate » de toutes les milices puisqu'il n'y a plus de présence militaire américaine en Irak justifiant leur action. Ce leader chiite influent et nationaliste est considéré comme assez indépendant de l'Irak. Son appel sera sans doute entendu par sa propre milice, mais pas par les autres milices chiites solidement encadrées par les Gardiens de la révolution iraniens, sur lesquelles le gouvernement irakien n'a guère d'autorité, même si c'est lui qui paie leurs soldes et leurs dépenses militaires.

Les plus importantes de ces milices ont aussi des représentations politiques au Parlement irakien qui font partie de la majorité parlementaire chiite soutenant la coalition gouvernementale. Dans ce contexte, la marge de manœuvre du Premier ministre al-Zaidi est particulièrement réduite. Tout comme ses prédécesseurs, il s'ingénie à jouer les équilibristes entre les exigences de Washington et les directives de Téhéran.

Ainsi, pour se conformer à l'interdiction des vols en provenance et à destination des aéroports iraniens décrétée par l'administration Trump à partir du 23 septembre, l'Irak a annoncé le 24 septembre la suspension des vols des compagnies iraniennes, tout en demandant à Washington une dérogation pour les vols à destination de la ville chiite « sainte » de Nadjaf, « indispensables pour les pèlerins chiites iraniens » qui se comptent par millions chaque année.

Les vols vers les autres villes de l'Irak, y compris Bagdad, et vers les deux aéroports du Kurdistan sont suspendus sine die, jusqu'à la levée éventuelle des sanctions américaines.

Pour sortir de ce dilemme étouffant, le gouvernement irakien cherche à diversifier ses relations avec d'autres partenaires, notamment la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le Premier ministre irakien, accompagné des ministres des Affaires étrangères, des Finances et du Pétrole, a effectué le 14 septembre une visite officielle à Paris, où il a été reçu à déjeuner à l'Élysée par le président français Emmanuel Macron.

À cette occasion, plusieurs accords ont été annoncés. Six protocoles d'accord (Memorandum of Understanding) sur des secteurs allant de l'aviation civile à la

défense et à l'énergie ont été signés, selon l'Iraqi News Agency (Rûdaw, 15 septembre).

Le ministre irakien de l'Électricité, Ali Saad Wahib, a signé un protocole d'accord avec le PDG de Total sur « la vente de gaz ». Total, qui a déjà investi près de 12 milliards de dollars dans les secteurs du pétrole et du gaz en Irak, envisage de porter ses investissements à 16 milliards de dollars, selon l'agence irakienne.

Dans un message posté sur X, le président français s'est félicité de la décision du Premier ministre irakien de choisir Paris comme première étape de sa tournée diplomatique et affirmé que la France peut jouer un rôle d'équilibre. « Sécuriser notre approvisionnement en énergie, œuvrer pour la désescalade et le développement de routes alternatives au détroit d'Ormuz signifient réduire la pression sur les prix des carburants à la pompe », a-t-il ajouté.

La délégation irakienne s'est ensuite rendue à Berlin où, outre des questions de coopération économique, celle du retour dans leur pays des déboutés du droit d'asile irakiens a été abordée.

Tout au long de ces visites, les dirigeants irakiens ont souligné que leur intention n'était pas de demander aux pays européens de financer le futur de l'Irak, mais de les inviter à investir aux côtés de celui-ci dans l'avenir de l'Irak.

« Nous cherchons des partenariats d'investissement à long terme et non pas des financements ou de l'aide », a résumé le conseiller économique du Premier ministre, Mazhar Mohammed Salih (Rûdaw, 15 septembre).

L'Irak a des besoins d'investissements dans à peu près tous les domaines, allant de l'énergie à l'aviation civile et à la défense, mais ses caisses sont vides. Le blocus du détroit d'Ormuz a réduit considérablement ses exportations pétrolières qui financent son budget.

La chute drastique de celles-ci se traduit par un déficit de 22 milliards de dollars dans le budget de l'État des sept premiers mois de 2026. Pendant cette période, les recettes budgétaires ont été de 30,1 milliards de dollars, dont 77,6 % provenant des exportations de pétrole. Les dépenses, elles, se sont montées à 52,5 milliards de dollars, consacrées pour l'essentiel aux salaires et pensions de retraite et à divers frais de fonctionnement du pléthorique appareil d'État.

C'est dans ce contexte « contraint » que Bagdad a versé, le 14 septembre, les salaires du mois d'août du secteur public de la Région du Kurdistan pour un montant d'environ 684 millions de dollars.

Les négociations se poursuivent sur la dotation financière de la Région du Kurdistan dans le budget fédéral 2027. Bagdad propose une part de 12,67 % du budget fédéral. Erbil réclame une part proportionnelle au pourcentage de la population du Kurdistan dans la population irakienne, soit 14 % selon le dernier recensement de la population, comme c'est prévu par la Constitution.

Le ministère irakien des Finances veut récupérer les revenus des postes de douane du Kurdistan aux frontières turque et iranienne. Invoquant la Constitution, Erbil veut garder ces recettes qui

constituent une part importante de son budget. Un compromis de partage à 50-50 semble se dessiner.

Sur le plan de la politique intérieure, l'événement principal du mois a été l'unification « complète des forces de Peshmergas sous l'autorité du ministère des Peshmergas », annoncée le 10 septembre. Une cérémonie officielle organisée le 21 septembre a marqué l'achèvement de ce processus supervisé par les Alliés.

Les forces d'autodéfense kurdes sont désormais placées sous un système unifié de commandement, de formation, d'administration et de communications.

Les discussions sur la formation d'un nouveau gouvernement de coalition du Kurdistan ont repris le 19 septembre. Le 22 septembre, un porte-parole du PDK, Ali Hussein, a fait état de « progrès importants » sans que cela aboutisse à un accord de gouvernement.

Les attaques de drones iraniens se sont poursuivies avec une fréquence plus espacée. Le 2 septembre, les forces de la coalition ont annoncé avoir intercepté 10 drones chargés d'explosifs au-dessus d'Erbil et de ses environs.

Le 7 septembre, 3 drones ont frappé le camp de réfugiés kurdes iraniens de Surdash, dans la province de Souleimanieh, sans faire de victime.

Le 14 septembre, 3 missiles ont frappé un camp de réfugiés de Komala à Zirgwez. Le lendemain, un drone a frappé un camp du PDK iranien.

>>>>>>>>>

## SYRIE : MORT DE DIX KURDES DANS L'INCENDIE DE LA PRISON DE KOBANÉ

**N**euf prisonniers kurdes sont morts dans l'incendie survenu le 12 septembre dans la prison centrale de la ville kurde de Kobané, 17 autres ont été blessés à des degrés de gravité divers. L'un de ces derniers, Mesûd Hemo Reşo, 35 ans, père de cinq enfants, a succombé le 17 septembre à ses blessures, portant à dix le nombre de morts.

Les circonstances exactes de l'incendie dans cette prison de Kobané n'ont pas encore été élucidées. Une commission d'enquête ordonnée par le gouvernement syrien est appelée à faire toute la lumière sur ce drame qui est intervenu après l'enlèvement et l'exécution d'un combattant kurde, Sipan Hizni, le 10 septembre près de la ville de Serê Kaniyê.

Ancien membre des Forces démocratiques syriennes, il avait récemment, dans le cadre du programme de « réintégration », rejoint une brigade de l'armée syrienne. Son enlèvement et sa mise à mort filmée par un groupe de miliciens arabes ont suscité une vague de colère et d'indignation parmi les Kurdes, incitant plusieurs jours durant des habitants à descendre dans les rues des principales villes kurdes du pays pour protester.

Plusieurs dizaines de ces manifestants ont été arrêtés et incarcérés dans la prison de Kobané. Devant la menace de leur transfert vers la prison d'Alep, les prisonniers ont entamé un mouvement de protestation qui a dégénéré en émeute où un incendie s'est déclaré dans la matinée du 12 septembre, provoquant la mort sur le coup de neuf prisonniers.

L'ancien chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), le

général Mazloum Abdi, s'est rendu sur place pour participer aux funérailles des victimes, le 14 septembre à Kobané. « C'est avec une profonde tristesse et peine que je porte le deuil des neuf martyrs de Kobané qui ont perdu leur vie dans l'incident de la prison de la ville », a-t-il déclaré, présentant ses condoléances aux familles.

Il a appelé à une enquête transparente qui doit identifier les responsables de ce drame et les juger, avant de souligner la nécessité de prévenir des incidents similaires par une meilleure coordination entre les institutions judiciaires et sécuritaires afin de protéger les civils et les prisonniers (Rûdaw, 17 septembre).

Nommé récemment conseiller du président par intérim, l'ex-chef des FDS se consacre désormais, avec sa collègue Ilham Ahmed, à la mise en œuvre de l'accord kurdo-syrien du 29 janvier 2026 pour l'intégration des institutions civiles et militaires de l'ex-administration autonome du Rojava à celles de l'État syrien.

Ils ont ensemble rencontré le gouverneur d'Alep, Azzam Gharib, pour discuter notamment des modalités de retour des habitants kurdes déplacés des quartiers de Sheikh Maqsoud et d'Achrafieh et du canton d'Afrin.

Le retour dans leurs foyers des déplacés du canton de Serê Kaniyê (Ras al-Aïn) rencontre beaucoup de difficultés. Le 7 septembre, le gouverneur de la province de Hassaké, Nour al-Din Ahmed, a annoncé que les préparatifs du retour d'environ 700 familles de déplacés kurdes à Serê Kaniyê étaient en cours.

Beaucoup d'entre eux retourneront dans leurs villages et certaines familles pourront regagner

la ville de Serê Kaniyê sous la supervision d'un comité spécial de monitoring afin d'éviter des tensions, car les occupants des maisons kurdes confisquées pendant l'invasion turque de 2019 ne veulent pas quitter les lieux ou exigent une « compensation » de 10 000 dollars aux propriétaires légitimes d'une maison.

Le comité de monitoring comprend des représentants des forces de sécurité, de l'administration locale et du gouvernorat. En août dernier, un premier convoi de 410 familles avait pu, après maintes péripéties, retourner à Serê Kaniyê. Le deuxième convoi comprendrait pour l'essentiel 689 familles du camp de Washokani (Rûdaw, 8 septembre).

Toujours dans le cadre du processus d'intégration et de normalisation, Damas a libéré le 16 septembre 49 prisonniers de guerre kurdes, dont deux femmes. Le total des prisonniers libérés depuis l'accord du 29 janvier se chiffre désormais à 1 200. On ignore le nombre de prisonniers encore détenus par l'armée syrienne.

Quelques jours plus tôt, des forces de sécurité kurdes dépendant du ministère de l'Intérieur étaient déployées dans la province à majorité kurde de Hassaké. Elles comprennent des contingents de l'ex-police kurde Assayish. Le ministère syrien veut progressivement installer des commissariats de police dans les villes et bourgades kurdes.

Par ailleurs, le 7 septembre, la porte-parole des Unités de protection des femmes (YPJ), Ruken Jamal, a annoncé que Damas avait approuvé, « en principe », une proposition visant à intégrer les YPJ au ministère de l'Intérieur en tant que force spécialisée

chargée de missions particulières. Cette proposition prévoit de préserver les YPJ en tant que formation organisée en maintenant leurs combattantes, leurs commandantes et leur structure institutionnelle, sans disperser leurs membres individuellement dans différentes unités.

Le principal sujet de discorde dans l'application de l'accord kurdo-syrien du 29 janvier reste la question fondamentale des droits linguistiques, notamment le droit de disposer d'un système d'enseignement public en langue kurde.

Depuis 2012, les enfants kurdes du Rojava ont été scolarisés en kurde de l'école primaire à l'université. Beaucoup d'entre eux n'ont qu'une connaissance rudimentaire de l'arabe.

Le pouvoir syrien, tout en reconnaissant les diplômes délivrés par les établissements éducatifs kurdes, y compris les universités du Rojava, veut imposer désormais l'enseignement en arabe dans tout le système scolaire des régions kurdes où la langue kurde ne sera enseignée que trois heures par semaine, comme langue optionnelle !

Dès les premiers jours de la rentrée scolaire, des manifestations étudiantes ont eu lieu dans les principales villes kurdes, à Qamishlo, Tirbespî, Dêrik, Amudé et Kobané. Certains élèves ont boycotté les cours. Le 22 septembre, des élèves, des enseignants et des parents d'élèves venant de toutes les régions du Rojava se sont rassemblés à Qamishlo pour une imposante manifestation réclamant un enseignement public intégral en langue kurde.

Le lendemain, le président syrien a annoncé que Damas et les représentants kurdes étaient parvenus à un accord sur l'enseignement en langue kurde et que des

équipes techniques du ministère travaillaient à sa mise en œuvre. Il a publiquement reconnu la légitimité des droits culturels et linguistiques des Kurdes. À suivre donc.

Issu de la mouvance djihadiste, le président syrien par intérim cherche à se donner une image de modéré, se présentant ouvert au dialogue à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est ce que lui conseillent constamment ses protecteurs turcs et qataris. C'est sous l'égide de ces derniers qu'il s'est rendu à New York, à l'Assemblée générale de l'ONU, où il a eu le privilège de partager un panel sur la paix au Proche-Orient avec le président Trump, le roi de Jordanie, le président turc Erdogan et l'émir du Qatar.

Commentant sa visite, le New York Times, dans son édition du 23 septembre, estime qu'en un an sa position s'est renforcée, mais il fait face à de grands défis. S'il bénéficie désormais d'une plus grande « acceptation » internationale, qui lui a permis la levée des sanctions internationales frappant la Syrie, celle-ci reste un terrain d'affrontement entre ses protecteurs turcs et Israël, qui occupe toujours une portion du territoire syrien autour du Golan, et la Turquie qui, sous prétexte d'aide à la formation de la nouvelle armée syrienne, s'emploie à étendre et renforcer sa présence militaire.

À l'intérieur du pays, l'économie tarde à démarrer. Les promesses d'investissements des pétromonarchies du Golfe ne se sont pas matérialisées. Les infrastructures sont dans un état piteux. Les services de base ne sont pas assurés et, passés les premiers mois de l'état de grâce consécutifs à la chute de la dictature des al-Assad, la population durement frappée par le chômage et le coût de la vie, grogne et exprime son mécontentement.

La colère sociale, longtemps contenue, a éclaté à la suite de la décision du gouvernement d'augmenter de 40 % les prix des carburants. « Au fond, les gens n'attendent qu'un événement pour exprimer leur colère », relève Le Monde (17 septembre), qui note : « C'est le premier grand défi social auquel les autorités syriennes sont confrontées ».

Celles-ci ont trouvé un exutoire dans l'organisation des procès des anciens dirigeants syriens, du moins de ceux qui n'ont pas pu s'enfuir à temps.

« Syrians Want Justice for Assad-Era Killings and Torture », titre le New York Times dans son édition du 3 septembre. Des centaines de milliers de Syriens ont été tués et torturés sous la dictature des al-Assad. Beaucoup de gens étaient impliqués dans la commission de ces crimes. Comment les juger tous ?

Faute de pouvoir juger Bachar al-Assad et ses proches, ce sont donc souvent les « seconds couteaux » qui sont traduits en justice. Le 9 septembre, neuf pilotes accusés de « crimes de guerre » ont été arrêtés à Lattaquié, sur la côte méditerranéenne du pays. Ils seraient impliqués dans des attaques aériennes contre des populations civiles et contre les villes et localités tenues par des opposants.

Par ailleurs, dans le procès des auteurs du massacre de plus de 1700 d'alaouites perpétré en 2025, une quinzaine d'accusés ont comparu devant un tribunal d'Alep qui, le 17 septembre, a condamné un militaire membre de l'armée syrienne actuelle à une peine de vingt ans. Deux partisans du régime déchu des al-Assad ont été condamnés à la peine de mort et à la prison à perpétuité. Le tribunal se prononcera ultérieurement sur le sort des autres accusés (Libération, 17 septembre).

---

## TURQUIE : APRÈS LES KURDES ET LE CHP, LE POUVOIR S'EN PREND À LA COMMUNAUTÉ LGBT+

**D**epuis ses débuts, le pouvoir islamo-nationaliste d'Erdogan a besoin d'adversaires et d'ennemis intérieurs pour mobiliser sa base conservatrice et fixer l'ordre du jour du pays. Longtemps, cet adversaire a été l'élite kémaliste laïque, militaro-administrative, qui exerçait une tutelle pesante sur la vie politique. Elle a été combattue d'abord discrètement au nom de la démocratie, puis avec l'aide de la confrérie religieuse de Fethullah Gülen, très infiltrée dans l'armée et la police, par les spectaculaires procès Ergenekon qui ont décapité la haute hiérarchie de l'armée turque.

Après la mise au pas de l'armée, les partisans de Gülen, s'estimant en position de gagner, ont engagé une épreuve de force contre leurs alliés de l'AKP, épreuve qui a culminé avec la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 qu'ils ont perdue. Celle-ci a été accueillie par le président Erdogan comme « un don du ciel » qui lui a permis d'engager de vastes purges dans l'armée, dans la police, dans l'administration et dans les médias au nom de la lutte contre « le mouvement terroriste de Fethullah Gülen ».

Fort du succès de cette vaste vague de répression, qui n'a guère suscité de réactions à l'étranger, le pouvoir turc s'est attaqué à l'autre ennemi intérieur, « le terrorisme du PKK ». Tous ceux qui, de près ou de loin, étaient suspectés de sympathies prokurdes ont fait l'objet de poursuites judiciaires, les médias kurdes muselés, les maires kurdes élus destitués et incarcérés, remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement, le candidat du parti prokurde à l'élection présidentielle, Selahattin Demirtaş, qui a obtenu

13 % des voix en 2015, embastillé dans une prison de haute sécurité à Edirne, à la frontière bulgare. Tétanisés par le chantage à l'immigration, les Européens n'ont pas réagi et les réactions américaines sont restées très mesurées.

Vint ensuite le tour de la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), fondé il y a plus d'un siècle par Mustafa Kemal lui-même. Sous le prétexte de la lutte contre la corruption, ses maires élus, dont le très populaire maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, potentiel candidat à l'élection présidentielle, ont été destitués et emprisonnés par une justice turque politisée, aux ordres du pouvoir. Celle-ci a poussé le zèle jusqu'à invalider le dernier congrès du CHP et remettre en selle son ancien leader, Kemal Kılıçdaroğlu, un éternel « loser » fort prisé comme adversaire et comme « tête de Turc » par le président Erdogan.

Le Parti républicain du peuple disloqué, divisé et affaibli par le départ de la plupart de ses députés qui ont fondé le Nouveau Parti (Yeni Parti), le pouvoir poursuit la guerre d'usure et de harcèlement contre les maires issus de cette mouvance.

Il poursuit aussi sa politique de neutralisation du parti prokurde DEM pour en faire un éventuel allié de circonstance dans son projet d'élaboration d'une nouvelle constitution et surtout pour l'empêcher de s'allier avec le Nouveau Parti ou ce qui reste du CHP dans les élections anticipées annoncées pour 2028 où le président Erdogan va se présenter pour un nouveau mandat.

Les gülenistes éliminés, le CHP démantelé et le parti DEM neutra-

lisé, le PKK en voie de reddition, le pouvoir semblait en manque d'adversaires visibles. Et voilà qu'il s'attaque à la paisible et inoffensive communauté LGBTQ qu'il présente comme un « danger mortel pour nos valeurs familiales et traditionnelles ».

Le président Erdogan rêvait d'une Turquie jeune et pieuse où la population dépasserait celle de l'Iran voisin pour approcher les 100 millions d'habitants et voilà que l'Institut d'État des statistiques constate une chute dramatique de la natalité dans le pays avec 1,42 enfant par femme en âge de procréer en 2025 alors qu'il en faudrait 2,1 pour le simple renouvellement de la population.

Les sociologues expliquent cette chute, constatée dans la plupart des pays du monde sauf en Afrique, par l'urbanisation massive des populations, la crise du logement, la cherté de la vie, l'accès des femmes au travail, l'anxiété pour l'avenir et d'autres causes, mais pour le pouvoir turc, les coupables désignés, ce sont ces homosexuels qui suivent le mode de vie occidental, ne fondent pas de famille et « pervertissent nos valeurs morales et familiales ».

De surcroît, ils agissent en « agents de l'étranger » puisque leurs associations et leurs publications sont financées par des subventions étrangères. C'est ce dernier argument qui est invoqué par la justice turque qui a lancé le 13 septembre « une opération policière sans précédent contre la communauté LGBT+ », titre Le Monde, qui relève que « depuis 2015 la parole publique prend pour cible les communautés LGBT+, interdisant de plus en plus fermement les marches des fiertés, bannissant le drapeau arc-en-ciel et poursuivant des

associations. Mais dimanche 13 septembre, l'expression de l'homophobie d'État a franchi un nouveau seuil ».

L'objectif affiché de cette opération lancée dans une quinzaine de villes du pays est, selon le ministre de la Justice turc, de « protéger les enfants, l'institution familiale et l'ordre social ». L'opération policière baptisée « Ma famille est en sécurité » s'inscrit dans le cadre de la « décennie de la famille » proclamée par le président turc, qui qualifie régulièrement les homosexuels de « pervers » dans ses discours.

Une première série d'arrestations a eu lieu dans des bars gays et au domicile de militants LGBT+ pour des chefs d'accusation variés comme « obscénité », « aide à la prostitution » ou « liens financiers avec l'étranger ». De nombreux comptes de réseaux sociaux, de médias et de défenseurs des droits humains, dont celui d'Amnesty International, ont été bloqués.

Le ministre de la Justice a annoncé des poursuites judiciaires « contre 162 suspects, 9 associations et 13 entreprises dans 15 provinces du pays ». Les tribunaux ont placé plus de 80 personnes en détention provisoire, selon Kaos GL, une importante organisation de défense des droits des LGBT+, elle-même visée par des raids policiers (Franceinfo, 17 septembre ; New York Times, 16 septembre).

Une manifestation a eu lieu devant le palais de justice du district de Çağlayan d'Istanbul aux cris de « Vive la lutte pour la liberté », « Malgré la haine, vive la vie ». Une centaine de manifestants et deux journalistes ont été interpellés avant d'être libérés par la police dans la soirée du 16 septembre.

Le Nouveau Parti a regretté

« l'utilisation du système judiciaire comme outil de punition généralisée, fondée sur l'orientation sexuelle et les préférences des individus ». Dans un message posté sur X, le parti prokurde DEM a affirmé que « le langage de la paix ne peut aller de pair avec la répression ».

Après l'Union européenne qui a exprimé sa « préoccupation », le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Michael O'Flaherty, a, le 15 septembre, jugé que « de simples références aux valeurs familiales ou à la protection des enfants ne peuvent servir de justification aux restrictions des droits de l'homme » (Franceinfo, 15 septembre).

Le Monde du 24 septembre nous apprend que « des drones de la police surveillent les consommateurs d'alcool. Des engins sans pilote interviennent de nuit en ordonnant de ne pas boire de boissons alcoolisées dans l'espace public, alors qu'aucune loi ne l'interdit ». Une nouvelle marque du tournant conservateur et autoritaire du pays.

Ce conservatisme religieux et les valeurs morales affichées n'empêchent pas de faire sans scrupule des affaires au détriment d'autres citoyens, comme le montre le vaste scandale financier révélé le 28 septembre qui éclabousse des proches du pouvoir.

Pendant des mois, plusieurs fonds et sociétés cotées turques ont affiché des hausses spectaculaires. Leur brutal effondrement a déclenché une enquête portant sur une grande fraude financière tentaculaire impliquant des proches du pouvoir, dont la très pieuse vice-présidente du parti gouvernemental AKP, Fatma Betül Sayan Kaya, ancienne ministre portant le foulard islamique, son mari, le gendre d'un vice-ministre des Finances, qui ont en un temps

record gagné des fortunes considérables grâce au délit d'initiés et à la manipulation des cours.

Les 131 fonds concernés géraient au total des actifs de plus de 14 milliards de dollars. Ils ont tous été placés en liquidation le 17 septembre par l'Autorité des marchés de capitaux de Turquie. Plus de 455 000 petits investisseurs privés se trouvent ainsi lésés par cette gigantesque escroquerie financière. Ils ne se font guère d'illusions sur l'issue de « l'enquête en cours » (Le Monde, 28 septembre ; RFI, 28 septembre).

Sur le plan diplomatique, à signaler qu'Israël, en conflit avec Ankara, a annoncé qu'il préparait « un dossier juridique contre Erdogan » pour ses crimes commis contre les Kurdes et contre les opposants, cela quelques semaines après qu'un tribunal turc a émis un mandat d'arrêt international contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour « crimes contre l'humanité » (i24, 28 septembre).

Sur le plan kurde, une rare nouvelle réjouissante : le parcours victorieux du club d'Amedspor dans la ligue nationale de Turquie. Comme le note le correspondant à Istanbul du Monde, Nicolas Bourcier, Amedspor est devenu le « porte-étendard de l'identité kurde et baromètre malgré lui des relations avec Ankara » (Le Monde, 24 septembre).

Par ses victoires, y compris contre les vieux et riches clubs d'Istanbul comme Beşiktaş, il rend les Kurdes fiers et leur procure des moments de joie et des émotions partagées.

À signaler aussi que, dans le cadre du « processus », le gouvernement turc, qui veut inclure le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, dans une sous-commission de désarmement, lui

a construit une résidence de 250 m<sup>2</sup> sur l'île-prison d'İmralı « afin qu'il puisse mener sa mission dans de meilleures conditions, y

recevoir des visites et tenir des réunions », selon le chef du parti d'extrême droite MHP, Devlet Bahçeli, partenaire de la coalition

gouvernementale au pouvoir, initiateur et parrain du « processus ».

---

## IRAN : LE DOUBLE ENLÈVEMENT

**L'**Iran s'enlise à la fois dans la guerre contre les États-Unis et dans une crise économique et sociale sans perspective de sortie.

Le cessez-le-feu âprement négocié, et plutôt favorable à l'Iran, conclu en juin a été sabordé par les durs du régime qui s'opposent à toute négociation, à tout compromis avec le Grand Satan et jurent de venger le Guide suprême assassiné (New York Times, 13 septembre).

La fermeture du détroit d'Ormuz, arme de chantage suprême de Téhéran, n'a pas tardé à montrer ses limites. Le blocus naval américain qui empêche toute exportation du pétrole iranien et réduit considérablement les échanges commerciaux de la République islamique fait très mal à l'économie iranienne. Cependant, les pays du Golfe parviennent à exporter leur pétrole quasiment au niveau de la période d'avant la guerre, même si pour cela ils doivent s'acquitter de coûts de transport et d'assurance beaucoup plus élevés.

L'Iran lance de temps à autre des attaques de drones contre des navires longeant la côte d'Oman dans le détroit d'Ormuz, la marine américaine riposte en attaquant des pétroliers iraniens (New York Times, 5 septembre ; Le Figaro, 9 septembre). L'Iran riposte en bombardant à coups de missiles et de drones les bases américaines en Jordanie et dans le Golfe (Le Monde, 9 septembre).

Et cette routine d'une guerre de basse intensité et intermittente se poursuit dans une certaine indif-

férence de l'opinion publique internationale.

Acculé, l'Iran, brandit la menace d'une escalade militaire pour briser le blocus naval américain (Le Monde, 8 septembre). Le président américain un jour feint d'ignorer ces menaces et prédit que la guerre s'arrêtera après les élections américaines du 3 novembre (Le Figaro, 9 septembre).

Un autre jour, à la tribune de l'ONU, il affirme qu'il n'a pas encore décidé de trouver un « deal » avec Téhéran ou, en cas de refus, « d'annihiler l'Iran » (Le Monde, 23 septembre ; New York Times, 22 septembre). Son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, lui répond le lendemain de la même tribune de l'ONU que l'Iran ne se laissera pas intimider et ne renoncera pas à son programme nucléaire civil, tout en laissant la porte ouverte à un accord diplomatique avec Washington (New York Times, 23 septembre).

Le 24 septembre, à New York, le ministre iranien des Affaires étrangères a proposé un « plan de 7 jours » pour terminer la guerre. Selon ce plan, si certaines conditions sont satisfaites, après un cessez-le-feu de 7 jours, le détroit d'Ormuz sera ouvert à la navigation et des négociations sur le programme nucléaire iranien pourront s'engager.

Abbas Araghchi, dans sa conférence de presse, a affirmé que ce plan avait, par l'intermédiaire des médiateurs, été communiqué à la partie américaine et qu'il serait souhaitable de parvenir à un accord avant les élections de novembre.

Interrogé par le New York Times (24 septembre), un responsable américain au fait de ce dossier a affirmé que des discussions « positives et constructives » avec l'Iran par l'intermédiaire des médiateurs se poursuivent, mais que les États-Unis n'allaient pas se précipiter pour conclure un accord. Quelques jours plus tard, le président Trump a formellement rejeté la proposition iranienne.

Le 23 septembre, la décision américaine d'isoler davantage l'Iran en interdisant tous les vols en provenance et à destination de l'Iran est entrée en vigueur. À l'exception de la Chine qui a jugé cette décision « illégale », la quasi-totalité des pays du monde se sont conformés à cette interdiction afin d'éviter des représailles américaines.

Même l'Irak, pourtant très proche de la République islamique, a dû annoncer la suspension des vols iraniens tout en tentant d'obtenir une dérogation pour les vols reliant la ville « sainte » chiite de Nadjaf, où se trouve le mausolée de l'imam Ali, gendre du Prophète, vénéré par les chiïtes, afin de ne pas priver de pèlerinage des millions de chiïtes iraniens.

La tentative iranienne de parvenir avec Oman et les autres pays du Golfe à un accord pour la gestion du détroit d'Ormuz n'a pas abouti. Une réunion prévue à cette fin le 14 septembre à Oman a été reportée à « une date ultérieure », sans doute sous la pression américaine (Le Monde, 14 septembre).

Seule et maigre consolation pour l'Iran, la victoire militaire de ses alliés houthistes au Yémen, qui ont pu s'emparer de la ville côtière de Moka et pourraient à partir de là menacer la navigation à travers le détroit de Bab al-Mandeb (Le Monde, 10 septembre).

Les Houthis sont armés, équipés et financés par le régime iranien à l'instar du Hezbollah libanais, mais Téhéran nie avec aplomb toute implication dans la relance de la guerre au Yémen par ses alliés houthis.

Quant à la crise économique et sociale en Iran, elle sévit dans le silence des médias, à l'abri des regards. « Les prix montent chaque heure », l'économie est asphyxiée, les manifestations reprennent, rapporte le correspondant de France 24 le 10 septembre.

Mais il n'y a pas de révolte populaire d'ampleur à l'horizon, affirme un analyste dans le quotidien français L'Opinion du 7 septembre. « Quatre ans après la mort de Mahsa Amini, les Iraniens ne croient plus au renversement du régime », affirme un reporter de Franceinfo (13 septembre).

Cet anniversaire a tout de même été commémoré par une série d'actions, notamment au Kurdistan où, à l'appel des partis politiques kurdes, une grève générale a été largement suivie malgré le quadrillage militaire et policier des villes kurdes et une répression omniprésente.

À l'occasion de cet anniversaire, Amnesty International a publié une enquête de plus de 1 000 pages documentant des homicides, tortures, viols et disparitions forcées perpétrés par les autorités iraniennes, y compris sur les enfants, depuis la mort de Jina Mahsa Amini en septembre 2022.

L'ONG met en cause 87 responsables iraniens, dont l'actuel chef des Gardiens de la révolution, Ahmad Vahidi, pour « crimes contre l'humanité » lors de la répression du mouvement « Femme, vie, liberté ». Le rapport souligne que la répression du dernier mouvement de contestation populaire de janvier 2026 a suivi le même schéma, mais avec une ampleur « encore plus meurtrière et vertigineuse » (France 24, 16 septembre).

De son côté, une autre grande ONG de défense des droits humains, Human Rights Watch, affirme que l'Iran a exécuté près de 60 manifestants et dissidents politiques en cinq mois et relève que le rythme des exécutions politiques s'est accéléré depuis le début de la guerre entre la République islamique et les États-Unis. Elles visent notamment des personnes ayant participé aux manifestations antigouvernementales de janvier dernier (Franceinfo, 10 septembre). « Le message des autorités est clairement que toute manifestation sera brutalement réprimée, que ce soit par balles dans la rue ou via des exécutions publiques résultant de procès bidon », conclut l'enquête de l'ONG.

Le 30 septembre, deux autres manifestants ont été exécutés à Mashhad pour leur participation « aux émeutes » de janvier dernier contre le régime. Ali Hemmati et Majid Nikandish ont été exécutés à l'aube dans la cour de la prison où ils étaient détenus après le rejet de leur pourvoi en appel par la Cour suprême iranienne (Rûdaw, 30 septembre).

Le 24 septembre, le Tribunal révolutionnaire d'Ahwaz a condamné neuf militantes arabes à 5 ans de prison chacune pour « propagande contre l'État, atteinte à la sécurité de l'État », etc. (Rûdaw, 24 septembre).

Au Kurdistan iranien, selon les

informations collectées et documentées par plusieurs ONG, dont Hengaw et le Washington Kurdish Institute, au moins deux prisonniers kurdes ont été exécutés en septembre.

Farzad Ahmadpour, un homme de 35 ans originaire de Saqqez et père de deux enfants, a été exécuté le 13 septembre dans la prison de Jiroft. Deux jours plus tard, Fereydoun Akbarzadeh, originaire de Sarableh, a été exécuté à la prison centrale d'Illam en application du qisas (principe de rétribution), après avoir été reconnu coupable de meurtre. Il avait été transféré à l'isolement peu avant son exécution.

Le prisonnier politique Yousef Ahmadi restait également menacé d'exécution. En septembre, l'une de ses deux condamnations à mort a été annulée et remplacée par une peine de dix ans d'emprisonnement assortie du versement d'une compensation financière à la famille de la victime. Toutefois, une seconde condamnation à mort, liée à une accusation de baghi (« rébellion armée »), demeurait en vigueur. Ahmadi est emprisonné depuis plus de six ans.

Le 17 septembre, Ali Osloub, âgé de 35 ans et originaire de Piranshahr, a été abattu alors qu'il circulait à moto près de Jaldian. Le ministère du Renseignement a ensuite présenté la personne tuée lors de cette opération comme étant liée à un parti d'opposition kurde.

Les colporteurs kurdes des régions frontalières ont eux aussi continué d'être exposés à des violences meurtrières. Le 23 septembre, Mohammad Seddiq Owli, âgé de 28 ans et père de deux enfants, originaire de Salas-e Babajani, a été abattu près de la zone frontalière de Sheikh Saleh.

Auparavant, Arvin Azizi, âgé de 20 ans et originaire de Saqqez,

avait été grièvement blessé par des tirs alors qu'il travaillait comme kolbar(colporteurs) près de Baneh.

Au cours de la même semaine, quatre experts des Nations unies en matière de droits humains ont appelé les autorités iraniennes à mettre fin à l'usage illégal de la force meurtrière contre les kolbars kurdes et les transporteurs de carburant baloutches.

Dans leur déclaration du 23 septembre, ils ont fait état de rapports selon lesquels au moins douze kolbars auraient été tués par balle depuis le début de l'année 2026. Ils ont également appelé à l'ouverture d'enquêtes indépendantes sur les décès imputables aux forces de sécurité.

Le principal événement politique du mois s'est produit le 16 septembre, lorsque des commerçants et des marchands des bazars ont participé à une grève générale dans plusieurs villes kurdes, marquant le quatrième anniversaire de la mort de Jîna Amini et du début des manifestations Jin, Jiyan, Azadî (Femme, vie, liberté).

À la suite de l'appel lancé par une coalition de partis politiques kurdes d'Iran, les commerces ont fermé à Saqqez, Senna, Mahabad, Bukan, Shinno, Divandarreh, Marivan, Kamyaran et Qorveh. Les forces de sécurité ont renforcé leur présence dans plusieurs villes, tandis que certains commerçants ont reçu des avertissements les menaçant de fermeture administrative s'ils participaient à la grève.

La répression avait commencé avant même le mouvement. À Senna, deux commerçants, Jalal Khoda-Moradi, âgé de 46 ans, et Mohsen Hossein-Panahi, âgé de 37 ans, ont été convoqués après avoir reçu l'ordre de signer des

engagements à ne pas fermer leurs commerces. Ils ont été arrêtés le 14 septembre après s'être présentés aux autorités.

Shinno est également devenue un centre d'arrestations. Abdolbaset Bapiri, Soran Bayazidi, Rahim Arshadi, Reza Rashidnia et Fakhraddin Ebrahimi figurent parmi les habitants interpellés lors de perquisitions menées autour du 15 septembre. Ebrahimi est le fils de Mohieddin Ebrahimi, un prisonnier politique kurde exécuté. Ahmad Hajipour a été arrêté le lendemain. À Mahabad, le militant de la société civile et entraîneur d'arts martiaux Hiwa Abdollahi a également été interpellé. Au total, sept Kurdes ont été recensés parmi les personnes détenues à Shinno et à Mahabad.

La pression s'est poursuivie après le 16 septembre. Les services de sécurité ont convoqué ou arrêté des commerçants ayant participé à la grève, tandis que des commerces à Senna et à Saqqez ont été temporairement fermés. À Kamyaran, plusieurs commerçants ont été convoqués et contraints de signer des engagements leur interdisant de participer à de futures grèves. Selon le Réseau des droits humains du Kurdistan, au moins six d'entre eux ont été arrêtés.

Des dizaines de commerçants kurdes ont ainsi fait l'objet de convocations, d'arrestations ou de fermetures de leurs établissements.

Les enfants ont, une nouvelle fois, été soumis à des pressions de la part des services de sécurité. À Shinno, les autorités ont convoqué et interrogé au moins vingt enfants kurdes âgés de moins de 18 ans en raison de leurs activités sur les réseaux sociaux. Leurs téléphones et leurs appareils électroniques ont été confisqués. Ils auraient été interrogés sur des accusations de « propagande contre l'État », avant

d'être libérés sous caution.

L'affaire la plus grave concerne Arjin Jondi, un adolescent de 16 ans originaire du village de Kuper, près de Piranshahr. Il a été arrêté le 12 septembre à la suite de la mort d'Eslam Kak-Darvishi, membre du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Un groupe se présentant sous le nom de Khorî Hiwa (« Soleil de l'espoir ») avait revendiqué la responsabilité de cette attaque. Les autorités ont ensuite diffusé une vidéo contenant des déclarations attribuées à Jondi. L'adolescent était toujours privé d'accès à un avocat et de visites familiales, tandis que les inquiétudes grandissaient quant à la possibilité qu'il soit poursuivi dans une affaire passible de la peine de mort.

Les arrestations ont largement dépassé le cadre de la grève commémorative. Dans la région de Margavar, à Ourmia, Farhang Dehghan, Majid Ebtehaj, Vahed Shabani, Behdar Asadi et Saleh Darboubbeh-Chichak ont été arrêtés lors d'opérations menées autour des 16 et 17 septembre, puis transférés vers des lieux de détention non communiqués.

Mehran Ebrahimzadeh a été arrêté sur son lieu de travail à Mahabad, tandis que Mohammad Mohammadzadeh, âgé de 37 ans et père de jumeaux, a été interpellé à Divandarreh.

À Baneh, les forces du ministère du Renseignement ont arrêté le militant de la société civile Azad Rahmati le 23 septembre, après une perquisition au domicile familial. Le même jour, le militant culturel Yousef Rahimi, président de l'Association culturelle et littéraire Hazha, a été arrêté et son domicile perquisitionné. Des effets personnels, notamment des livres et du matériel informatique, ont été confisqués.



02 septembre 2026

## Frappe américaine sur un mariage en Iran : ce que montrent les images

**D**ans la nuit du 1er au 2 septembre, des missiles et des drones kamikazes américains ont frappé un village du sud de l'Iran, touchant notamment une cérémonie de mariage, dans un bâtiment que nous avons localisé à plus de 130 mètres d'une tour de communication, cible qui était probablement visée. Cinq personnes, dont un enfant, sont mortes.

Plusieurs vidéos montrent les conséquences de l'attaque américaine qui a touché une maison où se déroulait un mariage à Kuhestak, dans la province d'Hormozgan, sur la côte sud de l'Iran, au bord du golfe Persique. Elles révèlent des dégâts considérables. Le toit de la maison semble avoir été entièrement détruit, et des débris sont éparpillés sur des dizaines de mètres autour du lieu d'impact.

Les images documentant l'incident nous ont permis de géolocaliser également le lieu du mariage, à plus de 135 mètres de la tour de télécommunications.

Des vidéos tournées dans un hôpital montrent également plusieurs blessés, dont de nombreux enfants. On y voit également le corps d'un garçon recouvert d'un drap bleu.

Selon le Croissant-Rouge iranien, outre les cinq personnes tuées, les frappes

ont fait 68 blessés lors de l'attaque américaine contre Kuhestak.

«Il n'y a absolument aucune infrastructure militaire à proximité de cette maison»

Sur Instagram, «Motahe-reh7», une influenceuse locale qui vit dans le village et qui était invitée au mariage, a publié une courte vidéo après les frappes de missiles, vers 21 h 30.

«Vous avez été nombreux à m'envoyer des messages pour me demander : «Ont-ils frappé Kuhestak ?» Oui, ils ont frappé la maison où se déroulait un mariage. C'est la maison du cousin de mon mari. Je ne sais pas encore combien de personnes s'y trouvaient, combien sont ensevelies sous [les décombres]... Que Dieu nous vienne en aide. Il n'y a absolument aucune infrastructure militaire à proximité de cette maison. Rien...»

Voir cette publication sur Instagram Une publication partagée par مطهره (@motahareh7\_)

Entre le mariage et la tour de télécommunications, 135 mètres

Une vidéo de vidéosurveillance permet de compter au moins six explosions.

La cible principale semblait être une tour de télécommunications, contre laquelle des vidéos filmées par des

habitants de la région documentent des frappes.

La rédaction des Observateurs a géolocalisé la tour : elle paraît se trouver dans une zone urbaine, mais à une certaine distance des habitations du village.

Plusieurs vidéos montrant les conséquences de l'attaque indiquent que le bâtiment où se déroulait le mariage a été directement touché, et non endommagé par des éclats d'obus.

Selon plusieurs experts, les images de débris de missile suggèrent qu'un missile de croisière SLAM-ER aurait pu être utilisé. Une arme que son fabricant Boeing décrit comme la plus précise de l'arsenal de la marine américaine.

Il n'est cependant pas possible d'établir de manière indépendante si les débris ont été filmés sur le site de la frappe visant le mariage ou sur celui de la tour de télécommunications.

Weapon remnants said to have been recovered from tonight's strike on a wedding ceremony in Kuhestak, Iran, have been identified by @Easybakeovensz as SLAM-ER components. Manufacturer Boeing tout this cruise missile as the "most accurate" weapon in the U.S. Navy's inventory. pic.twitter.com/lv7VH3zNUq — Christiaan Triebert (@trbrtc) September 2, 2026

Quatrième frappe touchant des civils.

Plusieurs responsables iraniens ont réagi à cet incident. Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien et figure clé des négociations avec les États-Unis, a qualifié le gouvernement américain de «Satan».

Minab school: children massacred. Lamerd sports hall: kids slaughtered. Kouhestak wedding: children killed with families. If a power acts like Satan, picks targets like Satan, and kills like Satan, it's Satan. Shields a junior Satan that does the same? It's THE Great Satan. — محمدباقر قالیباف I MB Ghalibaf (@mb\_ghalibaf) September 2, 2026

Tim Hawkins, porte-parole du Commandement central américain, a déclaré que celui-ci avait pris connaissance des informations faisant état de victimes civiles. Il a ajouté : «L'armée américaine ne prend jamais pour cible des civils, contrairement au Corps des Gardiens de la révolution islamique.»

C'est le quatrième cas de frappes américaines touchant des civils depuis le début de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Le 28 février, premier jour du conflit, une frappe qui aurait été menée par les États-Unis sur une école a tué environ 170 personnes, pour la plupart des élèves, ainsi que des enseignants et des parents.

The New York Times

Steven Erlanger  
Sept. 2, 2026

## Status of Iran's Nuclear Program Is Unclear, U.N. Watchdog Says

As the war sputters on, an internal report from the International Atomic Energy Agency said Iran's refusal to grant access to its inspectors was an urgent concern.

**S**teven Erlanger, based in Berlin, has written about Iran and its nuclear program for many years.

Iran is continuing to deny inspectors from the U.N. nuclear watchdog access to its nuclear facilities so they cannot verify the location and status of Iran's near bomb-grade uranium, according to an internal report from the agency.

"The agency's lack of information about this material and access to facilities to verify it is a matter of proliferation concern," said the report, by the director general of the International Atomic Energy Agency, Rafael M. Grossi. He called on Iran to allow agency inspectors into the country "with the utmost urgency."

The 11-page report, dated Tuesday and obtained by The New York Times, was sent to member states before a meeting next week of the agency's board of governors in Vienna to consider a new resolution

censuring Iran.

The report comes as the United States and Iran [exchanged new attacks](#) in their off-again and on-again war that began on Feb. 28 with a sustained bombing campaign by Israel and the United States. An interim accord in June was supposed to allow the agency access to Iran's nuclear sites and begin a new set of talks on Iran's nuclear program, but that agreement quickly collapsed.

Agency inspectors have had no access to Iran's critical enrichment facilities — at Fordow, Natanz and Isfahan — since June 2025. At that time, for 12 days, Israel and the United States bombed Iran and some of its known nuclear sites, apparently burying its large stockpiles of enriched uranium.

A satellite image released by Vantor in June shows an overview of the Fordow underground enrichment plant near Qom, Iran. It was targeted in U.S. strikes in

2025. Credit...Vantor, via Reuters

According to the report, based on information provided by Iran up to June 12 and largely verified by the agency, Iran had an estimated 9874.9 kilograms of enriched uranium. Of that, 184.1 kilograms was enriched up to 20 percent and 440.9 kilograms enriched up to 60 percent, which is close to weapons-grade.

Given the inspectors' lack of access, however, the report said, "the agency cannot provide any information on the current size, composition or whereabouts of the stockpile of enriched uranium in Iran or whether Iran has suspended all enrichment activities." Nor can the agency provide information about Iran's current inventory of centrifuges or whether it is still making and testing them.

Iran has also never granted access to a fourth enrichment facility near Isfahan that Iran announced in June 2025. The

agency is not even sure of its exact location, let alone what it contains, the report said. Iran also continues to refuse to address longstanding unresolved questions about its previous nuclear program and undeclared sites that may have been used for military purposes.

Iran has always denied seeking a nuclear weapon but has never satisfactorily explained to the agency why it has enriched uranium to 60 percent, far more than needed in any civilian use.

Iran has promised the agency access to its uncontroversial civilian nuclear power plants at Bushehr later this month, the report said.

Steven Erlanger is the chief diplomatic correspondent in Europe and is based in Berlin. He has reported from over 120 countries, including Thailand, France, Israel, Germany and the former Soviet Union.

Le Monde

02 septembre 2026

## Iran - États-Unis : un conflit sans fin

**L**e conflit entre l'Iran et les États-Unis semble tourner en rond, avec de nouvelles frappes ce week-end près du détroit d'Ormuz. Les États-Unis ont bombardé dimanche 30 août

l'île iranienne de Larak, faisant au moins deux morts, pour prévenir des lançements de mines marines dans le détroit, selon Washington. L'Iran a répliqué lundi par des frappes sur des positions mi-

litaires étatsuniennes en Jordanie et aux Émirats arabes unis. Ces deux derniers pays dénoncent une « *escalade dangereuse* » et regrettent la reprise des hostilités après plusieurs semaines d'accal-

mie. Donald Trump cherche désormais au sommet du G20 finances, débuté lundi 31 août en Caroline du Nord, des alliés pour financer une guerre sans issue.

The New York Times

Erica L. Green  
Sept. 2, 2026

# Trump Returns to a Familiar Playbook as the War With Iran Flares Up Again

The United States seems increasingly bogged down in Iran after six months of conflict, despite President Trump's declarations of military dominance.

**A**s the on-again, off-again war in Iran flares up again, President Trump seems bogged down in a conflict that he cannot control or move past, despite his declarations of total victory.

On Tuesday night, after the latest exchange of fire over control of the Strait of Hormuz, Mr. Trump called on the Iranian people to rise up — something he did at the outset of the war six months ago, before he acknowledged that his command was easier said than done.

In a social media post, Mr. Trump also brushed off the stalled negotiations with Iran.

"I couldn't care less if they sign a worthless, to them, agreement," he wrote on Tuesday night, hours after the United States carried out a fresh wave of attacks and Iran hit back.

"I like our position now much better, with almost total control of the Hormuz Strait, and their economy totally collapsing," Mr. Trump continued. "They are just playing out the inevitable. When are the Iranian people going to rise up and fight?"

The post followed a 24-hour stretch during which Mr. Trump's by-now familiar playbook for the conflict was on full display. The president went from boasting that Iran was defeated militarily, a "failed nation" in economic disarray, to threatening an apocalyptic

attack that would leave "very little left" of the country after it had defied his declarations and demands.

By Wednesday morning, as Iran and the United States assessed the damage of the most recent attacks, Mr. Trump was back to trolling the country on social media, asking his followers whether the United States should name the Strait of Hormuz the "Trump Strait."

Foreign policy experts say the latest round of hostilities point to a reality that has become increasingly clear of Mr. Trump's handling of the war: He has run out of options.

"The strategy has been rinse and repeat, whether it's rhetorical or kinetic action," said Matthew Bartlett, a Republican strategist and former State Department appointee in the first Trump administration. "It's been absolutely shocking how the United States has been exposed for a lack of a plan of engagement, and a lack of a plan to either win or exit this war."

Mr. Bartlett said that Mr. Trump's return to a call to action urging Iranians to take over the government — an unfulfilled objective of the war that Mr. Trump has admitted was not achievable — suggests he has no real strategy.

"When you get to the bottom," he added, "you go back to the top of the ladder of engagement."

But regardless of Mr. Trump's

combative words, Iran is making clear that it has leverage, as well. Even though Mr. Trump had predicted that the war would be over in a matter of weeks, there is no real end in sight. Iran has fired on ships passing through the Strait of Hormuz, severely curbing the ability of U.S. allies to export oil and gas.

That is not to say that the U.S. operations in Iran have not hurt the country. Michael Froman, the president of the Council on Foreign Relations, said that it was undeniable that Iran was in a fundamentally weaker position than it was a few years ago, and that the U.S. military had achieved many of the war's objectives.

In the first weeks of the operation, the United States took out senior leaders, including Ayatollah Ali Khamenei, and decimated Iran's navy. Mr. Trump has also claimed that the country has "no Air Force, they have no currency, they are not paying their soldiers or police, Inflation is at 300%, and their leadership is in total disarray and incapable of properly representing the country."

But Iran, now led by a more hard-line regime, has proved that it can disrupt the global economy even with a weakened or limited military, by wielding its leverage over the Strait of Hormuz.

"The U.S. has demonstrated its capacity, and that it continues to have one of the most effective militaries in the

world," Mr. Froman said. "I think the challenge is this asymmetric warfare — where we do have the most effective military in the world, but smaller powers with far less capacity, strategically deployed, could still wreak havoc and make it difficult for us to achieve 100 percent of our objectives."

Mr. Trump has recently sought to move on from a military campaign in Iran by waging economic warfare.

The United States has sought to squeeze Iran economically by enforcing a naval blockade on Iranian ports and increasing sanctions on Tehran. The administration is also banking on a so-called "economic D-Day" announced last month by Treasury Secretary Scott Bessent, which the White House described "an unprecedented campaign to sever every remaining economic lifeline sustaining the Islamic Republic of Iran."

The campaign is intended to exert pressure on other countries, including potentially China and Russia, that continue to trade with Iran or help it evade U.S. sanctions.

But few countries have shown any indication that it plans to heed the calls, including the two U.S. adversaries Mr. Trump has been reluctant to confront.

China remains a lifeline for Iran, buying its oil and supplying it with raw materials and technology that support its economy and military. And

just this week, President Vladimir V. Putin of Russia [pledged that his country would continue to support](#) Iran and help them defend their national interests.

Mr. Trump is also feeling the [political price](#) at home, in terms of the toll on the American economy ahead of the mid-term elections. He is reluctant to resume an all-out bombardment, even though he issues

regular threats, including one on Tuesday night announcing that the United States was hitting Iranian targets near the Strait of Hormuz.

"If the failed Nation of Iran retaliates for this very justified attack," he wrote, "they will be hit again at a much harder and higher level, but it will not be the biggest attack of them all, that is waiting in the wings and, when it is over,

there will be very little left of the Islamic Republic of Iran!"

Khaled Elgindy, a senior research fellow in the Middle East program at the Quincy Institute for Responsible Statecraft and adjunct instructor at Georgetown University's Center for Contemporary Arab Studies, said that Mr. Trump's bluster on social media is attempting to save face for the quagmire he has put himself,

and Republicans heading into the midterms, in.

"Part of the play is that he's just playing to his base, whether it's true or not," Mr. Elgindy said. "I don't think there's much of a strategy beyond trying to wish things into existence by sheer force of words."

Erica L. Green is a White House correspondent for The Times, covering President Trump and his administration.

# Le Monde

03 septembre 2026

## L'Iran dit avoir visé des bases américaines au Koweït et aux Emirats arabes unis

Téhéran affirme avoir visé des installations américaines au Koweït et aux Emirats arabes unis, en représailles à des frappes américaines menées dimanche sur des lance-roquettes iraniens dans le détroit d'Ormuz.

L'armée iranienne a annoncé, jeudi 3 septembre, avoir visé des bases américaines au Koweït et aux Emirats arabes unis, [à la suite de frappes des Etats-Unis sur son territoire](#). « Ce matin, l'armée a frappé au moyen de missiles et de drones les systèmes de communication par satellite, les dépôts d'équipement et les hangars d'avions de combat de l'armée terroriste américaine dans la base aérienne Ahmad Al-Jaber au Koweït », précise un communiqué militaire relayé par la télévision d'Etat iranienne.

Selon l'agence de presse officielle IRNA, ces frappes ont endommagé les systèmes de communication et les hangars de la base. Aux Emirats arabes unis, des « positions de troupes » et « les systèmes radars de l'armée américaine » ont été visés sur la base aérienne Al-Minhad par des missiles et des drones.

L'armée iranienne présente ces frappes comme la 31<sup>e</sup> étape de son opération « Saegheh » (« foudre », en persan), selon IRNA. Elle décrit la base Ahmad Al-Jaber comme un point d'appui logistique central pour les opérations aériennes et de surveillance américaines dans la région, et celle d'Al-Minhad comme un centre majeur de soutien et de transport aérien pour les forces étrangères.

Des sirènes d'alerte ont retenti jeudi matin au Koweït, où les défenses aériennes ont intercepté des missiles et des drones ; sur X, le ministre de la défense koweïtien a parlé d'une « agression iranienne caractérisée ». Ces tirs sont survenus au lendemain d'attaques aériennes iraniennes que Bahreïn et la Jordanie, deux autres alliés des Etats-Unis dans la région, ont également déclaré avoir intercepté mercredi.

### Menace de nouvelles représailles

Les combats entre les Etats-Unis et l'Iran se sont intensifiés cette semaine après que l'armée américaine a frappé, dimanche, des lance-roquettes iraniens installés sur une île du détroit d'Ormuz, affirmant que Téhéran prévoyait de les utiliser pour miner cette voie maritime stratégique, par laquelle transite une part importante du pétrole mondial.

Selon les médias iraniens, six membres de la marine iranienne ont été tués à la suite de ces frappes. « Durant les attaques criminelles menées par l'armée terroriste américaine le 1<sup>er</sup> septembre sur des secteurs du pays, six membres de la marine de la République islamique d'Iran sont tombés en martyr », a annoncé l'agence de presse iranienne Tasnim, sans préciser où ils avaient été tués.

Le chef des gardiens de la révolution, la force armée de l'Iran, a également promis jeudi de venger la mort des quatre personnes qui auraient été tuées lors d'un mariage par une frappe américaine. « Le sang pur de ces martyrs (...) ne restera pas impuni et sera certainement vengé », a déclaré Ahmad Vahidi dans un communiqué diffusé par la télévision d'Etat.

En réponse jeudi à une question sur cette frappe, le vice-président américain, JD Vance, a confirmé que les Etats-Unis menaient une « enquête approfondie », tout en se disant « sceptique ». « Je dirais que les médias d'Etat iraniens n'ont pas vraiment rendu compte de manière fiable de ce qui s'est passé dans ce conflit jusqu'à présent », a-t-il déclaré devant la presse.

## Iran : une mission des Nations unies demande le retrait d'un projet de loi pénalisant certains contacts avec l'étranger

En vertu de ce texte, en cours d'examen au Parlement, les Iraniens pourraient « faire l'objet de poursuites pénales s'ils n'obtenaient pas d'autorisation préalable pour des activités courantes », estiment les enquêteurs de la mission.

**D**es enquêteurs mandatés par les Nations unies pour examiner les violations des droits humains en Iran ont condamné, jeudi 3 septembre, un projet de loi susceptible à leurs yeux de conduire à l'emprisonnement de personnes ayant communiqué avec des individus étrangers ou des entités étrangères.

Dans un communiqué, la Mission internationale indépendante d'établissement des faits des Nations unies sur l'Iran dit avoir « appelé le gouvernement à retirer immédiatement » ce texte.

Actuellement à l'étude au Parlement, celui-ci n'est pas finalisé, et la durée des peines n'est pas clairement établie. Selon les enquêteurs, des journalistes, des universitaires, des militants, notamment, seraient passibles de trente ans de prison.

Le projet de loi dispose en l'état que, « afin de protéger l'indépendance et la souve-

*raineté, la sécurité de l'unité nationale et l'identité culturelle » de l'Iran, sera punie « toute activité ou communication de personnes physiques ou morales, iraniennes ou étrangères, qui conduit à porter atteinte à l'indépendance, à l'unité nationale, aux normes islamiques ou à la souveraineté nationale ».*

Selon la mission, toute interaction présumée avec des Etats étrangers désignés, des médias, des établissements universitaires, des défenseurs des droits humains ou des organisations de la société civile pourrait ainsi « être poursuivie comme une atteinte grave à la sécurité nationale ».

**« Criminaliser » les contacts avec le monde extérieur**

En vertu du projet de loi, formulé en termes « larges et vagues », les Iraniens pourraient, d'après les enquêteurs, « faire l'objet de

*poursuites pénales s'ils n'obtenaient pas d'autorisation préalable pour des activités courantes, telles que la publication de livres et d'articles, le partage de données et d'analyses, la coopération scientifique ou universitaire, les échanges avec des médias étrangers ou désignés comme "hostiles", ou encore la gestion d'un journal ou d'un site Internet ».*

Les activités économiques, commerciales et financières, notamment les transferts d'argent et la fourniture de biens ou de services, seraient, elles aussi, soumises à autorisation, ajoute la mission, qui ne s'exprime pas au nom des Nations unies.

Événement

*« Nous sommes consternés par les mesures prises par le gouvernement iranien pour criminaliser de manière générale tout contact des Iraniens ordinaires avec le monde extérieur », a déclaré Sara Hos-*

sain, présidente de la mission.

Abbas Golro, député et président de la commission des affaires étrangères du Parlement iranien, a expliqué, jeudi, à l'agence de presse Mehr que ce texte avait pour but de « protéger les citoyens iraniens de toute influence étrangère ».

« Il n'y a pas lieu de s'inquiéter au sujet de ce projet de loi et, à mon avis, les critiques formulées à son encontre résultent d'une connaissance insuffisante de ses dispositions », a-t-il estimé.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a mis sur pied cette mission d'enquête de haut niveau en novembre 2022, après la répression sanglante des grandes manifestations déclenchées par la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée pour avoir prétendument enfreint le strict code vestimentaire imposé aux femmes.

## ‘I Wouldn’t Call It a War’: Vance Plays Down Recent Iran Strikes

In the first White House press briefing since Karoline Leavitt left as press secretary, the vice president suggested that when the conflict would end was up to Tehran.

Vice President JD Vance told reporters on Thursday that he would not call the military conflict with Iran a “war” at the moment, but conceded that he could not predict when it would end.

Mr. Vance made the remarks at the lectern in the White House briefing room, the first person to deliver a briefing since Karoline Leavitt left as press secretary last week. His appearance was also the first briefing held by any administration official there in several weeks.

When asked whether he believed the war in Iran that President Trump and Israeli officials began in February would be over by the midterm elections, Mr. Vance said, “I wouldn’t call it a war right now.” The vice president said there was “no active shooting,” and described strikes from both sides in the past few days as occasional flare-ups.

His comments came a day after a particularly [intense exchange of fire](#), with Iran accusing the United States of killing people at a wedding during a volley of strikes, and with the country launching attacks of its own on U.S. military assets across the Middle East.

Mr. Trump has often been much more aggressive in describing the conflict with Iran, and has sounded

increasingly bellicose about what he would do to the Middle East nation if it continued striking tankers in the Strait of Hormuz. But Mr. Vance suggested that Iran would decide when precisely the conflict would end.

“I think the reality is: I don’t know the answer to that question,” Mr. Vance said. “You would have to ask the Iranians.” He also said that he was “skeptical” of reports by Iranian state media that U.S. strikes hit a wedding party and civilians in the past several days.

“The Iranian state media has not been a very good scribe about what’s happened in the conflict thus far,” he said. “So I’m extremely skeptical of this.”

A New York Times visual analysis, together with a weapons expert, concluded that the wedding was [struck by a bomb used by U.S. forces](#).

“Unfortunately, obviously, sometimes things happen,” Mr. Vance said, echoing Mr. Trump’s past comments. But he said the United States did not have conclusive information either way, and emphasized that the administration does not intentionally target civilians.

Mr. Vance also declined to reject the former Fox News host Tucker Carlson, a friend

of the vice president’s who has been deeply critical of Mr. Trump over the Iran war. Mr. Carlson has called for the president’s impeachment.

“Everybody knows that Tucker Carlson and I are friends, and I think it’s very obvious that Tucker has said some things that I disagree with,” Mr. Vance said. “He said some things about the president of the United States that I think are just wrong.” But he said he would not “play the game where I throw friends under the bus because I have political disagreements with them. I think that is a terrible place for the United States to go.”

Later, Mr. Vance spoke in support of Defense Secretary Pete Hegseth amid reports that Daniel P. Driscoll, the departed Army secretary, had expressed concern about Mr. Hegseth’s leadership and his [ousting of generals](#). Mr. Driscoll [left his role](#) in recent days.

Mr. Vance spoke warmly of Mr. Driscoll, but also praised Mr. Hegseth, whom Republican lawmakers have increasingly criticized for his seemingly chaotic management of the Pentagon.

The vice president was separately asked about the widow of John A. Klinner, an airman from Alabama known as Alex who was [killed in combat with Iran](#). His widow,

Libby Klinner, wrote on social media that she had been denied some benefits by the military because the United States had not formally declared war. Mr. Klinner left behind three young children.

“As much as our heart breaks, I can’t possibly fathom a young widow, what she’s feeling, and dealing with it,” Mr. Vance said, adding, “We very much take very seriously our commitment to get you what you need to get.”

He said he was looking forward to being at the World Trade Center site in New York to represent the administration on the 25th anniversary of the Sept. 11 terrorist attacks that killed about 3,000 people in three locations. He spoke nostalgically about the sense of common purpose throughout the United States shortly after the attacks.

He then added, on an apparent sarcastic note: “As you guys can probably guess, I’m really looking forward to hanging out with Joe Biden. I’m sure that we’ll have many, many intense intellectual conversations. And it’ll be great. We’ll have a great time.”

Mr. Biden is [expected to attend the event](#) with Jill Biden, the former first lady.

Maggie Haberman is a White House correspondent for The Times, reporting on President Trump.

The New York Times

Raja Abdulrahim  
Sept. 3, 2026

# Syrians Want Justice for Assad-Era Killings and Torture

Hundreds of thousands were killed and tortured. But prosecuting everyone involved in atrocities could be impractical and risk renewed civil strife.

Children in dusty clothes played in the rubble in Damascus's [Tadamon](#) neighborhood, the site of repeated massacres, searching for human remains as if they were scouting for seashells on a sandy shore.

"This is a rib bone," declared an eager young boy in sandals, holding it aloft. Another child pulled at what appeared to be a femur with his right hand while holding another bone in his left.

When more than five decades of the Assad family dictatorship ended in 2024, Syrians who had been victims of the regime's crimes — especially during the nearly 14-year civil war — wanted swift [accountability](#). Many expected the new government to collect and use the evidence of mass killings in places like Tadamon in prosecutions.

But the rebels who overthrew President Bashar al-Assad and took power have sought to balance justice against peace, fearing that trying to hold everyone involved in war crimes to account would provoke more civil strife.

One of the first moves by the new president, Ahmed al-Sharaa, was to announce an [amnesty](#) for rank-and-file soldiers from the Assad era, while still vowing to go after those with "blood on their hands" — as in those directly involved in atrocities. The measure aimed to restore calm to the country. But it angered many who said they

would never forgive.

Last year, the government set up an independent body, the National Commission for Transitional Justice, to oversee the transitional justice process.

The biggest challenge "is balancing between law and accountability, and civil peace and national reconciliation," said Abdul Basit Abdul Latif, the commission's head. "If you say in Syria, 'I'm going to prosecute a million people' you are saying, 'Let's have another civil war.'"

For many crimes committed during the civil war, the Syrian authorities will need to offer amnesties and reconciliation, said Mr. Abdul Latif and others involved in the process. Prosecutions should focus on the most grievous abuses, such as the former regime's use of [chemical weapons](#), the [torture](#) and [executions](#) rife in its prisons, and [massacres](#), he said.

At least [580,000](#) people were killed during the war, according to the United Nations, which has cautioned that the figure is incomplete because tracking casualties during the conflict was difficult. When the Assad government fell, more than 24,000 prisoners were freed — far fewer than many expected, suggesting that many of Syria's [140,000](#) missing people may have been killed in the regime's prisons or elsewhere.

Prosecutions, Mr. Abdul Latif predicted, would give Syrians

a sense of relief. But he said, "If there isn't justice and accountability and the big criminals aren't put on trial and prosecuted for the massacres they committed, we will continue to swirl in a vortex of revenge."

The approach he advocates — one that would involve prosecutions, but also reconciliation and reparation efforts — would entail a long, complex process, and many Syrians have already begun to question how committed the government is to justice.

Increasingly in recent months, some Syrians have sought [revenge](#) against those they accuse of being collaborators or criminals associated with the deposed regime. Lynchings, beatings and vandalism have been on the rise. The names of alleged [shabiha](#) — regime thugs and gunmen — have appeared scrawled on Damascus walls, and leaflets distributed around the country have threatened regime informants and others implicated in its abuses.

A torn portrait of overthrown president Bashar al-Assad at an abandoned checkpoint at the entrance of the Tadamon neighborhood.

The official effort to see justice done took a step forward last month, when a Syrian court [convicted](#) Mr. al-Assad and eight others on charges of murder, torture and crimes against humanity, and sentenced them all to death. Only one of them, Atef Najib,

Mr. al-Assad's cousin, is in Syrian custody. Mr. al-Assad himself is in exile in Russia. The verdicts, which were the first in Syria related to the wartime period, were met with celebrations in the courthouse and in streets across the country.

Human rights experts raised questions about whether the proceedings were fair and transparent.

As the former head of the Political Security Branch in the southern province of Daraa, Mr. Najib was charged with overseeing the arrest and torture of [schoolchildren](#) for scrawling political graffiti, and with the use of brutal force against protesters. When he was brought into the courtroom, dressed in striped prison garb and placed in a large cage, the families of victims and others shouted mockingly at him. Chants broke out, warning that "Assad's dogs" should be afraid.

"It's exhibitionist justice more than transitional justice," Anwar Bunni, a Syrian lawyer and founder of the Syrian Center for Legal Studies and Research, said at the time.

Beyond the spectacle, human rights experts also questioned whether the government was prepared to hold its first trial. Syria is still building a new legal system and in the process of establishing forensic teams, training judges and enacting laws covering crimes committed during the war.

"They want to show that they have started, and they don't have the ability to start," Mr. Bunni said.

The court that convicted those first nine defendants, and that is now trying others, has invoked international law as the basis for the proceedings, said Hiba Zayadin, a senior researcher for Human Rights Watch investigating human rights abuses in Syria. However, properly applying international law is not easy and puts a heavy burden on the judges, she said.

"There's a genuine tension here," Ms. Zayadin said. "Suspects can't sit in detention indefinitely without trial, and there's a real concern that without accountability, communities will seek justice outside the courts."

"But transitional justice processes that work take years to build properly," she added.

Firja Tu'ma al-Ali, 70, is among those eager for the closure that justice could bring. She believes the remains of her son, Omar Ahmed Hassan, are somewhere among the piles of

bones in Tadamon or buried underground in one of several suspected massacre pits.

Her son disappeared in 2013 when he went to pick up his daughter from school. He never got there, she recounted. As she told her story, she paused often, weeping quietly.

While the government in April arrested a former regime intelligence officer named Amjad Youssef, a central figure accused of involvement in a notorious massacre in Tadamon of more than 40 people, Ms. al-Ali was not satisfied.

"What about the other criminals?" she recently asked. For many families, incomplete justice will never assuage their grievances.

One of the biggest challenges facing the country's leaders will be convincing victims and their families to accept alternatives to criminal prosecutions, said Zahra al-Barazi, the deputy chair of the National Commission for Transitional Justice and an adviser in Syria's foreign ministry.

That could involve an approach like South Africa's Truth and Reconciliation Commission, established after Apartheid, or compensation for suffering.

"We can't imprison half a million Syrians. That doesn't lead to Syrians being able to live together," she said.

For some Syrians, the tension between justice and reconciliation is embodied in the case of Fadi Saqr, who once led the National Defense Forces, a pro-Assad paramilitary force, in Damascus. He has been accused by some Syrians of being involved in the force's massacre of civilians in Tadamon.

Mr. Saqr has denied responsibility and said he was appointed to lead the militia after the massacre.

Mr. Saqr has worked with the Committee for Civil Peace, a governmental body that aims at easing Syria's internal divisions and fostering transitional justice. The government hoped Mr. Saqr, a member of the Alawite minority that the Assad family belongs to and favored over

its decades in power, could help reconciliation efforts between different minority groups. But his participation has provoked a maelstrom among some Syrians.

When he visited Tadamon last year, accompanied by security officials from the new government, Ms. al-Ali and other residents protested, saying he should be in prison facing trial. "I want his head. I want to see his blood," she said at the time, according to a video posted online.

More than a year after his visit, a government civil defense team finally arrived in the neighborhood to collect bones and dig up one mass grave, gathering potential evidence for prosecutions. Residents say they believe many more bodies are still buried there.

Neighborhood children continue to unearth more remains — residents say no one from the government has returned to retrieve them.

The large hole left by the unearthing of the grave now lingers like a gaping open wound.

LA CROIX

04 septembre 2026

## En Iran, les États-Unis accusés d'avoir transformé un mariage en enterrement

Une frappe a fait au moins cinq morts et 67 blessés, mardi 1er septembre, lors d'un mariage célébré dans une ville du sud de l'Iran. Téhéran, qui a riposté par des frappes tous azimuts dans la région, accuse Washington de « crime de guerre ». Une enquête du New York Times affirme que la bombe était bel et bien

américaine.

« Ce devait être une nuit d'amour et de rire. Mais le mariage s'est transformé en deuil et la nuit sera à jamais amère. » C'est le maquillage dégoûtant et le visage couvert d'éclaboussures rouges que Motahareh a posté ce message, mardi 1er septembre, sur Instagram, une heure après le bombardement qui a

fait basculer le mariage auquel elle était invitée, dans l'horreur.

Avant la cérémonie, organisée dans une maison de Kuestak, une petite ville portuaire du sud de l'Iran, la jeune femme avait publié une photo d'elle rayonnante dans sa tenue fleurie et son voile parme, les mains toutes or-

nées de henné. C'est vers 21 h 30 que la soirée a tourné au cauchemar, lorsqu'une bombe s'est abattue sur la maison où Ali Malahi, un pêcheur, célébrait, selon les médias d'État, le mariage de sa fille.

Au moins cinq invités ont été tués, dont un garçon de 6 ans, et 67 ont été blessés,

d'après le Croissant-Rouge iranien. L'organisation d'aide humanitaire a diffusé une vidéo montrant un trou béant dans le toit de la maison, bordée de palmiers et entourée de gravats. D'autres vidéos, largement relayées sur les réseaux sociaux, montraient des chaussures abandonnées dans le chaos, parfois ensanglantées, des décorations à terre et des riverains abasourdis. « Encore une paire de bottes militaires dans cette base militaire ! », ironise dans l'une d'elles un homme en ramassant une sandale pailletée dans les décombres.

Alors que l'aviation américaine a repris ses frappes dimanche 30 août, après un mois de fragile accalmie, les autorités iraniennes se sont empressées d'accuser les États-Unis de « crime de guerre », « dans le cadre de (leur) lutte désespérée pour dissimuler leur échec ». Le secrétaire général des Na-

tions unies, António Guterres, s'est dit « profondément alarmé par les informations faisant état de victimes civiles ». En juillet, l'ONG Human Rights Activists News Agency, dénombrait 1 721 civils parmi les 3 684 morts comptabilisés depuis le début de la guerre en Iran.

L'armée américaine n'a pas directement commenté la frappe sur le mariage, ni indiqué si une enquête avait été ouverte. Le Commandement central américain (Centcom), qui a confirmé avoir bombardé des sites de défense antiaérienne, des systèmes de radar ou encore des installations maritimes à travers l'Iran, a simplement assuré que « l'armée américaine ne prenait jamais pour cible des civils, contrairement aux Gardiens de la révolution ». Une analyse menée par le New York Times confirme néanmoins que les explosifs utilisés à Kuhestak étaient américains. Les composants

identifiés dans diverses vidéos sont ceux d'une bombe planante, utilisée par le Centcom, et non par les forces iraniennes, affirme le quotidien. Outre le mariage de la famille Malahi, ajoute le NYT, l'aviation américaine a frappé une grande tour de télécommunications, à 130 mètres de là, près du port situé le long du détroit d'Ormuz, devenu le point névralgique de la guerre.

Ces frappes sont les quatrièmes, documentées par le quotidien américain, à avoir provoqué des victimes civiles dans des lieux qui n'avaient pas d'utilisation militaire.

La plus meurtrière, un missile Tomahawk qui avait tué plus de 155 personnes, dont 120 enfants, dans une école primaire le 28 février, aux premières heures de la guerre, est encore dans tous les esprits. Déjà parce que Minab, le lieu de ce drame, n'est situé qu'à 30 kilomètres de

Kuhestak. Mais aussi parce que les rescapés du mariage sont soignés dans le même hôpital de Minab que ceux de l'école.

Le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, a opportunément souligné le parallèle. « École de Minab : enfants massacrés (...) Mariage de Kuhestak : enfants tués avec leurs familles. Si un pouvoir agit comme Satan, choisit ses cibles comme Satan, et tue comme Satan, c'est Satan », a-t-il écrit sur le réseau social X.

Dans une logique de représailles qui ne semble pas trouver de fin, l'Iran mène depuis une riposte de grande envergure contre les intérêts militaires américains à travers la région. Au risque d'un énième embrasement régional après plus de six mois de guerre.



september 04,2026

## Iranian border guard killed in clash near Paveh

**E**RBIL, Kurdistan Region - An Iranian border guard was killed early Friday in an armed clash with an unidentified opposition group near the Kurdish city of Paveh in western Iran (Rojhe-lat) bordering Halabja in the Kurdistan Region.

Kermanshah province border commander Brigadier General Kiasat Sepehri said Sergeant First Class Reza Daraei Emarati was killed after border guards encountered the group while patrolling the

frontier in the early hours of Friday.

"The border guards were carrying out a mission to monitor and protect the border strip when they became engaged with an anti-revolutionary group," Sepehri was quoted saying by Iran's semi-official Fars News Agency.

Iranian authorities routinely use the terms "anti-revolutionary" or "hostile groups" to describe Kurdish opposition parties and other armed

groups operating along the country's western borders.

Sepehri claimed the border guards repelled the attack and prevented members of the group from entering Iranian territory. He did not identify the group involved or say whether it suffered any casualties.

The Kurdish areas in western Iran have seen several clashes between Kurdish opposition groups and Iranian forces in recent months as pressure has mounted on Iran

from the US and Israel.

Around a half a dozen Kurdish individuals believed to be working with the government have been killed by cells affiliated with Kurdish opposition groups.

Paveh, a predominantly Kurdish city in Kermanshah province, lies close to the border with the Kurdistan Region of Iraq. The mountainous frontier has for decades been the scene of intermittent clashes between Iranian forces and

Kurdish opposition groups.

The incident comes a day after Brigadier General Ali Jahanshahi said the Army Ground Force units have been deployed throughout Iran's borders in order to pro-

tect the "independence, security and territorial integrity of the Islamic Republic of Iran and are fully prepared to confront any threat, aggression and land invasion," according to IRGC-affiliated Tasnim News Agency.

Protecting the borders is one of the basic and permanent missions of the Army Ground Force, the commander said.

The Kurdish areas have been a restive place for the central government in the past five

decades and are seen through security lense by the government in Tehran.

In late August, another soldier by the name of Mehrdad Taheri Arpanahi, was killed during clashes with opposition groups in Paveh



Jean Michel Morel  
4 septembre 2026

## Kurdes. Les récits d'une lutte

En recueillant la parole des femmes et hommes qui ont lutté pour la reconnaissance de leurs droits et de leur identité en Turquie et dans le « Rojava » syrien, l'ouvrage *Paroles de Kurdes*.

*Une histoire du mouvement politique kurde* restitue la permanence de leurs combats, leur détermination et leur courage, des années 1960 à nos jours.

**Syrie, 2014. Combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), brandissant les drapeaux du PKK, de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), des Unités de protection du peuple (YPG) et de Unités de protection de la femme (YPJ).**

Kurdish PKK Guerillas / Flickr

Les vingt-deux récits collectés par l'anthropologue et documentariste Mehmet Ali Dogan, réfugié en France, et le vidéo-journaliste [Chris Den Hond](#) commencent à peu près tous de la même manière. Avant l'engagement politique, la vie s'écoule sans heurt particulier si ce n'est qu'être kurde et, presque pire, Kurde [alévi](#)<sup>1</sup>, c'est-à-dire adepte d'un syncrétisme religieux, amène à subir toutes sortes de discriminations et d'agressions, les plus déterminés finissant par s'y opposer. « *Un jour, cinq villageois kurdes sont assassinés par des soldats turcs pas loin de la ville de Midyat* », se remémore Derwich Ferbo, président de l'Institut kurde de Bruxelles. « *Nous allons de classe en classe pour faire*

*sortir les élèves avec ou sans l'accord des enseignants pour aller manifester dans le village.* »

### Répression et torture

Au fil de son histoire, la Turquie n'a cessé de témoigner d'une xénophobie la plus souvent meurtrière à l'encontre de ses citoyens kurdes, arméniens, assyro-chaldéens ou circassiens. Le [mouvement kurde](#), né du refus des tentatives permanentes de turcisation, est devenu plus autonome après le coup d'État militaire de 1980<sup>2</sup>. « *Jusqu'à là, les Kurdes [étaient] surtout actifs dans les partis de gauche, mais ces partis ne [s'occupaient] pas de la défense des droits des Kurdes. Donc, les Kurdes [ont commencé] à s'organiser eux-mêmes* », expliquent Dögan Özgüden et İnci Tugsavul, journalistes et éditeurs, réfugiés en Belgique.

À l'instar de tous les régimes totalitaires, les gouvernements turcs successifs sont réfractaires à la liberté d'expression et de pensée. « *Le 1<sup>er</sup> décembre 1993, la police fait une descente simultanée au*

*siège du journal [Özgür Gündem] à Istanbul et dans tous les bureaux en Turquie et au Kurdistan. (...) Quinze personnes de la direction sont arrêtées* », se souvient l'avocat et journaliste Ferda Çetin. Ragıp Zarakolu, co-fondateur de la maison d'édition « Belge », fondée en 1977, témoigne d'une répression similaire : « *Au total, l'État a entamé plus de cinquante poursuites judiciaires contre notre maison d'édition.* » L'éditeur a été arrêté en 2011 et inculpé de « *direction d'une organisation armée* ». Il vit depuis 2012 en exil en Suède.

Militantes et militants connaissent régulièrement les arrestations, la prison avec mise à l'isolement et les tortures. Dans ce domaine, les récits glaçants abondent. La férocité des tortionnaires s'exerce sur les hommes comme sur les femmes. « *La plupart du temps nous devons rester debout, les yeux bandés, souvent avec de l'eau jusqu'aux genoux. Nous recevons des chocs électriques, nous sommes pendus à la palestinienne*<sup>3</sup>, ils nous tabassent », atteste Mehmet Ali Dogan. Emprisonné après le coup

d'État militaire de 1980, il passe six années en détention.

### « Abolir les attitudes féodales et machistes »

La place des femmes dans les luttes urbaines comme dans la guérilla des montagnes est une préoccupation constante du mouvement kurde. Pour autant, celui-ci, surtout dans ses débuts, n'échappe pas aux comportements patriarcaux. « *Sans [Abdullah] Öcalan [co-fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK] on ne serait jamais arrivé à abolir les attitudes féodales et machistes dans le mouvement* », explique Helin Gül, journaliste, guérillera PKK, exilée en Suède. « *Öcalan disait souvent qu'une femme rejoint la guérilla dans la montagne, pas en premier lieu pour libérer le peuple, mais avant tout pour libérer les femmes* », poursuit-elle.

Depuis les années 1980, dans un contexte d'omertà, le mouvement kurde se penche également sur le génocide arménien, ajoutant un motif de contentieux avec Ankara.

« Notre projet est la reconnaissance par l'État turc du génocide arménien et qu'il accepte de payer des dédommagements, ainsi que le retour des victimes arméniennes sur leurs terres », explique Eren Keskin, avocate, membre de l'Association turque de défense des droits humains IHD, exilée dans son propre pays et susceptible d'être arrêtée à tout moment. En août 2014, lorsque l'Organisation de l'État islamique se lance dans un génocide contre les yézidis, une minorité ethno-religieuse kurdophone vivant dans le nord de l'Irak, la solidarité entre les Kurdes se manifeste concrètement. Felekna Uca, Turco-Allemande d'origine kurde yézidie, parlementaire européenne puis élue à la Grande Assemblée nationale de Turquie, en témoigne :

Pendant le massacre, je me trouve avec les réfugiés au Kurdistan de Turquie et, face à l'urgence, des guérilleros du PKK et des combattants des YPG [Unités de protection du peuple] et YPJ [Unités de protection de la femme] du Rojava ouvrent un corridor entre le Shengal et le Rojava pour évacuer ceux et celles qui ne sont pas encore massacrés par l'Organisation de l'État islamique.

« **Aller sur la tombe de mon frère, de mon père et de ma mère** »

Après qu'à la demande d'Abdullah Öcalan, le PKK s'est dissous en mai 2025 et a accepté de déposer les armes, le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdoğan a initié un fragile processus de paix, mais ce n'est pas la première fois que le

PKK s'engage dans une négociation avec le pouvoir turc. Ni que celui-ci la rompt unilatéralement.

« Et mon rêve, si jamais un processus de paix aboutit à quelque chose, c'est d'aller sur la tombe de mon frère, de mon père et de ma mère et de communiquer avec eux », espère Riza Altun, figure historique du PKK, interviewé en 2018 dans un maquis des monts Qandil, au nord-est de l'Irak. Il ne verra jamais se réaliser ce rêve d'espérance modeste : il a été assassiné par un drone turc en 2019.

<sup>1</sup>NDLR. L'alévisme est une religion syncrétique issue de l'islam chiite, mais comportant des éléments inspirés aussi bien de la chrétienté orientale que des rites et croyances

anatoliens préislamiques.

<sup>2</sup>NDLR. Le 12 septembre 1980, les Forces armées turques, dirigées par leur chef d'état-major Kenan Evren, s'emparent du pouvoir et instaurent un régime autoritaire qui ne deviendra civil qu'en 1983.

<sup>3</sup>NDLR. Expression désignant une méthode de torture qui consiste à attacher les bras d'un détenu dans le dos puis de le suspendre par les poignets.

**Vous avez aimé cet article ?** Association à but non lucratif, *Orient XXI* est un journal indépendant, en accès libre et sans publicité. Seul son lectorat lui permet d'exister. L'information de qualité a un coût, soutenez-nous (dons défiscalisables).



september 04, 2026

## Syria begins internationally-verified destruction of Assad-era chemical materials

**E**RBIL, Kurdistan Region - Syria has begun destroying chemical materials on its territory under international verification, the first such process since the fall of longtime Syrian dictator Bashar al-Assad in late 2024, Damascus's envoy to the United Nations said, framing the effort as part of his country's political transition and its commitments to global security.

«The operation is the first destruction process since Syria's liberation from the former regime, and the first of its kind on Syrian territory in over a decade,» Ibrahim Olabi, Syria's permanent represen-

tative to the UN, told the Security Council late Thursday.

Lauding the development as a «historic moment,» Olabi noted that «every [chemical] site that is secured, every piece of ammunition that is identified, does not merely remove a danger to Syria but to the entire world.

«What we are doing on the ground safeguards international law and institutions and protects the world from a security perspective,» the Syrian envoy said, noting that his country «is undertaking these efforts as a victim of the chemical weapons file, not as a perpetrator.»

Importantly, Olabi confirmed that the destruction efforts have been verified by both the new Damascus leadership and the global chemical weapons watchdog, the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW), which operates in formal coordination with the UN.

The announcement highlights a fundamental operational and political shift in Damascus following the fall of Bashar al-Assad's regime in December 2024, transitioning the state from years of diplomatic deadlock to active cooperation with the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW).

During the same Thursday session, UN High Representative for Disarmament Affairs Izumi Nakamitsu corroborated Olabi's remarks, noting that an OPCW team deployed to Syria in August verified «the irreversible destruction of 42 aerial bombs.»

Nakamitsu explained that the new authorities had granted unhindered access to previously undisclosed locations in May and formally declared additional production facilities, storage sites, empty chemical munitions, and an undeclared nerve-agent precursor chemical in June.

«This significant development

means that, for the first time since 2014, the OPCW has verified the destruction of chemical munitions» on Syrian soil, she said, attributing the progress to close collaboration

between the new administration and the Organization.

Moreover, Olabi on Thursday noted that the Syrian leadership is «preparing to hold the

first court hearing for the use of such weapons to ensure that there will be no impunity,» following the arrest of 18 former military and technical officials linked to the former

regime's chemical weapons program.

«Syria's position on accountability is not open to compromise or interpretation,» he emphasized.



04 sept 2026

## Syrian interior ministry forces deployed across Hasaka province, include Asayish personnel

**E**RBIL, Kurdistan Region - Syrian interior ministry forces deployed to the Kurdish-majority Hasaka province in northeast Syria (Rojava) on Tuesday and are set to expand across it, the province's deputy governor told Rudaw, adding that the force includes personnel from the Kurdish Internal Security Forces (Asayish) integrated under the landmark January agreement between Rojava and Damascus.

«Hasaka province will be treated like any other Syrian province - no differently,» Ahmad al-Hilali told Rudaw's Vivyan Fatah, noting that «the nature of today's deployment is one of internal security» and that since Asayish members were «integrated into the state structure» under the interior ministry, they are naturally included in the deploy-

ment.

Hilali also serves as a senior member of Syrian interim President Ahmed al-Sharaa's team overseeing implementation of the January 29 Agreement, which aims to integrate Rojava's civil and military institutions under Syrian state structures.

He told Rudaw that Hasaka needs reinforcements, noting that the dispatched forces «will be deployed across the entire province - in Qamishli, in Derik, everywhere,» and that «road security will also be established, and traffic police will be present.»

«Across the board, under the umbrella of the interior ministry, forces will be deployed throughout the entire province under this name and in this form,» he said.

A well-placed source in

Hasaka also told Rudaw on Tuesday that the forces deployed to the province comprise «three regiments of special forces, all made up of Hasaka residents,» adding that «two special-missions regiments had previously been formed from Asayish personnel and that a third regiment of around 300 members entered Hasaka city on Tuesday.»

The developments follow remarks Hilali made to Rudaw last week, in which he said that over 20,000 employees in Rojava have been integrated into Damascus' state structure.

«The integration process is ongoing. It is happening, and employees [in Rojava] are being transferred into the state system,» he said, adding that 4,000 fighters from the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) have been inte-

grated and have been on the government's payroll for the past three months.

Hilali also pointed to «very good steps [that] have been taken» toward formalizing the Semalka-Fishkhabur border crossing between Rojava and the Kurdistan Region, as well as the Nusaybin crossing between Rojava and Turkey, which has been closed since the outbreak of the Syrian civil war in 2011.

On the services situation in Hasaka, Hilali said the province's electricity situation would gradually improve, after the Kurdish-majority province faced severe shortages in recent months.

«I can say the situation will improve step by step,» he said,» adding that «the coming days will bring improvement on that front.»



september 04, 2026

## Syria to release another batch of imprisoned SDF fighters

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Syrian government plans to release over 50 members of the now-dissolved Syrian Democratic Forces (SDF) from prison on Friday, a senior security official said Thursday.

"A number of imprisoned Syrian Democratic Forces fighters held by the government will be released by tomorrow," Siyamand Afrin, deputy commander of the General Security Forces in Hasaka province, told Rudaw's Nalin Hassan. According to a document obtained by Rudaw, 51 former SDF members will be released.

The release is part of a broader prisoner exchange under a landmark January agreement between Damascus and the SDF, which had previously resulted in the release of around 890 detained individuals by late May.



Fighters of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) during a military training in northeast Syria (Rojava) on November 21, 2024. Photo: SDF

The planned release comes days after SDF commander Mazloun Abdi announced the dissolution of the force following the integration of its members into the Syrian army.

Afrin also said that "preparations have been completed, and within the next four days, a second convoy of 1,035 displaced families will return to

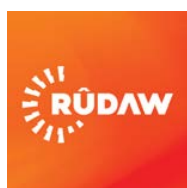
their areas in Sari Kani [Ras al-Ain]."

The first convoy of 410 Kurdish families left the Washokani camp in Hasaka for Sari Kani in mid-August. The Syrian transitional government provided each family with \$10,000 to renovate homes that had been occupied by armed groups.

The initial return was marred

by violence, however, when some of the displaced families arriving in their hometown came under attack by local saboteurs attempting to prevent them from reclaiming their properties.

Sari Kani was controlled by Turkey and its Syrian proxies in 2019, resulting in the displacement of a large number



sept 05, 2026

## Archaeologist discovers 200,000-year-old Palaeolithic stone tool in Sulaimani

**ERBIL, Kurdistan Region** - A professor from the University of Sulaimani's archaeology department discovered a Palaeolithic tool dating back approximately 200,000 years in the Sharbazher district, northeast of Sulaimani.

"We found the stone in the village of Wazha in Sharbazher," Dr Dilshad Zamua told Rudaw on Saturday, noting that the tool "is made of quartz and is 200,000 years old, making it the oldest stone tool crafted and used for cut-

ting by humans in the Sharbazher area."

The Kurdistan Region is the cradle of some of humanity's earliest civilizations. Being part of northern Mesopotamia, it hosts several of the earliest

human settlements and is home to numerous prehistoric sites.

Since 2009, foreign archaeological teams have carried out 19 major surveys in the Kurdistan Region, covering

roughly 55 percent of the Region's territory and recording around 6,500 archaeological sites, according to Muhammad Lashkri, director of antiquities and heritage affairs in the Kurdistan Region.

«The shape and the way the stone is gripped suggest that the person who used it was left-handed,” Zamua explained, noting that after consulting with several experts operating in Kurdish regions, they have “reached the conclusion that it dates back to the Palaeolithic period [Old Stone Age].»

«Since Sharbazher does not currently have a museum, the



Dr Dilshad Zamua, professor at the University of Sulaimani's Archaeology Department, holding a 200,000-year-old stone tool. Photo: Handout

Sulaimani Museum Directorate will temporarily receive and protect the stone until the Museum of Archaeology and Civilization at the University of Sulaimani is opened,” Zamua stated.

In mid-August, archaeologists uncovered seven Parthian-era tombs, including a clay coffin containing a small figurine of a pregnant woman, during a two-month excavation in Erbil province's Koya district.

The finds provide information about the wealth and customs of people who lived during the Parthian era, spanning 247 BCE to 224 CE.

**The New York Times**

**Yeganeh Torbati, Leily Nikounazar**  
**Sept. 5, 2026**

## U.S. Strikes Three Iranian ‘Shadow Network’ Oil Tankers, Military Says

The U.S. military said it retaliated after Iran launched missiles at two warships. The strikes came days after the two sides exchanged some of their most intense fire in weeks.

**T**he United States and Iran each said on Saturday they had attacked the other's ships in the region, setting off a new round of retaliatory attacks days after some of the most intense fighting in weeks.

The U.S. military said it had struck three Iranian oil tankers on Saturday, in response to attempts by Iran to attack two U.S. warships. The Islamic Revolutionary Guards Corps claimed responsibility for those attacks on a U.S. aircraft carrier and destroyer, saying it had fired ballistic missiles at them for “harassing Iranian ships.” Hours after the U.S. strikes, the Revolutionary Guards an-

nounced it had targeted six additional ships to punish Washington — three oil tankers in the Strait of Hormuz and three other ships that it said were U.S. affiliated. The U.S. military did not immediately confirm Iran's retaliation.

Iran's armed forces said in a statement published on state media on Saturday that its attacks against U.S. “military vessels” would grow more severe and expand if Washington kept targeting Iranian ships and maintained its naval blockade of Iran's ports. Even as President Trump has tried to pivot from a military campaign to one focused on [choking Iran's economy](#), fighting has flared in recent days,

centered on the economically vital Strait of Hormuz. The bursts of attacks are characteristic of the back-and-forth cycle of violence that [analysts say](#) the Trump administration has found itself bogged down in, six months into the conflict.

U.S. Central Command, which oversees U.S. military operations in the Middle East, said in a [statement](#) on Saturday that it had struck three Iranian crude oil carriers. It said it had “permanently disabled” one off the coast of Kharg, and another near the southern port city of Jask. U.S. forces “completely destroyed” a tanker with no oil on it in the Gulf of Oman, after directing

the crew to abandon ship, the statement said.

Iran's state media later confirmed the attacks, saying the United States had struck an Iranian oil tanker off the coast of the strategically important Kharg Island, Iran's primary hub for oil exports, and two other Iranian tankers in the area of Jask, on the Gulf of Oman. There were no reports of casualties.

The U.S. military said the three Iranian ships were part of a “multibillion-dollar shadow network” that funds Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps and its allied militant groups abroad. It described the strikes as retaliation after the Guards

attempted to hit two U.S. Navy ships with ballistic missiles. It was unclear when those alleged attacks happened.

"A U.S. aircraft carrier and guided-missile destroyer successfully evaded multiple unprovoked Iranian attacks," the statement said. "No American personnel were harmed."

Adm. Brad Cooper, the U.S. Centcom commander, said the United States would impose an "even higher economic cost" on Iran if it shoots at U.S. ships, and that it would "if necessary, destroy Iran's limited and exposed oil fleet," according to the statement.

Iran's Revolutionary Guards, in a statement carried by state

media, said the three oil tankers it targeted in retaliation for the U.S. strikes were "traveling along an unauthorized route in the Strait of Hormuz."

The strikes come as the fate of the Strait of Hormuz, a waterway on Iran's southern coast, has become central to the conflict between Iran and the United States. The strait previously served as a major shipping route for oil and other key commodities, but Iran has sought to control it since the country was attacked by the United States and Israel earlier this year.

The U.S. Navy has been helping ships navigate a southern route through the strait, near the coast of Oman, drawing

retaliation from Iran. On Monday, two oil tankers were attacked within minutes of each other while trying to pass through.

There had been about a month of relative calm in the conflict between Iran and the United States until late August, when the two sides traded fire. This week, U.S. forces carried out a barrage of strikes in retaliation for Iranian attacks on ships and American forces in the region.

One of the strikes hit a wedding in southern Iran, killing five people and wounding dozens, according to Iranian officials.

President Trump issued a renewed threat to Iran on Friday,

saying that the United States may strike Pickaxe Mountain, a suspected Iranian nuclear site, "very soon."

Pranav Baskar and Shirin Hakim contributed reporting.

A version of this article appears in print on Sept. 6, 2026, Section A, Page 12 of the New York edition with the headline: U.S. Says It Blasted 3 Iranian Oil Tankers. Order Reprints |

---

**The New York Times**

Peter Eavis, Jenny Gross  
Sept. 6, 2026

## Iran's Attacks Keep the Strait of Hormuz in a Lethal Stalemate

The U.S. military is helping oil get out of the Persian Gulf on tankers, but Iran is still attacking the ships and scaring operators away.

Peter Eavis, based in New York, and Jenny Gross, in London, have been writing about the shipping disruptions in the Middle East since the war in Iran began.

For months the U.S. military has sought to protect tankers from Iranian attacks as they carry Persian Gulf oil through the Strait of Hormuz.

But last week, a Saudi vessel trying to go through the strait was struck close to Oman's coast, killing two of its crew members. Two other sailors died in attacks in August, making it the deadliest month in the strait for merchant seamen since March. At least 23 ships were hit in the

waterway in July and August. On Saturday, the United States struck three Iranian oil tankers in retaliation for what it said were unprovoked attempts by Iran to attack two U.S. warships.

After more than six months of war, analysts said the strait remained in a lethal stalemate.

"The strait is neither fully closed nor fully opened," said Eugene Gholz, an associate professor of political science at the University of Notre Dame and an expert on conflict in the waterway. "Iran can't close it completely, and the U.S. can't open it completely."

The U.S. tanker protection

effort, which involves intercepting Iranian drones and missiles before they hit ships, has helped get millions of barrels of oil out of the Persian Gulf each day and provided a measure of relief to oil markets.

But attacks from Iran have continued to deter many tankers from operating in the strait. Despite the U.S. protection, Iran has managed to keep hitting vessels. Iran struck 12 ships in August, up slightly from 11 in July, according to a New York Times analysis of public attack records.

The amount of oil going through the waterway is still significantly lower than it was before the war, analysts said.

In the seven days through Thursday, a daily average of 6.7 million barrels of oil transited the strait, nearly 60 percent less than in the months before the war began at the end of February, according to TankerTrackers.com, a maritime analysis firm.

Iran has used its ability to scare ships away from the strait — and restrict the supply of oil — as leverage against the United States. Iran now wants to formalize its influence over the waterway by charging ships fees for using the strait, something the United States opposes.

And despite the U.S. military's efforts to fend off Iran's attacks

on tankers, many private shipping companies have not returned to the Gulf.

Industry executives said they didn't want to risk the lives of their crews or lose a vessel for weeks if it was struck. Most of the time, Iran's attacks don't destroy tankers, but some do enough damage that the ships are out of action while they are repaired. Maritime insurance is expensive in war and must be purchased for the vessel, its crew members and the cargo onboard.

But the Gulf countries, whose economies are dependent on oil, seem willing to take more risks. They use government-owned tankers for their energy exports and switch off the ships' transponders to avoid detection as they go through the strait. This also makes it harder for independent ship trackers to count all the vessels that pass through.

The Saudi vessel that was struck, called Sidr, belongs to Bahri, the state shipping company. Samir Madani, a co-founder of TankerTrackers.com, said it had been carrying around two million barrels of oil as it tried to transit in the dead of night. He said Iran could try to stop the flow of oil from the Gulf, "but that won't stop the Arab nations from exporting."

Bahri did not respond to requests for comment. In a social media post, the company said two Filipino sailors had been killed in the attack.

"The safety and well-being of Bahri's people remain its highest priority, and the company remains committed to operating in accordance with the highest standards of

safety, security and environmental protection," the company added in the post. The United Arab Emirates has sent tankers through the strait in recent weeks, but several have been hit. A spokesman for ADNOC, the state oil company, declined to comment. Two Kuwaiti tankers were also hit in late August. (The Kuwait Petroleum Company did not respond to requests for comment.)

Saudi Arabia and the Emirates are also getting oil out by sending it through pipelines that bypass the strait. The combined amount of oil going through pipelines and on tankers is equivalent to about two-thirds of the Gulf's prewar exports, according to recent estimates by Goldman Sachs analysts.

Still, oil prices remain elevated. On Friday, the price of Brent crude, the international benchmark, was \$95.50 a barrel, over 30 percent higher than it was before the war. The war has pushed up the prices of diesel — which hit a [new high](#) of \$5.85 a gallon in the United States on Friday — and gasoline even faster.

One shipping executive said his company had been sending ships in and out of the Persian Gulf in recent months, but was stopping for now because the situation had become more dangerous.

The executive, who requested anonymity so his company did not become a target for Iran, added that Iran appeared to be targeting the engine rooms of ships, leaving them at risk of becoming stranded. The U.S. military tanker protection operation, which started in mid-May, guides ships through the strait on routes close to Oman. Capt.

Tim Hawkins, a spokesman for Central Command, the arm of the military behind the operation, said it had helped around 1,600 commercial vessels and about 800 million barrels of oil transit the strait.

"Commercial traffic flow continues through the strait despite Iranian aggression, and momentum is clearly building," Captain Hawkins added. He declined to comment on the number of Iranian attacks in July and August.

But analysts say the operation could be difficult and expensive to maintain for many more months.

[Resupplying warships](#) in the Middle East with basic supplies has become more challenging since the Navy's base in Manama, the capital of Bahrain, was effectively destroyed by Iranian attacks that began on the first day of the war.

Mr. Gholz, the professor, said the operation probably had significant costs. "We use up jet fuel. We pay people combat pay, and there's a perennial risk of things going wrong, accidents or Iranian attacks," he said.

The tanker protection effort is one of two U.S. operations aimed at reducing Iran's influence in the strait. The other is a [U.S. Navy blockade of ships](#) visiting Iranian ports, which has greatly restricted Iranian oil leaving the gulf and deprived Tehran of oil revenue.

While tanker companies are charging their customers a lot more for going through the strait, they must also bear higher costs when doing so. Insurance premiums for ships, crew and cargo remain high

during the conflict, even though the U.S. military is offering protection. And rates can change by the hour.

Insuring a tanker to go through the strait has for the last two weeks cost an additional 4 percent to 7 percent of the value of the ship and its oil, said David Smith, an executive at McGill and Partners, an insurance broker. The total war insurance cost could amount to over \$10 million per tanker, though shipping companies can get rebates for voyages without incident.

At quieter times during the war — like the period immediately after a [cease-fire agreement](#) in mid-June — that cost fell to between 1 percent and 2 percent of the ship and cargo, Mr. Smith added.

"Certainly, in my 40 years," he said, "it remains the most dynamic shipping insurance market I've seen."

And analysts say Iran is likely to keep up its campaign against tankers.

"Iran wants to show, once again, that even if regional countries try to think of ways in order to bypass the Iranians in the Strait of Hormuz, they will hit back," said Noam Raydan, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy. Iran's goal is to obtain lasting leverage over the strait so that it has a stronger negotiating hand, she said. "This is why I do not see them letting go."

Peter Eavis reports on the business of moving stuff around the world.

Jenny Gross writes about business and economics for The Times and is based in London.

## En Iran, pas de révolte de la population à l'horizon

L'iran possède une faible capacité de raffinage, alors que le pays dispose d'importantes réserves de pétrole. Pour Donald Trump, ces difficultés sont la preuve que sa stratégie fonctionne, ce dernier ayant encore appelé à un soulèvement de la population. En parallèle, les Etats-Unis et l'Iran ont repris les affrontements ponctuels. L'IMAGE EST DEVENUE commune ces dernières semaines en Iran : devant des stations essence, des dizaines ou des centaines de voitures forment une file d'attente. En plus d'être plus cher, le carburant devient rare, sous l'effet du blocus américain des ports du pays et du renforcement des sanctions. Un problème qui s'ajoute aux difficultés grandissantes rencontrées par les Iraniens au quotidien et en premier lieu la terrible inflation depuis le début de la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël contre la République islamique, le 28 février.

Une situation qui a poussé Donald Trump à décrire une économie iranienne « en train de totalement s'effondrer », dans un message sur son réseau social Truth Social. Le président américain, désormais lancé dans une guerre économique contre Téhéran, voit dans l'état de l'économie iranienne la preuve que sa stratégie fonctionne. Pour l'hôte de la Maison Blanche, il y a alors une suite logique : « Quand les Iraniens vont-ils se soulever et se battre ? »

a-t-il aussi écrit. Une manière de renouer avec son pari du début de l'année d'une révolte de la population contre le régime — alors que les manifestations de décembre et janvier derniers ont été réprimées dans le sang.

L'Iran possède les réserves de pétrole parmi les plus importantes au monde. Mais il dispose de capacités de raffinage limitées, d'autant plus que certaines de ses infrastructures énergétiques ont été bombardées. Avec le blocus des ports iraniens — et alors que les affrontements ponctuels entre les Etats-Unis et l'Iran ont repris depuis plusieurs jours — l'approvisionnement en essence est ainsi fortement perturbé.

Alors que le prix de l'essence est largement subventionné, Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien et l'un des hommes forts du régime, a appelé la semaine dernière à « économiser l'essence dans notre consommation » — selon une transcription de l'AFP. Une manière de « montrer à l'ennemi » que l'effet de ses mesures était « en réalité réduit au minimum ». « Ces déclarations énervent beaucoup les Iraniens : les dirigeants du régime leurs demandent de faire des sacrifices, alors que ceux-ci maintiennent un train de vie de privilégiés », rapporte Clément Therme, chercheur associé à l'Ifri.

Ces difficultés s'ajoutent aux

nombreux éléments qui témoignent d'une dégradation des conditions de vie des Iraniens. Ceux-ci sont notamment affectés par une inflation spectaculaire. La hausse des prix annuelle a ainsi atteint 66% en juillet, selon Reuters. Le rial, la monnaie iranienne, a atteint son plus bas historique en août, ce qui renchérit mécaniquement les produits importés dont dépendent les Iraniens. Autant de sujets qui avaient participé au déclenchement des grandes manifestations commencées en décembre dernier, qui s'étaient rapidement muées en vaste contestation du régime.

« Les tensions autour de l'essence touchent à la survie économique des classes populaires et des classes moyennes déclassées en Iran. Car l'essence est au cœur de toute l'économie parallèle du secteur informel qui permet à de nombreux Iraniens de survivre avec un deuxième emploi, souvent comme chauffeurs de taxi », décrit Clément Therme, auteur de *Demain l'Iran*. L'avenir d'une nation (éd. Cerf, 2026). Le sujet est si sensible qu'une augmentation du prix de l'essence en 2019 avait déclenché d'importantes manifestations, qui avaient déjà fait face à une répression féroce.

Radicalisation. Peut-on alors imaginer de nouvelles manifestations, ou un « soulèvement » comme évoqué par Donald Trump ? « Il est difficile de spéculer. A ce stade, je ne

vois pas de mouvement important de contestation. Il est certain néanmoins que cela se produira, même s'il est très compliqué de savoir quel en sera le déclencheur », relève Jonathan Piron, historien spécialiste de l'Iran et chercheur associé au groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

Le régime s'est radicalisé dans le contexte de la guerre et des éliminations de dirigeants menées par l'armée israélienne. Et il semble déterminé à faire face à toute potentielle contestation interne, en s'appuyant notamment sur la milice du Bassidj, de sinistre réputation. Cette force paramilitaire, qui dépend des Gardiens de la révolution, a un nouveau chef depuis le mois de juillet : Hossein Taeb.

« Celui-ci avait déjà occupé cette fonction à la fin des années 2000. Il en avait été écarté parce que jugé trop brutal. Son retour suggère que le régime sera intransigeant si un mouvement populaire venait à nouveau à se produire », décrit Jonathan Piron. Alors que la guerre s'inscrit dans la durée, la période qui s'ouvre est celle de tous les dangers pour les Iraniens.

La hausse des prix annuelle a atteint 66 % en juillet tandis que le rial, la monnaie iranienne, a atteint son plus bas historique en août



sept 07, 2026

## As Iran's formal trade routes choke, Kurdish border trade surges

**E**RBIL, Kurdistan Region - Trade through Iran's Kurdish border areas has surged dramatically as the country's conventional maritime and land routes face growing disruption due to the US embargo. The value of goods entering through a system that allows locals to carry merchandise across the border has risen from just \$3 million last year to more than \$200 million this year.



Kolbars at Erbil's Haji Omaran border crossing. Photo: file/Rudaw

The head of customs in Iran's West Azerbaijan province said that 140,713 tons of goods worth \$208 million entered the country through the system, which is locally known as kolbari, during the first five months of the current Iranian year.

That compares with only 870 tons worth around \$3 million during the same period last year — an increase of roughly 69 times in value and more than 160 times in volume, according to figures published by the state-run IRNA.

While Iran promotes the formal kolbari systems, Iranian border guards and the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) continue to target the border couriers that operate in unofficial crossing. Yousef Mamapour, father of one child, was shot dead on August 19 by the border guards in Sardasht border areas. In July alone, six kolbars were killed and another six were wounded by the Iranian security forces according to the Norway-based Hengaw rights group. The sharp rise shows how

trade is increasingly shifting towards Iran's semi-official borders, including routes connecting the country with the Kurdistan Region, as pressure mounts elsewhere.

Kolbari traditionally refers to the practice of Kurdish couriers, known as kolbars, physically carrying goods across the rugged mountain border between Iran and the Kurdistan Region. Merchants in Tehran and big cities across Iran use the kolbari routes to avoid paying high tariffs imposed by the government.

In recent years, however, Tehran has sought to formalize parts of the trade and allow larger quantities of goods to enter through designated border markets and crossings.

West Azerbaijan customs officials said the province has become an increasingly important transit hub. In the first five months of the year, more than 1.7 million tons of foreign transit goods worth over \$4.3 billion passed through its customs facilities, up 14 percent from the same period last year.

The increase comes as Iran's other major trade corridors face severe congestion and disruption.

At Bazargan, one of Iran's principal crossings with Turkey and a key gateway to Europe, truck drivers have reported waits of as long as 25 days, severely slowing the movement of goods and increasing costs.

"The naval blockade has been in place for some time, and we should have prepared alternative corridors much earlier," Arman Khaleghi, secretary-general of the House of Industry and Mining, told Khaneh Eghtesad news outlet. "We should not have a 25-kilometer queue at the Pakistani border, nor should waiting times at the Bazargan border crossing reach 25 days."

Iran's southeastern routes through Pakistan have also come under strain. Earlier this year, hundreds of trucks were reported stranded around the Gabd-Rimdan crossing amid customs disputes and delays. Pakistani authorities disputed claims

that the crossing had completely shut, but acknowledged that Iranian trucks and cargo had remained at the border for several days in some cases.

Those land routes have become increasingly important as restrictions on shipping through the Strait of Hormuz and the US naval blockade complicate Iran's maritime trade.

Against that backdrop, the Kurdish frontier is emerging as an increasingly significant alternative.

The dramatic growth in kolbari imports suggests that goods which previously entered through ports or established international crossings are increasingly being diverted towards smaller western routes.

For Iran, whose economy depends heavily on keeping goods moving despite sanctions, war and disrupted transport networks, its once-marginal Kurdish border trade is becoming far more important.



sept 07, 2026

## Iranian Kurdish party says Sulaimani base attacked with drones

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iran launched a drone attack on one of the bases of an Iranian Kurdish party in Sulaimani province's Surdash subdistrict early Monday, setting part of the base on fire, according to the group.

Amjad Hussein Panahi, head of relations for the Komala of the Toilers of Kurdistan, said in a statement sent to Rudaw that three drones targeted the group's positions at around 4:50 am.

The "heavy attack" resulted in the burning of parts of the base, he added.

He also said that Komala Peshmerga were unharmed because of "safety" measures taken by the group, which has come under dozens of drone and missile attacks by Tehran

since the US and Israel launched an aerial offensive against Iran late February.

Sulaimani's security forces (Asayish) confirmed in a statement that «a refugee camp in Surdash was attacked by three drones,» adding that the strikes resulted in no casualties.

"According to Komala statistics, since the outbreak of the conflict between Iran and the United States to date, the number of missiles and drones used to target Komala's headquarters and camps has exceeded 108," Panahi said.

Iran has not commented on the attack.

The attack comes amid renewed tensions between the US and Iran in recent weeks,

with Tehran continuing attacking bases belonging to the Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region.

On Friday, an Iranian border guard was killed during an armed clash with an unidentified opposition group near Paveh, a predominantly Kurdish city in western Iran close to the Kurdistan Region.

Iranian Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region have repeatedly accused Tehran of attacking their positions. Iran has long demanded that Iraq and the Kurdistan Regional Government disarm or expel the groups, arguing that they pose a security threat.

In mid-July, nine Komala members were killed in an Iranian missile strike on the

group's headquarters in Zirgwez, in Sulaimani province. Komala said the attack involved six missiles.

The attacks have also affected areas beyond the bases of Iranian Kurdish opposition groups.

Rudaw has recorded nearly 1,000 drone and missile attacks on the Kurdistan Region since the start of the US-Iran conflict, killing 32 people and wounding 154 others as of the beginning of August.

The Kurdistan Regional Government has repeatedly said the Region is not a party to the conflict and has called for an end to attacks on its territory.

franceinfo: 07 septembre 2026

## L'Iran met en garde la Corée du Sud contre toute implication dans le détroit d'Ormuz

La présidence sud-coréenne a déclaré vendredi qu'elle envisageait de contribuer à la sécurisation de la navigation dans le détroit stratégique d'Ormuz.

**L**e ministère des Affaires étrangères iranien a mis en garde, lundi 7 septembre, la Corée du Sud contre tout déploiement militaire ou toute participation à des opérations américaines dans le détroit d'Ormuz. L'Iran a averti qu'une telle initiative aurait de «graves consé-

quences». Séoul avait déclaré vendredi envisager l'apport de sa «contribution» à la sécurisation de la navigation dans le détroit stratégique d'Ormuz, perturbée depuis le début de la guerre fin février entre les Etats-Unis et l'Iran. La Corée du Sud avait toutefois précisé

qu'aucune décision n'avait été prise et que toute participation serait conditionnée au maintien de ses propres capacités de défense.

Lundi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien a exhorté Séoul à ne pas céder aux «pressions et

intimidations américaines». «Tout déploiement militaire ou toute participation d'autres pays à des opérations dans le golfe Persique ou le détroit d'Ormuz ne peut être considéré que comme un soutien direct à la partie responsable de cette agression», a-t-il prévenu sur [X\(Nouvelle fenêtre\)](#).



sept 07, 2026

## Kurdish all-women force says reached initial deal on integration with Damascus

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Women's Protection Units (YPJ) has reached an initial understanding with the Syrian government to integrate the all-female force into the interior ministry as a special mission unit, a YPJ spokesperson said on Monday.

Ruken Jamal told Rudaw's Nalin Hassan that during meetings with Syrian interior ministry officials in Damascus in late August, officials «approved in principle» the YPJ's proposal to join the ministry as a unified special mission force rather than having its fighters join individually or joining under other names.

The YPJ delegation, which included its commander Newroz Ahmed and Jamal, told central government officials, including the interior minister, that the force had initially sought to join the defense ministry but the proposal was rejected. The YPJ now considers integration into the interior ministry a «suitable» alternative.

Syria's Islamist-led army does not include women.

«We found it suitable to join the ministry of interior. For us, the priority is preserving our status as an organized entity—keeping our fighters, institutions, and commanders intact. When we saw a positive approach from the ministry of interior to integrate us specifically as a special mission force, we found it appropriate,»



Ruken Jamal. Photo: file/YPJ

Jamal said. Damascus has not commented on the understanding.

Jamal said interior ministry officials told the delegation they would study the possibility of allowing the YPJ to join as a special mission unit before making a final decision.

She added that the YPJ had not encountered any obstacles to the proposal so far, noting that such a unit would be the first of its kind in Syria. The proposed force would be deployed in cities across north-east Syria (Rojava), she said.

Mazloun Abdi late last month announced the dissolution of the Syrian Democratic Forces (SDF), days after declaring that the process of integrating the military, security and administrative institutions of Rojava into the Syrian state had been completed.

The YPJ is the women's branch of the People's Protection Units (YPG), which

formed the backbone of the SDF.

The integration process is the outcome of a January agreement between the SDF and Syria's interim government following weeks of clashes. The deal was mediated by the United States and France and endorsed by several regional countries, including Turkey.

Following Abdi's announcement, Syrian interim President Ahmed al-Sharaa appointed the former SDF commander as a presidential envoy. Abdi said in a recent interview that he has yet to officially begin his work.

The YPJ had around 3,500 fighters when it joined the SDF in the January clashes, but its ranks have since fallen to around 1,500, according to Jamal.

She said some fighters had been transferred to state-affiliated internal security forces «voluntarily and following our approval,» while others chose to work in civilian institutions

in Rojava or return to civilian life.

The YPJ played a prominent role in the US-backed campaign against the Islamic State (ISIS), which lost its last territorial stronghold in Syria in 2019. The force also fought Turkey and Ankara-backed Syrian groups before the fall of Bashar al-Assad's government, as well as forces affiliated with the new Syrian authorities during clashes in January.

Jamal said 979 YPJ members were killed in all conflicts.

She also said six YPJ members remain in captivity. Three were captured during clashes with Turkey and its Syrian proxies in Afrin in 2018, while Cicek Kobane was detained in Gire Spi (Tal Abyad) in 2019 and later sentenced to life imprisonment in Turkey. Two others were captured during clashes with Turkey-backed Syrian forces in Manbij weeks before the fall of Assad.



sept 07, 2026

## Some Kurdish students boycott schools in Rojava over language restrictions

**E**RBIL, Kurdistan Region - The new academic year began across Syria on Sunday, but many Kurdish students in the country's northeast (Rojava) boycotted classes in protest against a recent government decision limiting Kurdish-language education to three hours a week.

Students at 20 schools in Qamishli and other parts of Rojava stayed away from classrooms, while others returned to school despite the decision.

"Our language is Kurdish. Our right [to study in Kurdish] is constitutional," students chanted during the new academic year opening ceremony at a Kurdish school,

demanding that Damascus reverse its decision.

"Today is the first day of school, but we walked out. We do not accept this decision. We will not enter the classroom unless the decision is reversed," student Nudem Qamar told Rudaw's Viviyan Fetah on Sunday.

"We have decided not to return to school unless this decision is reversed. We have been using our mother tongue since the day we were born. We laughed, played and cried and we joined school using our mother tongue. How did they change it [Kurdish] to a foreign language overnight?" student Hamida Mohammed said.

"This decision will never be

implemented as we will not accept it," she added.

The Syrian government's education ministry issued a decree on August 27 that ended full Kurdish-medium education in Kurdish-majority areas, allowing Kurdish to be taught as a primary subject for three hours a week.

Under the decree, non-scientific subjects such as social studies, history, geography and philosophy will be translated into Kurdish, with students allowed to study those subjects in either Kurdish or Arabic. The arrangement applies only to the current academic year, which Damascus has described as a transitional period.

Unlike previous years, Ro-

java's symbols were not displayed at schools and the Kurdish national anthem, "Ey Reqib," was not performed at the start of the academic year.

Azad Issa, head of the body supervising schools in Qamishli, said some textbooks would be translated into Kurdish.

"According to the decree issued by Damascus' [education] ministry, some study books will be translated [into Kurdish], such as [study books for] philosophy, history, culture, geography [subjects]. Kurds and Arabs will study in their mother tongues," Issa said.



sept 08, 2026

## Second convoy of Kurdish displaced families returns to Sari Kani

**E**RBIL, Kurdistan Region - A second convoy carrying around 700 displaced Kurdish families is set to return to their homes in Sari Kani, northeast Syria (Rojava), on Tuesday, as the governor of Hasaka said preparations for their return are underway.

"Preparations are underway for the return of around 700 displaced families from Sari

Kani to their villages and homes," Nour al-Din Ahmed told Rudaw's Nalin Hassan on Monday, adding that "some of these families will return to the city center under the supervision of a special committee formed to monitor the situation."

Supervised by a special committee formed to oversee the return of the displaced families, the resettlement of the families

comes amid ongoing security concerns following an initial relocation of the first convoy last month.

The first convoy of 410 Kurdish families left the Washokani camp in Hasaka for Sari Kani in mid-August. The Syrian Interim Government provided each family with \$10,000 to renovate homes that had been occupied by armed groups. However, some of the displaced families arriving in their

hometown came under attack by local saboteurs attempting to prevent them from reclaiming their properties.

"This committee includes representatives from the security forces, the district administration, the leadership team, the governorate, and local organizations," Ahmed stated. The Sari Kani internally displaced persons committee announced that 689 families in

the Washokani camp are preparing to return to their lands. This decision was made after security guarantees were provided.

The Kurdish-majority city of Sari Kani, also known in Arabic as Ras al-Ain, and its surrounding areas fell under the control of the Turkish army and Syrian armed opposition groups following an October 2019 military offensive that displaced tens of thousands of Kurdish, Arab, and other residents into camps like the nearby Washokani.

The current return process stems from a landmark agree-



Internally displaced families in Syria's northeastern Hasaka province returning to Sari Kani on September 8, 2026. Photo: Screengrab/Rudaw

ment reached between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the Syrian Interim Government on January 29, which followed weeks

of intense fighting.

The deal established a permanent ceasefire and outlined the gradual integration of mili-

tary, security, and civil administrative institutions in Rojava into the Syrian state.

**Le Point**

Armin Arefi  
08 septembre 2026

## « L'Iran est en train de perdre le contrôle du détroit d'Ormuz »

**E**NTRETIEN. L'analyste pétrolier Samir Madani explique comment les États-Unis ont discrètement réussi à relancer le trafic pétrolier au nez et à la barbe de Téhéran.

L'affrontement entre les États-Unis et l'Iran a désormais pour théâtre le détroit d'Ormuz. En dépit de la signature, le 17 juin, d'un [protocole d'accord entre Washington et Téhéran](#), censé permettre la réouverture de l'étroit corridor maritime, par lequel transitaient 20 % des hydrocarbures mondiaux avant le début de la guerre, des navires commerciaux sont régulièrement pris pour cible par les gardiens de

la révolution islamique.

Téhéran estime que ces embarcations, sous protection américaine, violent l'accord en empruntant une voie maritime longeant les côtes omanaises, échappant donc au contrôle iranien. Au contraire, Washington estime que la République islamique, en portant atteinte à la libre circulation maritime dans le détroit, contrevient à ses engagements et a chargé l'armée américaine de rétablir le blocus des ports iraniens, empêchant l'Iran d'exporter son pétrole.

[Cofondateur du site TankerTrackers.com](#), un site de suivi du trafic pétrolier mondial combinant système d'identification auto-

matique, images satellites et renseignement en source ouverte, Samir Madani s'est spécialisé au fil des années dans la traque des pétroliers clandestins coupant volontairement leur transpondeur pour échapper aux autorités. Aujourd'hui analyste du marché pétrolier et du transport maritime, cet expert suédois basé à Stockholm garde les yeux rivés sur les navires entrant et sortant discrètement du détroit d'Ormuz, sous la menace de nouvelles frappes iraniennes.

Samir Madani, cofondateur du site de suivi du trafic pétrolier [TankerTrackers.com](#) DR

**Le Point : Quelle est aujourd'hui la situation dans le détroit d'Ormuz ?**

**Samir Madani :** Je ne veux pas accorder trop d'importance au détroit d'Ormuz, parce que le problème, à l'heure actuelle, c'est que l'ensemble du paysage pétrolier de la région est en train de connaître un bouleversement majeur. Des changements sont en cours sur le terrain. Le pétrole est donc en train d'être détourné du détroit d'Ormuz.

**Qu'entendez-vous par là ?**

Par exemple, l'Irak achemine en ce moment par camion plus de 100 000

barils de pétrole brut par jour à destination du port de Banias, en Syrie, d'où il est expédié vers la mer Méditerranée. De leur côté, les Émirats arabes unis sont en train de doubler la capacité de leur oléoduc reliant la côte ouest de la fédération au port de Fujairah, à l'est du détroit d'Ormuz. Cela signifie que les pétroliers n'auront plus besoin à terme de charger leur cargaison dans les terminaux situés sur la côte ouest des Émirats arabes unis pour ensuite traverser le détroit d'Ormuz. Cela pourrait donc retirer près de deux millions de barils par jour de la quantité de pétrole qui doit transiter par le détroit d'Ormuz.

#### **Cet oléoduc n'est-il pas toujours en construction ?**

En effet, le deuxième oléoduc est en cours de construction. Il devrait être opérationnel l'année prochaine et doublera la capacité des Émirats. Actuellement, on parle d'environ 1,7 à 1,8 million de barils par jour qui sortent du terminal pétrolier de Fujairah. On pourrait donc potentiellement atteindre 3,2 à 3,6 millions de barils par jour.

#### **Qu'en est-il des autres pays du Golfe ?**

Parmi les pays qui utilisent encore le détroit d'Ormuz, on constate que l'Arabie saoudite, qui, pendant longtemps, n'exportait plus rien via ses ports de la côte est, a augmenté ses exportations. En août, environ 30 % des exportations de pétrole brut de l'Arabie saoudite provenaient des ports de la côte est, ce qui représente une forte hausse par rapport aux 2

% exportés en mai, même si cela constitue en même temps une importante baisse comparée aux niveaux d'avant-guerre, où l'essentiel des exportations de pétrole saoudien provenait de l'est du pays.

Les autres pays de la région ont également vu leurs exportations de pétrole diminuer, mais eux aussi sont en train de rebondir. D'après nos estimations, les exportations totales de pétrole brut transitant par le détroit d'Ormuz en août ont atteint une moyenne de 11,27 millions de barils par jour, soit une baisse de 39 % par rapport au niveau de janvier et février 2026, qui s'élevait à une moyenne de 18,47 millions de barils par jour. Quant à l'Iran, il n'exporte désormais plus de pétrole brut en raison du blocus mis en place par la marine américaine.

#### **Comment cet or noir traverse-t-il le détroit d'Ormuz au nez et à la barbe de l'Iran ?**

Cinq jours par semaine, du dimanche au jeudi, de gros convois de tankers sont quotidiennement organisés à travers le détroit d'Ormuz, transportant d'importants volumes de pétrole, de 12 à quelque 18 millions de barils à la fois, selon les données communiquées par le commandement central des États-Unis (Centcom) et notre propre suivi. Ils bénéficient du soutien aérien de l'armée américaine et sont escortés par des drones maritimes en passant par le corridor longeant Oman et la péninsule du Musandam.

#### **Ces pétroliers ne sont pas escortés par des destroyers américains ?**

Il n'y a pas de gros navires américains dans cette zone, parce que ceux-ci sont stationnés le long de la ligne de blocus de la marine américaine, qui se trouve à la périphérie du golfe d'Oman, face à la mer d'Arabie. C'est là que les moyens navals américains sont positionnés. Mais des avions de chasse et des hélicoptères sont toutefois déployés à partir de cette flotte. Les États-Unis utilisent probablement aussi les bases situées à Bahreïn, au Qatar et aux Émirats arabes unis.

Il n'y a aucune chance que les navires utilisent la route iranienne.

#### **Est-ce à dire qu'aucun navire ne prend la voie iranienne, tracée le long des côtes de la République islamique, et que Téhéran souhaite voir empruntée ?**

Non, ils prennent la voie omanaise, car ils travaillent pour les pays arabes. Il n'y a aucune chance qu'ils utilisent la route iranienne, d'autant qu'ils sont ici protégés par le Centcom. Les embarcations qui pourraient éventuellement emprunter le corridor iranien seraient les navires de transport de marchandises ou les pétroliers qui pourraient avoir un lien quelconque avec l'Iran. Pas la majorité des cargaisons et du pétrole qui sortent en direction du golfe d'Oman. Une fois le détroit d'Ormuz traversé, la plupart des navires vont chercher leur partenaire pour effectuer une opération de transbordement de navire à navire (STS).

#### **De quoi s'agit-il exactement ?**

Il s'agit d'une opération de transfert de pétrole de navire à navire. L'avantage de ce procédé est que les navires qui réceptionnent le pétrole – par exemple l'Inde ou la Chine – auront des coûts d'assurance beaucoup plus faibles, du fait qu'ils n'envoient pas leurs propres pétroliers dans le détroit d'Ormuz. Ainsi, le client n'aura pas à payer des primes d'assurance plus élevées ni à prendre toutes sortes de risques. Il lui suffira de réceptionner le pétrole. Au contraire, ce sont les pays exportateurs de pétrole – comme le Koweït – qui utilisent leur propre flotte et prennent tous les risques, comme celui de se faire tirer dessus, pour acheminer le pétrole jusqu'au navire du client dans le golfe d'Oman.

#### **Après avoir flambé lors de la fermeture du détroit, ce qui dissuadait nombre de pétroliers de réaliser la traversée, le prix des assurances des tankers a-t-il baissé ?**

Je comprends que les gouvernements interviennent pour prendre en charge les risques. Par exemple, les navires ravitailleurs sont probablement couverts par leur propre pays, puisqu'ils sont employés par les producteurs pétroliers nationaux. Il y a également l'assurance proposée par les États-Unis, qui représentait environ 30 milliards de dollars.

Néanmoins, je pense que la meilleure assurance dont disposent actuellement les navires ravitailleurs est le fait de bénéficier d'un soutien aérien pour les protéger, qui permet d'intercepter un grand nombre de

menaces en approche. Mais bien sûr, il y a des cas où, parfois, le dispositif est débordé et deux ou trois drones parviennent à frapper un navire alors qu'il transporte deux millions de livres de pétrole brut.

### **Comment faites-vous pour évaluer le trafic dans le détroit d'Ormuz ?**

En mer d'Arabie, nous comptabilisons les navires qui réapparaissent sur le système d'identification automatique (AIS) en allumant leur transpondeur. Au cours des sept derniers jours, ce volume représentait 9,85 millions de barils de pétrole brut par jour. Il faut prendre ce chiffre et soustraire à celui-ci les chargements directs effectués dans le golfe d'Oman, où se trouvent trois ports : Fujaïrah aux Émirats arabes unis, Mina al-Fahal à Oman et Kooch Mobarak en Iran (également connu sous le nom de « terminal pétrolier de Jask », NDLR), où il ne se passe rien en ce moment, soit 2,58 millions de barils par jour au cours des sept derniers jours. Cela nous laisse, pour le détroit d'Ormuz, un volume de 7,26 millions de barils de pétrole brut par jour.

Les Iraniens n'abandonneront pas le détroit d'Ormuz.

La majorité de celui-ci sera destinée à des opérations de transbordement STS, parce que ce sont les mêmes pétroliers qui font des allers-retours entre les pays du Golfe et le golfe d'Oman. Lors de leurs mis-

sions aller-retour, ceux-ci ferment constamment leur transpondeur sur l'AIS. Ils sont donc invisibles. Nous devons donc les identifier à partir d'images satellites dans les pays où ils effectuent leurs chargements, puis à nouveau lorsqu'ils se trouvent dans le golfe d'Oman pour effectuer leur transbordement STS.

### **Confirmez-vous les chiffres donnés par le commandement central américain sur la reprise sensible du trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz ?**

Oui, nous les confirmons. Dans le secteur de l'énergie, les flux sont toujours évalués sur la base de moyennes quotidiennes. Or, le problème, est la manière dont les responsables officiels américains les présentent. Ils sélectionnent certains chiffres qui les intéressent, et Donald Trump s'en empare en pensant qu'il s'agit d'un événement survenu en une seule journée. Ainsi, ils se félicitent de passer de 14 millions de barils un jour à 17 millions un autre jour, alors que ce n'est pas ainsi que cela fonctionne.

### **Peut-on dire que l'Iran a perdu le contrôle du détroit d'Ormuz, contrairement au début de la guerre ?**

Oui, les Iraniens sont en train de perdre le contrôle du détroit d'Ormuz. D'après ce que nous disent nos sources, il n'y a plus de mines déployées dans l'eau. En plus des quelque 40 mines qui ont été neutralisées, plus de 200

autres objets ont également été inspectés dans l'eau. Ces opérations de déminage ont lieu la nuit, ce qui prend du temps. Mais c'est le seul moment où les Américains peuvent intervenir en toute sécurité. Il y a bien sûr un danger permanent, parce qu'il n'en faut pas beaucoup pour lancer un projectile et perturber tout le dispositif.

Mais ce qui est intéressant, c'est qu'actuellement, avec l'augmentation du nombre de navires qui sortent du détroit d'Ormuz, le pourcentage de navires endommagés diminue. Si on entend parler d'embarcations qui sont touchées, rien ne sort sur les pétroliers qui franchissent effectivement le détroit. D'autant que les attaques font également automatiquement l'objet de reprécisions. Désormais, les États-Unis ont été clairs vis-à-vis des Iraniens : « Si vous endommagez deux pétroliers, nous en endommagerons trois des vôtres. »

### **Pensez-vous que la situation dans le détroit d'Ormuz puisse revenir à la normalité d'avant-guerre ?**

Je ne pense pas qu'on en soit encore là. Je vous rappelle que les exportations de pétrole brut du mois d'août sont toujours en baisse de 39 % par rapport au niveau de référence de janvier et février. Il manque par conséquent encore environ 7 millions de barils par jour. Il reste donc encore beaucoup de travail, à moins, bien sûr, que l'Arabie saoudite

n'augmente ses exportations via la mer Rouge. Pour ma part, je pense qu'il faudra potentiellement peut-être quatre à six mois au minimum avant que nous descendions à moins de 10 %. Mais ce que je sais, c'est qu'il y a eu des progrès considérables. Et d'autres mesures vont être prises, telles que l'élargissement des voies de circulation séparées dans le détroit. Mais bien sûr, cela signifie rester constamment à l'affût des trajectoires des missiles et des drones. Toute nouvelle installation radar est immédiatement neutralisée, de même que tout nouveau navire qui pose des mines.

### **Pensez-vous la République islamique prête à abandonner le contrôle du détroit ?**

Non, ils ne vont pas l'abandonner. Je sais, grâce au suivi que je fais des pétroliers, que les Iraniens adorent expérimenter. Chaque semaine, ils essaient quelque chose de nouveau pour parvenir à leurs fins. Là-dessus, les Gardiens de la révolution islamique sont en pointe lorsqu'il s'agit de tester de nouvelles approches. Ils vont évidemment essayer d'autres choses. Pour eux, c'est un combat existentiel. Pour nous, en Occident, ce qui arrive dans le détroit d'Ormuz est une gêne. Mais pour eux, c'est un combat existentiel, et ils iront jusqu'au bout pour faire comprendre leur position à ce sujet.

## L'Iran brandit la menace d'une escalade militaire pour briser le blocus américain

Téhéran, dont les exportations de brut sont réduites à peu de chose, peine à trouver des ressources budgétaires. Le régime iranien pourrait être tenté de mettre à profit la perspective des élections américaines de mi-mandat pour augmenter la pression militaire sur l'administration Trump.

**D**epuis que l'Iran a posé la première mine dans le détroit d'Ormuz, quelques jours après que les Etats-Unis lui ont déclaré la guerre le 28 février, les autorités de Téhéran n'ont cessé d'affirmer que le temps jouait pour elles. Voilà plus de six mois qu'elles prétendent écœurer Washington en bloquant le trafic pétrolier dans le détroit, en faisant grimper les prix à la pompe et en imposant aux Etats-Unis un déploiement militaire long et ruineux. Or, alors que Washington assume désormais un blocus maritime de long terme, censé « étrangler » le pays selon le président américain, Donald Trump, Téhéran finit par réévaluer son calcul.

« *Le budget de l'Etat est garanti jusqu'à la mi-2027, mais pas au-delà* », affirme une source iranienne, inquiète de voir les exportations de brut du pays par voie de mer réduites à quelques centaines de milliers de barils les bons jours, voire à zéro, selon la presse réformatrice. Ce délai d'un an n'est pas étayé, et la Maison Blanche l'estime plus court. Tout en reconnaissant l'urgence budgétaire, les plus hauts responsables de l'Etat iranien se disent donc désormais prêts à une nouvelle escalade, afin de forcer Washington à un compromis.

« *L'ère des réponses proportionnées est révolue* », affirmait, dimanche 6 septembre, Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien

et l'un des personnages-clés de l'équipe chargée des négociations avec les Etats-Unis, aujourd'hui au point mort, ajoutant que les récentes frappes contre des bases américaines en Jordanie et dans le Golfe n'étaient « *que le début* ». « *Désormais, toute attaque contre la sécurité ou les intérêts de l'Iran fera l'objet d'une réponse plus rapide, plus lourde et plus douloureuse* », a-t-il ajouté.

Des échanges de tirs entre les deux pays **ont déjà repris depuis le 30 août**, après un mois de calme relatif. L'Iran a dit avoir frappé pendant le week-end trois navires qui tentaient de franchir le détroit d'Ormuz sous escorte de la marine américaine, en réponse au bombardement de trois pétroliers iraniens, samedi, notamment près de **l'île de QKharg**, la principale plateforme iranienne d'exportation de brut. Deux de ces navires iraniens, le *M/T Downy* et le *M/T Stark 1*, ont été mis définitivement hors d'usage, tandis que le *M/T Kyo*, également appelé *Noxen*, a été détruit après que son équipage a reçu l'ordre d'abandonner le navire.

Selon le commandement central de l'armée américaine dans la région (Centcom), ces frappes faisaient suite à des tirs de missiles balistiques iraniens en direction du porte-avions l'*USS George Washington* et d'un destroyer lance-missiles, qui n'ont pas été touchés. Téhéran a fait grand

cas de ces tirs, Mohsen Rezaï, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, déclarant, dimanche, à la télévision qu'il s'agissait du « *premier test* » d'un « *missile antinavire* » de nouvelle facture.

Le *Financial Times* a affirmé récemment que Moscou avait aidé depuis 2023 le régime à se doter d'un missile hypersonique, mieux à même de frapper les navires américains contre lesquels ses armes demeurent inopérantes.

### Message à la Maison Blanche

« *Cela fait des mois qu'ils essaient sans succès de frapper un navire américain. Mais ils doivent prétendre qu'ils ont encore l'initiative auprès de la population iranienne, qui souffre du blocus maritime américain* », estime l'expert militaire David Des Roches, professeur au Thayer Marshall Institute de Washington. Le message est également adressé à la Maison Blanche : c'est la première fois depuis le cessez-le-feu conclu le 17 juin que des responsables iraniens d'un tel niveau annoncent haut et fort des frappes à venir.

« *Cette escalade a pour but d'obliger les Etats-Unis à revenir à la table des négociations. Il nous faut utiliser les élections américaines de mi-mandat [prévues le 3 novembre] pour rappeler aux Américains le prix de cette*

*guerre* », souligne cette même source iranienne. Selon Téhéran, la Maison Blanche cherche à maintenir le prix de l'essence à un niveau tolérable jusqu'à ce scrutin, tout en frappant les défenses iraniennes autour d'Ormuz. Une fois les élections passées, et avant la prise de fonctions en janvier 2027 d'un Congrès possiblement hostile à la guerre, l'Iran craint que le président Trump ne se lance dans une nouvelle aventure militaire.

Téhéran estime donc avoir une carte à jouer avant le 3 novembre, en faisant monter la pression militaire pour au mieux parvenir à un accord final sur Ormuz et sur son programme nucléaire et, au minimum, pour desserrer le blocus américain. Après près de trois mois passés à éviter une escalade incontrôlée, l'Iran prétend assumer le risque de susciter des représailles massives de la part des Etats-Unis et de leur allié israélien, qui promettent des frappes contre les infrastructures civiles du pays, avec l'ambition de faire de l'Iran « *un Etat failli* », selon plusieurs sources sécuritaires israéliennes.

Signal adressé à la population, dimanche, Mohammad Bagher Ghalibaf a reconnu ouvertement les difficultés économiques auxquelles le pays est confronté, évoquant l'inflation, le chômage, les fortes fluctuations de la monnaie et les problèmes de gestion du

marché. « *La population n'acceptera pas la mauvaise gestion simplement parce que le pays est en guerre* », a-t-il précisé. Mais cette crise ne rend pas nécessairement la République islamique plus prudente : ses plus hauts responsables en font un argument pour rompre un statu

quo de moins en moins tenable dans le détroit.

Téhéran reconnaît ainsi en creux le relatif succès des efforts entrepris depuis juillet par la marine américaine pour escorter des tankers hors d'Ormuz. Au début du mois d'août, c'est ce manège qui

avait mené l'Iran à repousser un accord imminent avec son voisin, Oman, censé réguler le trafic maritime dans le détroit. Washington pressait son allié arabe d'accepter ce deal, reconnaissant ainsi la mainmise de l'Iran sur le détroit, au moins sur le papier. « *Nous menions les négociations de*

*bonne foi, mais les Etats-Unis faisaient déjà passer discrètement du pétrole sur la côte omanaise, sans qu'Oman ait son mot à dire* », déplore cette source iranienne. Lundi, Téhéran a de nouveau annoncé comme « *imminent* » un tel deal.

---

**LE FIGARO**

09 septembre 2026

## Donald Trump prédit que la guerre avec l'Iran s'arrêtera « immédiatement » après les « midterms »

**C**ritiqué par les Américains sur la hausse des prix de l'essence, Donald Trump souhaite rassurer les électeurs à quelques mois des élections de mi-mandat, en novembre.

Donald Trump a prédit mercredi que la guerre avec l'Iran s'arrêterait « *immédiatement après les élections* » législatives de début novembre aux États-Unis, alors que les hostilités ont repris de part et d'autre. Les Iraniens « *ne peuvent pas tenir plus longtemps. Ils essaient désespérément de peser sur l'élection* », a estimé le président américain, pendant un échange avec la

presse sur le tarmac de la base aérienne Andrews, proche de Washington.

« *Juste après l'élection, le cours du pétrole va chuter* », a encore dit Donald Trump, en jugeant qu'il faudrait pour cela patienter jusqu'après ces législatives. Le coût élevé de l'essence et du diesel fait redouter au parti républicain, celui du président, une lourde défaite lors des « *midterms* », qui renouvellent tous les sièges de la Chambre des représentants et un tiers des sièges du Sénat, autre composante du Congrès américain. Les démocrates espèrent ravir au camp présidentiel le contrôle

d'une, voire des deux chambres.

### Une confrontation toujours vive

Le président républicain a par ailleurs déclaré que les forces américaines avaient frappé neuf bateaux iraniens, et a ajouté, à propos de ces attaques : « *Vous allez en voir beaucoup plus.* »

Mardi, l'armée américaine - qui impose un blocus sur les ports iraniens en réponse au verrouillage du détroit d'Ormuz - avait annoncé avoir détruit cinq pétroliers, en représailles à des attaques iraniennes.

L'Iran, en réponse, a affirmé avoir attaqué mercredi plus d'une dizaine de navires qui tentaient de franchir le détroit d'Ormuz, faisant flamber les cours du pétrole, et annoncé étendre prochainement, au-delà de ce passage stratégique, la zone soumise à une autorisation de navigation.

Réagissant à cette reprise des hostilités, le baril de Brent a dépassé mercredi les 100 dollars pour la première fois depuis juillet et le gaz européen est au plus haut depuis début 2023.

## L'Iran bombarde des bases en Jordanie et dans le Golfe, en riposte aux attaques des Etats-Unis contre des pétroliers iraniens

Les gardiens de la révolution iraniens ont « pris pour cible deux navires américains et huit pétroliers présents dans la zone, leur infligeant des dégâts considérables », ont-ils affirmé dans un communiqué.

Dix autres navires auraient été visés.

**L**es gardiens de la révolution ont affirmé, mercredi 9 septembre, avoir attaqué deux bateaux américains, huit pétroliers et dix autres navires. Cette offensive a été menée « en réponse à l'agression et aux actions hostiles de l'armée terroriste américaine, qui a attaqué cinq pétroliers iraniens dans le golfe Persique », a annoncé l'armée idéologique de l'Iran dans un communiqué, relayé par l'agence de presse officielle IRNA.

Plus tôt, ils avaient annoncé avoir attaqué la base militaire américaine d'Al-Azraq, en Jordanie, à cent kilomètres à l'est d'Amman, pour « punir l'agresseur » après l'attaque des pétroliers iraniens. Selon leurs déclarations citées par l'agence de presse officielle IRNA, les frappes auraient notamment endommagé « les lieux de déploiement des avions de chasse F-35, F-16 et F-15, ainsi que les abris pour avions de combat ». Sur vingt missiles iraniens tirés, dix-huit ont été interceptés, et les deux autres sont tombés dans des zones inhabitées, selon l'armée jordanienne.

Mardi, l'armée américaine a annoncé avoir détruit cinq pétroliers dans la région du Golfe en représailles aux récentes attaques des gardiens de la révolution contre un navire de l'armée américaine. Le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (CentCom) a affirmé, dans un communiqué, avoir demandé aux équipages d'abandonner leur navire avant qu'ils soient touchés.

« L'Iran continue d'essayer de frapper des navires de guerre américains, et à chaque fois qu'ils le font ou tentent de le faire, ils vont perdre des pétroliers, et je pense que vous verrez cela à nouveau aujourd'hui [mardi] », a averti le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, lors d'une [visite en Colombie](#). Selon l'agence de presse iranienne Tasnim, un « petit pétrolier » iranien a subi une attaque de missile américaine, près de l'île de Kharg, dans le sud du pays, sans faire de victime.

**L'Iran dit avoir saisi un drone sous-marin américain**

Le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Ali Abdollahi Alibadi, cité par la télévision d'Etat, avait pour sa part prévenu que « toute attaque contre des pétroliers iraniens entraînera[it] des frappes des forces armées de la République islamique d'Iran contre les bases américaines dans la région ».

Les gardiens de la révolution ont aussi affirmé, mardi, avoir saisi « l'un des drones sous-marins les plus modernes de l'armée américaine à l'entrée du détroit d'Ormuz », dans un communiqué également relayé par la télévision d'Etat. L'armée américaine a, pour sa part, déclaré qu'un de ses drones, un « modèle ancien », était tombé en panne dans la région du détroit, sans préciser s'il s'agissait de l'appareil saisi par l'Iran.

Téhéran et Washington continuent d'échanger des tirs dans et autour du détroit d'Ormuz, en dépit du cessez-le-feu instauré en avril, qui avait suspendu la première phase de bombardements intenses débutée

avec l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, le 28 février. Les négociations diplomatiques restent au point mort, les deux parties se disputant le contrôle de ce verrou maritime par lequel transite habituellement un cinquième des exportations mondiales de pétrole et de gaz.

Depuis le début de la guerre, le trafic y est quasi paralysé, perturbant les marchés mondiaux de l'énergie et faisant flamber les cours du brut. L'Iran exige désormais des navires qu'ils obtiennent une autorisation pour franchir le détroit ; une mesure fermement rejetée par Washington et plusieurs pays de la région.

Le gouvernement américain, qui, de son côté, applique un blocus aux ports iraniens, a par ailleurs placé sur sa liste noire, mardi, l'entière du secteur aérien iranien, menaçant de sanctionner toute organisation travaillant avec les compagnies aériennes du pays, dont les principales sont Mahan Air et Iran Air.

The New York Times

Erika Solomon  
Sept. 9, 2026

# Iran Signals Readiness to Escalate War With U.S. Amid Rising Economic Pressure

The Iranian government is taking an increasingly aggressive approach as it confronts a growing economic threat and worries that its grip on the Strait of Hormuz is slipping, analysts say.

Iran has signaled that it is willing to escalate its fight with the United States, with senior leaders issuing increasingly sharp warnings in recent days after attacking American warships for the first time.

The country's leaders are taking a more aggressive approach as Iran faces mounting economic pressure and they worry that their grip on the Strait of Hormuz is slipping. The American blockade is making it nearly impossible for Iran to ship oil, its main money source. And in effect, Iran sees escalation as the primary leverage it has against the United States, analysts said, warning that the recent clashes could reignite a full-blown war.

The U.S. military said Tuesday that it had [destroyed five Iranian oil tankers](#) in retaliation for attempted strikes on a U.S. Navy warship, while Iran said it launched strikes at a base used by American forces in Jordan in response. The attacks occurred three days after Iran made its [first known attempt at striking an American military vessel](#).

On Sunday, Mohammed Bagher Ghalibaf, Iran's lead negotiator and the speaker of Parliament, told lawmakers that the era of "proportionate responses" to American attacks was over. Iran's security chief, Mohsen Rezaei, also announced plans to impose a "restricted zone" for shipping in the Persian Gulf

that would go beyond the country's efforts to control the Strait of Hormuz.

Iran has largely withstood the heavy military campaign launched by the United States and Israel in February. But the war of attrition in recent months has created an economic threat that is now pushing the government to intensify its rhetoric and attacks.

An American naval blockade has prevented Tehran from exporting much of its oil, the country's main source of revenue, making a longstanding economic crisis even worse. On Tuesday, the government raised some gasoline prices because of [fuel shortages](#), a move that is expected to further roil a country already struggling with soaring inflation and unemployment, and a rapidly depreciating currency.

At the same time, [U.S. naval escorts](#) have enabled a trickle of oil tankers to pass through the Strait of Hormuz, undercutting Iran's closure of the waterway, which has caused global oil prices to rise sharply. The number of ships getting through is small, and the effort is extremely costly for the United States, but it has prevented oil prices from rising further and blunted Iran's ability to impose economic pain on Washington.

"How do you regain the momentum? You escalate," said Farzan Sabet, an Iran analyst

at the Geneva Graduate Institute, a research group. Iran will likely attempt to intensify the military confrontation, he said, while seeking to avoid a return to full-out war. "It's highly damaging, but at the same time, they hope it raises global oil prices or fully re-closes the Strait of Hormuz," he said.

## 'Make or break moment'

Senior Iranian officials have said they are open to negotiating a return to the fragile [Memorandum of Understanding](#) that halted the war in April and was meant to lead to talks on an Iranian nuclear deal.

But President Trump has said he has no interest in negotiations, preferring to maintain his strategy of attrition and [suffocating Iran economically](#).

Iran's leadership believes that now may be the best moment to raise the stakes, ahead of the U.S. midterm elections in November when an unpopular war could hurt Mr. Trump and the Republican Party.

"All signs point to a make or break moment," said Mohammad Ali Shabani, an Iran analyst and editor of the regional news website Amwaj.media. "I'm not sure the Iranians are going to wait until after the elections to be attacked if diplomacy fails."

Iran's move to strike two U.S. warships with ballistic missiles was a significant escalation,

said Hamidreza Azizi, a senior Iran analyst at the International Crisis Group.

Iranian forces had previously made no serious effort to target U.S. naval ships and seemed reluctant to conduct attacks that could cause heavy American casualties. "These calculations have obviously changed," he said.

The U.S. decision to retaliate by striking three Iranian oil tankers — and sinking one of them — was an indication of how seriously Washington took the Iranian attack.

"Both sides are trying to dictate their red lines and trying to push the red lines of the other side as far back as they can," Mr. Azizi said.

It was also a recognition that Iran's military capabilities have evolved. Before the war started, the United States did not think Iran could target American military bases in the region with precision, he said. But in recent months, Iran has shown it can do so, including with a strike on a U.S. base in Jordan in July that [killed two American soldiers](#).

Iran could become similarly adept at targeting naval fleets, Mr. Azizi said.

Iran has also been very public about its efforts to capture and learn from its enemy's weapons. On Tuesday, Iran's state news agency IRNA announced that naval forces of

the powerful Revolutionary Guards had seized a U.S. submarine drone known as the Dive-LD. Iran has previously managed to reverse-engineer weapons offered to it by its allies or captured from its enemies.

U.S. Central Command said the drone was an older model that had malfunctioned and “neither collected sensitive data nor carried any classified sonar or radar equipment.”

Mr. Rezaei’s announcement of a new “prohibited zone” in the Persian Gulf was another attempt to ratchet up the confrontation.

The security chief offered few details about the plan, but Mohamed Ghaderi, a Tehran-based foreign affairs expert, said it was designed to increase the cost for vessels passing through the strait with a U.S. naval escort and warn them they may not be safe even once they do.

“Compliance with Iran’s new

rules can be a condition for safe and consequence-free passage,” he said.

These escalatory moves come amid fresh regional turmoil, with Iran’s Houthi militia allies in Yemen [launching attacks](#) that wounded dozens in the south of Saudi Arabia on Tuesday, and the kingdom vowing to retaliate. Whether coordinated with Tehran or not, renewed conflict in Yemen would help Iran in its goal of putting more pressure on global energy prices.

#### Economic crisis

For Iran’s leaders, what they have called a U.S. “economic war” has become a domestic security risk that has prompted them to take a more aggressive stance.

A [rising sense of economic despair](#) among Iranians could spark a new wave of anti-government protests. Last December, a currency crisis triggered nationwide demonstrations, which [security forces crushed](#) with deadly force.

Iranian officials are anxious that Israel may exploit any discontent to support dissidents or an insurgency, said Hadi Borhani, a professor of Israeli and Middle East studies at the University of Tehran.

He pointed to recent statements by Israel’s defense minister, Israel Katz, and Prime Minister Benjamin Netanyahu, who said this week that “there is still more to complete. I mean, first and foremost, the toppling of the regime. This regime in Iran — its end is near.”

The Iranian government does not want to wait for Israel to act.

“They believe Iran should change the situation, possibly through a more damaging or aggressive move that can raise regional tension,” Mr. Borhani said.

Some Iranian leaders also believe now is a good moment to act because Mr. Trump will return to war after the midterms anyway. The

president will either feel vindicated by an unexpected electoral victory or feel that he has nothing more to lose by pursuing his own strategy, several of the analysts said.

Mr. Sabet, however, expects that worsening global economic conditions will eventually push the Trump administration to ease tensions.

Even though the U.S. naval escorts through the Strait of Hormuz have allowed some oil to move, he said, global crude stockpiles are not being replenished fast enough, and natural gas and other critical oil derivatives are not getting through. Those shortages are likely to inflict more pain on the global economy.

“That is when I see them muddling their way toward some kind of limited or de facto deal,” he said. “Don’t think of it as an M.O.U. plus — think M.O.U. minus.”

LE FIGARO

09 septembre 2026

## Guerre en Iran : Washington dit avoir détruit cinq pétroliers iraniens, Téhéran frappe des bases militaires américaines

L’armée américaine a annoncé mardi avoir détruit cinq navires pétroliers dans la région du Golfe en représailles des attaques des Gardiens de la Révolution iraniens contre un navire de l’armée américaine ces deux derniers jours.

L’[armée américaine](#) a annoncé mardi avoir détruit cinq navires pétroliers dans la région du Golfe en représailles des attaques des Gardiens de la Révolution iraniens contre un navire de l’armée américaine ces deux derniers jours. Le Commandement

militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) «a détruit cinq navires transportant du pétrole brut iranien, le 8 septembre, après que le Corps des Gardiens de la Révolution a visé à deux reprises un bâtiment de la Marine américaine avec

*des missiles balistiques au cours des deux derniers jours*», a-t-il écrit dans un communiqué. Il affirme que le navire américain a «déjoué» ces attaques et qu’aucun militaire américain n’a été blessé. Le Centcom précise également avoir demandé aux

équipes d'abandonner leur navire avant qu'ils ne soient frappés.

Quatre navires (le Kaviz, le Charminar, le Horizon et le Riesco) ont été détruits dans le Golfe d'Oman et un cinquième (le Derya) près de l'île de Kharg, précise le communiqué, accompagné de vidéos de ces navires touchés par une explosion, puis en flammes. L'agence iranienne Tasnim a évoqué peu avant une «*attaque de missile*» contre un «*petit pétrolier iranien*» à quelques kilomètres de cette île iranienne du Golfe.

L'armée américaine accuse ces navires «*de prendre part à un réseau fantôme de plusieurs milliards de dollars pour financer*» les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de Téhéran, ainsi que ses soutiens dans la région.

### Riposte iranienne

Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique de l'Iran, ont dans la foulée dit mercredi avoir lancé des missiles sur la base militaire américaine d'Al-Azraq, en Jordanie, en représailles aux attaques de pétroliers iraniens par les États-Unis, selon l'agence d'État Irna. «*Dans le cadre de cette opération visant à punir l'agresseur, les installations de maintenance et de réparation, les zones de préparation et les lieux*

*de déploiement des avions de chasse F-35, F-16 et F-15, ainsi que les abris pour avions de combat, ont été frappés, infligeant de lourds dégâts à l'ennemi malveillant*», ont affirmé les Gardiens cités par Irna.

L'armée jordanienne a par la suite annoncé avoir intercepté 18 missiles tirés vers le pays par l'Iran, tandis que deux autres projectiles sont tombés dans des zones désertes. «*Le Royaume hachémite de Jordanie a subi, au cours des dernières heures, une attaque de missiles en provenance du territoire iranien*», indique un communiqué de l'armée. Les défenses antimissiles du pays ont «*intercepté et détruit avec succès 18 d'entre eux, tandis que deux missiles sont tombés dans des zones non habitées*», ajoute le texte.

Peu avant, les Gardiens avaient averti qu'ils allaient «*viser*» des tankers au Koweït et à Bahreïn, enjoignant les équipages à «*quitter leurs navires immédiatement*», selon l'agence officielle Irna. «*À la lumière des crimes de l'armée terroriste américaine, qui a pris pour cible plusieurs pétroliers de la République islamique d'Iran, nous mettons en garde tous les tankers présents dans les ports koweïtiens et bahreïnais, lesquels accueillent ces terroristes et sont complices de leurs méfaits, qu'ils soient à l'ancre*

*ou à quai. Nous les avertissons de quitter leurs navires, car ils seront pris pour cible*», ont fait savoir les Gardiens cités par Irna.

### Négociations au point mort

«*Toute attaque contre des pétroliers iraniens entraînera des frappes des forces armées de la République islamique d'Iran contre les bases américaines dans la région*», a déclaré le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Ali Abdollahi, cité par la télévision d'État. Les Gardiens de la Révolution ont par ailleurs affirmé mardi avoir «*capturé l'un des drones sous-marins les plus modernes de l'armée américaine à l'entrée du détroit d'Ormuz*», dans un communiqué également relayé par la télévision d'État. L'armée américaine a pour sa part indiqué qu'un de ses drones, d'un «*modèle ancien*», était tombé en panne dans la région du détroit, sans préciser s'il s'agissait de l'appareil saisi par l'Iran.

Le secrétaire d'État Marco Rubio a, de son côté, affirmé mardi que les États-Unis continueraient ces frappes. «*L'Iran continue d'essayer de frapper des navires de guerre américains, et à chaque fois qu'ils le font ou tentent de le faire, ils vont perdre des pétroliers, et je pense que vous verrez cela à nouveau aujourd'hui*», a-t-il

déclaré aux journalistes lors d'une visite en Colombie.

Téhéran et Washington continuent d'échanger des tirs dans et autour du détroit d'Ormuz, en dépit du cessez-le-feu instauré en avril qui avait suspendu la première phase de bombardements intenses démarrée avec l'attaque israélo-américaine contre l'Iran le 28 février. Les négociations diplomatiques restent au point mort, les deux parties se disputant le contrôle de ce verrou maritime par lequel transite habituellement un cinquième des exportations mondiales de pétrole et de gaz. Depuis le début de la guerre, le trafic y est quasiment paralysé, perturbant les marchés mondiaux de l'énergie et faisant flamber les cours du brut. L'Iran exige désormais des navires qu'ils obtiennent une autorisation pour franchir le détroit, une mesure fermement rejetée par Washington et plusieurs pays de la région. Le gouvernement américain, qui de son côté applique un blocus sur les ports iraniens, a par ailleurs placé sur sa liste noire mardi l'entièreté du secteur aérien iranien, menaçant de sanctionner toute organisation travaillant avec les compagnies aériennes du pays, dont les principales sont Mahan Air et Iran Air.

# L'Iran a exécuté près de 60 manifestants et dissidents politiques en cinq mois, selon une enquête de Human Rights Watch

**L**e rythme des exécutions politiques s'est accéléré depuis le début de la guerre entre la République islamique et les Etats-Unis. Elles visent notamment des personnes ayant participé aux manifestations antigouvernementales de janvier, selon l'ONG.

Des [condamnations à mort](#) pour des motifs politiques, et toujours plus fréquentes. «*Les autorités iraniennes exécutent illégalement, chaque semaine, des manifestants et des dissidents*», accusent Human Rights Watch (HRW) et le Centre Abdorrahman-Boroumand pour les droits humains en Iran, dans [une enquête\(Nouvelle fenêtre\)](#) publiée jeudi 10 septembre. Selon les deux ONG, au moins 59 hommes ont été exécutés entre le 18 mars et la fin août. Parmi eux, 29 avaient été arrêtés en lien avec les [manifestations antigouvernementales de la fin 2025 et du début 2026](#), et trois en lien avec le [mouvement Femme, Vie, Liberté](#) de 2022. Cinq condamnés ont été exécutés en public.

Les deux organisations ont mené des entretiens avec 12 interlocuteurs connaissant ces dossiers,

dont «*des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des avocats, d'anciens codétenus [des individus exécutés] et d'autres sources*», précise HRW. Les enquêteurs ont également étudié des messages audio de prisonniers, ainsi que les déclarations des autorités iraniennes et plusieurs jugements de tribunaux.

Leur travail révèle que le régime iranien «*condamne à la [pendaison] des manifestants, dont des adolescents, en se fondant sur des «aveux» entachés de torture*», souligne Bahar Saba, chercheuse senior sur l'Iran chez HRW. L'ONG dénombre plusieurs Iraniens âgés de 18 ou 19 ans parmi les 59 exécutés, comme Saleh Mohammadi, un champion de lutte pendu cinq semaines après son arrestation, ou Amir-Hossein Hatami, condamné à mort un mois après son interpellation.

Selon Bahar Saba, ces verdicts sont rendus à l'issue «*de procédures manifestement inéquitables, trop courtes pour permettre d'établir la culpabilité des accusés*». L'ONG, qui pointe l'absence d'indépendance de la justice iranienne, a documenté plusieurs cas de refus

d'accès des prisonniers à des avocats indépendants, ainsi que des «*mauvais traitements comme des violences*» ou des «*menaces de viol*».

Dans plusieurs dossiers, les condamnations ont été prononcées pour des faits de «*corruption sur terre*», «*inimitié envers Dieu*» ou «*action opérationnelle au profit d'Etats hostiles*» – un type de poursuite prévu dans [une loi sur l'espionnage adoptée en 2025](#) –, poursuit HRW. «*Cette loi est devenue un mécanisme accéléré permettant de condamner à mort des manifestants sans aucune preuve d'espionnage ni de coopération avec un Etat hostile*», dénonce l'ONG, qui appelle à «*des actions urgentes et coordonnées des Etats membres de l'ONU*» face à ces violations répétées des droits humains.

«Le message des autorités est clairement que toute manifestation sera brutalement réprimée, que ce soit par balles dans la rue ou via des exécutions publiques résultant de procès bidon.»

*Bahar Saba, chercheuse sur l'Iran au sein de Human Rights Watch*

dans un communiqué

Les auteurs rappellent que des dizaines d'autres manifestants et de dissidents politiques iraniens se trouvent dans le couloir de la mort ou risquent des condamnations à la peine capitale. Ce nombre est largement sous-estimé, «*en raison des coupures d'internet et d'une peur justifiée de représailles*» de la part du régime, alerte HRW, qui rappelle que tout contact avec des activistes à l'étranger est désormais passible de poursuites.

Cette enquête est publiée alors que le nombre d'exécutions menées par la République islamique avait déjà atteint en 2025 son plus haut niveau depuis la fin des années 1980, avec au moins 2 113 mises à mort dénombrées au total par le [Centre Boroumand\(Nouvelle fenêtre\)](#). Selon plusieurs organisations de défense des droits humains, le rythme de ces exécutions [s'est accéléré depuis le début de la guerre en Iran](#), le régime cherchant à saper toute mobilisation interne qui viendrait s'ajouter au conflit avec les Etats-Unis.

## Au Yémen, les houthistes, alliés de l'Iran, ont pris le contrôle de la ville stratégique de Moka, sur la mer Rouge

Les houthistes, qui contrôlent une partie du Yémen, progressent également vers le détroit stratégique de Bab Al-Mandab, selon une source gouvernementale yéménite. De son côté, l'Arabie saoudite a mené une quarantaine de frappes aériennes au Yémen ces dernières heures, après les récentes attaques des rebelles contre le royaume.

**L**es rebelles houthistes du Yémen, soutenus par l'Iran, ont pris le contrôle de la ville portuaire de Moka, sur la mer Rouge, jeudi 10 septembre, et progressent vers le détroit stratégique de Bab Al-Mandab, a affirmé à l'Agence France-Presse (AFP) une source gouvernementale yéménite. Des témoins ont dit avoir vu des forces rebelles entrer dans la ville en « scandant "Mort à l'Amérique", "Mort à Israël" ».

Les houthistes cherchent à conquérir les zones côtières de la mer Rouge. Le détroit de Bab Al-Mandab, passage reliant l'Asie à l'Europe via la mer Rouge et le canal de Suez, a gagné en importance

depuis le début de la guerre au Moyen-Orient avec le verrouillage par l'Iran du détroit d'Ormuz, de l'autre côté de la péninsule.

De son côté, l'Arabie saoudite a mené une quarantaine de frappes aériennes au Yémen ces dernières heures, ont affirmé jeudi les houthistes, après les récentes attaques des rebelles contre le royaume. « L'aviation de l'ennemi saoudien a mené environ 40 frappes durant les dernières heures dans les gouvernorats de Taëz, Hodeida, d'Al-Jawf et de Marib », a rapporté Saba, l'agence de presse affiliée au mouvement rebelle.

### Cinq cents morts en une semaine

Les houthistes, qui contrôlent une partie du Yémen, ont lancé la semaine dernière une vaste offensive contre les forces gouvernementales, appuyées par l'Arabie saoudite. Ils mènent en parallèle des attaques dans le royaume, dont l'une a fait des dizaines de blessés, mardi.

Mercredi, ils « ont tiré plusieurs missiles balistiques et drones vers les villes de Khamis Mushait, Abha et Jizan », dans le sud de l'Arabie saoudite, a déclaré Turki Al-Maliki, porte-parole de la coalition menée par Riyad. Dans la nuit, la

défense civile saoudienne a émis de nouvelles alertes contre un « danger potentiel » dans les régions de Khamis Mushait et d'Abha.

Depuis la semaine dernière, les combats au Yémen ont fait plus de 500 morts, pour la plupart des combattants des deux camps, selon un décompte établi par l'AFP. Le pays a replongé dans la guerre en juillet, après des années d'accalmie, entraîné dans le conflit régional déclenché par l'offensive américano-israélienne contre l'Iran à la fin de février.



10 sept 2026

## Syrie : Benjamin Netanyahu se rend dans la « zone de sécurité » qu'Israël occupe depuis 2024

**D**amas a dénoncé une démarche « provocatrice » et une « violation flagrante » de sa souveraineté, après une visite mercredi du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de son

ministre de la Défense Israël Kantz auprès des soldats israéliens déployés sur le sol syrien.

Le Premier ministre israélien s'est rendu, mercredi 9 sep-

tembre, sur le versant syrien du mont Hermon, à la frontière entre Israël et la Syrie, pour un visite aux soldats israéliens déployés sur place, accompagné par le ministre de la Défense, Israël Katz.

יום מדהים בצפון! התחלתי את הבוקר עם חיילינו הגיבורים בכתר החרמון. משם המשכתי למטולה. מרכז הבפור ועלי טאהר הם היו למעלה ואנחנו למטה. היום אנחנו למעלה והם למטה. משם המשכתי לקריית שמונה שתושביה חוזרים בבטחה, וכך גם

בחצור הגלילית ובצפת. עכשיו אני עושה את דרכי לנוף הגליל. הבטחנו...  
pic.twitter.com/5w3KZAV1lu— Benjamin Netanyahu - בנימין נתניהו (@netanyahu) September 9, 2026

Un déplacement condamné par le ministère des Affaires étrangères syrien dans un communiqué. La Syrie a estimé que la présence sur son sol de Benjamin Netanyahu, constituait une démarche «provocatrice» et une «violation flagrante» de la souveraineté du pays.

Après l'arrivée au pouvoir fin 2024 à Damas de l'islamiste Ahmad al-Charaa, dont la coalition de rebelles a renversé le président Bachar al-Assad, Israël a lancé des centaines de frappes contre la Syrie.

Multiplication des visites en Syrie

L'armée israélienne a également mené des incursions dans le sud du pays et déployé des troupes dans la zone tampon placée sous surveillance de l'ONU, qui sépa-

rait les forces israéliennes et syriennes sur le plateau du Golan, où Israël dit avoir mis en place une «zone de sécurité».

«Nous ne permettrons à aucune armée terroriste de s'implanter à notre frontière», a réaffirmé mercredi Benjamin Netanyahu, dont la deuxième et dernière visite en Syrie remontait à novembre 2025.

À lire aussiDes militants israéliens posent la première pierre symbolique d'une colonie en Syrie

Israël Katz s'était rendu auprès des soldats israéliens stationnés dans le sud de la Syrie il y a deux semaines, suscitant la condamnation de Damas, qui avait dénoncé une «violation flagrante de la souveraineté» du pays.

Des responsables israéliens ont également affirmé à plusieurs reprises leur volonté de maintenir des troupes dans la «zone de sécurité», où Israël cherche à établir une zone démilitarisée plus vaste.



10 sept 2026

## L'ONU dénonce de possibles « crimes de guerre » israéliens en Syrie

**L'**ONU dénonce de possibles «crimes de guerre» israéliens en Syrie

Depuis la chute de Bachar el-Assad, Israël a mené des centaines de frappes sur son voisin syrien, déployant également des troupes au sol. Oubliée au milieu du conflit régional, l'activité militaire israélienne dans le sud de la Syrie ne cesse de s'intensifier, estiment des enquêteurs de l'ONU.

Les membres de la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie estiment même que l'armée israélienne s'ancre davantage sur le territoire syrien.

« La Commission est vivement préoccupée par la persistance des violations israéliennes » en Syrie, a déclaré mardi 8 septembre à Genève Fionnuala Ni Aolain, membre de la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie, lors d'une session du Conseil des droits de l'Homme.

Une présence militaire israélienne qui s'enracine

Israël a profité du chaos causé par la chute de Bachar el-Assad pour déployer ses troupes sur la zone tampon entre les deux pays, placée sous surveillance de l'ONU. Depuis, ses troupes avancent de

plus en plus sur le territoire syrien.

Selon l'enquête, « l'installation par Israël d'un réseau de points de contrôle temporaires et d'infrastructures militaires permanentes sur le territoire syrien a lourdement affecté la population civile ». En juin 2026, la Commission dit avoir recensé 49 personnes - dont deux enfants - ayant été détenues par les forces israéliennes sur le territoire syrien, « après avoir vraisemblablement été transférées au-delà de la frontière syrienne ».

Des logements et des biens ont également été détruits. Autant d'actes expressé-

ment interdits en territoires occupés, rappelle l'enquêteur qui relève aussi l'absence de soins médicaux, l'impossibilité de gagner sa vie et de regagner son domicile en raison de la mise en place de barrières et de barricades.

Israël poursuit son extension territoriale sur les Territoires palestiniens comme au Liban et en Syrie, s'appuyant tantôt sur l'idéologie du Grand Israël, tantôt sur des justifications d'ordre sécuritaire.

À lire aussiSyrie: «Les Israéliens ont enlevé beaucoup de nos jeunes» dans le sud du pays



sept 10, 2026

## Peshmerga unification process complete: Minister

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's Peshmerga minister on Thursday announced the completion of the process to unify all Peshmerga forces, including those formerly affiliated with the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK).



A Peshmerga infantry unit in a military exercise. Photo: Blind T. Abdulla/Rudaw

«Today, with great pride, we announce historic news and a major achievement that has long been a dream of our people: the process of unifying and reorganizing all Peshmerga forces under the umbrella of the Ministry of Peshmerga Affairs has been successfully completed,» Shorash Ismail said in a statement shared by the ministry on Facebook.

Ismail announced «the systematic, military-grade unification» of the PUK's Unit 70 and the KDP's Unit 80, which had operated outside the auspices of the ministry for decades and collectively numbered more than 100,000 troops, according to «a well-structured plan.»

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani signed a decree in February formalizing the authority of Regional Command 1 (Unit 80) and

Regional Command 2 (Unit 70), under which the partisan forces were to be reorganized into 10 divisions. Prime Minister Masrour Barzani subsequently issued an executive order conferring legal authority and budgetary responsibilities on the commands.

«We are pleased to announce that both regional military sector commands are officially operational,» Ismail said, hailing the development as «a landmark milestone» culminating in «establishing a unified, modern army for the Kurdistan Region» under the direct command of the Peshmerga ministry.

Peshmerga reform efforts were launched in 2017 following the end of the main combat phase of the war against the Islamic State (ISIS). The US-led global coalition subsequently embarked on a plan aimed at

reforming command and control, professionalizing payroll and logistics, and unifying units 70 and 80.

The United States also signed a four-year memorandum of understanding (MoU) with the Peshmerga ministry in September 2022, tying continued direct funding, including stipends, to progress on institutional reforms. The agreement is set to expire at the end of September.

«All forces have been restructured under a unified command-and-control framework, encompassing brigades, divisions, and regional sector commands,» Ismail said in Thursday's statement.

He added that the unification was made possible by «sustained backing» from the Kurdistan Region president, prime minister, and Deputy Prime Minister Qubad Talabani.

The Peshmerga minister also acknowledged the «crucial support» of the global coalition under the MoU, urging the military alliance to «continue supporting the unified Kurdistan Peshmerga Forces through expanded frameworks in the upcoming phase.»

Last year, the United States allocated about \$61 million in direct funding to the Peshmerga for weapons procurement, training, and stipends in 2026.

However, the US War Department's proposed fiscal year 2027 budget provides approximately \$118.9 million for Iraqi partner forces, including the defense ministry and counter-terrorism service, while proposing no direct funding for the Peshmerga and giving no indication that the MoU will be renewed.

The New York Times

Saeed Al-Batati, Shuaib Almosawa,  
Vivian Nereim  
Sept. 10, 2026

## Houthis Seize Strategic Red Sea Port, a Major Victory for Iranian Ally

**T**he Iran-backed militia routed Yemeni government forces in Mokha, putting the group in a stronger position to attack ships in a crucial waterway for global trade.

Houthi Militias Take Control of Strategic Red Sea Port in Yemen

Saeed Al-Batati reported from al-Mukalla, Yemen, Shuaib Almosawa reported from Sanaa, Yemen, and Vivian Nereim reported from Riyadh, Saudi Arabia.

The Iran-backed Houthi militia captured a strategic Red Sea port city on Thursday, according to two Yemeni officials, in a sweeping ground offensive that could give the group greater control over an important shipping route and further destabilize energy markets.

The Houthis pushed out forces allied with the Yemeni government, which is backed by Saudi Arabia, to seize the city of Mokha as well as its port, according to a local official in the city and a senior provincial official. Both spoke on the condition of anonymity because they were not authorized to speak to the media.

Mokha has been the focus of several days of fierce ground battles between the Houthis and the internationally recognized government.

The two sides have been at war since 2014, when the Houthis seized Yemen's capital, Sanaa. Soon after, a Saudi-led military coalition began a bombing campaign

to try to restore the government to power, plunging the impoverished nation into a devastating war. A fragile truce, reached in 2022, has unraveled in recent months.

A video circulating online and verified by The New York Times shows several pickup trucks with groups of armed men standing in their cargo beds driving through a main road in Mokha. A person behind the camera is heard saying, "Death to America, death to Israel," part of a Houthi slogan.

For Saudi Arabia and its Yemeni allies, the capture of Mokha is a major setback, raising questions about their ability to constrain the Houthis.

"It will put the U.S. and the Saudis and their allies in a much tighter situation than they already are," said Farea Al-Muslimi, a Yemen specialist at Chatham House, a research institution in London.

For the Houthis, who are increasingly demanding to be treated as the country's legitimate government — and be granted the [power and resources](#) that would come with that — taking Mokha is a significant victory. It also puts an ally of Iran one step closer to controlling a key maritime choke point.

Mokha is less than 50 miles from the narrow Bab al-Mandab Strait at the southern end of the Red Sea. The city's location made it an important maritime hub [hundreds of years ago](#), and its port was once the main export point

for Yemeni coffee beans.

The Houthis have previously attacked ships in the Red Sea from Yemeni territory further north, but control of Mokha gives the militia a foothold closer to the strait, with implications for global trade and oil markets, analysts say. After the Houthis seized the city on Thursday, the price of Brent crude, the global benchmark, rose to [more than \\$105 a barrel](#), its highest level in months.

"This is potentially one of the more significant turning points, particularly in recent years, of the Yemen conflict," said Adam Baron, a Yemen-focused fellow at New America, a research organization in Washington.

The Houthis are expected to try to push farther south to try and take territory next to the strait and potentially [an island](#) in the waterway. The area is "arguably Yemen's most strategically valuable real estate," Mr. Baron said. If the Houthis are able to take that territory, it could leave both of the Arabian Peninsula's major maritime choke points — Bab al-Mandab and the Strait of Hormuz — under at least the partial control of Iran and its allies, he added.

The Houthi-affiliated foreign ministry said in a statement on Thursday that "maritime navigation is safe" and declared that "skirmishes" in western Yemen, where Mokha lies, "have now been brought to an end," without elaborating.

Mokha was previously held by Lt. Gen. Tareq Saleh, a commander allied with the

Yemeni government. His spokesman did not respond to a request for comment on Thursday, nor did the Saudi government.

Mohammed al-Bukhaiti, a Houthi political official, said in an interview that the group's goal was to "fully restore Yemen's sovereignty and independence" and to confront "the Saudi enemy," rather than expand its territory.

"Other factions" in southern Yemen can "retain the areas under their control" until a Yemeni political process is held, Mr. al-Bukhaiti added. He accused General Saleh's forces of violating Yemen's truce "on Saudi orders," and said that this was why the Houthis had fought them.

On Thursday, General Saleh said on social media that he had ordered his troops to "re-organize their ranks and establish an alternative command center in a secure location," in consultation with the Saudi-led military coalition.

His forces withdrew on Thursday from at least two islands in the Red Sea — Hunaish and Zuqar — according to the senior provincial official and a coast guard official who also spoke on the condition of anonymity.

The fate of Perim island — locally known as Mayyun — an island inside the Bab al-Mandab, remains unclear.

Bab al-Mandab has become increasingly important to energy markets since the United States and Israel attacked

Iran in February. Saudi Arabia, the world's biggest oil exporter, typically ships its oil through the Strait of Hormuz, the waterway connecting the Persian Gulf to the world's oceans. Iran has effectively closed it since the early days of the war with the United States.

Saudi Arabia pivoted to the Red Sea to export most of its oil, but over the past two months, [escalating tensions](#) with the Houthis have [disrupted that route](#).

In July, the militia declared a blockade on Saudi oil tankers passing through the Red Sea, and launched missile and drone attacks at ships and Saudi facilities from their territory in northern Yemen.

The Houthi-affiliated foreign ministry said in a statement on Thursday that the group "will not pose a threat" and that they are "prepared to be part of the regional security framework, particularly with regard to protecting maritime navigation." The statement did not refer to fighting in Mokha.

The ministry called on the international community "to compel the Saudi regime to stop targeting Yemen."

In recent days, Houthi officials have accused Saudi Arabia of launching more than 100 airstrikes in Yemen to support its allies in the country. The Saudi government has not commented on those claims.

The Houthis say they have retaliated with multiple missile and drone attacks inside Saudi Arabia. Earlier this week, Saudi authorities said that recent Houthi attacks had injured [more than 70 civilians](#) in the kingdom's southern regions.

Mr. Al-Muslimi said that, going forward, he expected the Yemeni government will try to retake Mokha and "make a comeback," aided by Saudi airstrikes.

An official familiar with the matter said that Saudi Arabia is working to align its goals with its international partners, and is focused on supporting the Yemeni government as it tries to [take back territory](#) across Yemen. The official spoke

on the condition of anonymity to discuss sensitive diplomacy.

The official said that Saudi Arabia views the Houthi attacks on Saudi Arabia as an attempt to draw Saudi Arabia more deeply and directly into the conflict, which the kingdom would prefer to avoid.

James McManagan contributed reporting from London and Kate Kelly contributed reporting from New York.

Vivian Nereim is the lead reporter for The Times covering the countries of the Arabian Peninsula. She is based in Riyadh, Saudi Arabia.



Ershad ALIJANI  
10 septembre 2026

## «Les prix montent chaque heure» en Iran : l'économie est asphyxiée, les manifestations reprennent

**D**es manifestations ont repris durant l'été en Iran et se poursuivent, alors que l'asphyxie économique du pays met les Iraniens aux abois. Elle est provoquée par des prix qui augmentent constamment, des salaires et des pensions non versées pendant des mois, un taux de chômage en hausse... Nos Observateurs décrivent une vie devenue «impossible».

Des retraités, des infirmiers, des employés, des enseignants, des étudiants : toutes les composantes de la société iranienne apparaissent

dans les vidéos montrant des sit-in et des manifestations à travers l'Iran ces dernières semaines. Des mobilisations sur fond de crise économique nettement aggravée par le durcissement des sanctions américaines.

Le 9 septembre, le syndicat des professeurs d'université a déclaré dans une lettre ouverte que si le gouvernement ne tenait pas ses promesses économiques et n'augmentait pas les salaires des professeurs, ils ne se présenteraient pas en cours lors de la nouvelle année universitaire, qui débute le 23 septembre.

Depuis le début de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le 28 février 2026, l'économie du pays, déjà dévastée, s'est encore détériorée, entraînant des difficultés sans précédent. La situation s'est particulièrement aggravée depuis le 13 avril et le blocus naval imposé par l'administration Trump à l'Iran dans le golfe Persique. L'Iran ne peut désormais importer que très peu de marchandises via ses principaux ports du golfe Persique et, surtout, ne réussit à exporter que très peu de pétrole, source majeure de recettes pour l'État. Le 29 août, le président ira-

nien Massoud Pezeshkian a déclaré que le blocus naval américain avait fait perdre à l'Iran 35 % de ses importations et exportations.

Ces mobilisations ont lieu malgré la répression : chaque semaine, le régime prononce des peines sévères à l'encontre des manifestants arrêtés, y compris des condamnations à mort. En parallèle, les arrestations de journalistes, d'artistes, de militants et de sportifs continuent, pour la moindre expression publique d'opinions contre le régime ou bien pour le non-respect des règles restrictives de la

charia, la loi islamique, sur les réseaux sociaux.

Au cours des huit derniers mois, au moins 54 personnes ont été exécutées après une condamnation pour des motifs politiques, dont 31 ayant pris part aux manifestations de masse contre le régime en janvier, selon l'organisation Iran Human Rights, basée en Norvège. Les risques encourus ne semblent pas dissuader des milliers de personnes de continuer à manifester.

Trois Iraniens joints par la rédaction des Observateurs de France 24 racontent une économie en chute libre, sur fond de guerre et de décennies de sanctions, de mauvaise gestion et de corruption.

«Avant, les prix augmentaient de mois en mois ; aujourd'hui, ils changent d'heure en heure»

Sirvan est le PDG d'une petite start-up... dont il dit avoir dû licencier tous les employés. Il la dirige désormais seul.

Je ne peux décrire la situation que comme une «chute libre». Il y a quelques mois, j'ai dû licencier mes 12 employés. Je connais beaucoup d'autres employeurs qui ont dû faire de même. Avant, les prix augmentaient de mois en mois ou de semaine en semaine. Aujourd'hui, ils changent d'heure en heure, et je n'exagère pas. Un jour, j'ai reçu une commande et j'ai vérifié le prix d'une machine qu'un client devait remplacer. Le matin, elle s'élevait à environ 180 millions de tomans\* [666 euros, au taux de change du 9 septembre 2026]. À midi, lorsque j'ai voulu l'acheter, le prix était passé à 220 millions de tomans [814 €]. J'en ai informé le client, et il a changé d'avis. Il essaie de continuer à utiliser la machine défectueuse dont il dispose déjà.

«Faire des affaires en Iran,

c'est une vraie farce aujourd'hui», explique ce vendeur de téléphone dans cette vidéo. Il raconte qu'un client voulait lui acheter un téléphone. Le prix de gros était de 70,8 millions de tomans (262 euros). «Quinze minutes plus tard, alors que je m'apprêtais à envoyer le téléphone à son adresse, le prix dans notre système avait été mis à jour. À ce moment-là, j'ai dû acheter le téléphone moi-même pour 71,8 millions de tomans [266 euros]». Mais le prix augmente encore au moment de l'envoi, à 72,8 millions de tomans [269 euros]. «J'ai donc dû l'envoyer au client sans réaliser le moindre bénéfice», assure le vendeur, qui dit filmer cette vidéo six heures après les faits, alors que le prix a encore augmenté.

«Les importations sont devenues un véritable casse-tête»

Depuis le début du conflit, le toman a perdu 71% de sa valeur par rapport au dollar. Sirvan, le PDG de start-up, reprend :

Il est impossible de gérer une entreprise dans ces conditions. Si je vends un produit aujourd'hui, je ne peux pas le réapprovisionner au même prix que celui auquel je l'ai vendu. Une partie du problème réside dans la hausse incessante du taux de change entre le toman et le dollar, mais cette nouvelle situation a une autre cause. Depuis que Trump a imposé le blocus naval à l'Iran et que les Émirats arabes unis ont refusé l'accès de leurs ports aux navires iraniens, toute importation est devenue un véritable casse-tête et un processus extrêmement coûteux pour tous les produits que nous devons faire entrer dans le pays. Toutes les importations passent désormais par voie terrestre, que ce soit par camion ou par train. C'est compliqué, lent et très onéreux. Nous devons d'abord envoyer les marchandises du

pays exportateur vers un pays voisin, ce qui entraîne des frais supplémentaires. Ensuite, nous devons les stocker là-bas, ce qui engendre un coût en plus. Après cela, nous devons les acheminer en Iran par train ou par camion, ce qui ajoute une dépense exorbitante. Et une fois que vous disposez enfin du produit après avoir payé tous ces frais, vous ne savez toujours pas à quel prix vous devez le vendre pour disposer de suffisamment de capital afin de le racheter via ce même système compliqué. Ainsi, dans la pratique, presque personne ne peut réellement faire des affaires.

Selon plusieurs estimations, au moins 40 % de la population iranienne se trouvent désormais sous le seuil de pauvreté absolue, tandis que 40 % supplémentaires risquent d'y basculer.

«J'ai vendu ma voiture, je vais devoir vendre ma maison aussi»

Amir est retraité. Il a 75 ans et vit à Téhéran.

Après des décennies de dur labeur et un niveau de vie que je qualifierais de «classe moyenne supérieure», je me suis vu contraint de recommencer à travailler. Ma retraite ne suffit même pas à couvrir la première semaine du mois, et je fais partie des chanceux : je la touche tous les mois. Des millions de retraités n'ont pas reçu la leur depuis des mois. Je travaille comme chauffeur pour Snap [NDLR : Snap est l'équivalent iranien d'Uber]. Avant cela, j'ai dû vendre ma voiture et en acheter une moins chère, en utilisant l'argent restant pour payer les médicaments et les frais médicaux de ma femme. Je ne pouvais plus les assumer. Certains médicaments sont difficiles à trouver et coûteux. Nous pensons désormais vendre notre maison et acheter deux appartements dans un quartier moins

cher. Nous vivrions dans l'un, et ma fille dans l'autre. Elle n'a plus les moyens de payer son loyer mensuel, bien qu'elle travaille à temps plein.

Selon le directeur du Syndicat iranien des retraités, au 7 septembre, le gouvernement iranien n'avait pas versé les retraites depuis cinq mois.

«Je dépense mes économies juste pour survivre»

Nilou est une jeune graphiste. Alors que le salaire minimum en Iran est d'environ 17 millions de tomans par mois [63 euros, au taux de change du 9 septembre 2026], Nilou explique avoir récemment déboursé l'équivalent de près de 30 € pour une petite quantité de poulet et de viande.

Je suis fatiguée. Je suis déprimée. Je ne vois aucun avenir devant moi. J'ai littéralement quatre emplois. Je travaille pour trois entreprises en tant que graphiste, et je travaille également dans un magasin en tant que vendeuse. Mais depuis quelques mois, je n'arrive plus à faire face à la hausse des prix. Pendant des années, j'ai réussi à me constituer une petite épargne. J'avais acheté des lingots d'or et des dollars pour épargner, mais maintenant je les vends petit à petit juste pour payer les factures et survivre. Je vis seule ; je ne mange pas beaucoup. Mais il y a quelques jours à peine, j'ai dû payer 1,5 million de tomans pour des fruits [5,5 euros, calcul basé sur le taux de change du 9 septembre 2026]. Pour un peu de poulet et de viande, j'ai payé environ 8 millions de tomans [29,7 euros], et cela ne durera que deux semaines. Quelques shampoings et après-shampoings m'ont coûté 6 millions de tomans [22,22 euros]. Dans quelques mois, quand j'aurai dépensé toutes mes économies, je ne pourrai plus me permettre cette vie. Je

pense que je vais devoir emménager chez mes parents. Ce n'est pas une vie, ça. Je suis sûre que si la situation continue ainsi, les gens organiseront une autre immense

manifestation, malgré le massacre que nous avons subi il y a à peine quelques mois.

Selon certaines estimations, le taux d'inflation en Iran au-

rait atteint 80 % en août 2026, et environ 130 % pour les denrées alimentaires.

\* si le rial est la monnaie officielle de l'Iran, le toman est

une unité de compte massivement utilisée dans la vie quotidienne



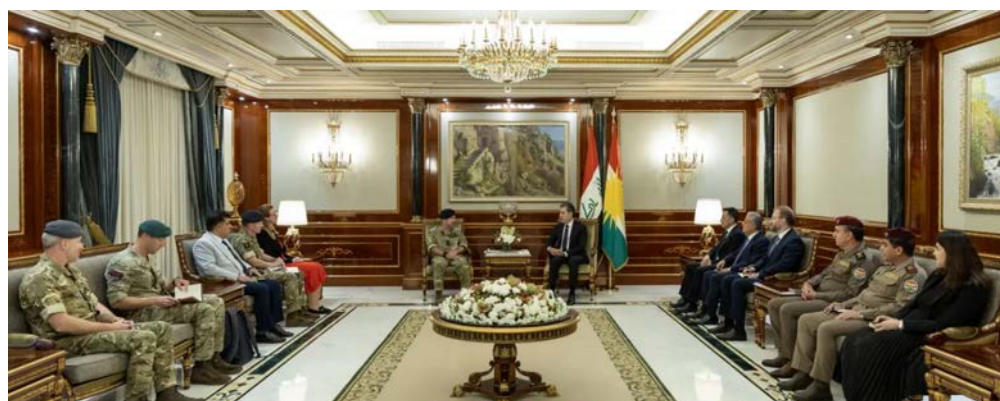
sept 10, 2026

## President Barzani, UK defense advisor discuss security cooperation, Peshmerga unification

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday hosted Vice Admiral Edward Ahlgren, the UK's Defence Senior Advisor to the Middle East and North Africa, to discuss security cooperation between Erbil, Baghdad, and London, ongoing efforts to unify the Kurdish Peshmerga as well as Iraqi efforts to curb arms proliferation.

President Barzani received Ahlgren "along with his accompanying delegation of military officials and advisers" where talks focused on "UK security and defense cooperation with Iraq and the Kurdistan Region" and "addressed the issue of bringing arms under the control of the Federal Government of Iraq, ongoing efforts to unify the Peshmerga forces, and the latest security developments in the region," read a statement from the Kurdistan Region Presidency.

The Kurdish leader «expressed his gratitude for the UK's continued support in providing military training and security advice to Iraq and the Kurdistan Region,» the statement said, adding that he



President Barzani's meeting with a British delegation led by Vice Admiral Edward Ahlgren, the UK's Defence Senior Advisor to the Middle East and North Africa. Photo: KR Presidency

underlined «the importance of continued coordination and joint efforts to confront the remnants of [the Islamic State] ISIS and broader terrorist threats.»

The meeting comes ahead of the scheduled departure of the forces of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS from Iraq by September-end. The UK's peak footprint during the height of Iraq's war on ISIS (2014 - 2017) was between 400 and 500 ground troops, but served as the second-largest air contributor to the Coalition behind the US, carrying out over 1,700 airstrikes against ISIS targets in Iraq and Syria.

Baghdad has repeatedly stated that ending the Coalition's mission would pave the way for elevating security ties to partnerships with the alliance's member states.

Moreover, the UK is a key backer of the Kurdistan Region's ongoing efforts to unify its Peshmerga forces. Working directly with the Kurdistan Regional Government (KRG) Peshmerga ministry alongside international partners - primarily the US, Germany, and the Netherlands - British military advisors provide assistance aimed at transforming the forces into a unified armed force.

The effort centers on integrat-

ing the Peshmerga's Unit 70 and Unit 80 - affiliated with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), respectively - into a single chain of command. Together, the two units comprise the majority of Peshmerga forces, totaling over 100,000 troops.

Ahlgren on Thursday reaffirmed his country's «dedication to its relations with Iraq and the Kurdistan Region, emphasizing the importance of maintaining stability in the country,» and «reiterated the UK's readiness to continue cooperation and strengthen its security and military partnership with both Baghdad and Erbil.»



sept 11, 2026

## Kurdish leaders urge unity, coexistence on September Revolution anniversary

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region leaders on Friday commemorated the September Revolution marking the start of the Kurdish armed resistance against the toppled Ba'ath regime in Iraq in September 1961, in what is known as one of the most significant national movements to have laid the foundation for Kurdish political and national rights.

President Nechirvan Barzani hailed the September Revolution as the “mother of Kurdistan revolutions” and the “foundation of national vigilance, thought and identity in a difficult period when the existence and rights of the Kurdish people were denied.”

“By bringing together all classes, religious and ethnic communities in Kurdistan under one umbrella, the revolution became a steel will and conveyed the legitimate voice of the Kurdish people’s freedom fighting to the whole world and laid the foundation for the first official recognition and subsequent constitutional achievements,” he said in a statement.

Applauding “the liberation movement” in which “the late [Mulla Mustafa] Barzani, and all the loyal fighters and heroic Peshmerga” served as “the strength, arms and pillars of the revolution,” President Barzani emphasized “the revolution’s high values of unity, solidarity, coexistence, mutual acceptance and peace.”

“Just as the victory and survival of the September Revolution was the product of unity, today the only way to protect federalism, the status of the Kurdistan Region, constitutional rights and overcome challenges is [through] unity and strengthening the spirit of unity and cooperation,” he stated.

September 11 marks the 65th anniversary of the commencement of the September Revolution which led to the signing of the landmark March 11, 1970 agreement between the Ba'ath-led Iraqi government and the Kurdish leadership, securing Baghdad’s recognition of Kurdish demands, including the right to autonomy and official status of the

Kurdish language alongside Arabic in Kurdish-majority areas.

Known in the Kurdish political memory as the *Eylul* Revolution, the uprising marked a milestone in establishing the catalyst for Kurdish foreign relations as a non-state actor within the regional sphere. Led by Mulla Mustafa Barzani, Peshmerga unified as a national defense force to counter military offensives launched by the Ba'ath regime in an effort to establish autonomy and secure national and political demands in the face of ongoing internal power shifts in Iraq.

President Masoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), on Friday framed the September Revolution as “the source of the will, self-confidence and dignity of the Kurdish people” and the “foundation for the continuation of the Kurdish people’s struggle and resistance against oppression” as well as “a source of strength and inspiration for the later stages of the liberation struggle of our people and

Kurdish fighters in all other parts of Kurdistan.”

He praised the “historic role of all the Peshmerga and heroic fighters who contributed to the record of this national sovereignty,” lauding their sacrifice as “the foundation of sovereignty for their people.”

Likewise, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani commemorated the historic day which “saw members of all ethnic and religious communities unite to secure the fundamental rights of the people of Kurdistan,” he said in a post on X, reaffirming “the need for unity and solidarity among all Kurdish political forces and parties.”

“Together, we remain committed to defending, upholding, and advancing the constitutional status of the Kurdistan Region and our collective national achievements,” he added, saluting “the enduring memory of the martyrs of this revolution and all martyrs of Kurdistan.”



sept 11 , 2026

## Kurdish member of Syrian army killed in Hasaka

**E**RBIL, Kurdistan Region - A Kurdish member of the Syrian army was killed near the Hasaka city after being abducted by unidentified gunmen, local media reported on Thursday, while a conflict monitor said he was killed by Arab tribesmen in an apparent revenge attack.

Sipan Hizni was a member of a Syrian army brigade comprising fighters from the now-dissolved Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF). He was abducted by «armed men» in the vicinity of Hasaka city before being killed, according to Ronahi TV, which is affiliated with the Kurdish authorities in northeast Syria (Rojava).

A video purportedly showing a man standing over Hizni's body after the killing was shared by several social media accounts. Rudaw English could not independently verify that the body shown in the footage was Hizni's.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a UK-based war monitor that relies on a



Sipan Hizni. Photo: file/social media

network of sources inside Syria, said Hizni was killed by members of the Bagara Arab tribe, who had accused him of involvement in the killing of several members of the tribe around two years ago.

A video of Hizni telling pro-government media that it was the SDF that liberated the country from the Islamic State (ISIS) had gone viral earlier this year

as Syrian government forces began entering Rojava as part of an integration process.

The killing comes weeks after two members of the Syrian army's Qamishli Brigade, made up of former SDF fighters, were killed and two others wounded when unidentified gunmen attacked their post in Tawil Harb village, south of Qamishli.

Damascus and the SDF reached a ceasefire and phased integration agreement in late January following clashes between the two sides. The deal provided for former SDF fighters to be incorporated into the Syrian army through several brigades, including units based in Hasaka and Qamishli, while Kurdish security and civilian institutions were also to be integrated into state structures.

SDF commander Mazloum Abdi announced in August that the integration of the group's military, security and administrative institutions into the Syrian state had been completed. Days later, the SDF formally announced its dissolution, ending its independent military structure after years as the main US-backed force fighting ISIS in Syria.

Hasaka residents received Hizni's body late Thursday, according to a Rudaw reporter on the ground.

The Syrian army has not commented on the killing of its member.



sept 11, 2026

## Iraqi forces kill two ISIS militants in airstrikes near Kirkuk

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraqi forces have carried out airstrikes targeting Islamic State (ISIS) remnants in a disputed area near Kirkuk, the country's counter-terrorism service announced Friday, saying two militants were killed in the operation. The strikes come just days after the same area was hit in a previous raid.

The Iraqi Counter-Terrorism Service (ICTS) said it «carried out airstrikes that resulted in the killing of two remnants of the terrorist ISIS gangs in the Wadi al-Shai region.»

Wadi al-Shai is a rugged valley

in the southern part of Kirkuk province, roughly 25 kilometers west of Tuz Khurmatu.

On Wednesday, Baghdad's Security Media Cell (SMC) said that «following the tracking and surveillance of the movements of elements of the ISIS terrorist gangs,” the Iraqi Air Force “carried out four precise airstrikes using F-16 fighter jets,” noting that “the strikes targeted terrorist safe houses and hideouts in Wadi al-Shai” that resulted in “the complete destruction of the designated targets.”

ISIS seized large swathes of territory across northern and

western Iraq in 2014 before being territorially defeated in 2017 following three years of fierce battles. Despite that defeat, its sleeper cells continue to carry out sporadic attacks in security gaps along disputed areas between Erbil and Baghdad - spanning Diyala, Kirkuk, Nineveh, and Salahaddin provinces - including abductions, hit-and-run attacks, and bombings.

The uptick in airstrikes across disputed areas follows the killing of an Iraqi military officer in early July during clashes with ISIS in Kirkuk, which prompted an intensified campaign targeting the group's

hideouts in the region.

Abdul-Amir Shammari, director of the Office of the Commander-in-Chief of Iraq's Armed Forces, on Sunday chaired a high-level security meeting in Baghdad with the Kurdistan Region's Peshmerga Chief of Staff Issa Ozeir and senior Iraqi and Kurdish officials. The two sides reviewed security conditions in areas under joint Iraqi-Kurdish control and stressed the need for greater coordination to “better control these areas and maintain their security,” Erbil's Peshmerga ministry stated on Sunday.



sept 11, 2026

## Syria arrests nine pilots accused of Assad-era ‘war crimes’

**E**RBIL, Kurdistan Region - Syria has arrested nine pilots it said carried out «war crimes» against the Syrian people, as Damascus continues to make headway in efforts to hold officers accountable for involvement in attacks carried out against civilian areas under the regime of toppled Syrian dictator Bashar al-Assad.

Internal security forces in Sy-

ria's western coastal province of Latakia said in a statement they «arrested nine pilots involved in committing war crimes against the Syrian people, in cooperation with the [country's] counterterrorism directorate.»

The statement carried by the state-run Syrian Arab News Agency (SANA) late Thursday added that «the operation was the result of monitoring, track-

ing, intelligence gathering, and investigations, which led to a series of qualitative and precise security operations.»

The arrested pilots «participated in crimes and violations against the Syrian people across several provinces,” specifically «exploiting their military positions and specialization in fighter jet and helicopter aviation» to carry out «bombings and attacks that

resulted in a large number of casualties, inflicted severe damage on cities and towns, and caused the displacement of residents alongside the destruction of homes, facilities, and civilian infrastructure.»

The arrest comes amid a wider accountability effort launched by the Syrian leadership in the aftermath of Assad's December 2024 ouster to hold military commanders respon-

sible for crimes committed under the toppled regime.

Internal security forces in Latakia on Saturday arrested Major General Jalal Kamel Saqr, former commander of the Syrian army's 18th infantry brigade, for war crimes and arbitrary detentions during the Syrian Civil War (2011 - 2024). On Tuesday, authorities in the

coastal Tartus province apprehended former Major General Mohammad Ali Durgham over his connection to firing live bullets at unarmed protesters in the Damascus suburbs and his involvement in the infamous 1982 Hama massacre.

The arrests are part of a broader accountability push

that also extends to the Assad regime's chemical weapons program.

Ibrahim Olabi, Syria's permanent representative to the United Nations, last week stated that Damascus is «preparing to hold the first court hearing for the use of chemical weapons [against the Syrian people] to ensure that there

will be no impunity.» He made the remarks following the arrest of 18 former military and technical officials linked to the Assad regime's chemical weapons program.

«Syria's position on accountability is not open to compromise or interpretation,» Olabi said in a speech before the Security Council.

**The New York Times**

**Yeganeh Torbati**  
**Sept 12, 2026**

## Iran Finds Escalation Is Fruitful Path to Leverage in War With U.S.

Iran and its allies now hold sway over two key oil shipping routes, and Tehran is setting the stage for a diplomatic win that could enhance its stature.

**T**he routes to export oil out of the Middle East are diminishing. The price of energy is soaring. And Iran's neighbors could be about to endorse some measure of its authority over the Strait of Hormuz.

In the past week, Iran and its allies have used military escalation to upend any minimal sense of stability in the region, most dramatically in Yemen. That is shifting the momentum in Iran's war with the United States to its advantage.

The shift may not be decisive. The Islamic republic remains under immense economic pressure, with the ongoing U.S. naval blockade of its southern ports and escalating rounds of sanctions cutting it off from the world.

And yet, a series of attacks in recent days by Iran and its allies have expanded the scope of the conflict. That, analysts said, may have

given Tehran greater leverage, at least at this moment.

The Iranian-allied Houthis of Yemen [captured a Red Sea island on Friday](#), giving them a perch to disrupt shipping in another critical waterway for shipping oil out of the Middle East.

“The Houthi success in Yemen has swung the pendulum back in Iran's favor,” said Gregory Brew, a senior analyst at Eurasia Group. Iran, he said, had managed to shift “the status quo without bringing back a return to full-scale war, which the regime likely doesn't want at this time.”

While Iran backs the Houthis with weapons, cash and logistics, [analysts say the Shiite militant group](#) is neither a direct conduit for Iranian interests in Yemen nor fully independent of Tehran's influence.

The price of oil [briefly jumped to about \\$110](#) per barrel on

Friday, roughly 50 percent above prewar levels. That gives Iran further leverage, as high energy prices pose a political risk for President Trump as his party heads into elections in the fall.

Saudi Arabia, the world's largest oil exporter, has become increasingly reliant on the Red Sea, since Iran effectively closed the Strait of Hormuz early in the war. But the Houthis announced a blockade on Saudi ships in July, firing on passing vessels in the Red Sea and attacking oil facilities in the kingdom.

Oil exports from Saudi Arabia [plunged](#) last month to their lowest level in at least 13 years. Compounding its problems, a pipeline that carries oil to the kingdom's Red Sea ports was temporarily shut down on Friday after a drone attack from inside Iraqi territory, the Saudi energy ministry said.

While it was unclear who was behind the attack, Saudi Arabia has in the past accused Iran-backed militias in Iraq of attacking its energy infrastructure, and Mr. Trump said on Saturday that Iran was “probably” responsible.

Since the U.S.-Israeli war with Iran began in February, the longstanding U.S. security guarantee for its Gulf allies has looked less assured, with those countries coming under missile and drone attacks from Iranian forces.

Crown Prince Mohammed bin Salman of Saudi Arabia [urged Mr. Trump](#) to take military action against the Houthis, but the president said he was not willing to do so, according to officials with knowledge of the conversations. Mr. Trump said Saturday that the Houthis had conveyed to his administration that they do not want a fight with the United States.

Shipping traffic through the Strait of Hormuz remains far below what it was before the war, though a limited number of ships had been getting through with the help of U.S. naval escorts.

That meant Iran was losing some leverage in the Strait of Hormuz, said Behnam Ben Taleblu, an expert on Iran at the Foundation for Defense of Democracies, a Washington think tank that is hawkish on Iran. "The regime is now clawing it back elsewhere," he said, with its allies staging attacks in Saudi Arabia and Yemen.

"Iran's military strategy is both escalatory and predictable," Mr. Taleblu said. "It's all about cross-domain escalation for an increasingly risk-tolerant Tehran."

Iran has also been stepping up attacks against U.S. warships patrolling the Persian Gulf. Mohsen Rezaei, Iran's top national security official, said that Iran had tested what he called its first anti-ship missile against a U.S. ship. The U.S. military responded to Iranian attacks on its warships by destroying

several Iranian crude oil carriers.

Iran's attacks were highly risky, Mr. Taleblu said.

"These high and fast-flying systems can be fired from further inland and, if they strike a U.S. vessel, could cause a significant loss of life," he said.

Iran's actions in the region complicated the BRICS summit of emerging economies in New Delhi this weekend, with Prime Minister Narendra Modi of India [urging Iran's president, Masoud Pezeshkian](#), to safeguard "freedom of navigation and commerce." India's own fuel imports are threatened by the ongoing conflict.

Mr. Pezeshkian used his speech at one of the summit's events to criticize American power.

"Who said it should decide for the entire world, that others have no rights, and that whatever they want everyone else has to obey?" he said. "This is something we will not accept."

In what could be a potentially

powerfully symbolic image of how Tehran's asymmetric military strategy has resulted in concrete wins, Iran and Oman are set to meet on Monday with other Persian Gulf states to discuss the Strait of Hormuz, Iran's [foreign ministry spokesman said](#) on Friday.

Omani officials did not respond on Friday to a request for comment about the meeting. For weeks, Iranian and Omani officials have been discussing a shared agreement for managing the strait, though Iran has insisted that even such an agreement would not mean that the strait is fully reopen for shipping traffic.

It was still unclear what may come out of the meeting, if it takes place at all. Bahrain, a Gulf country that has been attacked by Iran and hosts a major U.S. military base, said on Saturday that it would not take part. Other Gulf countries do not appear to have immediately commented publicly.

The meeting, if it goes ahead, is "a reflection of the profound disappointment ac-

ross the Gulf with Washington and with U.S. policy in the region," Danny Citrinowicz, a retired Israeli intelligence officer who specializes in Iran, [said on social media](#). They were being forced to choose, Mr. Citrinowicz said, "between an open-ended confrontation with no clear political endgame, one that is destabilizing the region and inflicting enormous economic costs," and some degree of recognition of Iran's authority over the strait in hopes of restoring stability.

Iran's diplomacy with the Gulf countries is "a textbook case of a knife in the back and a handshake in the front," Mr. Taleblu said. "Tehran spent months attacking these nations directly and indirectly and creating the conditions that led to a major loss of revenue and inability to export oil."

Now, he said, it is trying to "lock in a more favorable posture of deference to Tehran from elements of the American order in the region."



12 septembre 2026

## Syrie: au moins sept prisonniers morts dans un incendie lors d'une mutinerie à Kobané

Un média d'État syrien a rapporté samedi 12 septembre la mort de sept prisonniers dans un incendie provoqué lors d'une mutinerie à Kobané, ville du nord de la Syrie à majorité kurde théâtre de violences

après le meurtre d'un ancien combattant issu de cette communauté.

Ce meurtre constitue le premier incident depuis l'annonce en août de la dissolution des puissantes

Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurdes) dans le cadre d'un accord pour l'intégration des institutions civiles et militaires des **Kurdes** au sein de l'État syrien.

« Sept prisonniers sont morts

et des dizaines ont été blessés, brûlés ou asphyxiés, à la suite d'une mutinerie » dans la prison de Kobané, a rapporté la télévision d'État syrienne. « Des détenus ont incendié » le bâtiment pénitentiaire et « le feu s'est pro-

pagé à plusieurs dortoirs », a-t-elle ajouté.

Après le meurtre de l'ancien combattant kurde Sami Sheikhmous Hiso (également connu sous le nom de Sepan), qui aurait été enlevé et dont le corps criblé de balles a été retrouvé jeudi, des violences ont secoué Kobané dans la nuit de vendredi à samedi, selon la télévision d'État. Des « hors-la-loi » s'en sont pris à des voitures de police et ont mené une « attaque contre le bâtiment de la Direction de la sécurité intérieure », a-t-elle rapporté.

Demande d'enquête

Un déploiement de forces de

sécurité dans le périmètre de la prison de Kobané a fait craindre un transfert de prisonniers, et plusieurs d'entre eux ont protesté en déclenchant un incendie, a indiqué samedi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), ONG basée au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie. Le parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation politique kurde de Syrie, a donné une version similaire des faits dans un communiqué.

Pris de « panique », les prisonniers ont mis le feu dans certains dortoirs, a indiqué l'OSDH, qui a fait état de neuf morts parmi les prison-

niers. Les Forces de sécurité intérieure syriennes ont dit samedi ouvrir une enquête sur ces violences, soulignant que l'administration de la prison de Kobané n'avait pas encore été transférée aux autorités gouvernementales.

Le PYD a de son côté imputé au gouvernement « la pleine responsabilité » des incidents, l'exhortant à ouvrir une enquête « complète et transparente » dans le meurtre de Sami Sheikhmous Hiso et l'incendie. Lors d'un hommage vendredi matin à Hiso, un ancien haut responsable militaire kurde, Sipan Hamo, a déclaré que plusieurs personnes avaient été arrêtées dans le cadre de cette affaire.

« J'appelle notre peuple à faire preuve de retenue », a-t-il ajouté.

Arrivé au pouvoir après la chute de Bachar al-Assad fin 2024, le président Ahmad al-Chareh a conclu en janvier un accord avec les Kurdes pour intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'État. En août, le dirigeant kurde Mazloum Abdi avait annoncé l'achèvement de ce processus. Kobané a une valeur symbolique pour les Kurdes: c'est là que leurs combattants avaient repoussé et vaincu les jihadistes du groupe État islamique en 2015.

franceinfo: 13 septembre 2026

## «Je n'ai plus aucun espoir» : quatre ans après la mort de Mahsa Amini, les Iraniens ne croient plus au renversement du régime

Après la répression sanglante et alors que le conflit au Moyen-Orient est toujours en cours, les Iraniens se concentrent désormais sur leur quotidien, et sur les difficultés liées à l'inflation.

Il y a quatre ans, Mahsa Amini mourrait à Téhéran, trois jours après son arrestation par la police des mœurs pour avoir mal porté son voile. Son décès, à 22 ans, a déclenché en Iran le mouvement «Femme Vie Liberté». Depuis, le pays a connu de nouvelles manifestations en janvier, entraînant une répression féroce, et une guerre déclenchée par Israël et les États-Unis. Mais la République islamique est toujours en place.

Sanaz a 33 ans, elle ne met plus de voile à Téhéran, une conquête du mouvement

«Femme, vie, liberté». Elle porte même des t-shirts et des leggings. «Il m'est arrivé de marcher juste à côté d'agents, où que des voitures de police passent devant moi, mais il ne s'est rien passé», raconte-t-elle. Mais après quatre années de répression et l'écrasement dans le sang des manifestations de janvier, Sanaz ne croit plus en la contestation. «Je ne retournerai plus manifester. Je tiens à ma vie et à mon avis, le régime ne sera pas renversé. J'essaie de ne pas m'informer et de me concentrer sur ma vie quotidienne.»

«J'essaie d'être une personne ordinaire, une personne ignorante, une personne stupide.» Une Iranienne  
Pourtant, les Iraniennes tiennent tête au régime au quotidien, raconte Shadi, qui a quitté le

pays il y a quelques semaines. «Avant, les femmes se contentaient d'enlever leurs foulards. Et je me souviens qu'on mettait nos foulards dans nos sacs, au cas où on croiserait la police. Mais aujourd'hui, on est allés un cran plus loin : les jeunes générations sortent avec des hauts courts, des crop-tops, et elles mettent un t-shirt dans leur sac, au cas où. Cela montre que la résistance n'a pas disparu.»

«Ma plus grande peur, c'est que ça continue indéfiniment»

Amir, 40 ans, vit dans une ville de l'ouest de l'Iran. Il estime qu'une contestation ouverte est aujourd'hui impossible. «On continue à sortir, à faire ses courses, mais on ne manifeste pas. Ou alors on exprime sa contestation en privé, chez soi,

avec ses proches.» Amir confie souffrir d'une anxiété permanente. «Dans tous mes cauchemars, il y a des armes, des soldats, des Gardiens de la révolution, de la violence. Et ma plus grande peur, c'est que tout cela continue, tout simplement, indéfiniment. Je n'ai plus aucun espoir.»

L'inflation est le principal sujet de préoccupation des Iraniens, raconte-t-il, mais il estime que l'arsenal répressif du régime est prêt à mater toute révolte.

Les autorités iraniennes étudient un projet de loi qui menace de peines de prison les Iraniens qui parlent aux journalistes étrangers, il devient donc de plus en plus difficile de leur donner la parole. Ces témoignages ci-dessus ont donc été anonymisés.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
Sept. 13, 2026

# How Iran's Hard-liners Blew Up the Peace Deal with Trump

## How Iran's Hard-Liners Prevailed and Sabotaged U.S. Peace Deal

Opponents derailed the agreement with a clandestine effort to attack ships in the Strait of Hormuz, regime insiders say. Iran's president was furious when he found out.

## How Iran's Hard-Liners Prevailed and Sabotaged U.S. Peace Deal

Opponents derailed the agreement with a clandestine effort to attack ships in the Strait of Hormuz, regime insiders say. Iran's president was furious when he found out.

Farnaz Fassihi has covered Iran for three decades. For this article, she interviewed Iranian officials, former officials and members of the Revolutionary Guards and reviewed speeches, comments and interviews of senior officials and generals from June to September.

Masoud Pezeshkian, the president of Iran, was riding high in early July, fresh off the successful negotiation of a peace agreement with the United States, and had traveled to neighboring Iraq for part of a weeklong funeral spectacle for Iran's slain supreme leader. Suddenly he got stunning news.

Iranian forces had opened fire on three commercial ships in the Strait of Hormuz, setting ablaze a Qatari L.N.G. tanker and damaging other vessels. Iran was under siege in world opinion.

Outraged, Mr. Pezeshkian phoned Gen. Ahmad Vahidi, the commander in chief of the

powerful Islamic Revolutionary Guards Corps, and in a raised voice called the actions reckless and demanded answers, according to five Iranian officials and two Guards members familiar with the events.

General Vahidi told the president that he had neither authorized nor had advance knowledge of the strike, the five officials said. The nation's Supreme National Security Council, which plays a critical role in both the war and negotiations, had also been in the dark, he said.

In fact, much of the country's leadership was unaware that a fringe hard-line faction had decided to act on its own. Ultimately, those clandestine efforts derailed a push by more moderate pragmatists in Iran to reach an end to hostilities with the United States and repair their nation's ailing economy.

The hard-liners succeeded in part because the only figure with the authority to resolve such disputes — the new supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei — has been a phantom since taking office in March. He has not been seen, and his voice has not been heard. And the authenticity of written statements and messages attributed to Ayatollah Khamenei has been questioned, including by Mr. Pezeshkian, according to three Iranian officials.

were still underway, the United States had retaliated with air-strikes on Iran. The two countries were back at war.

Senior Iranian officials and a Guards member said in interviews that what followed were

some of the most volatile political confrontations within Iran's leadership in memory. Officials engaged in shouting matches. Two senior generals threatened to resign. Accusations of treason and betrayal flew.

The reverberations, officials said, contributed to a shake-up at the National Security Council and the supreme leader's appointment of Gen. Mohsen Rezaei, a seasoned politician and former commander in chief of the Guards, to lead the council, as he was thought to have the skill to mediate among political factions.

But divisions persist, and the hard-liners who have committed Iran to escalation are in an even stronger position. This past week, Iran and the United States traded attacks, with Iran repeatedly targeting American naval vessels for the first time, and the United States blowing up at least eight Iranian oil tankers.

This account of the inner deliberations of Iran's leadership is based on interviews with eight Iranian officials, three members of the Revolutionary Guards, four former officials and a review of dozens of speeches and comments by government officials and military generals from June to September published in the Iranian press and social media. The officials interviewed for this article spoke on the condition of anonymity to discuss delicate issues of national security.

## Influential Spymaster

Three Iranian officials said inquiries by the government and security forces traced the deci-

sion to strike the three commercial ships in July to the cleric Hossein Taeb, an influential spymaster who had opposed the peace deal with the United States from the outset. Mr. Taeb had been telling the new supreme leader that Iran had made a mistake in ending the war and agreeing to the deal, they said.

Mr. Taeb, in a recent speech to military families, said that he was not opposed to talks but that "negotiations that ignore the rights of our people and concede to the excessive demands of the enemy have no place in Iran's politics."

Ayatollah Khamenei recently appointed Mr. Taeb as the head of the Basij militia, which is responsible for quelling domestic dissent. He had previously served for more than 20 years as chief for the Revolutionary Guards' intelligence agency before the previous supreme leader ousted him in 2022 over failures such as Israeli infiltration of his rank and file, and a foiled plot in Turkey. Mr. Taeb re-emerged after that supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, was killed at the start of the war, and he played a key role in the selection of the son Mojtaba as the successor to his father, officials said at the time.

"The attack on the ships was orchestrated with the goal to blow up the memorandum of understanding with Trump and to kill the prospects of any future negotiations and deal," Alireza Namvar Haghighi, an Iran expert and former official who still has close contacts in the government, said in an interview from Canada.

When Mr. Pezeshkian de-

mandated to know who had struck the three ships, he was told that commanders in the field had acted on their own, in line with an order empowering them to attack any ship violating Iran's control of the Strait without waiting for approval from central command, according to the officials with knowledge of these discussions. In one sign of the dispute, the Guards' Khatam al-Anbiya headquarters never issued a statement claiming responsibility for the July 7 attack, as has been routine in other attacks before and since.

Iranian officials relayed this same account to the United States and some of its regional allies in the immediate hours after the attacks, blaming rogue operators, according to U.S. officials who briefed reporters at the time and the three Iranian officials. Abbas Araghchi, the Iranian foreign minister, was dispatched to Oman, a key mediator, to try to defuse tensions with Washington.

On the streets and on state television in Iran, meanwhile, [the hard-liners openly attacked](#) the negotiating team and its peace deal, and at nightly rallies, crowds chanted for a return to war.

The Iranian government has devised an official narrative deflecting blame for the collapse of the agreement, saying Washington violated it first by not stopping Israel's attacks on the militant group Hezbollah in Lebanon, by withholding Iran's frozen assets and by sneaking ships through a portion of the Strait of Hormuz not controlled by Iran. But few inside Iran's political circles are convinced by this version, including Mr. Pezeshkian himself, five officials said.

Mr. Pezeshkian said publicly last month that every agreement sees violations and that they should be addressed

through talks, not confrontation. When he was privately told by generals that Ayatollah Khamenei had approved the July attack on the three ships, the president demanded proof, according to three Iranian officials.

### Phantom Leader

Under the Iranian form of government, the supreme leader has ultimate authority to settle internal disputes. But Ayatollah Khamenei's whereabouts, his physical health and mental acuity, and the extent he is involved in state affairs have become subjects of fevered speculation.

"The security situation requires for him to be protected, but I'm asking, how long is this supposed to go on? Six months? One year? Five years? Ten years?" Hojatollah Alireza Pirouzmand, a senior cleric and academic at Iran's National Defense University, said on state television in late July. He added that if "we can't see our leader, then we will remain in a perpetual state of weakness and decline."

This month Ayatollah Khamenei's mother-in-law, Tayebah Mahrouzadeh, gave a lengthy video interview to a local reporter, describing the extreme security precautions surrounding family members and saying they had no news of the ayatollah and his three children. Her husband, the politician Gholam-Ali Haddad Adel, told the Iranian news media in July that while Ayatollah Khamenei had no contact with anyone for security reasons, "God willing, he is healthy."

The few comments attributed to [the missing leader](#) about the peace deal have added fuel to the dispute. After the agreement was signed, a statement in his name was issued saying he had approved because it had been

endorsed by the president and a majority of the National Security Council — but that he was of a different opinion "on principle." That phrase — "on principle" — has been repeatedly used by hard-liners to attack the deal.

In May, Mr. Pezeshkian said he met with Ayatollah Khamenei but did not say when or where. Two Iranian officials and a former official said the circumstances of the encounter were bizarre.

They said an ambulance with blacked-out windows was used to drive Mr. Pezeshkian around, while a secure video connection was established. A person who said he was an interlocutor for Ayatollah Khamenei appeared on a monitor and purportedly passed messages between the two men.

Mr. Pezeshkian confided to a close ally that he was unsure whether he had actually been communicating with the supreme leader, according to the officials with knowledge of the meeting.

Last month Mr. Pezeshkian said he had been granted a second meeting and that it had lasted for seven hours. "We spoke about all the issues facing the country," the president told Iran's state television, listing them as affordability, unemployment, sanctions, unity and resilience during wartime. He did not describe the circumstances of the meeting or reveal what Ayatollah Khamenei had said.

### War Plan

For weeks, the political leaders and generals running Iran have debated two ways to break the stalemate with the United States, officials said.

Under one approach, Iran could seek to return to negotiations. Under the other, it would escalate attacks on

American targets, aiming to strike naval vessels, kill American troops and raise global oil prices.

Iranians are feeling the Both would aim to end the U.S. naval blockade on Iran's southern ports, which have paralyzed trade and brought oil sales down to zero, according to officials. Iran's economy is deteriorating, with the currency plunging daily, inflation soaring and the government facing a cash deficit.

Hard-line generals, including Brig. Gen. Seyyed Majid Mousavi, who commands the Guards' Aerospace Force, pressed for confrontation, officials and two Guards members said. The generals told the National Security Council they had devised a detailed war plan in which Iran and allied militias, in particular the Houthis in Yemen and armed Shiite Muslim groups in Iraq, [would intensify attacks](#), including on regional oil facilities, further widening the scope of the war and raising its costs for the United States and its allies.

Mr. Pezeshkian and Gen. Mohammad Bagher Ghalibaf, who is the speaker of Parliament and the top negotiator with the United States, were among the officials who warned that the war plan risked dragging the country into an abyss, with even fiercer U.S. airstrikes and more crippling economic pressure. But by last Saturday, the hard-line faction had gained the upper hand. "The war between Iran and the United States," said Mahdi Mohammadi, the top adviser to General Ghalibaf, "has entered the phase of escalation."

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

## Le djihadiste français Othman Garrido jugé pour sa participation à des exécutions par décapitation en Syrie

Les enquêteurs ont établi que ce Montpelliérain avait participé, en 2015, à l'assassinat de deux prisonniers iraniens et le soupçonnent d'avoir décapité un troisième homme, non identifié. Il est le deuxième combattant français encore en vie à être jugé, à partir de lundi, à Paris, pour des faits de cette nature.

**D**e l'avis d'un professionnel de la lutte antiterroriste, Othman Garrido présente, avec [Tyler Vilus](#), l'un des profils les plus inquiétants parmi les djihadistes détenus dans les prisons françaises. Les deux hommes partagent en effet un sinistre trophée de nature à mettre les services antiterroristes en alerte : ils sont les seuls combattants français de l'organisation Etat islamique (EI) encore en vie à avoir été renvoyés devant une cour d'assises pour leur participation à une exécution publique en Syrie.

Tyler Vilus, l'une des principales figures du djihad francophone et un proche d'Abdelhamid Abaaoud – le coordinateur opérationnel des attentats du 13 novembre 2015 –, a été [condamné en appel à la perpétuité](#), le 21 septembre 2021, pour avoir participé à l'exécution publique de deux prisonniers, au printemps 2015. Othman Garrido, un Montpelliérain aujourd'hui âgé de 32 ans, est jugé à partir de lundi 14 septembre par la cour d'assises spéciale de Paris pour des faits de même nature : il est accusé d'avoir participé à une double exécution et d'avoir

lui-même décapité un troisième homme, non identifié.

Parti début 2013, à tout juste 18 ans, en Syrie avec sa famille – son père, sa mère et ses deux frères –, Othman Garrido a déjà été condamné par défaut à quinze ans de réclusion, en avril 2017, par la cour d'assises de Paris pour association de malfaiteurs terroriste. Mais il a été arrêté trois ans plus tard, en juillet 2020, à la frontière syrienne par les autorités turques et expulsé vers la France, ouvrant la voie à un deuxième procès, en sa présence cette fois.

Et c'est en exploitant des preuves de guerre remises à la justice française par le ministère de la défense américain – le contenu du téléphone de son épouse, retrouvé en Syrie – que les enquêteurs ont découvert des photos établissant sa participation à l'exécution par décapitation de deux prisonniers iraniens, ce qui lui vaut d'être désormais renvoyé pour « meurtres en bande organisée en relation avec une entreprise terroriste », un crime passible de la réclusion à perpétuité.

Othman Garrido n'est pas

accusé d'avoir tué lui-même ces deux prisonniers. Ce sont deux autres djihadistes français, Yacine Rettoun et Oumar Diaw, qui ont été identifiés comme étant les bourreaux. Mais, comme Tyler Vilus avant lui, Othman Garrido est jugé pour avoir participé à cette exécution – qui se serait tenue le 13 septembre 2015 à Al-Qaryatayn, en Syrie – en tant que « coauteur ». Pour que la coaction soit constituée, écrivent les magistrats, il suffit que les auteurs aient agi « d'un commun accord », « ensemble et de concert ».

### Scène abjecte

En exploitant les photos de cette exécution publique, ainsi que des informations reçues de la coopération internationale et des médias en source ouverte, les enquêteurs sont parvenus à reconstituer le déroulement de la scène de crime et à déterminer la participation de l'accusé : « *Les deux victimes avaient été amenées en pick-up sur la voie publique, en présence de civils, dont des enfants, et de combattants djihadistes* », relèvent les magistrats. Parmi les combattants identifiés à bord de ce pick-up

figuraient les deux bourreaux français et Othman Garrido.

Les deux prisonniers iraniens, vêtus de bleu, yeux bandés et mains attachées dans le dos, ont ensuite été agenouillés et décapités à l'aide d'un sabre par Yacine Rettoun et Oumar Diaw. Et, sur deux photos représentant une quinzaine de djihadistes « *posant fièrement dans un esprit de camaraderie* » autour des deux cadavres allongés au sol, « *têtes détachées du corps et posées sur leur dos* », les enquêteurs ont, là encore, reconnu Othman Garrido, « *tenant par les épaules* » les deux bourreaux. Après avoir d'abord nié sa présence lors de cette double exécution, le djihadiste montpelliérain a finalement reconnu y avoir assisté.

Les deux bourreaux de cette scène abjecte sont présumés morts. Le Strasbourgeois Oumar Diaw – un proche de Foued Mohamed-Aggad, l'un des kamikazes du Bataclan –, [dont le nom est par ailleurs apparu dans une enquête](#) sur un attentat déjoué en France en novembre 2016, aurait été tué par une frappe de la coalition internationale

anti-EI en juin 2016. Quant à Yacine Rettoun, dont la violence et la perversité avaient été dévoilées lors du procès d'une « revenante » de l'EI, Amandine Le Coz – après l'avoir épousée en Syrie, il l'avait enfermée à clé dans sa chambre, privée de nourriture, battue et violée –, il est donné pour mort depuis l'été 2017.

Outre sa participation à cette exécution publique, Othman Garrido est renvoyé pour un crime plus infamant encore. Il est soupçonné d'avoir procédé, en tant que bourreau cette fois, à la décapitation d'un homme non identifié en zone irako-syrienne, ce qui lui vaut d'être également renvoyé pour « assassinat en relation avec une entreprise terroriste ». Mais cette accusation est moins étayée que la première : elle repose sur une unique photo, retrouvée, elle aussi, dans le téléphone de son épouse, sur laquelle on voit un homme lui ressemblant, le

visage partiellement couvert d'un foulard, posant avec une tête tranchée à ses pieds.

Othman Garrido nie être cet homme, et son avocat, Antoine Ory, entend contester cette accusation à l'audience en s'appuyant sur les informations manquantes de cette preuve de guerre : « L'infraction d'assassinat repose sur une image dont on ignore tout : s'il s'agit d'un montage ou d'une photographie, la date et le lieu où elle a été prise, l'identité de l'individu présent, et s'il est bien l'auteur de l'acte », fait-il valoir.

#### « Environnement quasi sectaire »

Face à la lourdeur des charges retenues contre son client, qui a grandi dans une famille très radicalisée – son père a été impliqué dans les attentats de Casablanca du 16 mai 2003 – et qui était à peine majeur lorsqu'il a rejoint la Syrie,

Antoine Ory met en avant son évolution depuis qu'il est incarcéré en France : « Othman Garrido a, de l'aveu de plusieurs experts, évolué dans un environnement quasi sectaire. Il cherche aujourd'hui, au moyen d'un long travail introspectif, à effacer ce qui lui a été enseigné pendant son enfance et son adolescence, et l'ensemble des intervenants qui l'ont examiné depuis son retour notent l'authenticité de cette démarche. »

Outre Othman Garrido et Tyler Vilus, un troisième djihadiste français, Nil Shewil, a été jugé pour sa participation à une exécution – mais c'était en son absence et il est présumé mort – et condamné à la perpétuité, le 15 juin 2020, précise au Monde le Parquet national antiterroriste. Ce djihadiste francilien était apparu dans une vidéo de propagande diffusée par l'EI, en juillet 2016, à côté de Rachid Kassim – le commanditaire

de l'assassinat du père Jacques Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) –, dans laquelle les deux hommes égorgeaient deux prisonniers vêtus d'une tenue orange en menaçant la France.

Face caméra, Nil Shewil déclarait : « Regarde bien cette scène, François Hollande, elle va bientôt arriver sur tes propres citoyens dans les rues de Paris, dans les rues de Marseille, dans les rues de Nice, dans toute la France, inchallah. » Signe du continuum entre les exactions commises en Syrie et la menace terroriste qui pesait sur la France à l'époque où l'EI faisait régner la terreur sur son pseudo-califat, Nil Shewil a été identifié comme l'un des commanditaires du projet d'attentat déjoué quatre mois plus tard, en novembre 2016, dans lequel apparaissait aussi le nom d'Oumar Diaw, l'un des bourreaux des deux prisonniers iraniens.

# Le Monde

13 septembre 2026

## Détroit d'Ormuz : une frappe contre un navire marchand iranien fait un mort, selon l'Iran

La frappe a également fait trois blessés dimanche matin, selon les autorités iraniennes, qui n'ont pas précisé l'origine de l'attaque.

Un navire commercial iranien a été ciblé, dimanche 13 septembre dans le détroit d'Ormuz, par une frappe qui a fait un mort, ont rapporté les autorités. « Un navire marchand a été touché vers 5 heures

[3 h 30 à Paris] ce matin au large de l'île de Hengam et de l'île de Qechm. Une personne a été tuée et trois autres ont été blessées », a déclaré le gouverneur de la ville de Qechm, Amir Teymouri, cité par la télévision

d'Etat et l'agence Tasnim, sans préciser l'origine de cette frappe.

Plusieurs explosions avaient été rapportées dans la nuit autour de Qechm, la plus grande île du détroit d'Ormuz.

L'agence maritime britannique UKMTO a confirmé avoir reçu des informations faisant état d'un navire touché par un projectile d'origine inconnue alors qu'il franchissait le détroit. « Un incendie s'est déclaré à bord à la suite de

cette attaque présumée. Les autorités locales sont sur place et participent à l'évacuation des membres d'équipage », a-t-elle ajouté.

#### Frappes et blocus

Cet incident est survenu à la veille d'une réunion entre l'Iran et des pays du Golfe

consacrée à Ormuz, lundi à Oman, qui borde également le détroit.

Le contrôle de cette voie stratégique pour le commerce mondial est au cœur du conflit entre Téhéran et Washington. L'Iran, qui a été attaqué le 28 février par les Etats-Unis et Israël, a verrouillé en re-

présailles le détroit d'Ormuz, dont la traversée était libre et se faisait sans encombre avant la guerre.

L'Iran exige désormais des navires qu'ils obtiennent de sa part une autorisation pour le franchir, invoquant des raisons de sécurité et de souveraineté, et réfléchit à un

mécanisme pour imposer des frais de service.

Les navires qui ne s'y plient pas sont régulièrement visés par des frappes tandis que les Etats-Unis ont imposé un blocus des ports iraniens en retour et bombardent sporadiquement les côtes.

# Le Monde

Nicolas Bourcier  
13 septembre 2026

## En Turquie, une opération policière sans précédent contre la communauté LGBT+

Depuis 2015, la parole publique prend pour cible les communautés LGBT+, interdisant de plus en plus fermement les marches des fiertés, bannissant le drapeau arc-en-ciel et poursuivant des associations. Mais, dimanche 13 septembre, l'expression de l'homophobie d'Etat a franchi un nouveau seuil.

**J**amais, de mémoire d'observateur, une opération policière d'une telle ampleur n'avait eu lieu contre la communauté LGBT+ en Turquie. Tôt dans la matinée, dimanche 13 août, des unités des forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses descentes et arrestations dans des bars et aux domiciles de défenseurs de la diversité sexuelle et de genre à Istanbul, Ankara et dans une dizaine de provinces du pays.

La police a perquisitionné le siège de l'association Kaos GL, dans la capitale turque, ainsi que les domiciles de plusieurs de ses membres et responsables, plaçant plus de dix personnes en garde à vue et saisissant ordinateurs, téléphones, tablettes, documents et disques durs. Le parquet d'Ankara a dit enquêter pour « obscénité » et « infraction à la loi sur les associations », en se fondant sur

les contenus publiés sur le site et les réseaux sociaux de cette association pionnière en matière de défense des droits LGBT+.

Simultanément, police et gendarmerie ont visé des bars et des lieux fréquentés par la communauté à Beyoglu et Sisli, sur la rive européenne d'Istanbul, ainsi que des locaux d'autres associations. Samedi, une juge d'Istanbul a ordonné le blocage des sites de Kaos GL, de l'association 17 Mayıs, d'Unikuir, de Pembe Hayat, de SPoD, de Genç LGBTI+, de Lambdaistanbul, de Muamma LGBTI+ et de Velvete.net, ainsi que les comptes de plusieurs figures, dont Yildiz Tar, journaliste et rédacteur en chef du portail d'informations *Kaosgl.org*, Levent Piskin, avocat et défenseur des droits humains, et Seyhan Arman, actrice et militante pour les droits des personnes transgenres.

#### Accusés du déclin de la natalité

Sur son compte X, le ministre de la justice, Akin Gürkler, a annoncé que 162 personnes, neuf associations et 13 commerces faisaient l'objet de poursuites dans le cadre de ces opérations, présentées comme relevant de la « décadence de la famille et de la population 2026-2035 » voulue par le président Recep Tayyip Erdogan. La mesure, lancée le 1<sup>er</sup> mai par circulaire présidentielle, invoquait un taux de fécondité tombé à son plus bas niveau depuis la fondation de la République, en 1923 – une évolution que le texte qualifiait de « *dimension existentielle* ». La vaste opération policière en cours pendant le week-end a été intitulée par le ministère, sans ironie apparente, « Ma famille est en sécurité ».

L'homosexualité n'est pas ré-

primée pénalement en Turquie, mais l'homophobie y est largement répandue jusqu'au sommet de l'Etat. Le président qualifie régulièrement les membres de la communauté LGBT+ de « *pervers* » responsables du déclin de la natalité, mais aussi d'« *ennemis de l'humanité, des femmes et des enfants* ».

Depuis plus d'une décennie, la parole publique prend pour cible les communautés LGBT+, interdisant de plus en plus fermement, au fil des ans, les marches des fiertés, bannissant le drapeau arc-en-ciel et poursuivant des associations. Mais les interventions de dimanche matin ont franchi un nouveau seuil. Déjà, en 2005, le gouvernement d'Ankara avait tenté d'obtenir la fermeture de Kaos GL, accusée de contrevenir à la loi et à la morale. La procédure échoua l'année suivante. En 2008, un tribunal annonçait

à son tour la dissolution de Lambdaistanbul, avant que la décision ne soit, à son tour, annulée en appel.

C'est en 2015 que la répression s'est intensifiée nettement, les autorités invoquant la loi 2911 sur les réunions et manifestations (adoptée le 6 octobre 1983, sous le régime militaire issu du [coup d'Etat de 1980](#)) pour interdire et disperser les marches des fiertés d'Istanbul, au nom du maintien de l'ordre public. En 2017, le gouvernement d'Ankara a décrété une interdiction générale et sans limite de durée de tout événement LGBT+, annulée par la justice administrative en 2019 mais relayée, depuis lors, par des arrêtés ponctuels.

En juin 2022, [360 personnes ont été interpellées, à Istanbul](#), après l'interdiction de toute la semaine des fiertés. En 2025, plus de 50 interpellations ont eu lieu avant même le départ de la marche, dont celles de quatre avocats observateurs mandatés par le barreau d'Istanbul. En 2026, le 28 juin, lors de la marche des fiertés, des quartiers entiers ont été bouclés par un déploiement massif des forces de l'ordre. La journée s'est soldée par au moins 50 gardes à vue, dont la journaliste Müberra Ünsal.

#### Poursuites pour obscénité

Le glissement le plus significatif n'est pas seulement juri-

dique. Depuis la réélection du président Recep Tayyip Erdogan, en 2023, on observe un recours accru à l'article 226 du Code pénal, intitulé « Obscénité » (« *müstehcenlik* », en turc). Conçu à l'origine pour protéger les mineurs de la pornographie, il est devenu un des outils principaux pour cibler sélectivement les organisations et militants LGBT+, généralement combiné à la notion très floue de « *violation des bonnes mœurs publiques* ».

Les poursuites pour obscénité se sont ainsi multipliées, ces derniers mois, visant notamment la militante transgenre Janset Kalan et l'actrice trans Meli Bendeli. Des restrictions

d'accès aux traitements hormonaux ont également été introduites par le ministère de la santé. Une directive interdit explicitement, depuis 2025, que ces médicaments soient prescrits ou documentés à des fins de transition de genre pour les personnes de moins de 21 ans.

Dans sa dernière édition annuelle de la [Rainbow Map](#), publiée en mai, par ILGA-Europe, une ONG qui rassemble 600 entités luttant pour l'égalité des droits des LGBT+ en Europe et en Asie centrale, la Turquie figure au 47<sup>e</sup> rang sur 49, à peine devant l'Azerbaïdjan et la Russie.

The New York Times

Aaron Boxerman  
Sept. 13, 2026

## Meeting Between Iran and Arab States Postponed as Mideast Diplomacy Stalls

Talks between the United States and Iran hit a dead end weeks ago, leaving Arab countries struggling to manage their ties to Tehran amid ongoing attacks

A planned meeting between Iran and several Gulf Arab countries it attacked during the war was indefinitely postponed on Sunday, underscoring how diplomatic efforts have struggled to defuse a widening Mideast conflict.

Iranian officials had said they expected to meet Arab counterparts in Oman on Monday to discuss the status of the Strait of Hormuz, the critical Persian Gulf waterway for global oil and gas exports. But late on Sunday night, Badr Albusaidi, the Omani foreign minister, [said](#) the gathering

had been postponed "in the interests of consensus."

[Talks between Iran and the United States](#) to reopen the waterway similarly show little sign of progress, with the countries [exchanging strikes](#) in recent weeks. Iran has maintained its effective blockade of the strait, throttling the Gulf Arab states' oil exports and roiling global markets. Last week, the price of Brent crude, the international benchmark, briefly [jumped to about \\$110 a barrel](#), its highest level for months, before dropping to about \$105.

On Sunday, a [ship in the](#)

[Strait of Hormuz was hit by a projectile](#), causing a fire on the vessel, according to the United Kingdom Maritime Trade Operations, a monitoring group run by the British navy. The governor of Qeshm, an island in southern Iran, said on Iranian state media that an Iranian commercial vessel had been attacked, killing one person and injuring four.

U.S. Central Command, which oversees American military operations in the region, did not respond to a request for comment.

Iran and Oman, which border the strait, have been ne-

gotiating for weeks over how to reopen the waterway, discussing arrangements that would likely involve some kind of service fee. Before the war, ships could travel freely through the Strait of Hormuz.

Even if a deal is reached, however, Iranian officials have demanded concessions from the United States before ending their blockade, including lifting sanctions on Iran and releasing Iranian assets frozen overseas. The Trump administration is unlikely to take those steps without Iran agreeing to curb its nuclear program.

Yemen has emerged as [another front in the fighting](#). The Iranian-backed Houthi militants there seized the strategic port of [Mokha](#) and the island of [Perim](#) in the Bab al-Mandab Strait in the Red Sea last week from the Saudi-backed, internationally-recognized government. They have also attacked Saudi energy sites and sought to [blockade Saudi shipping](#).

Saudi Arabia was forced to [shut its East-West Pipeline](#) on Friday after it was targeted by drones from Iraq. That pipeline has been a critical lifeline for the country's oil exports, after Iran blockaded the Strait of Hormuz. No one took responsibility for the attack, but Iraq has long harbored well-armed militias backed by Iran.

On Sunday, Houthi forces attacked a military site near the southern city of Sharurah, Yahya Saree, a Houthi military spokesman, said on social media. Saudi officials

[said](#) at least two people had been wounded and a mosque was damaged when a projectile fell in a neighboring province, state news media reported.

Iran and its allies have repeatedly attacked neighboring countries during the war, saying they were targeting the U.S. soldiers and military assets they hosted.

But as the conflict has dragged on, Gulf states like the United Arab Emirates and Qatar are having to manage their relationship with a newly emboldened Iran. The aborted attempt at the joint meeting underscored how difficult it is to forge a common approach, however.

"This has been an enemy that's been shooting at them, and they've been collateral damage between the U.S. and Iran for all these months. Yet they need to also engage with Iran," said Bader al-Saif, an assistant professor of history at Ku-

wait University.

"These are pragmatic countries — they want to make sure things move on in the right direction so their domestic plans don't get disrupted," he added.

Some Gulf countries have signaled that they are open to dialogue. Crown Prince Khaled bin Mohamed Al Nahyan, the Emirati heir apparent, met with President Masoud Pezeshkian of Iran on the sidelines of the BRICS summit in India on Saturday — the first public meeting between senior leaders of the countries since the beginning of the war.

But not all Gulf countries are on the same page. Even before the meeting was postponed, Bahrain, which has repeatedly been targeted by Iranian missiles and drones, said that it would not participate.

Iran has signaled that it [could escalate militarily](#) as President Trump tries to

squeeze the country with [an economic pressure campaign](#). Senior Iranian officials have said they might be willing to return to the cease-fire agreement that briefly paused the war in June, but they have made new demands which the Trump administration has refused to accept.

The truce collapsed in July, and the United States and Iran are in a period of uncertainty that some observers have described as ["no war, no peace."](#) Mr. Trump said he has come close to launching a massive attack on Iran but pulled back, in part following pleas from Gulf countries worried about the cost of return to full war.

Vivian NereimandSanam Mahoozi contributed reporting.

Aaron Boxerman is a Times reporter covering Israel and Gaza. He is based in Jerusalem.

franceinfo:

14 septembre 2026

## L'Iran dément toute implication dans la guerre au Yémen, après la prise du détroit de Bab el-Mandeb par ses alliés houthis

**T**éhéran a déclaré que les houthis étaient «des acteurs totalement indépendants», qui «prennent leurs décisions en fonction de leurs propres intérêts». Æ

L'Iran, allié des houthis au Yémen, a nié lundi 14 septembre toute implication

dans la guerre qui oppose dans le pays de la péninsule arabique ces combattants aux forces gouvernementales soutenues par l'Arabie saoudite. «L'Iran n'intervient pas dans les affaires yéménites», a déclaré devant la presse le porte-parole de la diplomatie iranienne Esmail Ba-

ghaï, affirmant que les houthis étaient «des acteurs totalement indépendants», qui «prennent leurs décisions en fonction de leurs propres intérêts».

Après des années d'accalmie, le Yémen a replongé dans la guerre en juillet, entraîné dans le conflit ré-

gional déclenché fin février par l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. La recrudescence des combats au Yémen entre les forces gouvernementales et les rebelles houthis soutenus par l'Iran a entraîné le déplacement de près de 86 000 personnes, selon l'ONU. Les rebelles

se sont récemment emparés du stratégique détroit de Bab el-Mandeb, [ce qui profite à Téhéran](#). Contrairement

au mouvement chiite libanais Hezbollah, les houthis n'adhèrent pas à l'idée que le guide su-

prême iranien constitue la plus haute autorité religieuse, mais se sont idéologiquement rapprochés de

l'Iran au fil des années.

---

# Le Monde

14 septembre 2026

## Détroit d'Ormuz : une réunion prévue lundi entre l'Iran et les pays du Golfe reportée, Donald Trump dit qu'il « s'en fiche »

**L'**Iran avait annoncé cette réunion et déclaré que l'Irak et des pays du Golfe, sans préciser lesquels, y participeraient. Le détroit est au cœur du conflit entre Washington et Téhéran, qui verrouille depuis des mois cette voie stratégique.

Elle avait été annoncée par Téhéran, mais la réunion prévue lundi 14 septembre entre l'Iran et des pays du Golfe sur l'avenir du détroit d'Ormuz n'aura pas lieu.

« Il a été décidé de reporter à une date ultérieure la réunion régionale qui devait se tenir lundi à Salalah [Oman], afin de créer les conditions propices à un dialogue constructif », a déclaré l'agence de presse officielle omanaise ONA. « Nous restons déterminés à promouvoir un dialogue contribuant à la stabilité et à une coopération durable dans notre région », a affirmé le ministre des af-

fares étrangères omanais, Badr Al-Boussaïdi, sur X, précisant que la réunion avait été annulée « afin de favoriser le consensus ».

Téhéran avait annoncé cette réunion et déclaré que l'Irak et des pays du Golfe, sans préciser lesquels, y participeraient. Aucun pays de la région n'avait cependant confirmé sa présence et Bahreïn avait précisé qu'il n'enverrait personne. Donald Trump a lui affirmé, dimanche, qu'il « se fich[ait] » de la réunion. « C'est leur affaire », a dit le président américain.

Oman et l'Iran sont les deux pays bordant, au sud et au nord, le détroit, par lequel transitaient environ 20 % des hydrocarbures mondiaux avant le début du conflit fin février, déclenché par des frappes israélo-américaines sur Téhéran. Dans la foulée, l'Iran a mené des attaques contre les riches monarchies pétrolières alliées de

Washington et revendiqué le contrôle du détroit, poussant les Etats-Unis à imposer en représailles un blocus des ports iraniens.

Un accord en juin entre Washington et Téhéran a volé en éclats, les deux camps butant sur la question d'Ormuz. Et alors que les frappes ont repris récemment après un mois d'accalmie, le pétrole est repassé la semaine dernière au-dessus du seuil de 100 dollars (soit 86 euros environ) le baril.

### L'Arabie saoudite prise en étau

L'Iran et le sultanat d'Oman, qui entretiennent de bonnes relations, discutent depuis plusieurs semaines de la gestion future du détroit, où la navigation était libre avant le déclenchement de la guerre. L'Iran exige désormais des navires qu'ils obtiennent de sa part une autorisation pour le franchir, invoquant des raisons de sécurité et

de souveraineté, et réfléchit à un mécanisme pour imposer des frais de service.

Les navires qui n'ont pas d'autorisation sont régulièrement visés par l'Iran, tandis que les Etats-Unis bombardent périodiquement le littoral iranien pour contester l'emprise de Téhéran sur le détroit.

Les rebelles houthistes pro-iraniens du Yémen, qui avaient annoncé en juillet un blocus maritime contre l'Arabie saoudite et visé ses pétroliers, ont récemment mis la main sur le détroit stratégique de Bab Al-Mandab, par lequel passe le trafic maritime à destination et en provenance du canal de Suez. Avec le verrouillage d'Ormuz de l'autre côté de la péninsule Arabique, le royaume saoudien, premier exportateur mondial de brut, se retrouve pris en étau.



14 septembre 2026

## Soupçonné d'être un bourreau de Daech, un ex-jihadiste français jugé à Paris

**D**es photos de cadavres décapités et du sang sur les mains. Othman Garrido est jugé à partir de ce lundi 14 septembre pour assassinat et meurtres en relation avec une entreprise terroriste, sous le règne de l'Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, où ce jihadiste français est resté huit ans. Le procès devant la cour d'assises spéciale de Paris, va raviver le souvenir des années de terreur imposée par Daech dans la décennie 2010 sur de vastes pans de territoires dans ces deux pays.

Comme quelque 1 500 Français, Othman Garrido a rejoint les zones contrôlées par l'ancien califat de l'EI. L'homme originaire de la ville de Montpellier y a combattu avant d'être arrêté et expulsé par la Turquie vers la France en 2020. Son père, un converti franco-espagnol y est mort en kamikaze en 2016, et ses deux frères y ont été tués au combat. Aujourd'hui âgé de 32 ans, il est le seul homme survivant de la famille, encourt la réclusion criminelle à perpétuité.

Il va devoir s'expliquer sur des photos retrouvées dans le téléphone qui aurait appartenu à sa femme, épousée religieusement dans les zones contrôlées par l'EI, avec

qui il a eu deux enfants. Principales pièces de l'accusation, ces images ont été transmises sur un disque dur aux enquêteurs français par les Américains, qui dirigeaient la coalition internationale ayant défait l'EI en 2019.

### Signe d'allégeance à l'Etat islamique

L'une montre un homme au visage partiellement masqué par un foulard posant devant un cadavre décapité, la tête du supplicié à ses pieds. L'homme lève un index au ciel dans un signe d'allégeance à l'EI, présente du sang sur les mains, et peut donc être considéré comme l'auteur de l'assassinat, selon l'enquête.

Othman Garrido a admis une ressemblance mais a toujours démenti être le bourreau présumé de la photo, évoquant un temps la possibilité qu'il puisse s'agir d'un de ses frères. La photo n'est ni datée ni géolocalisée, l'identité de la victime reste inconnue, et les experts ne sont pas parvenus à formellement identifier l'homme masqué.

«Il ne faut pas faire dire à une photo plus que ce qu'elle dit», insiste l'avocat d'Othman Garrido, Me Antoine Ory. «Même à supposer que ce soit lui sur la

photo, ça ne permet pas de dire qu'il est l'assassin.»

L'autre volet du dossier porte sur les meurtres de deux Iraniens - l'Iran soutenait le régime de Bachar al-Assad pendant la guerre civile syrienne -, exécutés en place publique en 2015 à Al-Qaryatayn, dans le centre de la Syrie, dans une de ces mises en scènes macabres de l'EI.

Une série de photos extraites du même téléphone montre un groupe de jihadistes posant autour des cadavres, les têtes tranchées posées sur les corps. Othman Garrido apparaît souriant sur les clichés, tenant par les épaules les deux bourreaux, deux jihadistes français, Yacine Rettoun et Oumar Diaw, présumés morts depuis. Il y a également des photos de lui dans le pick-up de jihadistes amenant les Iraniens sur le lieu de leur mise à mort. Il a reconnu avoir assisté à l'exécution.

### «Déconstruction idéologique»

Le procès, prévu jusqu'au 21 septembre, va faire une large place aux témoins familiaux et aux experts pour cerner la personnalité et l'histoire de l'accusé. Né dans une famille baignant

dans l'idéologie jihadiste, Othman Garrido a eu une enfance dominée par la radicalisation religieuse et a été déscolarisé à 12 ans pour travailler sur les marchés avec son père.

Parti de son plein gré en Syrie à 18 ans, en 2012, il rejoint Jabhat al-Nosra, la branche syrienne d'Al Qaeda, puis l'EI après la scission entre les deux groupes.

Les psychiatres et psychologues ont relevé que le Français semblait avoir amorcé en détention une prise de recul par rapport au discours jihadiste. Il paraît avoir entamé «une déconstruction idéologique», note en avril 2023 l'administration pénitentiaire. «Garrido a fait un chemin, et est engagé dans une démarche sincère», assure son avocat.

Condamné en 2017 dans une procédure distincte à quinze ans de réclusion pour avoir rejoint les rangs de l'EI, participé à des combats sur place et exhorté les musulmans de France à commettre des actions violentes, Othman Garrido, qui était encore en Syrie au moment de ce procès, doit être rejugé en sa présence sur ces faits le 22 septembre.

# Yémen : les houthistes frappent de nouveau l'Arabie saoudite, l'Iran dément toute implication

Le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, doit se rendre mardi en Egypte, pour y rencontrer son homologue Abdel Fattah Al-Sissi et discuter des « développements régionaux », a annoncé la présidence égyptienne.

L'Arabie saoudite a promis, mardi 15 septembre, de riposter avec « fermeté » après une nouvelle série d'attaques des houthistes pro-iraniens du Yémen contre son territoire, l'Iran démentant, de son côté, toute implication dans ce conflit, nouveau front de la guerre au Moyen-Orient.

Le mouvement houthiste a infligé ces derniers jours d'importants revers aux forces gouvernementales yéménites et à leur allié saoudien, renforçant au terme d'une offensive éclair leur emprise sur le détroit de Bab Al-Mandab, passage stratégique reliant l'Europe à l'Asie. Il a aussi visé les infrastructures pétrolières de l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, faisant grimper les prix du pétrole au-dessus du seuil symbolique de 100 dollars (soit environ 86 euros).

Lundi, les houthistes ont revendiqué une nouvelle attaque « de grande envergure » au moyen de « dizaines de missiles balistiques et de drones » contre la base aérienne de King Khalid, à Khamis Mushait, dans le sud de l'Arabie saoudite.

La coalition militaire menée par Ryad a confirmé mardi des attaques aux missiles et aux drones la veille, dans la ville de Khamis Mushait, mais aussi à Abha et Taïf, faisant état de 13 civils blessés. Ryad a riposté par une cinquantaine de

frappes, comme dimanche, selon les houthistes.

Le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, a reçu, lundi à Djedda, le commandant du commandement central des Etats-Unis (CentCom), l'amiral Brad Cooper, pour évoquer « les derniers développements dans la région », selon l'agence de presse officielle saoudienne SPA. Il se rendra mardi en Egypte, pour y rencontrer son homologue Abdel Fattah Al-Sissi et discuter des « développements régionaux », a annoncé la présidence égyptienne.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a condamné lundi les attaques. « Nous sommes solidaires de nos partenaires du Golfe face aux attaques incessantes des relais de l'Iran (...). Nous sommes tous concernés », a-t-elle écrit sur le réseau X.

## Rencontre avec l'Iran reportée

Dans ce contexte tendu, l'Arabie saoudite a demandé le report d'une rencontre avec l'Iran, censée réunir lundi à Oman les pays du Golfe, selon la diplomatie iranienne. « Invoquer la question yéménite comme raison [du report] est un prétexte », a estimé le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei, lors d'une conférence de presse à Téhéran.

« L'Iran n'intervient pas dans les affaires yéménites », a-t-il assuré, affirmant que les houthistes étaient « des acteurs totalement indépendants [qui] prennent leurs décisions en fonction de leurs propres intérêts ».

Cette réunion devait porter sur l'avenir du détroit d'Ormuz, autre point de passage clé pour le commerce mondial d'hydrocarbures, que l'Iran verrouille depuis des mois. « Malgré les fortes pressions exercées par les Etats-Unis, l'Iran conserve un contrôle relatif sur Ormuz », souligne l'analyste politique Maziar Khosravi.

Parallèlement, les derniers développements au Yémen « ont instauré un nouvel équilibre des pouvoirs dans la région et même à l'échelle internationale ». « Il me semble donc que l'Iran [se rendait] à cette réunion en position de force », a-t-il déclaré à l'Agence France-Presse, face à une Arabie saoudite affaiblie.

Le royaume est sous pression, entre les attaques des houthistes et ses pétroliers désormais sous la menace dans les deux détroits entourant son territoire. Son oléoduc Est-Ouest, voie d'exportation de brut cruciale pour contourner le blocage d'Ormuz, est aussi à l'arrêt après des attaques de drones venues d'Irak, selon Riyad.

Les avancées des houthistes ont aggravé « une crise que les Etats du Golfe jugeaient déjà intenable. Avec Ormuz entravé et Bab Al-Mandab de plus en plus vulnérable, la désescalade devient un impératif économique », estime Ali Vaez, du centre de réflexion International Crisis Group.

Le Yémen a été entraîné en juillet dans le conflit régional déclenché par l'offensive américano-israélienne contre l'Iran, fin février. Les combats de ces dernières semaines dans l'ouest du Yémen ont fait des centaines de morts et ont déplacé près de 86 000 personnes, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

Alors que les négociations entre Washington et Téhéran sont au point mort, le président américain a, de son côté, affirmé lundi – de nouveau – être prêt à discuter. « L'Iran veut conclure un accord rapidement et désespérément. Je choisirai si les Etats-Unis décident ou pas d'y répondre – nous sommes ouverts à l'idée », a écrit Donald Trump sur son réseau social.

« Il n'y aura aucune négociation tant que les conditions de l'Iran ne seront pas remplies. C'est tout », lui a répondu sur X le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Mohsen Rezaï.



sept 14, 2026

## Kobane shops closed amid mourning over deadly prison fire

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdish city of Kobane in northern Syria observed its first day of general mourning on Sunday, with most shops shuttered as grief and anger gripped the city following days of protests and a deadly prison fire.

The mourning follows protests over the [killing](#) of Sipan Hizni, a Kurdish member of a Syrian army brigade, near Hasaka and the subsequent detention of several demonstrators.

Tensions escalated after the detainees were taken to Kobane's main prison and learned they would be transferred to government-controlled areas in Aleppo.

Hizni was killed by armed men believed to belong to a prominent Arab clan, spark-

ing widespread outrage after authorities identified the main suspect but failed to arrest him.

"Today in Kobane, if you pay attention and walk through the streets of the city, looking at the faces of Kobani's residents, you see sorrow, distress, and anger. If this anger continues in this way, it will be dangerous," Masoud Bozi, a resident of Kobane, told Rudaw's Shivan Mesi.

A [fire](#) subsequently broke out inside the prison as detainees resisted the planned transfer, killing at least nine prisoners and injuring 17 others. Several of the wounded remain in critical condition, according to medical officials.

"A great deal of resistance took place there [prison]. They wanted to transfer the

prisoners to Aleppo, but the prisoners refused and resisted, saying, 'We will not go; we will die here, but we will not go.' We also want those responsible for the fire at the prison to be brought to justice," said Ahmed Mohammed, the brother of deceased prisoner Khalid Mohammed.

Hospitals across Kobane have been treating those injured in the blaze, with some patients requiring intensive medical care and mechanical ventilation.

"Seven injured people were brought to us; one of them had already passed away upon arrival. According to inquiries we made with other hospitals, nine people have died, and others were injured. The condition of some of the wounded is critical and se-

rious - some are on ventilators, and others have been transferred to Aleppo," said Haval Ahmed, a doctor at the German Hospital in Kobane.

The unrest comes amid a broader security transition in northeast Syria following the dissolution of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in August and the reorganization of its personnel into brigades affiliated with the Syrian military.

A political agreement has given Kurdish representatives advisory and parliamentary roles under interim President Ahmed al-Sharaa, but tensions between Kurdish communities, state security forces and Arab tribal groups remain a challenge to stability in the region.

LE FIGARO

14 septembre 2026

## Donald Trump minimise la fourniture présumée de renseignements chinois à l'Iran

**L**a Chine est l'un des principaux partenaires économiques de l'Iran dont elle achète une grande partie de la production pétrolière.

Le président américain [Donald Trump](#) a minimisé dimanche des informations selon lesquelles des entités chinoises auraient fourni à Téhéran des images satellites d'une base militaire en Jordanie avant et

après une frappe iranienne ayant tué trois soldats américains.

"Vous savez, quand on dit que la Chine nous espionne, je dis vous avez raison, et nous, nous les espionnons aussi", a déclaré M. Trump aux journalistes à bord d'Air Force One, au lendemain de la parution d'un article du *Wall Street Journal* faisant état de

ce présumé partage de renseignements entre Chinois et Iraniens. «C'est ce que nous faisons. En gros, ils font ce que nous faisons», a ajouté le président américain.

Le 17 juillet, l'Iran avait lancé des missiles contre la base aérienne de Muwaffaq Salti en Jordanie, où sont stationnées des forces américaines. Trois soldats américains

avaient été tués. Des responsables américains anonymes cités par le *Wall Street Journal* n'ont pas identifié les entités chinoises impliquées, et n'ont pas laissé entendre que le gouvernement chinois était directement responsable.

Toujours selon le journal, ces responsables ont abordé la question avec des responsables chinois, qui ont de-

mandé des preuves du transfert de ces images satellitaires et n'ont pas reconnu que des entreprises chinoises étaient impliquées dans leur fourniture à Téhéran. En mai, Washing-

ton avait sanctionné trois entreprises de satellites basées en Chine pour avoir facilité des opérations militaires iraniennes.

La Chine est l'un des principaux partenaires économiques de l'Iran dont elle achète une grande partie de la production pétrolière. Elle est également un important

soutien diplomatique de Téhéran. Une visite d'État du président chinois Xi Jinping aux États-Unis est prévue fin septembre.



sept 14,2026

## Iranian Kurdish opposition group camp near Sulaimani targeted with missiles

**E**RBIL, Kurdistan Region - Three missiles struck a camp housing families of members of the Iranian Kurdish opposition group Komala in Sulaimani province's Zirgwez early Monday, causing material damage but no casualties, a group official said.

Ali Ranjbari, head of Komala's relations, told Rudaw's Peshawa Bakhtyar that the attack occurred at around 3:10 am local time.

"Although the attack caused material damage, fortunately, there were no casualties, and all families and comrades are safe and sound," Ranjbari said.

He linked the attack to Tehran's opposition to a

planned general strike across Kurdish areas in Iran (Rojhelat) on Wednesday, marking the fourth anniversary of the death of Kurdish woman Zhina (Mahsa) Amini.

A coalition of Iranian Kurdish opposition parties, including Komala, on Sunday called on Kurds across Rojhelat to join the strike.

"These attacks are a futile attempt stemming from the anxiety, fear, and panic of the Islamic Republic of Iran regarding the general strike scheduled to take place across Kurdistan on September 16," Ranjbari said.

Footage submitted to Rudaw English by local residents showed a large fire following the strikes.

The blaze was later brought under control by residents.

Iran has not commented on Monday's attack.

The strike comes amid renewed tensions between Iran and Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region. Tehran has repeatedly accused the groups of posing a security threat and has demanded that Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG) disarm or expel them.

Last week, an Iranian border guard was killed in an armed clash with an unidentified opposition group near Paveh, a predominantly Kurdish city in western Iran close to the Kurdistan Region.

In mid-July, nine Komala members were killed in an Iranian missile strike on the group's headquarters in Zirgwez. Komala said six missiles were used in the attack.

Iranian strikes have also hit areas beyond the bases of Kurdish opposition groups. Rudaw has recorded nearly 1,000 drone and missile attacks on the Kurdistan Region since the start of the US-Iran conflict, killing 32 people and wounding 154 others as of early August.

The Kurdistan Regional Government has repeatedly maintained that the Region is not a party to the conflict and has called for an end to attacks on its territory.



**Bahar MAKOOI**  
**15 septembre 2026**

## Olivier Grondeau, de l'enfer des prisons iraniennes à la première sélection du Goncourt

**A**rrêté en Iran en 2022 et détenu pendant deux ans et demi, Olivier Grondeau raconte son expérience carcérale dans «Joseph dans la nuit» (L'Iconoclaste). Un récit nourri de ses rencontres en prison, qui figure dans la première sélection du prix Goncourt 2026.

Avec «Joseph dans la nuit» (L'Iconoclaste, août 2026), Olivier Grondeau revient sur ses premiers mois de détention en Iran, dans un récit poétique et sensible. Il dresse aussi des portraits attachants des Iraniens rencontrés derrière les barreaux.

Arrêté le 12 octobre 2022 dans une auberge de Chiraz, le jeune voyageur français a passé deux ans et demi dans les geôles iraniennes, accusé d'espionnage puis condamné à cinq ans de prison. Il a été libéré en mars 2025.

Son arrestation intervient en plein soulèvement «Femme, Vie, Liberté», déclenchée quelques semaines plus tôt par la mort de la jeune Mahsa Amini, tuée pendant sa détention par la police des mœurs pour un voile mal ajusté. D'abord incarcéré dans une prison de Chiraz, dans le sud du pays, Olivier Grondeau est ensuite transféré à Téhéran, dans la section 209 de la prison d'Evin, aux mains du ministère du Renseignement iranien.

Ballotté de cellule en cellule, sans comprendre exactement ce que les autorités lui reprochent, le Français fait la

connaissance de Peyman, Vahid, Rezai, Nima et de nombreux autres co-détenus. Prisonniers politiques pour la plupart, ils deviennent ses compagnons de route et lui transmettent, chacun à leur manière, des moyens de tenir.

Certains le rassure, quant d'autres lui apprennent quelques mots de farsi, des vers de poésie persane ou des astuces pour survivre au quotidien. Comme Nouredine qui lui offre, après l'avoir volé, un pommeau de douche en aluminium, seul moyen de pouvoir regarder son reflet après des mois.

Un co-détenu pendu

À son tour, Olivier, entraîne ses compagnons de fortune dans ses aventures. Féru de littérature et de cinéma, il se projette mentalement des films sur le mur de sa cellule. Avec Emad, un jeune détenu qui partage la même imagination, il s'offre ainsi un moment de bonheur volé en s'imaginant regarder «Le livre de la jungle».

«Pour leur extrême majorité, je ne sais pas ce que sont devenus mes amis de détention de cette période. On s'est séparés un jour, car ils ont été appelés par l'interphone, ils sont partis, un bandeau sur les yeux, et puis voilà», raconte Olivier à France 24. «En revanche parmi les prisonniers côtoyés plus tard dans la branche pénitencier de la prison d'Evin, j'ai appris il y a

quelques mois que l'un d'entre a été pendu [en mars 2026].»

Depuis la libération de l'extorqué français en mars 2025, la répression qui s'est accentuée en Iran, notamment à la suite des manifestations de janvier réprimées dans le sang. Au cours des huit derniers mois, au moins 54 personnes ont été exécutées après une condamnation pour des motifs politiques, dont 31 ayant pris part aux manifestations de masse contre le régime en janvier, selon l'organisation Iran Human Rights, basée en Norvège.

À voir aussiExclusif : Iran, la révolte massacrée

L'ex-otage français reste très inquiet pour ceux qu'il a rencontrés derrière les barreaux et longtemps après son retour en France, il est resté suspendu aux informations en provenance d'Iran, peinant à se retrouver sa vie ici. Depuis, il dit avoir éprouvé le besoin de prendre de la distance.

Bien que racontée avec poésie, son expérience témoigne de conditions de détention extrêmement difficiles qu'il a partagées avec ces détenus iraniens : repas limités, caméra filmant en permanence, y compris sous la douche, absence de téléphone, de livre et de tout contact avec l'extérieur, jusqu'à l'impossibilité de communiquer avec l'ambassadeur de France.

Sélection au Goncourt  
Sans carnet ni crayon, Olivier

Grondeau transforme, sur les conseils de ses camarades, un opercule de yaourt dérobé à la vue d'un gardien en stylo. Sur les murs, il refuse de tracer des bâtons pour compter les jours. Il choisit plutôt d'inscrire quotidiennement l'un des mots d'un poème de Nerval dont il connaît les vers par cœur.

«Dans cette section 209 [de la prison d'Evin], tu vis dans une temporalité incertaine, où tu es dans un contraindre à rester dans ce présent. Tu ne sais même pas ce qu'il adviendra de toi dans un heure», raconte-t-il.

À lire aussiEn Iran, le viol utilisé pour réduire au silence les prisonniers après la mort de Mahsa Amini

Au fil des pages, son témoignage dépasse le cadre du simple récit document pour se muer en véritable objet littéraire, enrichi de poèmes composés par l'auteur, dont certains en prison. Et parfois les pages prennent à leur tour la forme des murs de sa cellule, aspirant le lecteur dans l'enfer carcéral iranien.

«Joseph dans la nuit» figure d'ailleurs dans la première sélection de la plus prestigieuse récompense littéraire française, le prix Goncourt, dont la liste a été annoncée, le 2 septembre, par l'académie Goncourt.

Voir cette publication sur Instagram Une publication partagée par Éditions de L'Iconoclaste (@ed\_iconoclaste)

La «fée» Britney Spears

À Evén, Olivier Grondeau n'est pourtant pas totalement coupé de la société iranienne. Dehors, Téhéran est en effervescence. Chaque nouveau détenu apporte des bribes des soulèvements dans la rue iranienne. Parfois, les chants résonnent jusqu'à la prison. Des détenus arrivent aussi en cellule, de plus en plus jeunes. L'un d'eux a à peine 19 ans et est très effrayé. Olivier tente de le rassurer.

À cette période, d'autres otages français sont également enfermés dans la même prison : Louis Arnaud, Cécile Kohler et Jacques Paris, tous libérés depuis. Olivier apprend leur présence par des

codétenus iraniens et cherche à en savoir davantage.

À lire aussi À l'Élysée, Cécile Kohler et Jacques Paris évoquent «l'horreur» de leur détention en Iran

Dans cette obscurité, le cinéma, la poésie, mais aussi de simples morceaux de plastique aux couleurs vives brodés sur un radiateur l'aident à tenir. Et puis il y a Britney Spears, qui fait office de «fée» et dont il fredonne l'un des morceaux.

Olivier Grondeau est enfin libre. Otage en Iran pendant 887 jours, il a retrouvé sa famille, ses proches et son pays. C'est un immense soulagement. 1 / 3 [pic.twitter.com/s7fd0RHsG1](https://pic.twitter.com/s7fd0RHsG1)

— Jean-Noël Barrot (@jnbarrot) March 20, 2025

C'est d'ailleurs vêtu d'un T-shirt à l'effigie de la chanteuse qu'il regagnera le sol français en mars 2025, accueilli par le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot.

«J'en veux aux dirigeants immoraux de la République islamique»

À 35 ans, Olivier Grondeau voit aussi dans ce livre une occasion de mettre enfin des mots sur une expérience dont l'essentiel s'est déroulé dans le silence et l'incertitude. «Ce livre c'était aussi une manière d'expliquer à mes proches tout ce qui s'était passé, ce que je n'ai jamais pu faire, parce qu'on a toujours été sur écoute quand on discutait

[depuis la prison d'Evin]».

Malgré les épreuves, le jeune auteur ne garde pourtant aucune rancune envers l'Iran et ses habitants. «J'en veux à aux dirigeants immoraux de la République islamique mais surtout pas aux Iraniens».

Olivier Grondeau insiste sur ce que ses codétenus lui ont transmis, «tous ces petits trucs, ces petits fragments d'espoir qu'on se bricole en prison pour tenir au jour le jour, c'était des trucs iraniens, des plats qu'ils me faisaient goûter, la langue qu'ils me parlaient, ou encore quand ils me passaient leur maman au téléphone. Tous ces petits repères que j'ai surinvestis pendant deux ans étaient ... persans !».



15 septembre 2026

## Syrie: à Kobané, des tensions persistent malgré l'intégration des zones kurdes à l'État central

**A** Kobané, en Syrie, les corps de neuf détenus kurdes morts après avoir mis le feu à leurs cellules jeudi 10 septembre ont été enterrés lundi 14 septembre au soir. La ville symbole avait vu auparavant exploser des heurts à la suite de la mort d'un ancien combattant kurde, sur fond de tensions avec des tribus arabes. Ces violences interviennent au moment où le pouvoir central tente de parfaire l'intégration de ces zones kurdes à la suite d'un accord signé en janvier dernier.

Depuis l'accord signé en janvier entre les autorités kurdes et Damas, beaucoup a été

fait. Les combattants kurdes ont notamment été intégrés à l'État syrien, y compris leur chef Mazloum Abdi, devenu conseiller du président syrien Ahmed al-Charaa. Le 20 août dernier, c'est lui qui annonçait la fin de la phase d'intégration.

Mais à Kobané et dans sa région, les tensions restent vives : le produit d'années de conflits, tel que celui qui a mené à la reprise de la région par Damas et à la fin de l'autonomie kurde dans le nord-est syrien.

« Les conséquences de l'offensive qui a été une offensive militaire et qui a vu des

arrestations, des disparitions, explique à RFI Boris James, maître de conférences en histoire à l'université Montpellier-Paul-Valéry. Il y a beaucoup de difficultés qui se manifestent, des rancœurs qui n'ont pas été soldées, soit sous la gouvernance des FDS, soit au moment de l'offensive. Il y a eu aussi évidemment des possibles violences de part et d'autre. »

Une forte défiance envers Damas

La défiance est encore forte vis-à-vis de l'État central syrien. La question de l'enseignement de la langue kurde donne aussi lieu à des mani-

festations régulières, rappelle le spécialiste.

Mazloum Abdi a annoncé la semaine dernière que l'intégration de l'administration kurde à l'État syrien était achevée. « Notre combat se poursuivra afin d'inscrire les droits de notre peuple dans la Constitution », avait-il ajouté.

Les Kurdes, qui se plaignent historiquement de leur discrimination en Syrie, sont estimés à environ 2 millions dans le pays, sur une population de 20 millions d'habitants. Ils sont notamment concentrés dans le nord-est syrien mais sont également présents à Damas et Alep.

## Le Pentagone reconnaît pour la première fois une pénurie de munitions pour l'armée américaine, du fait de la guerre en Iran

Alors que Donald Trump assurait encore début septembre que les Etats-Unis disposaient de « quantités pratiquement illimitées de munitions », un rapport du ministère de la défense américain relève « une pénurie sur les inventaires stratégiques » après le lancement de l'opération « Fureur épique » en Iran.

**L**e ministère de la défense américain a reconnu, dans un rapport publié lundi 14 septembre, une pénurie de munitions liée à la guerre en Iran, un constat que l'administration Trump avait pourtant refusé de confirmer, voire démenti, ces derniers mois.

Le rapport de l'inspecteur général du Pentagone estime qu'entre le 28 février et le 30 juin l'opération « Fureur épique » contre l'Iran a coûté environ 33,4 milliards de dollars (environ 29 milliards d'euros), dont 22,3 milliards dépensés uniquement en munitions tirées.

« Les dépenses en munitions lors de [cette opération] ont provoqué une pénurie dans les inven-

*taires stratégiques et révélé des goulots d'étranglement au sein des industries pour le renouvellement des munitions »,* relève le document. Le rapport souligne toutefois les mesures prises par le ministère pour accélérer la production.

Quand, en juillet, des informations de presse avaient rapporté que les Etats-Unis rationnaient l'utilisation de leurs missiles, notamment ceux de type intercepteurs, [le gouvernement avait démenti](#), Donald Trump affirmant lui-même que le pays disposait « de quantités énormes de munitions ». Début septembre, le président américain écrivait encore que les Etats-Unis disposaient de « quantités pratiquement illimitées de

*munitions ».*

### Quatre avions de chasse détruits

Selon la presse, ce manque de munitions a pourtant poussé Donald Trump à ne pas renouveler les attaques à grande échelle contre Téhéran durant l'été. Malgré le recours massif aux intercepteurs, « les frappes iraniennes ont endommagé et détruit des centaines de bâtiments et d'installations sur des bases américaines au Koweït, à Bahreïn, au Qatar, aux Emirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Irak, à Oman et en Jordanie », note le rapport du

Le document, qui couvre les mois d'avril à juin, liste les dégâts sur la flotte

d'appareils : quatre avions de chasse F-15 détruits, un F-35 endommagé, sept avions ravitailleurs KC-135 endommagés ou détruits, et « jusqu'à 30 » drones d'attaque MQ-9 Reaper détruits, entre autres.

Le document estime à « plus de 50 000 » le nombre de militaires américains impliqués dans cette guerre, déclenchée le 28 février par des frappes israélo-américaines contre l'Iran. Les répliques de Téhéran et de ses alliés ont endommagé les bâtiments diplomatiques dans quatre pays – Irak, Koweït, Arabie saoudite et Emirats arabes unis –, précise le rapport.



Altaf Ahmad  
Sept 15, 2026

## Iraq, France deepen ties with agreements on defense, energy

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Ali al-Zaidi and French President Emmanuel Macron on Monday presided over the signing of several bilateral agreements in Paris, including on aviation, defense and energy. The ceremony came a day after Zaidi arrived in the French capital for the first leg of a European tour that will also take him to Germany, and just weeks before a deadline at the end of September for the withdrawal of foreign troops from Iraq.

Zaidi and Macron jointly oversaw "the signing ceremony of six memorandums of understanding between Iraq and France across a number of sectors," the state-run Iraqi News Agency (INA) reported, noting that they included "a strategic cooperation agreement in the field of air defense."

"Iraqi Electricity Minister Ali Saadi Wahib signed a memorandum of understanding with the Chairman of the Board of Directors of the French company Total, Patrick Pouyanne, regarding a gas supply and sales contract," INA added.

Of note, earlier on Monday, Zaidi met with Pouyanne to "review the company's strategic energy projects in Iraq," the state-run agency reported, "particularly in the gas sector." Pouyanne was cited as stating that Total has "significant oil

investments in Iraq reaching \$12 billion, with plans to increase them in the future to reach \$16 billion."

Baghdad's Foreign Minister Fuad Hussein and French Minister Delegate Eleonore Caroit also signed an agreement focused on "empowering youth, research, and innovation," while the head of the Iraqi premier's advisory commission, Yousef Khalaf Yousef, and French Civil Aviation Authority Director General Chamseddine Chikhaoui "signed a declaration of intent for cooperation in civil aviation."

In a statement posted on X, Macron lauded Zaidi's decision to make France "the first stop of his European tour" as "a significant choice that demonstrates France can play a balancing role." He added that "securing our energy supplies by working toward de-escalation and developing alternative routes to the Strait of Hormuz means reducing pressure on fuel prices at the pump."

"Expanding our defense and security cooperation with our partners means continuing the relentless fight against terrorism together. Our diplomacy also serves this purpose: to tangibly protect the purchasing power of the French people and ensure their security," Macron said.

Iraqi government spokesper-

son Haider al-Aboudi said Zaidi's Paris visit "will witness the signing of a number of memorandums of understanding across eight fields."

Zaidi's office announced on Sunday that he had departed for the tour "ahead of a high-level delegation, encompassing both France and Germany upon the official invitation of the two countries," framing the visit as part of Baghdad's efforts to "enhance international relations and open wider horizons for partnerships with the French and German sides."

The visit would see the signing of agreements "in the fields of energy, security, transport, education, and culture," the office said.

In a video shared by his office on Sunday, Zaidi also stated that Iraq intends through the tour to "reclaim its position and build its relations on the basis of mutual interests," adding.

"We will open new doors with Paris for cooperation, investment, and development," the Iraqi premier said.

Meanwhile, the French presidency said on Saturday that with Iraq set to see the withdrawal of forces affiliated with the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS) - of which France is a key member - Zaidi and Macron are expected to "renew

their mutual commitment and joint determination to relentlessly continue fighting terrorism and prevent ISIS from regaining its activity, with full respect for each other's sovereignty," the Élysée said.

In the lead-up to the Iraqi prime minister's Europe tour, Mazhar Mohammed Salih, a prominent economic adviser to the Iraqi government, framed the European tour as part of Iraq's pivot toward long-term investment partnerships built on the principle of "partnership, not aid" and "investment, not mere financing."

"The clearest message carried by the visit is that Iraq is not asking Europe to finance its future, but is inviting Europe to invest alongside it in Iraq's future," he said in remarks to INA.

On the sidelines of his meeting with Macron, Zaidi also visited the French Armed Forces Museum, where he was received by French Minister of the Armed Forces Catherine Vautrin in the presence of Foreign Minister Jean-Noël Barrot.

After France, Zaidi is set to travel to Berlin to meet with German Chancellor Friedrich Merz, where "a set of dossiers and regional and international issues of common interest will be discussed," his office said.



sept 15,2026

## US consulate in Erbil among most damaged in attacks on American mission

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iran and its affiliate Iraqi armed groups attacked American diplomatic facilities across Iraq more than 600 times between April and the end of June, a US government oversight report on Operation Epic Fury found, noting that the newly constructed US Consulate General compound in Erbil sustained some of the most significant damage.

The Baghdad Diplomatic Support Compound, located near Baghdad International Airport, "suffered extensive damage, but the facility was already in the process of closing," the report said, noting that Iraq accounted for the vast majority of diplomatic facility damage costs globally, with estimated losses of \$157.35 million out of a total \$184 million across four countries.

The report said the Department of War found that between February 28 and June 30, "seven U.S. Service members were killed in action and seven were killed in non-hostile events," while 417 service members were wounded in action. The report noted four additional service members were killed in July, including three at an air base in Jordan and one at Erbil Air Base.

The US and Israel in late February launched a joint



US aircraft patrol the skies over the Middle East. File photo: CENTCOM/X

aerial campaign, striking thousands of targets across Iran. Tehran responded with drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets in Gulf Arab states and launching retaliatory strikes against Israel.

Iran and its affiliated armed groups, operating under the umbrella of the Islamic Resistance in Iraq (IRI), also launched nearly 1,000 drone and missile attacks on the Kurdistan Region since the start of the war, primarily targeting Kurdish dissident groups and killing 32 people and wounding 154 others as of early August, according to Rudaw tracking.

The attacks on the Kurdistan Region persisted even after Washington and Tehran reached a ceasefire on April 7, followed by the Islamabad Memorandum of Understand-

ing signed on June 17. The assaults continued despite repeated affirmations by Kurdish officials that the Region is not a party to the conflict.

According to the Lead Inspector General's report, the ongoing military campaign against Iran has cost at least \$33.4 billion as of late June, though officials warned the true cost remains difficult to calculate and is likely to rise. The single largest expense was munitions, at \$22.3 billion. Equipment losses accounted for a further \$3.7 billion in destroyed or written-off hardware, while incremental operational costs totalled \$7.4 billion. The \$33.4 billion baseline figure "did not include costs for infrastructure repairs," the report noted.

Moreover, the campaign saw four F-15E Strike Eagles and one A-10 Thunderbolt destroyed, along with seven

KC-135 aerial refueling aircraft damaged or destroyed. An F-35A stealth fighter sustained damage from enemy fire over Iran. Seven helicopters and as many as 30 MQ-9 drones were also lost.

The report further pointed to "the absence of a dedicated appropriation" for Operation Epic Fury, noting that the Department of War had instead drawn on base budget funds otherwise earmarked for training and maintenance.

Additionally, intercepting more than 6,000 one-way attack drones and 1,500 ballistic missiles fired by Iran and its affiliated armed groups severely drew down US defense stockpiles, the report found, exposing bottlenecks in solid rocket motors, high-grade explosives, and skilled manufacturing labor that would require "significant lead time" to address.

## En Turquie, la vague d'arrestations dans la communauté LGBT+ se poursuit

Recep Tayyip Erdogan, qui a proclamé en 2026 « la décennie de la famille », prend régulièrement pour cible les personnes LGBT+, qu'il qualifie de « perverses » et auxquelles il impute la chute drastique de la natalité.

**M**anifestants et journalistes arrêtés, réseaux sociaux bloqués : en Turquie, la vague de répression ciblée contre les militants et établissements LGBT+ qui a commencé dimanche s'est poursuivie, mardi 15 septembre, avec l'arrestation d'une centaine de personnes à Ankara et Istanbul.

Selon des avocats, 91 personnes ont été interpellées à la suite d'une manifestation à la mi-journée devant le palais de justice de Caglayan, sur la rive européenne d'Istanbul. Deux journalistes du quotidien turc *Birgün* et de la télévision publique allemande ARD ont aussi été arrêtés, selon le Syndicat des journalistes de Turquie. Une autre, interpellée dimanche pour un article sur le mouvement LGBT+ en Géorgie voisine, devait être entendue mardi par le parquet, selon l'organisation non gouvernementale MLSA. En début de soirée, jusqu'à 300 militants se sont à leur tour réunis à Ankara, la capitale. Selon une députée

du DEM (Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie, prokurde), 20 personnes ont été placées en détention.

Le chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, qui a proclamé cette année « la décennie de la famille et de la population 2026-2035 », prend régulièrement pour cible les personnes LGBT+, qu'il qualifie de « perverses » et auxquelles il impute la chute drastique de la natalité.

### Arrestations et de blocages sur les réseaux

L'opération qui cristallise la colère actuelle a commencé dimanche par l'arrestation par la police de dizaines de personnes dans des bars gay et aux domiciles de militants LGBT+, pour « obscénité », « aide à la prostitution » ou « liens financiers avec l'étranger ».

De nombreux comptes de réseaux sociaux de défenseurs des droits humains et de médias ont en outre été bloqués, dans le cadre

d'opérations appelées « Ma famille est en sécurité ».

Le Nouveau Parti (Yeni, opposition) a regretté « l'utilisation du système judiciaire comme outil de punition généralisée, fondée sur l'orientation sexuelle et les préférences des individus ».

Le DEM, essentiel dans le processus de paix entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a jugé sur X que le « langage de la paix ne [pouvait] aller de pair avec la répression ». Une intervention significative : intermédiaire entre le gouvernement et Abdullah Ocalan, le chef emprisonné du PKK, le DEM est régulièrement accusé par d'autres partis d'opposition de ménager le pouvoir pour pousser le processus de paix, après plus de quatre décennies de guérilla.

### L'opération suscite inquiétudes et protestations à l'étranger

Après l'Union européenne

lundi, le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Michael O'Flaherty, a estimé que « de simples références aux "valeurs familiales" ou à la "protection des enfants" ne [pouvaient] servir de justification aux restrictions des droits humains ».

L'homosexualité n'est pas réprimée pénalement en Turquie, mais elle est largement réprouvée, et l'homophobie y est répandue jusqu'au sommet de l'Etat.

En fin de journée, Amnesty International a exhorté les autorités à mettre fin à leur politique anti-LGBT+. « Cette répression généralisée (...) n'a absolument rien à voir avec la protection des familles et vise uniquement à porter davantage atteinte à une communauté déjà durement éprouvée par des décennies de discrimination et d'intimidation », a dénoncé dans un communiqué Esther Major, directrice régionale adjointe pour l'Europe de l'organisation.

## Les Etats-Unis accordent des visas à l'Iran pour se rendre à l'Assemblée générale de l'ONU

Cette décision, attendue malgré les circonstances, contraste avec le refus des Etats-Unis d'accorder un visa au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui a dénoncé, jeudi, une « mesure injustifiée ».

**L**es Etats-Unis autoriseront la délégation iranienne, dont le président, Massoud Pezeshkian, à se rendre à New York la semaine prochaine pour participer à l'Assemblée générale de l'organisation des Nations unies (ONU), malgré le conflit en cours, a affirmé, jeudi 16 septembre, le département d'Etat.

Cette décision, attendue malgré les circonstances, contraste avec , qui a dénoncé, jeudi, une « mesure injustifiée ».

« Conformément à nos obli-

*gations en tant que pays hôte, la délégation principale du régime iranien pourra participer à la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies », qui se tiendra du 22 au 28 septembre, a fait savoir un porte-parole du département d'Etat.*

**Une délégation « moins nombreuse » qu'en 2025**

L'année dernière, déjà, les Etats-Unis avaient accordé un visa au président iranien et sa délégation, assorti de restrictions, notamment en ce qui concerne leurs déplacements.

*« La délégation sera soumise à des restrictions de déplacements et ne pourra pas acheter de produits de luxe ni d'autres articles, conformément à notre politique », a ainsi précisé, jeudi, le département d'Etat. La délégation est « moins nombreuse que l'année dernière », a-t-il ajouté.*

Il y a quelques jours, le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Mohammad Eslami, s'était vu refuser un visa pour participer à une réunion internationale à Vienne, sous la pression des Etats-Unis.

Les Etats-Unis et l'Iran sont en conflit depuis les frappes israélo-américaines du 28 février, entrecoupé certes de périodes d'accalmie. Cela a entravé le libre passage des navires dans le détroit d'Ormuz. Depuis, le conflit au Moyen-Orient s'est étendu à l'Arabie saoudite, des affrontements meurtriers ayant fait cinq morts jeudi entre les houthis du Yémen et l'Arabie saoudite, quelques jours après l'offensive éclair des combattants pro-iraniens sur la mer Rouge.



**Sara Saidi**  
16 septembre 2026

## Iran: ces hommes activistes du mouvement «Femme, vie, liberté»

**Q**uatre ans après la mort de Mahsa Amini, jeune kurde de 22 ans tuée par la police des mœurs pour un voile mal porté, des hommes iraniens se souviennent des protestations qui ont donné naissance au mouvement « Femme, vie, liberté » et revendiquent leur place dans la lutte pour l'égalité et contre le régime.

**Ghezel Hesar,**

Ciblé au visage par les forces de sécurité lors des manifestations de 2022, Ali Zarei Doozdarresi a perdu son œil droit. Le jeune homme, alors âgé de 23 ans, a fui le pays et s'est installé en Allemagne. Proche de la mouvance royaliste et soutenant Reza Pahlavi, il est devenu un des symboles de l'opposition en exil avant de retourner en Iran «

pour être aux côtés de ses compatriotes » et d'être arrêté par les autorités iraniennes en avril dernier. Emprisonné dans la prison de Karaj (ouest de Téhéran), il a été condamné à mort par la justice de la République islamique, en août dernier, notamment pour « corruption sur terre », « propagande contre le système », et « atteinte à la sécurité nationale ». Les organisations de défense des

droits humains alertent sur un risque d'exécution imminente.

**Mahsa Amini.**

Comme Ali Zarei et des centaines d'autres hommes iraniens, Ali Delpasand a lui aussi été blessé à l'œil alors qu'il participait au mouvement de protestation qui a suivi la mort de « J'étais, moi aussi, auprès de la population avec ma fille et ma femme », ra-

conte-t-il. Attaqué par les forces de sécurité alors qu'il était dans sa voiture, Ali Delpasand a été blessé au visage et a perdu 80 % de sa vision à l'œil gauche. Sa femme et sa fille ont également été blessées.

Originaire de Kermanshah, Parsa Ghobadi a lui aussi perdu son œil gauche en participant aux manifestations de 2022. Selon lui, considérer le mouvement comme féministe tend à invisibiliser les hommes qui ont apporté leur soutien aux Iraniennes : « Au départ les manifestations ont commencé par des jeunes femmes pour protester contre la mort de Mahsa qui avait été tuée pour ses cheveux et aussi pour soutenir toutes les femmes qui avaient été arrêtées. Mais, par la suite, c'est l'injustice, la corruption, les détournements de fonds et la répression exercée par le régime qui ont entraîné la poursuite du mouvement », explique-t-il.

Des hommes qui ont sacrifié leur vie

De fait, suite au mouvement de protestations en soutien à Mahsa Amini, une **grève nationale** avait été décrétée du 5 au 7 décembre 2022 et les manifestants ainsi que certains routiers avaient bloqué les rues afin de ralentir les manœuvres des forces de répression. Par ailleurs, le **boycott** de certaines applications gouvernementales ainsi que des actions de désobéissance civile se sont poursuivis d'année en année. « Il n'y avait pas que des femmes dans le mouvement. Les hommes ont également eu un rôle dans sa formation, ajoute Ali Delpasand. Beaucoup d'hommes ont sacrifié leur vie, ont été en prison. Aux côtés du slogan «femme, vie, liberté», il y a eu également «homme, patrie, prospérité». Sans la participation des hommes, il n'y a pas de changement possible », revient-il.

Selon les différentes **estimations**, près de 600 personnes auraient été tuées par le régime lors du mouvement de 2022, dont 85 % d'hommes. Et, à l'instar d'Ali Delpasand et de Parsa Ghobadi, de nombreux hommes ont également perdu la vue pendant les protestations. Les forces de l'ordre « visaient le visage des hommes et le corps des femmes », se rappelle Ali Delpasand. De nombreux ophtalmologistes iraniens ont reçu des appels d'Iraniens blessés à l'œil et trop effrayés pour se rendre à l'hôpital, demandant de l'aide et des conseils. « Ils ciblaient même les hôpitaux », affirme Ali Delpasand qui, malgré ses contacts dans le milieu médical, a eu du mal à se faire soigner.

L'anthropologue Sahar Sadjadi **rappelle** qu'aux côtés de Mahsa Amini et de **Kian Pirfalak**, petit garçon de 10 ans tué par balles, un autre des visages victimes de la répression et symbole du soulèvement de 2022 était Khodanoor Lahjei, un Baloutche originaire de Zahedan, une des régions les plus pauvres d'Iran. Une **vidéo** de l'homme dansant avec passion ainsi que des photos de lui attaché à un mât par les forces répressives avaient en effet été partagées des milliers de fois sur les réseaux sociaux. « On a tous un attachement à notre patrie, qu'on soit un homme ou une femme », affirme Ali Delpasand.

Parsa Ghobadi se souvient qu'après la mort de Mahsa Amini, il sortait à chaque appel à manifester. Il a été ciblé par des gardiens de la révolution en civil en novembre 2022 : « J'étais au milieu de la rue et je n'ai pas vu qui m'a tiré dessus, ça m'a touché le visage et tout est devenu noir, je n'entendais que le bruit des tirs. À ce moment-là, je n'imaginais pas que j'allais devenir aveugle », se souvient-il. Alors tout juste âgé de 18 ans, le jeune homme a finalement été emmené par les forces

du régime qui l'ont interrogé et frappé avant de l'abandonner près de chez lui. Depuis, pour retrouver la vue, il a subi 14 opérations dont 6 en Allemagne où il est réfugié depuis 2 ans. En vain.

Il ne regrette rien : « En réalité, je cherche à retourner en Iran pour être de nouveau dans la rue auprès de mon peuple et en guerre physique contre ce régime barbare, explique-t-il déterminé. Lorsque vous décidez de prendre ce chemin, il n'y a pas de retour possible. Si vous n'allez pas jusqu'au bout, si vous regrettez, vous vous trahissez vous-même. C'est l'unique chemin de liberté contre ce régime. Cette révolution finira dans le sang », affirme-t-il.

Aujourd'hui à l'étranger et malgré la pression exercée sur sa famille restée en Iran, Ali Delpasand continue lui aussi ses actions contre le régime en participant aux activités de l'opposition en exil et en prenant la parole dans les médias : « On essaie d'être la voix des Iraniens qui ont donné leur sang pour la patrie, on doit récupérer notre pays. Mon souhait, c'est de voir les responsables du régime tous condamnés », affirme-t-il.

Les femmes, talon d'Achille du régime

En 2022, Darius\* a vu le mouvement depuis l'étranger, « J'ai fait travailler mes réseaux, organisé des protestations depuis la ville où j'habite ». Il en est convaincu : « La politique de l'État à l'égard des femmes est le talon d'Achille de ce régime. C'est le seul groupe qui peut réellement changer les choses dans notre pays ». Pour **Firoozeh Kashani-Sabet**, le slogan « Jin, Jiyan, Azadi », inspiré des combattantes kurdes dont était originaire Mahsa Amini, a permis de placer « les questions de genre au premier plan et a rétabli la présence des femmes en tant qu'actrices majeures du changement au

sein de la société iranienne ».

Rojin Mukriyan, de l'University College de Cork, en Irlande, **confirme** : « Le slogan féministe «Femme, vie, liberté» est justement devenu un cri de ralliement pour une forme de solidarité intercommunautaire ou transnationale entre tous les groupes ethniques d'Iran ». Mais Parsa Ghobadi préfère parler du « mouvement de Mahsa » ou « du mouvement national de 2022 », « parce que sous le mot «national» on englobe tous les Iraniens peu importe leur âge, leur genre et leur ethnie et on considère les efforts et le sang sacrifiés indépendamment de leur appartenance à un groupe », estime-t-il.

Ali Delpasand constate que le mouvement de 2022 a été le point de départ d'une union de toute l'opposition : « À chaque mouvement de protestation, les Iraniens sont de plus en plus unis. En 2022, c'est la génération Z qui nous a rejoints et on l'a vu ensuite le 7 et 8 janvier 2026, toutes les générations étaient présentes pour demander à récupérer notre drapeau, notre patrie ».

Bien que vivant à l'étranger, Darius fait souvent des allers-retours en Iran. Il a notamment été témoin de la **barbarie** du régime lors des protestations des 7 et 8 janvier dernier. Il confirme les propos d'Ali Delpasand : « Quand on va au bazar de Téhéran, on voit des femmes en moto et sans le voile, les hommes ne font plus des remarques mal placées aux filles. On dirait que la société a avancé de 50 ans d'un coup et que les gens s'aiment plus les uns les autres », se réjouit-il. Mariam\* conclut : « Il n'existe pas vraiment de frontière entre les hommes et les femmes en Iran. On souhaite tous la même chose », explique-t-elle. Soit : la fin de ce « régime patriarcal » et de ses institutions.

\* Prénom d'emprunt



sept 16, 2026

## Damascus releases 49 SDF members as total detainees freed tops 1,200

**E**RBIL, Kurdistan Region - Forty-nine former members of the Syrian Democratic Forces (SDF) were released and transferred to northeast Syria (Rojava) on Wednesday, local officials told Rudaw, noting that two of those released were women. The move is linked to the landmark agreement reached between Damascus and Rojava on January 29, which provides for the release of detainees.

Mahmoud Khalil Ali, widely known as Siamand Afrin, deputy commander of general security in Rojava's Hasaka province, told Rudaw's Nalin Hassan that «the released batch includes 49 SDF fighters, two of whom are women.»

The release is part of broader efforts to implement the January 29 agreement to integrate

Rojava's civil and military institutions into the Syrian state. The deal was reached between the SDF and Syria's interim authorities, with significant mediation from the United States as well as Kurdish political figures from the Kurdistan Region.

Ahmed al-Hilali, deputy governor of Hasaka and a key member of Damascus' team overseeing the integration process, told Rudaw in early June that more than 1,200 detainees linked to the SDF had been released by the Syrian leadership.

«According to estimates provided by relevant SDF authorities, there were 1,070 detainees in Syrian custody. However, after inspections of several prisons and detention centers, more than 1,200 SDF-

affiliated detainees were released," Hilali said.

He further noted the Syrian government's commitment to «releasing those whose sole reason for detention was their membership in the SDF," while adding that the cases of individuals who have «pending charges against them» have not yet been settled.

The January 29 agreement followed a sharp escalation in mid-January, when Syrian government forces and affiliated armed groups seized territory previously held by the SDF across eastern Aleppo, Raqqa, Deir ez-Zor, and Hasaka provinces.

The SDF served as the de facto military force in Rojava and a key ground partner of the US-led Global Coalition to

Defeat the Islamic State (ISIS), playing a central role in liberating areas held by the extremist group across Syria and maintaining security in those regions to prevent its resurgence.

Former SDF chief Mazloun Abdi announced the group's dissolution in late August, declaring its mission «complete.» The announcement followed a meeting between Abdi and Syrian interim President Ahmed al-Sharaa, who the following day appointed the former commander as a presidential adviser.

Beyond the prisoner releases, the January 29 agreement establishes a permanent and comprehensive ceasefire, alongside provisions for the integration of Rojava's civil and military institutions into the Syrian state.



sept 16,2026

## UN chief calls for dialogue on Syria Kurdish education amid curriculum controversy

**E**RBIL, Kurdistan Region - United Nations Secretary-General Antonio Guterres on Wednesday urged internal dialogue in Syria to resolve disputes regarding the end to Kurdish-medium education in Kurdish-majority areas in northeastern Syria (Rojava) and to ensure linguistic rights

are addressed fairly.

«I hope that the questions of the educational system will be discussed within Syria and that an adequate solution will be found to take into account the interests of the population,» Guterres, who has met the Syrian interim president at least

twice - with his most recent visit having taken place in late July - told Rudaw's Namo Abdulla when asked about the curriculum controversy.

«The president of Syria... has said all the right things about all the different aspects related to Syrian development, and in

particular, very committed to the agreement that was established with the leadership of the Kurdish community that is moving in the right direction,» he added.

Syrian President Ahmed al-Sharaa issued Decree 13 in January recognizing Kurdish as a «na-

tional language» and allowing it to be taught in public and private schools in areas with significant Kurdish populations. The decree also recognized Kurds as an integral part of the Syrian people and pledged to protect their cultural and linguistic identity.

Following the decree, the education ministry began preparing Kurdish-language curriculum for all educational levels ahead of the 2026-2027 academic year.

In late August, the ministry issued a decree designating Kurdish as part of the approved curriculum in public and private schools in Kurdish-majority areas, but demoting it to an elective course taught for three classes a week - effectively ending Kurdish-medium education introduced by the Kurdish-led administration more than a decade ago - with schooling to be conducted primarily in Arabic.

For the upcoming academic year, students are also permitted to study subjects including social studies, history, geography, and philosophy in either Kurdish or Arabic as a transitional measure.

The decision has angered many Kurds across Syria and triggered protests demanding that full Kurdish-medium education be retained.

Nevertheless, the UN chief maintained that "Syria is globally

moving in the right direction."

Given that Syria is coming "from a situation of war and from a long dictatorship," factors which make it "impossible to have a perfect country at the present moment... my deep belief is that we all must engage to support Syria and that Syria is globally moving in the right direction," said Guterres.



sept 16, 2026

## Iraqi finance minister submits Kurdistan customs proposal, outlines 50 percent revenue split mechanisms

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraqi Finance Minister Faleh al-Sari has submitted two separate proposals to the federal Council of Ministers on the collection and distribution of customs revenues at the Kurdistan Region's border crossings, Rudaw has learned, proposing an even split in customs revenues.

According to documents obtained by Rudaw, the first proposal, submitted 21 days before the second proposal on July 27, presents two options for distributing customs revenues generated at the Kurdistan Region's crossings, whose status and revenues have been a longstanding source of dispute.

Under the first option, all customs revenues would be deposited into the Federal Ministry of Finance's bank account, with half subsequently returned to the Kurdistan Region.

The second option proposes that 50 percent of customs revenues be deposited directly into federal government accounts while the

other half of non-tax and non-customs revenues collected at the Region's crossings would be allocated to the provinces where the crossings are located.

This comes as the Kurdistan Region earlier in September rejected a demand from the Iraqi government to hand over 100 percent of customs revenues from its border crossings ahead of the implementation of a UN-backed digital customs system.

ASYCUDA was developed by the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) in the early 1980s and covers all 22 of Iraq's federal border crossings, including key ports in southern Iraq. In June, the Kurdistan Regional Government (KRG) and federal Iraqi authorities reached a technical agreement to implement ASYCUDA at Kurdistan Region border crossings.

Nevertheless, seven border crossings in the Kurdistan Region [have yet to receive](#) official recognition

from Baghdad, according to Sami Jalal, a legal advisor to the KRG Interior Ministry.

Salwan Akrayi, a member of the Iraqi parliament's Committee on Border Crossings and Protection of National Products, told Rudaw's Hastyar Qadir on Tuesday that while Baghdad "grants exemptions at its own border crossings for certain imported goods that merchants bring in for ministries and institutions of the Kurdistan Region; however, this policy is not applied to goods imported through the Kurdistan Region's crossings," Akrayi said.

Akrayi said the proposal was not put to a vote in the Council of Ministers due to pressure from the KRG and cited "a prior understanding that each side would receive 50 percent of customs and tax revenues," Akrayi said.

The proposals call for the formation of a joint committee headed by the Iraqi Border Crossings Commission and comprising rep-

resentatives from relevant federal and KRG institutions to survey the Kurdistan Region's borders and inspect unofficial crossings "in order to submit a report identifying which crossings meet operational criteria and which are unfit to serve as border crossings so they can be closed by the border guard" as well as a vote on an understanding.

The customs dispute comes amid wider budget talks as the KRG and federal government engage in discussions over the Kurdistan Region's share of Iraq's 2027 federal budget.

A well-placed source at the KRG Ministry of Finance and Economy told Rudaw English last week that Erbil is demanding a 14.1 percent share of the national budget, based on the results of Iraq's 2025 census.

"We are heading to a month of extensive discussions with Baghdad," the source said, adding that the talks would address the KRG's financial needs and responsibilities.

The New York Times

S Neil MacFarquhar  
sept. 16, 2026

## How Sept. 11 Paved the Way to Mideast Power for Iran

The American invasion of Iraq in 2003 set the path for Tehran to dominate its neighbor and whetted its appetite to expand its influence across the greater Middle East.

**T**he message was conveyed to the then-commander of all U.S. forces across the greater Middle East.

Communicated through an intermediary, it came from the shadowy general in charge of Iran's ragtag overseas forces, yet he addressed the U.S. commander, Gen. David Petraeus, as if he were a peer: "General Petraeus, you should know that I, Qassim Suleimani, control the policy of Iran for Iraq, and also for Syria, Lebanon, Gaza and Afghanistan."

It was, General Petraeus has [recounted](#), and confirmed in a recent email message, an Iranian attempt to signal that the solution to conflicts in the region ran through Tehran.

In hindsight, some analysts identify that message, sent during the Iraq war in 2008, as a milestone marking the start of one of the most far-reaching shifts in regional politics to [emerge out of the Sept. 11](#), 2001, terrorist attacks on the United States: the rise of Iran as a regional power.

After 9/11, Washington invaded Iraq and [toppled its president, Saddam Hussein](#), setting the gears in motion for Iran to dominate its neighbor, previously its main nemesis. That seemed to whet Tehran's appetite for regional supremacy in ways that con-

tinued to reverberate today in the [conflict with the United States](#).

"The war in Iraq really changed everything because it made Iran a much bigger part of the equation," said Stéphane Lacroix, an associate professor at Sciences Po in Paris who focuses on contemporary Islam. "It opened the way for this kind of Iranian expansionism, this much greater Iranian influence across the region."

Iran had hoped in vain for decades to oust Mr. Hussein, but achieving the goal came from an unexpected quarter when the United States invaded Iraq in March 2003.

Well before 9/11, the administration of President George W. Bush advocated for regime change in Iraq, arguing that Mr. Hussein had become a destabilizing force in the region, not least by invading Kuwait in 1990. The 9/11 attack provided the pretext, despite the absence of concrete evidence linking Iraq to Al Qaeda.

Days after 9/11, Mr. Bush announced a "War on Terror" [focused](#) initially on the Taliban government in Afghanistan, which had harbored Al Qaeda, but he declared that it would extend to every terrorist group with global reach. In that same period, Benjamin Netanyahu, then a former Israeli prime minister, testified in Congress that [overthrowing](#)

the Iraqi leader would bring "positive reverberations" across the region, including possibly regime change in Iran.

Within months, Mr. Bush widened the scope, using his State of the Union address in early 2002 to lump Iran and Iraq together with North Korea as an ["Axis of Evil"](#) bent on obtaining weapons of mass destruction to use themselves or to supply to terrorists.

Senior members of his administration kept up the drumbeat, suggesting that military action was possibly in the cards against Iran as a sponsor of terrorism. Several U.S. senators introduced legislation to finance groups working toward overthrowing the government in Tehran.

All that rhetoric unsettled Iran, an American adversary since its 1979 Islamic revolution.

Ryan Crocker, a former U.S. ambassador to Iraq and multiple other countries in the region, said that after the "Axis of Evil" speech, Iran became convinced that the United States "was gunning for the regime," and began mobilizing to challenge the United States in the region more forcefully.

Iran soon discovered that it did not have to deploy its own soldiers, tanks and missiles to fight U.S. and Iraqi government forces, as well as Sunni jihadists who threat-

ened Iraq's Shiite majority. It could rely on local militias instead. So the Islamic Revolutionary Guard Corps armed, funded and trained militias in Iraq, an effort led by General Suleimani.

"It was just creating enough chaos in Iraq through militants who couldn't be easily identified to the degree that the United States couldn't overcome it," said Afshon Ostovar, the author of "Wars of Ambition," a history of the modern struggle pitting the United States against Iran.

In tandem with the fight against Iranian-trained militias, the rise of the Islamic State of Iraq and Syria, or ISIS, a Sunni Muslim caliphate, made the American presence in Iraq an expensive albatross for Washington, and eventually it wanted out.

Iran, taking its newfound influence over Iraq as a victory, began to test how it could extend that playbook throughout the region.

Iraq "becomes this magnifier, this intensifier of Iran's own ambitions to spread its revolution, spread its political influence," Mr. Ostovar said. "The more traction Iran gained in Iraq, the more its ambitions grew," he added. "Iraq created the catalyst for Iran to foment its own counter crusade."

Before his assassination by the United States in Iraq in

2020, General Suleimani ran the Quds Force, the Revolutionary Guards arm that worked outside Iran. To counter American power, the general moved on from Iraq and fostered a string of proxy militias from Syria to Lebanon to Gaza to Yemen, creating what was sometimes referred to as a “Shiite crescent” arcing across the Middle East.

Iran called it the “Axis of Resistance.”

As well as opposing the United States, the Revolutionary Guards had been threatening for decades to destroy Israel. With what was effectively a front line of proxy militias, Iran saw that the prospect of confronting Israel directly was not so far-fetched.

The Islamic Republic sought to encircle Israel, while also creating a buffer to deter a direct attack on Iran itself. Then in 2023 came the

Hamas-led attack on Israeli civilians. In response, Israel virtually obliterated the Gaza Strip in an attempt to eliminate Hamas, and leveled large areas of Lebanon in hopes of uprooting Hezbollah, Iran’s main proxy force.

Not long afterward, in 2024, a Sunni Muslim former jihadist from Syria who had broken with the Islamic State took control in Damascus, expelling Iranian militias and removing a key pillar of Iranian influence in the region.

The proxy force strategy all but disintegrated, and failed to work as a deterrent. The United States and Israel both attacked Iran directly in June 2025, the precursor to the current war.

Now the United States is stuck in that war, and the outcome remains in question. Iran’s proxy forces in the region are much diminished, and it suffered massive de-

struction domestically.

At the same time, Tehran has asserted control over the Strait of Hormuz, one of the world’s major choke points for oil shipments, to try to assure the regional clout it began to build after 9/11. And in recent weeks, Iran’s allies in Yemen, the Houthis, have staged a lightning advance, seizing strategic territory from the Saudi-backed government.

A billboard in Tehran showing Iranian soldiers with American military planes and ships caught in a net, with the message “The Strait of Hormuz will stay closed,” in April. Credit...Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

Iran’s strategy in the region, in some ways, analysts said, echoes what the country first learned in Iraq — that it does not have to achieve outright victory — it has to do just

enough to deny its adversaries their objective. In this war, the objective of both the United States and Israel was to topple the regime, so the government in Tehran just had to survive.

“Keeping the Islamic Republic intact was a victory, right?” Mr. Ostovar said. “Once the existential threat to Islamic Republic was over, then Iran could really expand and push out the boundaries of what it conceived to be a victory,” he added. “The Strait of Hormuz is the new front line in the battle, but it’s unlikely to end there.”

Sheelagh McNeill contributed research.

Neil MacFarquhar has been a Times reporter since 1995, writing about a range of topics from war to politics to the arts, both internationally and in the United States.



16 septembre 2026

## Iran: les partis kurdes appellent à une grève nationale pour les quatre ans de la mort de Mahsa Amini

**L**es magasins devraient rester fermés mercredi 16 septembre dans la région du Kurdistan iranien, tout comme dans d’autres régions, suite à l’appel à la grève nationale de l’Alliance des partis kurdes d’Iran. Une manière de protester pacifiquement contre la répression du régime iranien à l’occasion des quatre ans de la mort de Mahsa Amini, cette jeune

kurde iranienne décédée à Téhéran des suites de son arrestation pour port incorrect du voile islamique. Il y a quatre ans débutait le mouvement « Femme, vie, liberté ». Aujourd’hui, après des vagues de protestations et de répression sanglante, la mobilisation continue.

Malgré les massacres commis par le régime lors du dernier

grand mouvement de manifestation en janvier dernier, des manifestations continuent dans tout le pays, affirme la militante politique kurde **iranienne**, Sibel Khobayi. « Au Kurdistan iranien et plus largement en Iran, il y a des manifestations d’enseignants, de chauffeurs de taxi, d’élèves, d’étudiants de manière quotidienne. Les autorités méprisent le peuple et ne paient

pas les salaires des fonctionnaires », explique-t-elle.

En ce qui concerne l’appel à la grève de ce mercredi, elle pourrait se rassembler ça et là en manifestations. En prévision, le régime a d’ores et déjà resserré son contrôle, affirme Hawyar Shekhi de l’ONG Hengaw. « Les vagues d’arrestations ont déjà commencé au Kurdistan ira-

nien. Nous avons reçu des rapports sur des dizaines d'arrestations. Nous nous attendons à une importante présence de forces de sécurité comme chaque année ainsi qu'à des pressions sur la fa-

mille de Mahsa Amini pour l'empêcher de se recueillir. Si la grève est effectivement respectée aujourd'hui, la répression sur la population pourrait encore augmenter », note-t-elle.

Les autorités ont en effet annoncé une répression d'une grande sévérité contre ceux qui répondraient à ce qu'ils définissent comme l'ennemi. Parallèlement ces dernières semaines et comme depuis

le début de l'agression israélo-américaine, le régime continue de bombarder les positions des partis politiques kurdes iraniens exilés au Kurdistan irakien.



16 septembre 2026

## Quatre ans après la mort de Mahsa Amini, Amnesty accuse l'Iran de «crimes contre l'humanité»

**D**ans un rapport de plus de 1 000 pages, Amnesty International documente des homicides, tortures, viols et disparitions forcées perpétrés par les autorités iraniennes, y compris sur des enfants, depuis la mort de Mahsa Amini en 2022. L'ONG met en cause 87 responsables iraniens, dont l'actuel chef des Gardiens de la révolution, Ahmad Vahidi, pour «crimes contre l'humanité» lors de la répression du mouvement «Femme, vie, liberté».

Amnesty International accuse les autorités iraniennes d'avoir commis des «crimes contre l'humanité» lors de la répression des manifestations de 2022. Des centaines d'Iraniens sont morts durant ces violences, révèle un rapport publié mercredi 16 septembre, à l'occasion du quatrième anniversaire du mouvement «Femme, vie, liberté».

L'ONG parle notamment de meurtres, actes de torture, viols et disparitions forcées, tout en soulignant que la répression du dernier mouvement de contestation populaire début 2026 a suivi le même schéma, mais avec une ampleur «encore plus meurtrière et vertigineuse».

Dans ce document de plus de 1 000 pages, Amnesty pointe la responsabilité de 87 officiels iraniens dans cette répression, et a identifié au moins 377 victimes.

Le général Ahmad Vahidi pointé pour sa responsabilité

Certains, comme l'ancien guide suprême Ali Khamenei et plusieurs hauts responsables des Gardiens de la Révolution, la puissante armée de la République islamique, ont été tués dans les frappes américano-israéliennes qui ont déclenché la guerre fin février. Mais d'autres comme Ahmad Vahidi, ministre de l'Intérieur en 2022 et actuel chef des Gardiens de la révolution, sont toujours en vie.

À partir de septembre 2022, des manifestations massives avaient secoué le pays, dirigé par une théocratie chiite depuis la Révolution islamique de 1979, après la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune Kurde morte en détention après avoir été arrêtée pour avoir prétendument enfreint le strict code vestimentaire imposé aux femmes.

Il s'agissait du plus important mouvement de contestation

en Iran ces dernières années, jusqu'aux manifestations déclenchées fin décembre dernier par la hausse du coût de la vie, qui se sont rapidement transformées en un vaste mouvement antigouvernemental culminant les 8 et 9 janvier.

«Plusieurs dizaines d'enfants»

«Les très nombreuses preuves recueillies et analysées dans notre rapport ne laissent aucun doute», écrit Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, dans un communiqué, «les autorités iraniennes ont commis des crimes contre l'humanité pour écraser le soulèvement Femme, vie, liberté de 2022».

L'organisation demande qu'un «mécanisme international de justice pénale soit mis en place de toute urgence par l'Assemblée générale des Nations unies afin de demander des comptes» à Téhéran.

Durant des mois, «les autorités iraniennes ont mobilisé des forces de sécurité équipées d'armes à feu de type militaire et de fusils à plomb et ont donné des ordres favorisant les homicides illégaux

de centaines de manifestants et de passants, dont plusieurs dizaines d'enfants», affirme Amnesty.

À lire aussi L'Iranienne Armita Abbasi, violée et torturée en prison, dans l'attente de son verdict

Cette répression a également pris la forme d'arrestations arbitraires, de disparitions forcées, d'actes de torture ou encore de viols, ainsi que «de manœuvres de persécution à l'encontre de proches endeuillés», ajoute Amnesty.

Elle dit avoir identifié 377 manifestants et passants, dont 56 enfants, tués par les forces de sécurité lors des événements de 2022, bien que le nombre total de décès soit probablement beaucoup plus élevé.

«Rien n'a changé»

Parmi ces victimes figuraient Minoo Majidi, 62 ans, abattue dans la province de Kermanshah, dans l'ouest du pays. «Elle était descendue dans la rue pour réclamer du changement, pour crier «liberté»», confie à l'AFP sa fille, Mahsa Piraei, établie à l'étranger.

«Le monde pense que ces manifestations concernaient la liberté des femmes. C'était le cas, mais il s'agissait aussi de la liberté du peuple et du droit à vivre», a-t-elle ajouté.

Selon Amnesty, «les massacres perpétrés lors des manifestations de janvier 2026 présentent les mêmes caractéristiques

que les crimes contre l'humanité présentés dans ce rapport, mais à une échelle encore plus meurtrière et vertigineuse», avec des «dizaines de milliers de manifestants tués en seulement 48 heures» via un «recours illégal, systématique et généralisé à la force meurtrière» et «le déploiement coordonné

des forces de sécurité dans le cadre d'une chaîne de commandement unifiée».

«Rien n'a changé. Il n'y a pas eu de justice. Nous réclamons justice. Mais nous avons besoin d'aide», implore Mahsa Piraei. «Si je réclame justice, c'est en partie pour ma mère, mais aussi pour aider les nom-

breuses personnes dont la vie est toujours en danger», ajoute-t-elle, faisant référence aux dizaines de personnes arrêtées en janvier qui, selon des organisations de défense des droits humains, sont aujourd'hui menacées d'exécution par la République islamique. «Nous devons crier leurs noms.»



sept 16, 2026

## Four Kurdish prisoners in Iran begin hunger strike on Zhina Amini anniversary

**E**RBIL, Kurdistan Region - Four Kurdish political prisoners in Iranian jails vowed to kick off a hunger strike on Wednesday on the fourth anniversary of Zhina (Mahsa) Amini's death in the custody of Iran's morality police, a rights watchdog reported, as Kurdish opposition parties called for a general strike in Iran's Kurdish-majority western regions (Rojhelat).

“Zeynab Jalalian, Verisheh Moradi, Sakineh Parvaneh and Motaleb Ahmadian are four Kurdish political prisoners held in Evin and Yazd prisons” who said on Wednesday that “will go on a hunger strike in support of the call for a general strike” in Rojhelat, Kurdistan Human Rights Network (KHRN) reported.

The prisoners “emphasized their belief that a strike is the most civil method of expressing protest,” to mark the anniversary of Amini's death and the uprising it triggered,

KHRN added.

The Kurdish prisoners' hunger strike comes after an alliance of six major Kurdish opposition parties on Sunday urged businesses in Rojhelat to shutter on Wednesday to mark the fourth anniversary of the death of Amini - a 22-year-old Kurdish woman from Iran's Kurdistan province who died in a Tehran hospital on September 16, 2022, three days after morality police detained her for allegedly violating the country's mandatory hijab laws.

Amini's death ignited the largest nationwide protests Iran had seen in decades, known as the Jin, Jiyan, Azadi - or Woman, Life, Freedom - movement.

Oslo-based Iran Human Rights in September 2023 reported that 551 protesters were killed during the uprising, including 68 children and 49 women. At least 22 additional protesters died in what the watchdog then described

as suspicious suicides.

On the anniversary of Amini's death, Amnesty International released a report titled “Architects of Atrocities: State Machinery Orchestrating Crimes Against Humanity in Iran's 2022 Woman Life Freedom Uprising,” accusing the Iranian government of “murder, torture, enforced disappearance, imprisonment, rape and persecution on political, gender, ethnic and religious grounds” to suppress the uprising.

Citing “extensive evidence” gathered in their investigations, Amnesty International's Chief Agnes Callamard stated that their report “leaves no doubt” that Iranian authorities “committed crimes against humanity” to crush the protests.

“They waged a widespread and systematic attack against a civilian population demanding dignity, human rights and fundamental political change, pursuant to a state policy of

using lethal force to obliterate dissent,” Callamard noted.

The Jin, Jiyan, Azadi protests were followed by at least two further waves of unrest in late 2025 and early 2026, sparked by the collapse of Iran's currency and a deepening economic crisis.

During the 2026 protests alone, Iran Human Rights documented at least 3,428 deaths and thousands of injuries over eighteen days of nationwide anti-government demonstrations.

As for Jalalian, Moradi, Parvaneh and Ahmadian, it is not the first time they have gone on hunger strike. Norway-based Hengaw Organization for Human Rights earlier this year reported that they answered a previous call by Kurdish opposition parties to back the January 2026 nationwide demonstrations as well.



sept 16, 2026

# Iran's Ghalibaf credits Kurdistan for role in war, ignores Tehran's strikes on the Region

**E**rbil, Kurdistan Region - Iranian Parliament Speaker Mohammad Bagher Ghalibaf said on Tuesday that the Kurdistan Region helped Iran thwart what he claimed was a US plot to launch security and military operations against his country from the Region during the six-week war.

"During the 40-day war, the Americans hoped to carry out security and military operations against Iran from the Kurdistan Region," Ghalibaf said, as cited by Tasnim News Agency, an outlet affiliated with Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC).

"With the help of our friends in the Kurdistan Region and the timely response of Iran's armed forces, the enemy's plot was thwarted," the Iranian speaker added. "We should therefore work to expand our security and economic ties [with the Kurdistan Region] more than before."

Ghalibaf's comments appeared to be an indirect reference to reports - initially published by the American news website Axios during the six-week war - which claimed that Kurdish fighters affiliated with the Kurdistan Free Life Party (PJAK) had entered Iran from the Kurdistan Region and taken up combat positions.

The Kurdistan Regional Government (KRG) staunchly denied the claims.



PUK leader Bafel Talabani during a meeting with Iranian Parliament Speaker Ghalibaf in Tehran, September 15, 2026. Photo: Talabani's Facebook

The Iranian speaker made his remarks during a meeting with Patriotic Union of Kurdistan (PUK) President Bafel Talabani in Tehran on Tuesday, according to Tasnim. Talabani arrived in Tehran the same day at the official invitation of Iranian Foreign Minister Abbas Araghchi, whom he met. The PUK leader also met Ali Akbar Velayati, senior adviser to Iran's supreme leader on international affairs.

Talabani's readout of the meeting with Ghalibaf made no mention of any role by Kurdish authorities in helping thwart the alleged US plot. Instead, the PUK leader reiterated that the Kurdistan Region would not be drawn into the conflict.

"The Kurdistan Region will

not become part of any war or conflict; rather, all efforts must be directed toward preserving calm and de-escalating tensions," Talabani said in a Tuesday statement on Facebook.

Notably, despite commending the Region for its positive role, Ghalibaf offered no explanation for why Iranian strikes on Kurdistan's territories persisted throughout the war and in its aftermath.

The US and Israel in late February launched a joint aerial campaign, striking thousands of targets across Iran. Tehran responded with drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets in Gulf Arab states and launch-

ing retaliatory strikes against Israel.

Iran and its affiliated armed groups launched nearly 1,000 drone and missile attacks on the Kurdistan Region since the start of the war, primarily targeting Kurdish dissident groups, killing 32 people and wounding 154 others as of early August, according to Rudaw tracking.

The attacks on the Kurdistan Region persisted even after Washington and Tehran reached a ceasefire on April 7, followed by the Islamabad Memorandum of Understanding signed on June 17 - despite repeated affirmations by Kurdish officials that the Region is not a party to the conflict.

The New York Times

Ben Hubbard, Safak Timur  
Sept. 16, 2026

# Turkey Begins Broad Crackdown on L.G.B.T.Q. Community

The government has called the campaign an effort to protect families. Rights organizations have accused the authorities of criminalizing L.G.B.T.Q. people and of seeking to thwart political activism.

**D**ozens Arrested Across Turkey in L.G.B.T.Q. Crackdown

Rights groups have accused the authorities in Turkey of criminalizing L.G.B.T.Q. people and lifestyles after a campaign of arrests targeted the community. CreditCredit...Dilara Acikgoz/Associated Press

The authorities in Turkey have arrested dozens of people since early Sunday as part of a broad crackdown on L.G.B.T.Q. activists and associations, according to officials, rights groups and lawyers for the detained.

The government has called the campaign an effort to protect Turkish families, but rights organizations have accused the authorities of criminalizing L.G.B.T.Q. people and lifestyles they don't like, and of seeking to stomp out rights activism.

Some critics of the campaign say the government is also targeting L.G.B.T.Q. people because members of that community are an active part of the political opposition to President Recep Tayyip Erdogan.

Emma Sinclair-Webb, who monitors Turkey for Human Rights Watch, said the actions were "a dramatic escalation in Turkey's campaign against L.G.B.T. rights and civil society."

The government, she noted,

was conflating gay rights advocacy with prostitution, drug use and obscenity in a way that "smears L.G.B.T. people."

"Their very identity is really being criminalized here," she added.

Homosexuality is not illegal in Turkey, but Mr. Erdogan's government has frequently demonized L.G.B.T.Q. people and sought to push them out of public life. The authorities have banned Pride parades in Turkish cities, and Mr. Erdogan has referred to L.G.B.T.Q. people as "deviants" who were "spreading like the plague."

Mr. Erdogan has also promoted a conservative view of the family in which marriage is between a man and a woman, men are the breadwinners and women are encouraged to have at least three children. This year begins what Mr. Erdogan has called the "Decade of Family and Population," during which the government hopes to push up Turkey's sagging birthrate with cash incentives and other child-friendly policies.

The arrests began early Sunday, when the security forces in Istanbul, Ankara and other Turkish cities detained more than 60 people in their homes, and raided gay bars and the offices of gay rights organizations. On Monday, scores of demonstrators protesting the detentions were arrested in Istanbul.

The government also blocked numerous social media accounts belonging to gay rights groups, as well as the accounts of a sexual health organization, a legal monitor, reporters who wrote about the arrests and the Turkey office of Amnesty International.

In a post on social media on Sunday, Justice Minister Akin Gurlek said that the operation was called "My Family is Safe." He said the efforts had targeted 162 people, nine associations and 13 businesses suspected of involvement in prostitution and the production and dissemination of "obscene content," including to minors.

He noted that searches by the security forces had turned up digital materials, drugs and indications of foreign funding for groups that were encouraging homosexual activity and "indecentry."

"We are steadfastly continuing our efforts to protect our children, the institution of the family and the social order," he added.

Mehmet Sinan Birdal, a political scientist at the Free University of Berlin, said the Turkish government was going after L.G.B.T.Q. people because of the community's political opposition to Mr. Erdogan.

"Obscenity is a very vague term," he said. "I see this as a step to further pressure civil opposition."

Those detained in the operation included a women's rights activist, a journalist who had written an article about gay rights in the Republic of Georgia and two founders of a health association that supports people with H.I.V.

Multiple members of [Kaos GL](#), a prominent gay rights association, were also detained.

Oya Aydin, a lawyer for the detainees from the Kaos GL association who was present during the police questioning, said that officers had asked about pictures used with news stories in the group's online magazine that showed men and women kissing.

Yildiz Tar, editor of the association's online newsmagazine, denounced the government's crackdown, saying, "They call the existence of L.G.B.T.Q. obscene" and noting, "This is discrimination."

Also arrested was Arif Sacli, a male dancer from the city of Izmir on the Aegean coast in western Turkey.

Mr. Sacli was detained earlier this year on obscenity charges after videos of him performing spread online. A Turkish court acquitted him.

The police detained him again on Sunday, and he was charged with obscenity and prostitution, according to his lawyer, Alperen Cihan Cetinkaya.

He said his client had nothing to do with either charge.

"They don't like Arif," Mr. Cektinkaya said. "He represents something not in line with their lifestyle."

The arrests followed other cases in which the government tried to use obscenity laws to criminalize certain types of behavior.

Twice this year, Mabel Matiz, a singer, has faced obscenity

charges over his music. A judge acquitted him in the first case, focused on some of his lyrics. A second case, focused on a video clip that shows a groom at a wedding party dancing with another man, is ongoing.

[Ben Hubbard](#) is the Istanbul bureau chief for The Times, covering Turkey and the surrounding region.

Şafak Timur covers Turkey and is based in Istanbul.

---

**The New York Times**

**Yeganeh Torbati, Leily Nikounazar**  
**Sept. 17, 2026**

## Iran's Isolation Grows After U.S. Imposes Sweeping Sanctions on Airlines

Mahan Air, a major airline, said it would stop flying to Turkey and Oman just over a week after new restrictions were announced, adding to U.S. pressure on the economy.

**A** major Iranian airline suspended flights to neighboring countries, adding to the country's isolation caused by sweeping U.S. sanctions and a naval blockade that have sought to cut off Iran from the global economy.

Mahan Air, Iran's most prominent commercial carrier, announced the measures on Wednesday, just over a week after the U.S. Treasury Department put restrictions on Iran's aviation industry intended to severely limit its ability to operate abroad. The new U.S. measures also make it difficult for other countries and non-Iranian companies to work with the Iranian aviation industry, as doing so could be put them at risk

of being punished by the U.S. government.

The flight suspensions are likely to further strain many Iranians' already fraying links with the outside world and add to their hardship, with much of the population feeling squeezed by an American economic pressure campaign.

Mahan Air will stop flying to Oman starting on Thursday and to Turkey starting on Monday, it said in a notification sent to Iranian travel agencies on Wednesday. It did not explain why in detail, saying only that it would stop flights after unspecified decisions by the Turkish and Omani aviation authorities. It did not cite the sanctions.

The suspension of flights comes as a longstanding

economic crisis in Iran has been made worse by the war. The U.S. Navy has instituted a blockade of Iran's southern ports that has curtailed its ability to export oil or import key goods. The Iranian government raised some fuel prices this month because of the financial pressure, increasing the price at the pump for Iranians who were already enduring spiraling inflation and high unemployment.

Last month, the U.S. Treasury announced an ["Economic D-Day"](#) that threatened to punish countries and entities that did business with Iran. It said it would target Iran's trade in gold and cryptocurrency, among other sectors, helping to send the price of Iran's currency, the

rial, to new lows and making imports more expensive.

Mahan Air issued its announcement after the U.S. Treasury Department [imposed sweeping sanctions](#) on 27 Iranian airlines and wider restrictions on the sector this month.

People shopping for groceries in Tehran in March. The war and U.S. sanctions have caused inflation to soar, adding to economic pressure on Iranians. Credit...Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

The restrictions are part of a broad U.S. campaign to sever Iran's ability to skirt restrictions on its financial and military sectors, and cut off what it sees as the govern-

ment's use of civilian aviation for military ends.

For Iranians who can afford to travel, the airline restrictions add to the list of problems caused by the economic pressure.

"We, the Iranian people, are the ones who are miserable," said Marzieh, 62, a housewife living in the southwest of the country. Like others who were interviewed for this article, she spoke on condition that her last name not be published, for fear of retribution by the government. "Day by day, we are being pushed further and further toward ruin."

Speaking before the airline announced that it was suspending flights, she listed what she saw as the likely result of the new measures: fewer international flights, higher prices and more obstacles to those who want to migrate, seek medical treatment or visit family abroad.

The aviation sanctions could also make it harder to maintain American-made planes used by Iranian airlines.

The Treasury [suspended licenses](#) that allowed payments to the Iranian government for American aircraft flying over Iran

or forced to make emergency landings there; that allowed planes flying to or from Iran to receive some goods or services in the United States; and that allowed the export of goods or services to Iran to ensure the safety of American-made planes. The Treasury said that it would "consider aviation safety-related requests on a case-by-case basis."

The Treasury also paused [a broad license](#) that had allowed American-made civilian aircraft, or civilian aircraft made up of 10 percent or more U.S. parts, to be flown to Iran.

Because the vast majority of the world's civilian airliner fleet falls into those categories, sanctions experts said, foreign airlines will now have to apply for a license from the U.S. government if they want to maintain their routes into Iran.

The Treasury also sanctioned Emirati and Turkish companies that it said helped Mahan Air purchase three aircraft this summer.

Iran's aviation sector has been targeted by the United States for years, because of accusations that it has been used to help fund and equip the

country's militant allies in the Middle East.

The U.S. Treasury imposed sanctions on Mahan Air as early as 2011, saying it helped to ferry militants and members of the Islamic Revolutionary Guard Corps, the most powerful branch of Iran's military, which the United States has designated as a terrorist organization. Nonetheless, Mahan [had been able to procure planes](#) and continue to fly abroad before the new restrictions took effect.

"I'd frame the whole package this way: Treasury is shutting down a general, no-questions-asked permission system that the regime has exploited for years and replacing it with case-by-case licensing," said Miad Maleki, a former U.S. Treasury official who worked on Iran issues and has urged the Trump administration to more strictly enforce sanctions on Iranian aviation.

Treasury's actions, he said, come "in the middle of a war in which the regime is firing missiles and drones at the very Gulf cities its planes fly into."

Iranians inside the country had a variety of re-

actions to the new sanctions. Some were concerned that the costs would fall mostly on ordinary people, while others observed that many of them cannot afford air travel anyway because of Iran's deteriorating economy.

Ensieh, 74, a retired teacher who visits her children occasionally in Europe, said that "while these sanctions do have a significant impact on the government, sanctions targeting Iran's aviation sector cause the greatest harm to Iranian families and society."

Others, like Masoud, a 39-year-old accountant in Mashhad, in the north-east of the country, blamed Iran's government for pursuing military and regional policies that spurred U.S. sanctions.

"People are dealing with so many problems that sanctions on airlines — which perhaps are ultimately used by no more than 5 percent of the population — don't matter that much to people who have long been struggling to make ends meet," he said.

Yeganeh Torbati is the Iran correspondent for The Times.

# En Turquie, le pouvoir poursuit sa répression contre la communauté LGBTQ+ et incarcère plusieurs dizaines de personnes

Les autorités ont mené une vague d'arrestations dans plusieurs villes turques depuis dimanche. Plus de 80 personnes ont été placées en détention provisoire.

Elles dénoncent une «nouvelle étape dans la répression des personnes LGBTQ+ et de celles et ceux qui défendent leurs droits». La Ligue des droits de l'homme(Nouvelle fenêtre), l'Inter-LGBT et plusieurs autres associations appellent à un rassemblement à Paris, vendredi 18 septembre, en soutien aux dizaines de personnes arrêtées quelques jours plus tôt en Turquie. Dimanche, les autorités turques ont lancé une vague d'interpellations ciblant la communauté LGBTQ+, dans plusieurs villes du pays. L'objectif, selon le ministre de la Justice turc, Akin Gürlek, est de «protéger les enfants, l'institution familiale et l'ordre social».

Cette opération policière, baptisée «Ma famille est en sécurité», s'inscrit dans le cadre de la «décennie de la famille» proclamée par le président Recep Tayyip Erdogan. D'après La Croix(Nouvelle fenêtre), l'objectif de cette politique est de relancer la natalité, mais aussi de s'attaquer aux personnes LGBTQ+, que le chef de l'Etat juge en partie responsables de la démographie en berne. Officiellement, l'homosexualité et la transidentité ne sont pas réprimées pénalement en Turquie. Mais elles y sont largement réprouvées et l'homophobie s'étend jusqu'au sommet de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan qualifiant régulièrement les personnes LGBTQ+ de «perverses».

Pour l'ONG Amnesty International, «cette répression généralisée (...) n'a absolument rien à voir avec la protection des familles et vise uniquement à porter davantage atteinte à une communauté déjà durement éprouvée par des décennies de discrimination et d'intimidation». Dimanche, les autorités ont effectué une première série d'arrestations dans des bars gays et au domicile de militants LGBTQ+, pour des chefs d'accusation variés comme «obsécénité», «aide à la prostitution» ou «liens financiers avec l'étranger». De nombreux comptes de réseaux sociaux de médias et de défenseurs des droits humains, dont celui d'Amnesty International, ont aussi été bloqués.

Le ministre de la Justice avait annoncé dimanche l'ouverture de poursuites judiciaires «contre 162 suspects, 9 associations et 13 entreprises» dans 15 provinces turques. Mercredi soir, les tribunaux de plusieurs villes avaient placé en détention provisoire plus de 80 personnes, selon Kaos GL, une importante organisation de défense des droits LGBTQ+, elle-même visée par les raids.

Trente-trois personnes ont comparu mercredi devant un tribunal d'Istanbul. Un juge a ordonné l'incarcération de 20 d'entre elles, tandis que les 13 autres ont été remises en liberté sous conditions, a pré-

cisé Kaos GL. Au moins neuf des personnes incarcérées représentaient des organisations LGBTQ+. Selon l'association de défense des droits humains MLSA, 13 personnes avaient déjà été incarcérées mardi soir à Ankara, dont sept membres de Kaos GL, ainsi que cinq personnes transgenres et une journaliste. Egalement arrêtées dimanche, 28 autres personnes ont été placées en détention provisoire mardi soir sur décision d'un tribunal de Mersin, dans le Sud, a rapporté l'agence de presse privée DHA. La veille, 21 autres personnes avaient déjà été incarcérées à Izmir, la troisième ville du pays, ainsi qu'à Aydin, dans l'Ouest. Elles étaient, elles aussi, pour la plupart accusées du crime d'«obsécénité», fréquemment utilisé pour s'attaquer à la communauté LGBTQ+.

L'opération des autorités turques s'est poursuivie mardi, avec l'arrestation d'une centaine de manifestants à la mi-journée devant le palais de justice de Caglayan, sur la rive européenne d'Istanbul. «Vive la lutte pour la liberté», «Malgré la haine, vive la vie», «Libérez immédiatement les détenus !» ont scandé les manifestants, qui tenaient une banderole où on pouvait lire «Etre LGBTQ+ et s'organiser n'est pas un crime». Deux journalistes du quotidien turc BirGün et de la télévision publique allemande ARD ont

aussi été arrêtés alors qu'ils couvraient la manifestation, selon le Syndicat des journalistes de Turquie. Une autre journaliste, interpellée dimanche pour avoir écrit un article sur le mouvement LGBTQ+ en Géorgie voisine, devait être entendue mardi par le parquet, a rapporté l'ONG MLSA.

Mardi en début de soirée, jusqu'à 300 militants se sont à leur tour réunis à Ankara, la capitale. Selon une députée du parti prokurde DEM, 20 personnes y ont été arrêtées et placées en détention.

La police turque a finalement libéré mercredi les 106 manifestants interpellés à Istanbul la veille, dont les journalistes de BirGün et de l'ARD, a rapporté dans la soirée l'Association des avocats progressistes (CHD). Mais les restrictions d'accès aux sites web et les comptes de réseaux sociaux d'associations, de militants et de groupes de défense des droits LGBTQ+ se poursuivent, selon l'association turque pour la liberté d'expression Ifod. Les derniers comptes bloqués sont ceux de plusieurs journalistes de gauche, d'un média socialiste et de deux fédérations regroupant des organisations de femmes, a-t-elle précisé.

Cette nouvelle vague de répression, qui survient deux mois après une cinquantaine d'arrestations lors de la

**Marche des fiertés d'Istanbul**, a été vivement critiquée par l'opposition turque. Le Nouveau Parti a regretté «*l'utilisation du système judiciaire comme outil de punition généralisée, fondée sur l'orientation sexuelle et les préférences des individus*». Le DEM, essentiel dans le processus de paix entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a pour sa

part jugé sur X que le «*langage de la paix ne [pouvait] aller de pair avec la répression*». Une intervention d'autant plus remarquée que le DEM est régulièrement accusé par d'autres partis d'opposition de ménager le pouvoir pour favoriser le processus de paix, après plus de quatre décennies de guérilla avec le PKK. «*L'objectif du pouvoir n'est pas seulement de faire taire*

*quelques associations mais de diviser la société et de préparer le terrain à une répression plus large en transformant les LGBT+ en ennemis aux yeux de la société*», affirme la députée de gauche Sevda Karaca à *La Croix*. «*La vraie question est de savoir si nous laisserons la haine devenir une politique d'Etat*». Des inquiétudes qui ont également gagné l'étranger. **Après**

**l'Union européenne lundi**, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Michael O'Flaherty, a jugé mardi que «*de simples références aux valeurs familiales ou à la protection des enfants ne [pouvaient] servir de justification aux restrictions des droits de l'homme*».

**LA CROIX**

17 septembre 2026

## Guerre au Moyen-Orient : Washington accorde des visas à l'Iran... Le bilan du jeudi 17 septembre

**Washington approuve la vente de 48 avions à l'Arabie saoudite**

Les États-Unis ont approuvé une vente de 24,3 milliards de dollars portant sur 48 avions de combat furtifs F-35 à l'Arabie saoudite, en plein combats entre ce pays et les Houthis du Yémen, a annoncé jeudi 17 septembre le département d'État américain.

«*La vente proposée renforcera la capacité de l'Arabie saoudite à dissuader les menaces actuelles et futures en consolidant sa défense nationale et en améliorant l'interopérabilité avec les forces américaines*», a-t-on ajouté de même source.

**Washington accorde des visas à l'Iran pour aller à l'ONU**

Les États-Unis ont décidé d'autoriser la délégation iranienne, dont le président

Massoud Pezeshkian, à participer à l'Assemblée générale de l'ONU la semaine prochaine à New York, malgré le conflit en cours, a-t-on appris auprès du département d'État.

«*Conformément à nos obligations en tant que pays hôte, la délégation principale du régime iranien pourra participer à la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies*», a indiqué un porte-parole du département d'État. Une source proche du dossier a confirmé que la mesure s'appliquait bien au président iranien.

**L'UE exprime sa « totale solidarité » avec l'Arabie saoudite**

L'Union européenne a exprimé sa «*totale solidarité*» avec l'Arabie saoudite, et appelé les rebelles houthistes du Yémen à cesser «*toute action militaire*», par la voix d'un de ses porte-parole.

«*L'UE exprime sa totale solidarité avec l'Arabie saoudite*», a affirmé Anouar El Anouni, porte-parole du service diplomatique de l'UE. «*Le ciblage de civils et d'infrastructures civiles est inacceptable (...) Nous exhortons les Houthis à cesser toute action militaire*», a-t-il ajouté, après de récentes frappes de ces rebelles soutenus par l'Iran sur le territoire saoudien.

**Un mort en Arabie saoudite après la chute de débris d'un drone intercepté**

La chute de débris après l'interception d'un drone lancé par les combattants houthistes du Yémen a fait au moins un mort et deux blessés en Arabie saoudite, selon la défense civile saoudienne.

«*Les services de secours de la province de Taéf sont intervenus après la chute des débris d'un drone lancé par la milice houthiste (...). L'incident a fait un mort, de natio-*

*nalité yéménite, et blessé une Saoudienne et un Pakistanais*», a annoncé la défense civile, précisant que plusieurs bâtiments et véhicules avaient également été endommagés.

**L'Iran ordonne le départ d'un diplomate suédois**

L'Iran a donné jeudi 17 septembre 48 heures à un diplomate suédois en poste à Téhéran pour quitter le pays après la décision la veille de la Suède de renvoyer un membre de l'ambassade iranienne à Stockholm.

«*L'ambassadeur de Suède a été convoqué au ministère des Affaires étrangères*» à Téhéran pour dénoncer cette décision «*injustifiée et contraire au droit international*», a déclaré la diplomatie iranienne dans un communiqué diffusé par la télévision d'État.

Les autorités suédoises avaient accusé mercredi

l'Iran de mener « *depuis longtemps des activités en Suède et contre la Suède, visant aussi bien les personnes qui s'opposent au régime iranien que divers intérêts juifs et israéliens dans notre pays* ».

### Mahmoud Abbas privé de visa pour aller à l'ONU

L'Autorité palestinienne a dénoncé une « *décision injustifiée* » après le refus des

États-Unis de délivrer des visas à ses dirigeants, dont [Mahmoud Abbas](#), pour participer à l'Assemblée générale de l'ONU la semaine prochaine.

Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères de l'Autorité palestinienne dit « *rejeter* » cette décision américaine, jugeant qu'elle « *va à l'encontre des efforts pour rebâtir la*

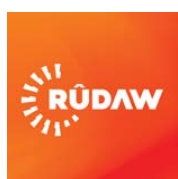
*confiance, et développer les relations palestino-américaines* ».

### Les civils iraniens pris en étau

La population civile iranienne se trouve prise au piège entre une répression étatique « *extrême* » et l'impact de la guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par des frappes israélo-américaines,

ont alerté des enquêteurs de l'ONU.

Les civils « *sont pris entre de graves violations des droits humains et des crimes contre l'humanité commis par leur propre gouvernement, et le conflit meurtrier opposant le pays aux États-Unis et à Israël* », a déclaré la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur l'Iran.



sept 17, 2026

## Rojava prison fire death toll rises to 10 Kurdish soldiers

**E**RBIL, Kurdistan Region - The death toll in relation to the prison fire incident in the Kurdish-majority city of Kobane in northern Syria (Rojava) rose to 10 Kurdish soldiers after another injured detainee succumbed to his wounds late Wednesday, Rudaw has learned.

The latest victim has been identified as Mesud Hemo Resho, 35, a resident of the village of Susan west of Kobane. He was married and the father of five children, according to Rudaw's Shivan Mesi, and had been receiving medical treatment at a hospital in Aleppo after sustaining injuries in the fire.

Hemo Resho was among 17 people injured when a [fire](#) broke out at Kobane Central Prison early Saturday. Nine others died at the scene or shortly after, whose funerals were held in Kobane on Mon-

day with a large turnout from residents.

The deaths have prompted calls for clarity surrounding the circumstances of the fire. Mazloum Abdi, the newly appointed adviser to the Syrian presidency, on Monday said authorities launched a "comprehensive and transparent" investigation into the incident and would announce its findings.

"It is with profound sorrow and grief that I mourn the nine martyrs of Kobane who lost their lives during the incident at the city's prison," Abdi said, offering his heartfelt condolences to their families.

He called for the responsible parties to be held accountable, stressing the need to prevent similar incidents through stronger coordination between judicial and security institutions to protect civilians and prisoners.

The fire broke out after days of protests in Kobane and other Kurdish-majority areas of northeast Syria (Rojava) following the killing of [Sipan Hizni](#), a Kurdish member of a Syrian army brigade, near Hasaka province.

Several demonstrators were detained during the unrest and taken to Kobane central prison, after which tensions inside the facility escalated after detainees learned they could be transferred to government-controlled areas in Aleppo.

The exact circumstances of how the fire started have been disputed.

Syrian security authorities said an investigation was opened to determine the cause and identify those responsible, while injured detainees told local media that the blaze began after prisoners resisted the planned transfer.

The prison had not yet been formally transferred to Syrian government authorities when the fire occurred.

The killing of Hizni and the deaths of the soldiers following the prison fire come amid a broader security transition in Rojava following the dissolution of the SDF in August and the reorganization of its personnel into brigades affiliated with the Syrian military.

A political agreement has granted Kurdish representatives advisory and parliamentary roles under interim President Ahmed al-Sharaa, but tensions between Kurdish communities, state security forces, and Arab tribal groups remain a persistent challenge to stability across the enclave.

## En Syrie, l'augmentation du prix des carburants attise la colère sociale : « Au fond, les gens n'attendaient qu'un événement pour exprimer leur colère »

La décision du gouvernement d'augmenter de 40 % le prix des carburants a déclenché des manifestations spontanées à travers tout le pays.

C'est le premier grand défi social auquel les nouvelles autorités syriennes sont confrontées.

**L**e prêche de l'imam vient tout juste de se terminer, mercredi 16 septembre au soir, lorsque des hommes s'avancent par grappes dans la pénombre face à la grande mosquée d'Al-Tall, petite bourgade perchée dans les montagnes qui surplombent la capitale, Damas. Un drapeau syrien est déroulé, des écriteaux préalablement imprimés sont extraits un à un d'un sac noir, puis tendus fièrement devant les téléphones des passants qui filment la scène. « *Nous sommes ici pour appeler le gouvernement à reconsidérer sa décision en raison de l'impact de celle-ci sur la vie des gens* », explique Ammar Al-Salhani, habitant de la localité et docteur en économie, diplômé de l'université de Damas, petites lunettes sur le nez et chemise blanche cintrée.

Dimanche 13 septembre, les autorités syriennes ont augmenté subitement le prix de l'essence de 40 % pour compenser la fluctuation des marchés internationaux liée à la guerre en

Iran. Le jour même, des manifestations ont éclaté spontanément dans les villes et les campagnes, du nord-est du pays jusque dans les régions occidentales, notamment à Rakka, à Hassaké, à Deir ez-Zor, à Idlib et à Saraqeb, avant de se prolonger les jours suivants. Des blocages ont également eu lieu sur des axes stratégiques traversant le pays, ainsi que sur la route menant aux installations pétrolières d'Al-Omar, dans l'est. Il souffle depuis, en Syrie, un vent de contestation inédit, y compris dans des zones considérées comme acquises au pouvoir du président de transition, Ahmed Al-Charaa.

Al-Tall a tout connu de la guerre civile, des manifestations pacifiques aux massacres commis par les forces de Bachar Al-Assad. Ici, les manifestants tiennent en haute estime les nouveaux dirigeants syriens, encore considérés comme les libérateurs du pays, et prennent tous la peine de préciser que leur colère n'est pas dirigée

« *contre le gouvernement, mais contre sa décision* ». « *Nous sommes fatigués de la guerre, des crimes de l'ancien régime et des morts, mais nous ne cesserons jamais de nous battre pour nos droits* », prévient Obey Najmah, à la tête du comité local pour la révolution syrienne, formé lors des soulèvements populaires de 2011, qui a organisé la manifestation avec, pour seule revendication, l'annulation de la mesure. « *L'essence est une composante de toute production. Lorsque son prix augmente, ceux des autres produits – la nourriture, les vêtements, le transport – montent également et cela a un impact majeur sur une population qui ne peut pas se le permettre* », rappelle M. Al-Salhani.

### Libéraliser l'économie

Conséquence directe, Abdulrahman Obaid a vu le coût du transport vers l'Université syrienne d'Antioche (près de Damas), où il étudie le commerce, grimper du jour au lendemain.

« *Avant, mon trajet aller-retour coûtait à peu près 200 livres syriennes [environ 1,3 euro], désormais, je dois déboursier au moins 300 livres syriennes. Prenons un étudiant comme moi qui travaille douze heures par jour pour régler mes frais de scolarité et le bus que je dois prendre. S'il doit payer en plus son loyer, il peut travailler vingt-quatre heures, cela ne sera toujours pas suffisant pour survivre. Le gouvernement doit revoir sa décision* », exige-t-il, la voix tremblante, précisant qu'un de ses amis envisage déjà d'arrêter ses études, faute de moyens.

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, les nouvelles autorités, qui sont parvenues à obtenir la levée des sanctions internationales, s'empressent de libéraliser l'économie, de tisser de nouveaux partenariats, de supprimer le système de subventions hérité de l'ancien régime, afin d'alléger les dépenses publiques. « *Dans un contexte où le gouvernement syrien souhaite libéraliser les prix, il n'a pas d'autre solution*

que d'appliquer les prix du marché, analyse Benjamin Fève, consultant économique au sein du cabinet Karam Shaar Advisory. *Mais il avait la possibilité de le faire de manière graduelle, sur cinq ans par exemple. »*

Près de deux ans après son arrivée à la tête de l'Etat, M. Al-Charaa est confronté à son premier véritable défi sur le plan social. « *La population éprouvait déjà un sentiment de frustration face à la hausse des tarifs de l'électricité, aux conditions d'existence difficiles et à l'érosion du pouvoir d'achat* », analyse Abdel Razzaq Habzeh, secrétaire général de l'Association de protection des consommateurs de Damas. « *Puis sont venus le changement de monnaie [la Syrie a introduit une nouvelle version de sa livre syrienne, le 1<sup>er</sup> janvier] et l'augmentation du prix du pain. L'ensemble de ces facteurs a alimenté un mécontentement croissant. Au fond, les gens n'attendaient qu'un événement pour exprimer leur colère. »*

Le long de l'autoroute reliant Damas à Alep, les conséquences de cette politique économique sur le prix des services et des biens de consommation sont perceptibles à chaque arrêt. A Maarat Al-Nouman, à 280 kilomètres au nord de la capitale syrienne, il ne restait rien, mardi 15 septembre, de l'impressionnant blocage de cet axe majeur érigé deux jours

plus tôt, sinon des débris calcinés, des traces de gomme fondue sur la chaussée et des chauffeurs de bus dépités par le faible afflux de passagers, conséquence de l'augmentation du prix des trajets.

A une station-service, le prix de l'essence atteint 175 livres syriennes, soit environ 1,15 euro. « *Jamais nous n'avons atteint un tel niveau de prix* », s'inquiète Abdel Jabar Satouf, son gestionnaire. Il a appris la décision de relever les tarifs par un message envoyé par la Société syrienne de stockage et de distribution de produits pétroliers, reçu dimanche 12 septembre au matin sur un groupe WhatsApp, sur lequel l'entreprise publique envoie quotidiennement une mise à jour du prix des carburants. Les tarifs du diesel et du gaz ont également grimpé. En trois jours, leurs ventes se sont effondrées. « *Nous n'écoulons plus qu'entre 10 000 et 13 000 litres par jour, contre 40 000 auparavant. Les gens n'ont plus les moyens de payer* », regrette-t-il.

### « Je n'ai plus vraiment d'espoir »

Au marché d'Idlib, à 16 kilomètres à l'ouest, des femmes remontent les allées à la recherche de vendeurs qui n'auraient pas encore augmenté leurs prix. « *Il y a beaucoup de choses que j'ai dû arrêter d'acheter* », confie l'une d'entre elles, les yeux rivés sur les étals. Lesquelles ? « *J'ai honte de vous le*

*dire, voilà ma seule nourriture pour aujourd'hui* », dit-elle en montrant un sac rempli de quelques tomates, avant de s'éloigner entre les étals. « *Tous les prix ont augmenté instantanément* », s'excuse presque Abou Ghassan, un vendeur de 27 ans. « *Il y a deux jours, je payais le kilo de poivrons 25 livres turques [0,45 euro], il en coûte désormais 35 et je le vends 40.* »

Il a vécu pendant les années de guerre dans l'enclave rebelle d'Idlib, alors administrée par l'organisation islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, dont est issu le nouveau pouvoir syrien. Aujourd'hui très critique envers les autorités, il préfère ne pas donner son vrai nom. « *Après la libération [à la chute de Bachar Al-Assad], on croyait que tout allait s'améliorer, on pensait même que le prix de l'essence diminuerait. Aujourd'hui, je n'ai plus vraiment d'espoir.* » Et de s'emporter : « *Nous voulons juste vivre dignement et que les membres du gouvernement se préoccupent un peu de notre situation. Ils devraient commencer par arrêter de se concentrer sur la communauté internationale et se tourner un peu vers nous. Et lorsqu'ils viennent ici, ils débarquent en convois de 40 à 50 grosses voitures. Vous imaginez le prix que ça coûte en essence de venir de Damas ?* »

Pour bâtir son image, le nouveau pouvoir syrien a investi dans la communi-

cation – s'offrant une nouvelle identité visuelle –, ou dans de nouveaux véhicules et uniformes pour les forces de sécurité. Ces dépenses sont perçues comme inutiles ou secondaires par une partie de la population. Les promesses de grands investissements annoncés régulièrement par les autorités, notamment des projets d'infrastructures comme de nouveaux centres commerciaux, des parcs de logements ou la rénovation des aéroports de Damas et d'Alep – ou de celui de Mazzeh, appelé à se spécialiser dans l'accueil de jets privés –, ne convainquent pas et sont perçues comme très éloignées des besoins. Le pays s'attend certes à une croissance de 11 % pour l'année 2026, selon le ministère des finances, mais le pouvoir d'achat de la population ne fait que s'amoin-

drir. Le pouvoir tente de se justifier. Sur le plateau de la chaîne de télévision Al-Ikhbariya, le porte-parole du ministère de l'énergie, Abdul Hamid Salat, a rappelé que la production de pétrole syrienne, estimée à 100 000 barils par jour, était bien en deçà des besoins du pays, évalués à plus de 300 000 barils par jour, rendant la Syrie dépendante des importations et des fluctuations des cours sur le marché. Sans grand succès : de nombreux appels à manifester après la prière du vendredi circulent sur les réseaux sociaux.



17 septembre 2026

## Syrie : premiers verdicts dans le procès de militaires et de partisans de Bachar al-Assad pour des massacres d'alaouites

**L**a justice syrienne a condamné ce jeudi 17 septembre un militaire des forces gouvernementales à vingt ans de prison et deux partisans du pouvoir déchus de Bachar al-Assad à la peine de mort et à la prison à perpétuité, dans les premiers verdicts du procès des [massacres d'alaouites sur le littoral syrien en 2025](#).

Le procès de quatorze personnes accusées d'être impliquées dans ces massacres qui ont fait des centaines de morts – sept membres des forces gouvernementales et sept partisans de [l'ancien président Bachar al-Assad](#) – s'était ouvert à Alep en novembre 2025. La cour a rendu son verdict ce jeudi concernant quatre personnes, avant de nouveaux jugements attendus le 24 septembre.

### «Agression visant à provoquer une guerre civile»

Le militaire condamné à une peine de vingt ans, membre des forces du ministère de la Défense, a été reconnu coupable «*du crime de meurtre intentionnel*», a déclaré le président du tribunal pénal militaire, le juge Zakaria Bakkar.

Plusieurs des accusés considérés comme des partisans d'Assad avaient plaidé non coupable à l'ouverture du procès. L'un d'entre eux avait affirmé qu'il se trouvait au Liban lors des violences. Parmi eux, un homme originaire du littoral a été condamné à la pendaison, notamment pour «*agression visant à provoquer une guerre civile et des affrontements confessionnels*». Un

autre a été condamné à la prison à perpétuité, et un troisième a été acquitté.

### Près de 1 700 morts

[Les violences](#), déclenchées selon les autorités par des attaques de pro-Assad contre leurs forces, avaient fait au moins 1 426 morts, en majorité des civils, d'après une commission nationale d'enquête. Des ONG syriennes et internationales ont fait état de massacres intercommunautaires dans lesquels des familles entières ont péri, commis par les forces gouvernementales, des groupes armés alliés au gouvernement et des volontaires armés. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), ONG basée au Royaume-Uni et disposant d'un vaste

réseau de sources en Syrie, a pour sa part recensé près de 1 700 morts, en écrasante majorité des alaouites – minorité dont est issu Bachar al-Assad, renversé en décembre 2024.

La commission nationale d'enquête a identifié 298 suspects d'implication dans ce déchaînement de violences, qui a fait 238 morts dans les rangs des forces de sécurité et de l'armée. Les autorités ont ensuite envoyé 200 000 combattants en renfort dans la région, selon la commission. Malgré les assurances des autorités islamistes ayant pris le pouvoir fin 2024, selon lesquelles toutes les communautés seraient désormais protégées, les alaouites et autres minorités syriennes restent inquiètes.

## Turquie : Recep Tayyip Erdogan veut organiser une élection présidentielle anticipée en 2028 pour briguer un nouveau mandat malgré la limite constitutionnelle

Contredisant ses promesses de 2023, le président turc entend se représenter pour un quatrième mandat, a affirmé jeudi Mehmet Uçum, l'un de ses conseillers en chef.

**R**ecep Tayyip Erdogan, âgé de 72 ans, entend briguer un nouveau mandat dans le cadre d'une élection présidentielle anticipée en 2028, a affirmé un de ses conseillers en chef, jeudi 17 septembre.

Le scrutin « *aura lieu le 16 avril 2028* [soit un mois avant la fin théorique de son mandat de cinq ans], *si la décision d'organiser de nouvelles élections est prise avec le soutien de 360 parlementaires* » sur 600, a déclaré devant plusieurs médias Mehmet Uçum, conseiller du chef de l'Etat turc pour les affaires juridiques, affirmant qu'il s'agirait de son dernier mandat s'il sortait vainqueur des urnes.

Ce scrutin anticipé lui permettrait ainsi de contourner la Constitution, qui l'empêche de

se représenter s'il va au terme de son mandat actuel. Au pouvoir depuis 2003, d'abord comme premier ministre puis, depuis 2014, comme président, Recep Tayyip Erdogan briguerait ainsi un quatrième mandat.

Le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) et ses alliés contrôlent actuellement 326 sièges au Parlement turc, mais M. Uçum avait évoqué en juin la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée en vue de la convocation d'une élection anticipée.

Réélu pour la dernière fois en mai 2023, alors qu'il semblait menacé par la crise économique et l'usure du pouvoir, le chef de l'Etat turc avait alors promis qu'il s'agirait de son ultime mandat, jurant de confier

ensuite le sort du pays « à [ses] jeunes ».

Mais plusieurs de ses déclarations récentes avaient laissé deviner le désir du président turc – qui ne dispose pas d'héritier naturel – de poursuivre.

### L'opposition dans le viseur de la justice

Le scrutin de 2018 avait marqué le passage, à la faveur d'une révision constitutionnelle, du système parlementaire à un régime présidentiel où le chef de l'Etat concentre la totalité du pouvoir exécutif.

Accusé de dérive autoritaire, en particulier depuis la tentative de putsch de juillet 2016 qui a été suivie de purges massives, M. Erdogan continue d'être présenté par ses partisans comme le seul capable de tenir tête à

l'Occident, le seul à pouvoir traverser sans tanguer les crises régionales et internationales. En 2023, pour sa troisième campagne présidentielle, le chef de l'Etat avait comme à son habitude enchaîné les meetings, jusqu'à trois par jour, malgré une démarche ralentie et un visage trahissant parfois la fatigue.

L'opposition turque, qui lui avait infligé sa plus sévère défaite lors d'élections locales un an plus tard, est depuis dans le viseur de la justice turque. Le populaire maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, considéré comme son plus redoutable rival, a été arrêté pour « corruption » en mars 2025, et placé en détention le jour même de sa désignation comme candidat du principal parti d'opposition à la prochaine élection présidentielle.

## En Iran, les gardiens de la révolution délivrent un mandat d'arrêt contre le réalisateur Reza Dormishian

**L**e réalisateur de 45 ans est poursuivi devant le tribunal révolutionnaire de Téhéran pour « propagande contre le régime ».

Depuis plusieurs années, le réalisateur Reza Dormishian voit son œuvre censurée par le pouvoir iranien. Le cinéaste, qui avait notamment soutenu le mouvement *Femme, Vie, Liberté* en 2022, est désormais visé par une nouvelle procédure judiciaire. Les *Gardiens de la révolution islamique* (CGRI) ont déposé une plainte contre lui et demandent la saisie de ses biens.

Le dossier est examiné par la septième chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran. Un mandat d'arrêt a également été délivré contre le cinéaste pendant la phase des poursuites, selon son avocat Amir Raeesian, qui a rendu l'affaire publique mardi 15 septembre sur X.

Reza Dormishian a confirmé, à nos confrères de *Première*, l'ouverture de cette procédure et appelé à ce que sa situation soit rendue publique. Les CGRI sont à l'origine de

la plainte, qui porte sur des faits qualifiés de « propagande contre le régime ».

L'avocat du cinéaste a publié sur X l'action de justice menée par les gardiens de la révolution. Voici la traduction de son texte: « Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre de mon client, M. Reza Dormishian, scénariste et réalisateur, pour des accusations de propagande contre le régime ; le dossier est actuellement examiné par la septième chambre du Tribunal révolutionnaire de Téhéran. Le parquet a délivré un mandat d'arrêt à son encontre et le Corps des gardiens de la révolution islamique, en tant que plaignant, a demandé la saisie des biens de M. Dormishian. »

### Un cinéaste sous surveillance depuis 2022

Le réalisateur a déjà été confronté aux autorités iraniennes quelques semaines après le début du mouvement de contestation « *Femme, Vie, Liberté* ». Le 22 novembre 2022, il devait se rendre en Inde pour présenter *La Minor* au Festival international du film de

l'Inde à Goa. Il aura finalement été empêché de quitter le territoire à l'aéroport Imam Khomeini de Téhéran, où son passeport lui a été confisqué.

Regarder la vidéo <https://video.lefigaro.fr/figarotv/documentaire/divertissement/exil-liberte-iran-le-destin-hors-norme-de-abnousse-shalmani-20260512>

Après cette première intimidation, il a été poursuivi et progressivement écarté de l'industrie cinématographique iranienne. Une situation qui l'a conduit à développer une autre activité artistique : la peinture. En juin et juillet 2026, plusieurs de ses œuvres ont notamment été présentées à Paris, à la galerie Oraxe, dans le cadre de l'exposition *Les Résonances*, consacrée à 25 artistes iraniens. Désormais figure du contre-pouvoir au régime iranien, le cinéaste, qui est assigné à résidence à Téhéran, n'hésite plus à dénoncer ouvertement la multiplication des exécutions en Iran via les réseaux sociaux.

### Des films soumis à la censure

Né en 1981, Reza Dormishian s'est fait connaître avec des longs métrages consacrés à plusieurs réalités sociales et politiques de l'Iran contemporain. Parmi ses films figurent *I'm Not Angry!* (2014), *Lantouri* (2016) et *No Choice* (2020).

Ses œuvres ont été présentées dans des festivals internationaux, - notamment à la Berlinale, à Karlovy Vary en Tchéquie, à Varsovie en Pologne, à Tokyo au Japon et à Shanghai en Chine -, où elles ont reçu plusieurs distinctions. En Iran, la diffusion de ses films s'est toutefois heurtée à la censure.

Le film *I'm Not Angry!*, (*Je ne suis pas en colère*), sera couronné par tous les grands festivals précédemment cités. Cette réalisation majeure, son véritable manifeste, le symbole de sa rébellion est la preuve de son humanité. Il narre l'histoire d'un étudiant « étoilé », - c'est-à-dire expulsé pour des raisons politiques -, qui ne veut pas sombrer dans la colère face «l'immoralité» qui règne en Iran;

## Détroit d'Ormuz : le trafic maritime en nette baisse, l'Iran revendique une attaque contre un pétrolier

Téhéran revendique une frappe délibérée contre un navire battant pavillon togolais, sur fond de chute du trafic maritime régional et de nouveaux raids saoudiens au Yémen.

Les gardiens de la révolution, force armée de la République islamique d'Iran, ont annoncé, vendredi 18 septembre, avoir frappé le pétrolier *Trend*, battant pavillon togolais, au prétexte d'une tentative de « *passage illégal* » dans le détroit d'Ormuz, selon un communiqué relayé par l'agence de presse étatique iranienne IRNA.

L'agence maritime britannique UKMTO a rapporté ultérieurement une attaque contre un pétrolier dans le même secteur, sans en préciser le pavillon. « *Le responsable de la sûreté d'un navire a signalé qu'un pétrolier avait été touché par un projectile non identifié, provoquant un incendie à bord, qui a depuis été éteint* », a déclaré UKMTO, précisant que l'équipage était sain et

sauf.

Attaqué le 28 février par les Etats-Unis et Israël, l'Iran a verrouillé en représailles le détroit d'Ormuz, par lequel transitait avant la guerre environ 20 % du pétrole mondial et du gaz naturel liquéfié. Téhéran, dont les ports font l'objet d'un blocus de la marine américaine, exige désormais des navires naviguant dans le détroit qu'ils obtiennent son autorisation et réfléchit à un mécanisme de frais de service. L'Iran attaque régulièrement les bateaux qui n'obtiennent pas cette autorisation.

Selon l'IRNA, citant le contre-amiral Ali Azmaei, tout transit non autorisé dans le détroit d'Ormuz « *entraînera la destruction du navire en infraction* », affirmant que la voie maritime stratégique est fer-

mement sous contrôle de la marine des gardiens de la révolution.

### Les raids saoudiens contre les houthistes au Yémen continuent

L'annonce de cette frappe contre un pétrolier entre dans le cadre d'un ralentissement du trafic maritime de la région du détroit d'Ormuz, l'un des plus actifs du monde concernant l'acheminement d'hydrocarbures. D'après des données préliminaires de la société de suivi maritime Kpler, seulement quatre navires marchands ont transité par le détroit d'Ormuz jeudi, contre six la veille et une moyenne de 16 sur dix jours.

Le trafic est également en recul dans le détroit de Bab Al-

Mandab, autre point de passage stratégique au large du Yémen, avec 23 navires recensés jeudi, contre une moyenne de 26 sur dix jours.

Au Yémen, les combats entre les forces gouvernementales et les houthistes, qui ont [pris le contrôle de Bab Al-Mandab le 10 septembre](#), ont fait [63 morts ces vingt-quatre dernières heures](#), selon des bilans communiqués jeudi soir par des sources militaires des deux camps à l'Agence France-Presse. Au moins 23 soldats gouvernementaux ont été tués dans les attaques de missiles et de drones, dans les provinces de Taëz et de Lahij. Du côté des houthistes, des sources militaires ont fait état de 40 combattants tués dans les frappes saoudiennes et les combats au sol.



sept 18, 2026

## UN mission says Iran's use of lethal force in January protests 'unprecedented'

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian authorities used lethal force on an 'unprecedented' scale to suppress nationwide protests in

January, a United Nations fact-finding mission said Thursday, describing the crackdown as "beyond a simple continuation of familiar patterns."

The crackdown across Iran's 31 provinces "resulted in at least three and a half times the injuries and five and a half times the deaths as the

repression" of the 2022 Woman, Life, Freedom movement, the mission said in its report, adding that it represented "a marked escalation

in the use of lethal force and mass arrests.”

The Independent International Fact-Finding Mission on the Islamic Republic of Iran submitted the report to the Geneva-based UN Human Rights Council on Thursday.

Amnesty International said Wednesday that it had **confirmed** 377 deaths during the 2022 protests. The rights watchdog has also accused Iranian authorities of committing crimes against humanity during the crackdown on the Woman, Life, Freedom pro-

tests, which were triggered by the death of Kurdish woman, Zhina (Mahsa) Amini, in an Iranian prison.

Protests erupted across Iran in late December 2022, beginning at Tehran’s Grand Bazaar over worsening economic conditions before quickly spreading to cities across the country. Demonstrators later broadened their demands to include political grievances, while authorities responded with widespread arrests and a violent crackdown that continued into mid-January. US-based Human Rights Ac-

tivists News Agency (HRANA) said in February that it had recorded 6,782 deaths, mostly protesters, as well as more than 50,000 arrests.

Iranian authorities have put the death toll at 3,036 and said around 25,000 people were injured. The UN fact-finding mission disputed those figures, saying it had “strong grounds to believe that the true figures” were “significantly higher” than those reported by the government.

Citing witness accounts, the report said that in one incident

security forces used tear gas to corner protesters in Karaj, west of Tehran, “before shooting at them.”

“A healthcare worker described treating protesters injured after tear gas canisters were fired directly at their faces at close range,” it added.

The report also said at least 58 people have been executed on “security-related charges” since January, including 14 on espionage charges.



**Mohammed Kamaran**  
Sept 18 , 2026

## Yazidi MP says Iraqi federal committee to facilitate return of Shingal IDPs

**E**RBIL, Kurdistan Region - A newly formed committee under the auspices of the Iraqi prime minister’s office will oversee efforts to rebuild the disputed district of Shingal (Sinjar) in northern Nineveh province and facilitate the return of thousands of people displaced by the Islamic State (ISIS) attack more than a decade ago, a lawmaker said.

The initiative comes amid an agreement between Baghdad and an all-Yazidi armed group to integrate its fighters into the federal security forces.

“The committee’s focus is on addressing the non-security challenges facing Sinjar, including the return of internally displaced persons, reconstruction, the restoration of essential services, and support for private-sector investment and economic development,” Murad Ismail, the head of the



An area in Shingal. Photo: file/Rudaw

Yazidi Cause Alliance’s bloc in the Iraqi parliament, told Rudaw English.

According to Ismail, the committee will work jointly with relevant UN agencies to “mobilize international support and expertise.”

His remarks come after Iraqi Prime Minister Ali al-Zaidi announced last week that the Shingal Resistance Units

(YBS) - an all-Yazidi armed group believed to be affiliated with the Kurdistan Workers’ Party (PKK) - had agreed to begin handing over its weapons to the state.

“Mount Sinjar will be under the full authority of the federal government and its security and administrative institutions,” Zaidi said in a statement following a meeting with the YBS leadership.

The YBS traces its roots to 2007, when it emerged as a local Yazidi armed group in Shingal. It expanded significantly after ISIS attacked the district in August 2014, killing and abducting thousands of Yazidis in a campaign recognized as genocide.

During the fight against ISIS, the YBS developed close ties with the PKK, whose fighters entered the area following the

jihadists' assault and helped establish a corridor through which thousands of Yazidis trapped on Mount Shingal were able to escape.

Meanwhile, Mohammed Kakayi, head of the security and defense committee at Nineveh's provincial council, said the committee's scope of work will also encompass the disarmament process.

"A committee will oversee the integration of Shingal forces, focusing on around 4,000 fighters. However, acceptance is not guaranteed for every-

one, as a panel will conduct individual interviews to determine eligibility," he said.

Kakayi added that it has yet to be decided whether the YBS fighters will be integrated into the federal police, army, or the state-funded Popular Mobilization Forces (PMF), although some have previously joined the latter.

ISIS massacred at least 5,000 members of the Yazidi community in Shingal and abducted around 6,400 women and children, many of whom were subjected to sexual slav-

ery and other forms of enslavement.

The atrocities forced around 400,000 Yazidis to flee toward the Kurdistan Region. Of them, 135,860 are still living in camps and another 189,337 are living elsewhere across the Region, according to the Office for Rescuing Kidnapped Yazidis at the Kurdistan Region Presidency.

The Yazidi heartland continues to suffer from a lack of basic public services, the presence of armed forces outside official state structures and stalled

reconstruction, despite a 2020 agreement between Erbil and Baghdad aimed at restoring stability and normalizing the situation in Shingal.

Ismail expressed hope that the committee formed on Thursday would improve government services and expand international assistance, "with the ultimate goal of rebuilding Sinjar, supporting its community, enabling displaced families to return, and bringing an end to 12 years of suffering."

---

**The New York Times**

**Erika Solomon, Falih Hassan**  
**Sept. 21, 2026**

## **Iraq's Prime Minister Al-Zaidi Vows to Disarm Iran-backed Militias**

**Ali al-Zaidi is a political neophyte hoping to succeed where previous leaders failed. In an interview, he laid out an ambitious timeline that could prove hard to meet.**

**I**raq's prime minister, Ali al-Zaidi, pledged to disarm his country's Iran-backed militias by June 2027, laying out an exceptionally ambitious timeline for bringing the country's unwieldy array of militants under state control.

The phased disarmament plan, which Mr. al-Zaidi laid out for the first time in an interview with The New York Times on Saturday in Baghdad, would be central to how Iraq manages the delicate balancing act between its two most important allies, the United States and Iran, at a time when those countries are at war.

Iraq is under mounting pressure from the Trump administration, its most critical security and economic partner, to defang the Iran-aligned

forces, which have accrued not only military might, but also political power. At the same time, Iran, Iraq's neighbor, is seeking to deepen its influence in the country and expand the use of those militias in the war with Washington.

Disarming the militias has bedeviled previous Iraqi leaders, including those with far more experience than Mr. al-Zaidi in the country's fractious political scene. Iran-backed factions have become increasingly entrenched over recent years, [forming parties that are enmeshed in Iraq's political and economic system](#) and making their containment a daunting task.

"This is not something that is optional. It is a necessity," Mr. al-Zaidi said of his

disarmament plan, in his first interview with foreign news media at his official residence. "Others who spoke of this then backtracked," he said. "They yielded to pressure or to other concerns. For me, this issue, along with that of corruption, is a matter of honor."

The difficulties have not deterred Mr. al-Zaidi, who was a political novice before becoming prime minister this year. Before his nomination, the wealthy businessman was [largely unknown to most Iraqis](#).

This week, as Mr. al-Zaidi will attend his first United Nations General Assembly, he is confronting not only a security challenge, but also a daunting economic crisis. Iraq, the world's third-largest

supplier of oil, has lost 60 percent of its monthly export revenue because of the war between the United States and Iran, which has choked off shipping through the Strait of Hormuz, Mr. al-Zaidi said. Since taking office, he has been pitching proposals to build pipelines that would bypass the Persian Gulf, including one that he said could reach Europe.

"We wish to build bridges and economic ties between Iraq and the countries of the world," he said. "Under this government, Iraq will be a meeting point, not a point of hostility."

Realizing these aspirations, however, will depend on Mr. al-Zaidi's meeting the Trump administration's demand that he rein in the militias.

"Arms have to be confined first so you can build a solid economy," he said.

Mr. al-Zaidi initially announced in the summer that the militias would be disarmed by the time the last remaining U.S. forces in Iraq withdraw on Sept. 30. Iraqi militias immediately rejected that timeline. After that, officials tried to correct what was seen in Iraq as a political blunder, saying instead that disarmament could begin Sept. 30.

Mr. al-Zaidi's government has since formed a committee to negotiate with the militias over disarmament. He said the terms of the agreement on the timeline would be announced on Sept. 30.

According to Mr. al-Zaidi, there would first be a 90-day period during which the militias would not launch any attacks and be assured that they would not be attacked by U.S. forces. After that, the militias would begin handing over their weapons, with disarmament ending by June 30, 2027, he said, though the militias are still pushing to have until the end of 2027 to disarm.

Regional diplomats and some Iraqi security officials warn the timeline is extremely precarious. Most described it as nearly impossible to meet during a time of war, when Iran's militia allies have proved valuable partners in sowing regional chaos and helping impose drastic costs on the global economy.

The militias have struck repeatedly at neighboring Kuwait and Jordan, as well as energy sites in Iraq and the U.S. Embassy in Baghdad.

This month, Saudi Arabia accused Iraq of being the source of a drone attack that knocked out the operation of the kingdom's east-west pipeline, which provides 4 percent of global oil supplies.

Iraqi officials believe splinter cells of the Iraqi militias helped operatives facilitate, though not orchestrate, that attack.

"The Iraqi government has stated that they're not part of this war," said Victoria Taylor, director of the Iraq Initiative at the Washington-based Atlantic Council. "But they don't really have control over that."

Iran would not greenlight the disarming of its Iraqi allies, she said, at a time when they have proved themselves to be "an extremely potent tool."

A senior Iraqi security official, who spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive negotiations with militias, warned that although some U.S. officials seemed receptive to Mr. al-Zaidi's timeline, the plan would fail without a peace deal between the United States and Iran. That is still nowhere in sight.

Beyond the geopolitics, disarming Iraq's militias could prove difficult because they have become so numerous and diffuse.

After U.S. forces invaded Iraq in 2003 and toppled its dictator, Saddam Hussein, several militant groups from Iraq's Shiite Muslim majority emerged to fight the U.S. occupation, often with training and arms from Iran, the region's Shiite power.

Then, in 2014, the Sunni jihadist group the Islamic State launched an offensive that at its height seized more than a third of Iraqi territory. While awaiting help from a U.S.-led military coalition, Iraq announced a mobilization of forces. Countless new armed groups were formed, many under Iranian direction.

Iraq's government has tried since then to rein in these militias — collectively called the Popular Mobilization Forces, or P.M.F. — and place

them under state authority. Even those who have come under the state, however, maintain deep ties with Tehran and other Iran-backed militias outside state control.

The government's current efforts are focused on four powerful militias that have resisted calls to disarm or come under the state.

Mr. al-Zaidi said his goal is for these militias to cease to exist as independent entities. "They will join the Popular Mobilization Forces as individuals and integrate into them," he said. After the deadline, he said, any groups operating under militia names "will be deemed outlaws."

These main groups insist they have the right to bear arms as long as "occupying forces" pose a threat, and point to the war the United States and Israel launched on Iran in February. The groups argue that U.S. forces and Israel, [which built covert bases in the Iraqi desert](#), are using Iraq's territory.

Ramzy Mardini, the founder of Geopol Labs, a Middle East-based geopolitical risk advisory firm, said a successful disarmament timeline required not only an easing of the regional conflict but a government that could enforce its demands and offer incentives or assurances to armed factions that comply.

"Until there are real changes in the political and security context, a deadline is merely an aspiration," he said.

As the final U.S. troop withdrawal has neared, militias have raised additional conditions for their disarmament. The groups, for example, have pointed to the continued presence of Turkish troops in northern Iraq. Turkey has said it must maintain forces in Iraq to fight Turkish Kurdish separatist militants on its borders. In response,

Mr. al-Zaidi said he has sought a deal with Turkey for its withdrawal.

In the past, Turkey has said any withdrawal is conditional on Kurdish militants' camps and weapons being cleared from northern Iraq. Mr. al-Zaidi said his government was also working on a timeline to absorb local Kurdish forces into Iraq's P.M.F. to satisfy that demand.

In pursuit of a deal with Turkey, Mr. al-Zaidi said he had leveraged Iraq's efforts at boosting economic ties between the countries. This year, Iraq agreed to a one-year deal to increase oil exports to Turkey via an existing Iraqi pipeline, and Iraq now aims to increase the pipeline's capacity, he said. Last week, during visits to France and Germany, he proposed plans to build pipelines via Turkey that would bring Iraqi oil directly to Europe.

During the interview, Mr. al-Zaidi also detailed some of the economic challenges his country now faced. Iraq has lost approximately \$60 billion in revenues since the war began, he said.

Although Iraq considers itself a regional partner with Iran, he said, Iran has not allowed Iraqi tankers to pass through the Strait of Hormuz.

"We spoke at length. The decision emerging from Iran is firm," he added. "Their goal is to drive up global oil prices. This is not about being close to them or not. Regardless, they want to create pressure." An earlier version of this article misstated the source of several militant groups that fought the U.S. occupation in Iraq. They emerged from Iraq's Shiite Muslim majority, not Iran's Shiite Muslim majority. Erika Solomon is The Times's bureau chief for Iran and Iraq.



sept 21, 2026

## All Iranian airlines to shut down worldwide by September 23: US treasury chief

**E**RBIL, Kurdistan Region - The United States Treasury Secretary on Monday said all Iranian airlines will shut down globally on Wednesday, threatening that enablers who provide fuel, landing services or tickets will be “knocked out of the dollar system.”

“On September 23 ... all the Iranian airlines will be shut down around the world,” said United States Secretary of the Treasury Scott Bessent in an interview with US broadcaster CNBC.

Bessent also threatened “enablers” who circumvent the sanctions, outlining that in the event that an Iranian carrier were to land, “you cannot provide them with fuel, you cannot provide them with landing services and you cannot sell them tickets, or you will be knocked out of the dollar system.”

The remarks come as the US economic campaign against Iran, dubbed Operation Economic Outcast, tightens its grip to target Tehran’s illicit revenue streams.

The United States earlier in September [imposed](#)

sweeping sanctions on “all remaining Iranian airlines,” targeting 36 entities - including 27 active carriers - as part of its ongoing Operation Economic Outcast against Iran, the US Treasury Department said in a statement, warning that any party doing business with the sanctioned entities risks being “cut off from the global financial system.”

Iran’s 27 airlines - most of which operate domestic routes, with Iran Air, the national carrier, and Mahan Air, a private company, as the two main providers operating international routes - serve as the sole carriers allowing passengers to leave Iran via air.

The move aims to curtail carrier activity “supporting Iran’s aviation sector, which the regime uses to move weapons, personnel, and illicit cargo,” including “covert front companies, foreign intermediaries, and deceptive transshipment routes that Iran relies on to obtain U.S.-origin aircraft and sensitive technology.”

A day after the sanctions sweep, Gholamhossein Darzi, the Ambassador

and Chargé d’Affaires of Iran in a letter to the UN Security Council said the US sanctions against 27 Iranian airlines and entities active in Iran’s civil aviation sector constitute an act of “economic terrorism, collective punishment, and crimes against humanity,” and a “flagrant violation of the UN Charter and fundamental rules of international law,” according to semi-official Mehr news agency.

In late August the US treasury moved to [target](#) five sectors, including aviation, digital assets, gold, technology and maritime restrictions, in addition to sanctions against the Dubai branch of the second largest bank in Egypt “that funneled more than \$1.8 billion into the regime” in addition to two other banks, including Russia’s state-controlled VTB Bank in mid-September and Turkey’s Golden Global Bank in early September for funneling “millions” to Iran.

The pressure is increasingly visible through regional financial centers. Turkey on Friday [revoked](#) the operating license of the Istanbul branch of Iran’s Bank Mellat follow-

ing a series of US measures aimed at restricting Tehran’s access to the international financial system.

Iranian foreign ministry spokesperson Esmail Baghaei on Sunday denounced the “brutal economic war,” accusing the US of “looking past sanctioning of an entire nation’s livelihood” in attempting to “stop Iranian officials from supposedly shopping at an American wholesale club.”

Alongside the economic sanctions, US President Donald Trump said on Sunday in an interview with Fox News that he was in a “deciding mode” over Iran, outlining options ranging from further military action and allowing Iran to “rot economically.”

“My question is if and when do I blow the entire nation up? They better behave,” Trump said, adding he was open to meet with Iranian President Masoud Pezeshkian, who is set to participate in the annual UN General Assembly, as he prepares to meet with Persian Gulf leaders on the sidelines of the Assembly on Tuesday.



Mohammed Kamaran  
Sept 21, 2026

## Cinema offers «shortest path» to share Kurdish struggle globally: President Barzani

**E**RBIL, Kurdistan Region - Film is one of the most effective means to convey the stories of Kurdish struggle to global audiences, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said Sunday during his attendance of the first premiere of *No Paradise If You Are Killed By A Woman* in Erbil.

"Cinema and film are indeed the shortest path to sharing our story and history with the world," President Barzani stated in remarks following the premiere at the region's capital.

Kurdish filmmaker Halkawt Mustafa's *No Paradise If You Are Killed By A Woman* made its premiere in cinemas across the Kurdistan Region on Sunday. The film is Iraq's official entry for the Oscars this year in the Best International Feature Film category entry for the 99th Academy Awards set for March 2027.

The synopsis revolves around lead actress Avan Jama who, after having lived in Norway for more than a decade with her family, returns to Iraq at the onset of the Islamic State (ISIS) seizure of Iraqi territory in 2014.

Jamal's home is raided by ISIS militants who proceed to kill her parents and take her and her 14-year-old sister as slaves in its de facto capital, Mosul - Iraq's second-largest city and the terror group's largest urban stronghold. She later manages to escape ISIS custody and flees to a nearby



Kurdistan Region President Barzani (center), actress Avan Jamal (left), and director Halkawt Mustafa (right) before the first premiere of *No Paradise If You Are Killed By A Woman* in Erbil. Photo: Rudaw

women-led Peshmerga base where she receives military training to become a sniper.

"Avan, in this film, reminded us not only of the resistance of the Peshmerga, but also of the female fighters who fell in Kobane and elsewhere. She brought their collective resistance to light," President Barzani said.

Around 1,500 female Peshmerga fought on the frontlines during the war against ISIS from 2014 until the group's territorial defeat in 2017. Thousands of Kurdish female fighters affiliated with the Women's Protection Units (YPJ) fought the extremist group in northeast Syria (Rojava).

Speaking after the premiere in Erbil, Halkawt Mustafa, the film's director, said his aim

was to present the film to "Kurdish women worldwide and women in general."

Mustafa said he drew his inspiration after visiting the frontlines in September 2014 where he witnessed "Kurdish women smiling [while they fought]" as they braved the group's onslaught, an element strongly reflected throughout the movie.

Stories of Kurdish female fighters gained global attention during the fight against ISIS. In one widely-known instance, Arin Mirkan, a YPJ fighter, detonated explosives at an ISIS position during the siege on Kobane in October 2014 to halt an armored advance and prevent her unit from being encircled, sacrificing her life and killing around 10 members of the extremist group.

In addition to centering a Kurdish woman as a revolutionary figure in the fight against ISIS, the movie plot aims to showcase the Kurdish peoples' determination to live a life embodying freedom.

"I fight for life," says Jamal in an iconic scene in response to an Iraqi commander warning her that Islamic State (ISIS) militants "fight for their death - they want to go to heaven."

Jamal's line echoes a classic Kurdish political motif drawn from *Shirin Bahara* (Shirin, Spring Is Here) that perhaps best encapsulates the Kurdish resolve to achieve freedom, in which the renowned poet and politician Ibrahim Ahmad writes: "Is it better to live as a slave or to die for oneself and the glory of one's country? ... Don't live for death; die to live."



sept 21, 2026

## President Barzani to declare Peshmerga unification complete in Monday ceremony

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani is set to officially declare the full unification of Kurdistan Region's Peshmerga forces under the Ministry of Peshmerga Affairs during a ceremony on Monday.

The transition formally integrates more than 100,000 party-affiliated Peshmerga fighters into a unified military hierarchy, fulfilling a long-sought security reform backed by the US-led international coalition.

President Barzani, serving as Commander-in-Chief of Armed Forces, will host the official ceremony alongside Prime Minister Masrour Barzani, Peshmerga Minister Shorsh Ismail, and senior diplomats from coalition partner nations, a source within the Kurdistan presidency told Rudaw on Monday.

Under the overhauled structure, the Kurdistan Democratic Party's (KDP) Unit 80 and the Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) Unit 70 will operate as Area Command 1 and Area Command 2, respectively, Bakhtiyar Mohammed, Secretary-General of the ministry, told Rudaw's Solin Hamadameen.

"Their only headquarters will be the ministry. They will not be affiliated with any party," he added.

Mohammed explained that the new structure helps



Kurdistan Region's Peshmerga forces during a graduation ceremony in Erbil on January 30 2025. File photo: Bilind T. Abdullah/ Rudaw

bolster administrative, financial, and command and control dimensions of the force. President Barzani signed a decree in February formalizing the authority of Regional Command 1 and Regional Command 2, under which the partisan forces were to be reorganized into 10 divisions. Prime Minister Barzani subsequently issued an executive order conferring legal authority and budgetary responsibilities on the commands.

KRG has for long sought to unify its various military units into a single, professional, and depoliticized national force. This initiative has received strong backing from

international partners, especially the US and its allies from the Global Coalition to defeat Islamic State (ISIS).

Between 2010 and 2013, approximately 42,000 fighters from the two units were merged into 14 brigades. However, progress stalled amid internal political disputes and the outbreak of war against ISIS in 2014.

Following the withdrawal of Kurdish Peshmerga forces from disputed territories in October 2017 in face of an Iraqi security forces offensive, many of these brigades broke apart.

In 2018, the process was re-

vived through a 35-point reform plan developed with coalition partners. The first phase of the unification started in 2022, and the final phase concluded on September 10 of this year per a statement from minister Ismael.

"Today, with great pride, we announce historic news and a major achievement that has long been a dream of our people: the process of unifying and reorganizing all Peshmerga forces under the umbrella of the Ministry of Peshmerga Affairs has been successfully completed," Ismail said in a statement shared by the ministry on Facebook at the time.

## Turquie : au moins huit blessés à la suite de tirs devant une école, un suspect interpellé

L'attaque, qui fait suite à deux autres dans le pays cette année, s'est produite devant un lycée professionnel et technique du district de Turgutlu, dans la province de Manisa, près de la grande ville d'Izmir, et les blessés ont été transportés à l'hôpital.

Un adolescent a ouvert le feu mardi 22 septembre devant un lycée professionnel de l'ouest de la Turquie, blessant au moins 11 collégiens avant d'être interpellé, selon les autorités, lors du troisième drame de ce type dans le pays depuis avril.

Trois jeunes se trouvaient dans un état grave après l'attaque survenue devant un lycée professionnel et technique du district de Turgutlu, dans la province de Manisa, près de la grande ville d'Izmir, aux alentours de 8 heures locales (7 heures à Paris). « *Le traitement de dix mineurs est en cours, dont trois en soins intensifs* », a déclaré le ministre de l'intérieur, Mustafa Çiftçi, lors d'une conférence de presse dans la ville voisine de Manisa. Un blessé a pu quitter l'hôpital.

Les parents et le grand-père de l'auteur ont aussi été arrêtés. Le ministre a relevé que de nouvelles mesures de sécurité étaient déjà en vigueur au moment de l'attaque. L'arme utilisée était « *enregistrée au nom de la*

*grand-mère du suspect* » et conservée au domicile des grands-parents.

Le ministre de la justice, Akin Gürlek, qui s'est lui aussi déplacé sur les lieux, a confirmé que toutes les victimes, comme l'auteur des coups de feu, étaient mineurs. Le suspect a, semble-t-il, ouvert le feu sans raison apparente. Tous les élèves ont été évacués et les cours annulés pour la journée.

Sur des images des médias locaux, on pouvait voir l'assaillant présumé, un jeune homme portant un jean noir, une veste noire et un haut vert. Une caméra de vidéosurveillance le montre, semble-t-il, en train de marcher calmement, puis de courir dans une rue, serrant dans ses mains ce qui ressemble à un fusil. Dans d'autres images, on peut voir des policiers plaquer au sol un homme portant une chemise blanche, avant de le traîner à l'écart tandis qu'une femme hurle dans une grande confusion.

**Restrictions sur la pos-**

**session d'armes à feu**

La Turquie a été bouleversée cette année par [une tuerie dans un collège](#), commise le 15 avril par un adolescent de 14 ans à Kahramanmaraş (Sud), qui a causé la mort d'un enseignant et de neuf enfants de 10 et 11 ans. L'auteur, fils d'un policier à la retraite, a été tué sur place. La tuerie, la pire jamais perpétrée en Turquie en milieu scolaire, a conduit au limogeage du vice-ministre de l'éducation.

Un autre incident a eu lieu le 14 avril dans la province de Sanliurfa, dans le sud-est du pays, où un ancien élève a ouvert le feu dans son ancien lycée, blessant 16 personnes, avant de se donner la mort face aux policiers.

Ces attaques ont suscité l'indignation de la population. Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a annoncé, en avril, que le gouvernement introduirait de nouvelles mesures, notamment des restrictions concernant la possession d'armes à feu.

Selon les estimations d'une fondation locale, des dizaines de millions d'armes à feu sont en circulation dans le pays, la plupart illégalement.

Les événements de mardi interviennent au lendemain de la signature, par les ministres de l'éducation et de l'intérieur, d'un protocole de sécurité pour l'année scolaire qui a débuté lundi. Mustafa Çiftçi a souligné le déploiement de 31 000 agents pour la surveillance des établissements scolaires du pays. Il a également affecté de manière permanente des policiers à certains d'entre eux classés à haut risque, comme l'est celui de Turgutlu.

D'autres établissements se sont vu attribuer des agents de liaison de la police. Les unités chargées de la sécurité, de l'ordre public, des stupéfiants et des mineurs doivent effectuer des patrouilles régulières autour des écoles. Les cybercafés, salles de jeux et autres lieux fréquentés par les élèves feront l'objet d'inspections périodiques.

The New York Times

Leo Sands  
Sept. 22, 2026

## Iran's President Arrives in U.S. for U.N. Meeting Against the Backdrop of War

**Iran's President Heads to New York, a First for a Nation at War With the U.S.**

President Masoud Pezeshkian had combative words for the United States before he departed Iran to attend the annual meeting of the U.N. General Assembly.

Iran's President Travels to New York City for U.N. General Assembly

In a rare visit by a leader of a country at war with the United States, President Masoud Pezeshkian of Iran was en route to New York City to speak at the United Nations General Assembly this

With the United States and Iran locked in a dragging conflict, President Masoud Pezeshkian of Iran was traveling to New York on Tuesday to attend the annual meeting of the United Nations General Assembly.

Analysts say it will be the first time that a leader whose country is at war with the United States sets foot on U.S. soil to address the U.N. gathering. Just before departing Iran, Mr. Pezeshkian had referred to his host country for the next few days as the "enemy" in combative remarks carried by state media.

"They cannot use force to compel people to submit," he said of the United States, accusing it of repeatedly violating truce agreements and using its military to strike homes and hospitals and "commit atrocities" in Iran and beyond. Mr. Pezeshkian is [scheduled to address the U.N. gathering](#) on Wednesday — speaking after President Evariste Ndayishimiye of Burundi and before President Santiago Peña of Paraguay — in what experts say will be a historic moment.

"The leader of a country actively engaged in direct military hostilities with the U.S. has

not addressed the U.N. before," said Jeremi Suri, a historian at the University of Texas at Austin. He noted, however, that other anti-American leaders — including Yasir Arafat of the Palestine Liberation Organization and Fidel Castro of Cuba — had spoken at the gathering before.

Thomas G. Weiss, a political scientist at the Graduate Center of the City University of New York who specializes in the United Nations, said that leaders of countries hostile to Washington had attended the General Assembly during moments of geopolitical tension, including Nikita Khrushchev of the Soviet Union in 1960.

"But these weren't during active, shooting wars," he said. "I'm surprised, frankly, that the Iranian president is being allowed in," he added.

The [State Department](#) said last week that as the host

country, the United States had permitted Iran to send a core delegation to attend the U.N.'s largest annual meeting.

Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, was among those granted a visa. In a statement posted on social media on Tuesday, he said he was in New York to shore up support on the world stage despite the "state of war" between the United States and Iran.

As well as meeting with other world leaders, Mr. Pezeshkian would meet with "intellectuals, members of the media and Iranian and non-Iranian scholars" during his time in New York, Mr. Araghchi said. The State Department typically restricts the movements of the Iranian delegation, prohibiting its members from traveling without permission beyond a limited area of Midtown Manhattan, where the U.N. headquarters are located.



sept 22, 2026

## Iraqi PM submits six-point proposal for armed factions, postpones disarmament deadline

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Ali al-Zaidi submitted a six-point proposal to the Iran-backed armed factions that includes prolonging the initial

deadline set for their disarmament on September 30 to mid-2027, a senior official within the ruling Shiite-led Coordination Framework told Rudaw on Tuesday, as Bagh-

dad continues to grapple with the armed groups amid US pressure.

The proposal "serves as the foundation for an agreement,"

Haidar al-Fawadi, head of the political bureau of the Reconstruction and Development Coalition - a constituent of the Coordination Framework - told Rudaw's Hastyar Qadir.

Prime Minister Zaidi first pledged to reform Iraq's security sector and consolidate arms under state control in his May inaugural speech and set the September 30 deadline shortly thereafter.

While initially coinciding with the departure of the US-led Coalition against the Islamic State (ISIS), the three Iran-aligned factions have not yet complied - drawing Iraqi officials into negotiations and talks with armed groups and a shift in rhetoric regarding a more [loosely-defined](#) disarmament deadline.

"The points of the agreement and the roadmap for the upcoming phase" will be announced shortly after the scheduled departure of the

US-led Global Coalition against the Islamic State, the first point of the proposal reads, according to Fawadi.

A subsequent 90-day probationary period for de-escalation will be announced, the second point notes, "during which the groups must refrain from launching attacks and the US must cease strikes, in order to build trust and create suitable conditions for the next phase."

"Following the conclusion of the 90-day period, the organized and phased handover of weapons will begin according to an agreed-upon mechanism," the third point reads.

Islamic Resistance in Iraq (IRI), which consists of Iraqi

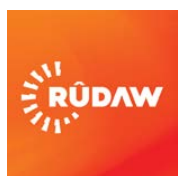
armed factions aligned to Iran, has launched hundreds of strikes against US assets inside and outside Iraq from the outbreak of the US-Israeli war against Iran in late February toward April. In response, Washington [struck](#) bases associated with the IRI and the state-funded Popular Mobilization Forces (PMF) - whose factions see an overlap with the IRI - killing around 80 of their members in the same period, according to figures released by the PMF.

Zaidi said in a report by The New York Times on Monday that he plans to integrate members of the armed factions individually into the PMF. Of relevant note, Washington has not designated the PMF as a terror organization,

despite dragging most of its factions in the list.

The integration is mentioned in the fourth point, with the Iraqi government aiming to end their "existence as independent armed entities."

"The process of disarming and establishing state control will proceed according to a proposed schedule running through June 30, 2027," Zaidi's proposal continues, according to Fawadi, stressing in the last point that any group continuing to operate as an armed force outside the framework of the state and the law "will be deemed illegal" after that date.



sept 22, 2026

## KDP official claims progress in talks as PUK counters with 38-seat demand

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) remains committed to its alliance with the New Generation Movement (NGM), entering long-stalled government formation talks as a unified 38-seat block, a party leadership council member said Tuesday. The statement came shortly after a Kurdistan Democratic Party (KDP) official reaffirmed that the party will only negotiate with the PUK as a standalone entity, while claiming the two sides are inches away from an agreement.

«If we needed to agree on 100 points, we [KDP] and the PUK would have passed 80. If the distance between us was previously 100 kilo-

meters, it has now shrunk to 5 kilometers," Ari Harsin, head of the KDP's Sulaimani province branch, told Rudaw's Sangar Abdulrahman, claiming that an agreement was in the making.

His statement was subsequently rebuffed by Aras Fatah, a party leadership council member from the PUK, who replied, "I do not know how those 100 kilometers became 5 kilometers," while acknowledging that steps toward rapprochement "have been taken."

The KDP and the PUK have shown deep-seated disagreements over the distribution of senior governmental positions and governance structure in the Kurdistan Region, ultimately engaging the

Region in a political deadlock since the last parliamentary elections in October 2023.

Around two years after the elections, the tenth cabinet of the Kurdistan Regional Government (KRG) has yet to be formed and the Kurdistan Parliament has remained unseated.

A PUK-NGM bloc agreement in July further exacerbated tension after the decision to combine their respective 23 and 15 seats in an alliance to challenge the KDP majority of 39 seats in a 100-seat parliament.

The KDP has rejected the alliance, questioning its legitimacy by saying it was forged when Shaswar Abdulwahid -

NGM's leader - was in a PUK-held [prison](#) last year for a blackmailing lawsuit.

«We deal strictly with the PUK's 23 seats, not additional ones," Harsin said Tuesday, adding that Abdulwahid's release from prison occurred through a "political deal with the PUK for political benefit."

In response, Fatah stated that the PUK "has neither prisons nor private police" and that "Shaswar Abdulwahid was imprisoned by judicial order and was released after serving his sentence" with "no connection to political agreements."

He further maintained the PUK-NGM bloc's resolve to

negotiate with the KDP with its 38 seats “to jointly decide on draft laws and the formation of a balanced government that features genuine partnership.”

The dispute comes days after

Iraq’s federal supreme court on Sunday [postponed](#) two lawsuits against the Kurdistan Region.

One of the lawsuits seeks to change the status of the KRG

to a caretaker government, therefore stripping it from its executive powers, while the other demands the dissolution of the Kurdistan Parliament.

Deferring the lawsuits to late

October provides the KDP and the PUK temporary relief to advance the government formation talks.

---

**The New York Times**

Sept. 22, 2026

Farnaz Fassihi, Zolan Kanno-Youngs,  
David E. Sanger, Michael Levenson

## At U.N., Trump Says He Will Strike a Deal With Iran or ‘Annihilate’ It

President Trump’s statement to the U.N. General Assembly that he could “drive them into hell with no chance of survival” was a jarring departure in a forum devoted to world peace.

**A**s other world leaders pleaded for international cooperation and an end to wars in the Middle East, President Trump warned the United Nations General Assembly on Tuesday that he could either strike a deal with Iran or obliterate the country.

“I have a big decision to make,” Mr. Trump said from the podium of the assembly’s annual meeting in New York. “Will a deal be made with Iran that lets them rebuild and create a far greater country than it ever was before — maybe one of the greatest in the Middle East or even the world? Or do I annihilate the Islamic Republic and do it quickly, never giving them a chance to kill and destroy people and countries again?”

Mr. Trump seemed to indicate that Iranian officials have been dragging out the war that the United States and Israel began almost seven months ago, in hopes of hurting Republicans, who are trying to retain control of the

House and Senate in the midterm elections in November. “Do I drive them into hell with no chance of survival and no hope of future greatness or generations?” Mr. Trump said. “But I believe we’ll make a deal right after the election because it doesn’t make sense for them not to. They’re waiting to see how I do in the midterm election.”

Mr. Trump’s threats echoed a social media post that [he made in April](#), when he warned Iran that “a whole civilization will die tonight,” a threat he did not carry out, which legal experts said would amount to a war crime. But even by the standards of Mr. Trump’s bellicose rhetoric, it was startling to hear an American president issue such a dire threat at the United Nations, a body created in the aftermath of World War II with the goal of peaceably resolving conflicts.

Stone-faced diplomats from Iran and other countries listened as Mr. Trump, the second world leader to address the General

Assembly, alternately trumpeted his own power and lashed out at nations and institutions he held up as worthy of scorn, including Cuba and the International Criminal Court.

While many world leaders refrained from head-on condemnation of the United States, several criticized the war in Iran and many blasted Israel, a close U.S. ally, accusing it of committing genocide in Gaza and of trampling the rights of Palestinians in the Israeli-occupied West Bank.

Speaking after Mr. Trump, King Abdullah II of Jordan devoted much of his speech to the Israeli-Palestinian conflict, calling the Israeli military campaign in Gaza “an attempt to erase Palestinian life and impose a new territorial reality.”

The Jordanian king also decried the war in Iran, pointing out that the costs of the conflict have been felt in places far from the Middle East. “If anyone had any doubt that conflict from our

region stays there, just look at the energy and grocery bills of ordinary families, from Mumbai to Minnesota,” he said.

King Abdullah II of Jordan

This year, like last year, the U.S. State Department barred the Palestinian government — recognized as a state by most of the world’s nations — from attending the General Assembly by [refusing to issue visas](#) to its top officials. Israeli and Iranian officials are expected to address the General Assembly later this week.

Turkey’s president, Recep Tayyip Erdogan, said that his country would “continue to be the voice of a free and sovereign state of Palestine” and he roundly condemned Israel’s actions in Gaza, saying that the world was “faced with a genocidal mindset that can never get enough of killing.”

As he spoke, Israel’s delegates left the assembly hall.

President Emmanuel Macron of France was also highly critical of Israel's actions in Gaza, saying the plight of the Palestinians there was a shameful "spectacle."

Other sharp divisions were on display on the opening day of the General Assembly's annual meeting, which is expected to draw 71 heads of states to New York. Cuban officials walked out when Mr. Trump declared that Cuba was "an absolutely failed state" and vowed that its government "will fall."

"The US government proves incapable of accepting that #Cuba is, and has the right to be, a fully independent and sovereign country," Cuba's foreign minister, Bruno Rodríguez Parrilla, posted on social media after Mr. Trump's speech. He added, "Cuba is not a threat to the US nor to any country."

The United Nations itself is in a period of transition, searching for its next leader, as Secretary General António Guterres prepares to step down when his term ends in December.

Mr. Guterres, 77, who has led the United Nations since 2017, presided during a turbulent era convulsed by climate change, the rapid development of artificial intelligence, huge natural disasters and wars in Ukraine, Gaza, Iran and elsewhere.

"The fault lines in our world are widening," Mr. Guterres said in his final address to the General Assembly. "Cracks have become canyons."

Mr. Guterres said the events of this year in particular had

demonstrated that even the strongest nations had their limits, and that building a better future "begins with a recognition, especially by superpowers, that their power isn't so super."

Brazil's president, Luiz Inácio Lula da Silva, said in his address, the first by a world leader to the General Assembly, that the world was confronting a "profound leadership crisis."

U.N. members, he said, have been "held hostage" by the Security Council, a reference to the power of some countries to block major actions. The Council's five permanent members, the United States, China, Russia, France and Britain, all hold veto power.

Russia's full-scale invasion of Ukraine, which began in 2022, was also a focus of concern. After briefly touching on Iran and Gaza, President Gitanas Nausėda of Lithuania said that the conflict in Ukraine posed the "greatest threat to world order."

He condemned what he called "numerous violations of our airspace by combat drones" during the war.

President Volodymyr Zelensky of Ukraine and Mr. Trump met on the sidelines of the General Assembly. The two also spoke by phone over the weekend, amid efforts by the White House to revive negotiations to end the war in Ukraine.

"We talk about it a lot, including with President Putin, and I think something is going to happen," Mr. Trump told reporters after the meeting, referring to President Vladimir V. Putin of Russia. He

described the Ukrainians as "very good fighters" and said "they can be proud of themselves."

Mr. Trump's speech came as traditional American allies have begun to openly question whether the United States remains a credible partner, committed to international alliances.

Sitting next to Prime Minister Andy Burnham of Britain in a meeting on the sidelines of the General Assembly, Mr. Trump said he believed a settlement with Iran would eventually be reached.

Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, met with Steve Witkoff, the U.S. special envoy, and Jared Kushner, Mr. Trump's son-in-law who has been aiding in negotiations, on the sidelines of the General Assembly, according to two Iranian officials. Mr. Trump told reporters it was a "very good" three-hour meeting, but did not provide any details on the talks.

"It's potential greatness or obliteration" he reiterated.

At a separate ceremony in New York with officials from Greenland and Denmark, Mr. Trump signed a revised [security agreement](#) for Greenland. Details of the new accord remained vague, but it appeared to fall short of Mr. Trump's vows to buy or seize the island, a semiautonomous territory of Denmark. Speaking to the General Assembly, Mr. Trump said that the United States planned to build two new military bases on Greenland — something it could have done in previous decades.

Ranging across other topics,

Mr. Trump also dismissed calls from [top programmers, executives and experts](#) to restrain the development of artificial intelligence, saying those warnings were coming from the "same group of people" who promoted what he called "the Russia hoax."

"We will only encourage super intelligence," Mr. Trump said. "We're going to encourage it, not rein it in."

Mr. Trump also celebrated the American military operation in Venezuela, where the United States has expanded its control over that country's vast oil reserves.

"To the victor belong the spoils," Mr. Trump declared.

Reporting was contributed by Yonette Joseph, Zane Irwin, Tyler Pager, Max Bearak, Aaron Boxerman, Michael Crowley, Ismaeel Naar and Ana Ionova.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

Zolan Kanno-Youngs is a White House correspondent for The Times, covering President Trump and his administration.

David E. Sanger covers the Trump administration and a range of national security issues. He has been a Times journalist for more than four decades and has written four books on foreign policy and national security challenges.

Michael Levenson covers breaking news for The Times from New York.

The New York Times

Amelia Nierenberg  
Sept. 22, 2026

## Shooting Near High School in Turkey Injures 11

Europe | Shooting Near High School in Turkey Injures 11

<https://www.nytimes.com/2026/09/22/world/europe/turkey-school-shooting-injured.html>

The attack came months after back-to-back school shootings in the country, where educators have been warning about rising violence.

Shooting Near High School in Turkey Injures 11

An assailant opened fire and injured 11 students near a high school in Turkey on Tuesday, Turkish officials said, shaking the country months after [back-to-back school shootings](#).

The attack injured students on a street outside the school, in Turgutlu, in the Manisa

province in southwestern Turkey, near Izmir, [according to Turkish officials](#).

The Turkish authorities did not identify the assailant. Turkey's health minister, Kemal Memisoglu, [said](#) that the 11 injured people had been hospitalized.

Video released by Turkish officials and verified by The New York Times shows a person dressed in black walking along the street with a long gun and looking over a shoulder. Seconds later, the person runs back along the same route, still holding the gun.

Akin Gurlek, Turkey's justice minister, said on [social media](#) that two people had been seriously hurt but did not elaborate on their injuries or condition.

Mr. Gurlek said that officials were looking into how the assailant had gotten hold of a weapon. He described the suspect as a child and said officials were investigating how the weapon — which he said had belonged to the suspect's grandfather — had been stored.

The suspect's mother, father and grandfather were taken into custody, Mr. Gurlek said.

The attack on Tuesday came five months after back-to-back school shootings that rattled Turkey. Mass shootings are rare in the country but Turkish educators have expressed concern about stabbings and other kinds of violence in schools.

In March, a former student fatally stabbed a teacher in a vocational high school in

Istanbul. Then, on April 14, a [teenager opened fire](#) at a vocational high school in southeastern Turkey, wounding 16 people. He killed himself with his rifle after the police cornered him, Turkish officials said.

A day later, an [armed eighth-grader opened fire](#) inside a middle school in southern Turkey, killing at least nine people and wounding 13 others. The assailant was also killed, officials said.

Turkish education unions have warned that violence in schools is on the rise. They have called for the Turkish government to increase precautions and provide more counseling.

Safak Timur contributed reporting.



sept 23,2026

## Amedspor jerseys sell out as fanbase grows

ERBIL, Kurdistan Region - Amedspor jerseys are selling out across Amed, Diyarbakir in Turkish, as soon as they are able as the newly promoted Kurdish-rooted club's strong start in Turkey's Super Lig drives a surge in demand among its growing fanbase.

"I've been waiting to get my hands on a jersey for 10 days," Ozkan Damar, a supporter, told Rudaw's Mashallah Dakak on Tuesday, saying he has still been unable to find one.

Demand has intensified after Amedspor beat Besiktas 3-2

on Sunday, moving to the top of Turkey's topflight Super Lig after six matches. The club has won four games and all four of its home matches.

Hasan Baran travelled from Dera in southeastern Mardin Province after failing to find a jersey there. "We went to the

Ceylan Karavil Park shop, but they didn't have it either, so now we have come here," he said.

Another supporter, Gule, said she had visited the same store three times without finding a jersey that fit, while Bawer Ozer said there was

“nothing left” for him or his children.

Amedspor, based in Amed, has a large following among Kurds in Turkey and abroad. The club adopted the name Amedspor in 2014, strengthening its association

with Kurdish identity.

Other supporters buy and gift the jerseys to relatives and friends outside Amed and abroad.

“When we visited relatives in the past, we would take sweets with us, but now, we

bring jerseys instead,” Brahim Oguzsoy said, adding that he was taking Amedspor shirts to relatives in Geve, in Hakkari Province.

Mustafa Tashin said he had sent about 15 jerseys to Sweden and others to cities

across Turkey. “Friends keep asking for them, so I send them all the time,” he said.

Vural Tantakin said some customers buy several kits at once, “leaving nothing for the others.”

---

**The New York Times**

**Christina Goldbaum**  
Sept. 23, 2026

## At U.N. Meeting, Syria's Leader Is Strengthened, but Faces a Difficult Test

### Syria's Leader, Though Strengthened, Faces Tests as He Addresses U.N.

**P**resident Ahmed al-Sharaa has improved his diplomatic standing since he last addressed the U.N. General Assembly but faces mounting domestic economic and security challenges.

When President Ahmed al-Sharaa of Syria [addressed the United Nations General Assembly last year](#), he was still in the throes of [transforming his image](#) from a rebel leader who once had ties to Al Qaeda into a head of state ushering in a new era in a country ruled for decades by dictatorship.

He returns to New York this year in a much stronger diplomatic position, and is scheduled to be the first speaker before the Assembly on Wednesday morning. Mr. al-Sharaa has secured [significant sanctions relief](#), extended his government's authority [across most of Syria](#) and gained international acceptance [among a broad spectrum of foreign leaders, including President Trump](#).

Mr. al-Sharaa now faces a

more difficult test: turning those diplomatic ties into tangible gains for Syrians as mounting economic and [security challenges](#) threaten to undermine the country's transition.

Syria's economy remains in crisis, and the flood of foreign investment his government hoped would quickly follow sanctions relief has not yet materialized. The World Food Program estimates that the monthly cost of essential needs for a family of five — including food, utilities and basic services — rose by almost 33 percent between June 2025 and June 2026.

The rising cost of living has deepened public frustration with Mr. al-Sharaa's government. Last week, [government increases in fuel prices](#) triggered the country's most widespread protests since [Mr. al-Sharaa took power](#) nearly two years ago, forcing his government to partially reverse the increases.

Mr. al-Sharaa is also struggling to restore Syria's sovereignty in the face of Israel's

increasingly entrenched military presence in the south. Earlier this month, a [U.N. commission investigating Syria reported](#) that [Israeli military operations in southern Syria](#) had deepened, with repeated incursions, patrols, raids and searches disrupting civilian life. It warned that some Israeli actions, including the detention of Syrian civilians, could amount to war crimes.

Israel's presence in southern Syria reflects its broader shift in defense strategy toward establishing military buffer zones beyond along its borders, including [in southern Lebanon](#) and [Gaza](#). But its military activity in Syria is also bound up in a growing rivalry with Turkey, one of Mr. al-Sharaa's closest allies and a longtime supporter of the rebel movement he once led.

Relations between Turkey and Israel have deteriorated sharply since the war in Gaza began in 2023. [Turkey's deepening military ties with Damascus](#) have heightened Israeli concerns about the prospect of Turkish forces and equipment operating in Syria.

Israel has [struck Syrian military facilities that Turkey had assessed](#) for possible use, underscoring the potential for Syria to become a flashpoint between the two regional powers.

Mr. al-Sharaa's government has broken with its predecessors to express an openness to engage with Israel and has [taken part in U.S.-mediated talks with Israeli officials](#) in the hopes of easing tension. But that diplomacy has not yielded a security agreement or an Israeli withdrawal from southern Syria. And [at a U.N. Security Council meeting last week](#), Syria's permanent representative to the U.N., Ibrahim Olabi, also accused Israel of responding to Syria's efforts at diplomatic engagement with “airstrikes, incursions and violations.”

“Israel penetrated our villages, displaced our people, bombed our facilities while we chose to spare the region further suffering,” Mr. Olabi said.



septembre 23, 2026

## Iran : Des experts de l'ONU demandent la fin des homicides illégaux de Koulbars kurdes et de transporteurs de carburant baloutches

**O**HCHR, GENÈVE – Les autorités iraniennes doivent mettre fin au recours à la force létale contre les Koulbars kurdes et les transporteurs de carburant baloutches, appellés *sukhtbars*, ont déclaré aujourd'hui des experts de l'ONU\*, qualifiant ces mesures d'illégales et demandant l'ouverture d'enquêtes indépendantes sur chaque décès causé par les forces de sécurité.

« Les Koulbars kurdes, connus sous ce nom, et les transporteurs de carburant baloutches, appelés *sukhtbars*, comptent parmi les populations les plus marginalisées économiquement en Iran. Ils transportent des marchandises et du carburant dans les zones frontalières, n'ayant que peu d'autres moyens de subvenir aux besoins de leurs familles », ont déclaré les experts. « Ils ne doivent pas payer leur pauvreté de leur vie. »

Au moins 12 Koulbars auraient été abattus par les forces iraniennes chargées de la surveillance des frontières ou par le Corps des gardiens de la révolution islamique depuis le début de l'année 2026. Au cours des deux derniers mois, les experts ont reçu des informations faisant état de sept Koulbars tués par des tirs directs des gardes-frontières iraniens, à courte distance et

sans avertissement. Plusieurs d'entre eux ne transportaient apparemment aucune marchandise au moment où ils ont été abattus.

Parmi eux figurait Madeh Kermani, 44 ans, qui avait quitté son domicile à Marivan le 28 juillet et n'était jamais rentré. Il aurait été abattu alors qu'il ne transportait rien, puis son corps aurait été retiré de la zone. Les autorités ont déclaré à sa famille qu'il était mort après avoir chuté des hauteurs frontalières, mais ces affirmations ont été contredites par les constatations médico-légales indiquant qu'il avait reçu une balle dans la tête.

Milad Tabad, 28 ans, est décédé le 18 août 2026, près d'un an après avoir été, selon les informations disponibles, touché à la tête par des tirs de gardes-frontières. Il a passé plusieurs mois en soins intensifs avant que sa famille, dans l'incapacité de financer la poursuite de ses soins, ne le ramène chez elle pour s'occuper de lui.

« Même lorsque des personnes sont soupçonnées de transporter des marchandises en violation de la législation douanière, cela ne constitue aucune menace pour la vie et ne peut en aucun cas justifier l'usage d'armes à feu », ont déclaré les experts.

Les *sukhtbars* baloutches

sont confrontés à un schéma similaire d'attaques mortelles. Au moins 13 transporteurs de carburant auraient été tués entre janvier et août 2026 lors de fusillades, de poursuites et d'autres opérations menées par les forces militaires et de sécurité.

Alors que l'attention nationale et internationale s'est concentrée sur les manifestations et les exécutions qui ont suivi, les décès survenus aux frontières iraniennes passent largement inaperçus. Les autorités iraniennes ne publient aucune statistique officielle sur les décès de Koulbars ou de *sukhtbars*, et le recensement des victimes a été laissé aux familles et aux organisations de la société civile.

Ces homicides s'inscrivent dans un schéma plus large d'homicides illégaux attribués aux forces de sécurité iraniennes : le meurtre de manifestants en décembre 2025 et janvier 2026, les exécutions extrajudiciaires commises par les forces de sécurité dans des provinces fortement militarisées et les décès en détention.

« Chacun de ces décès engage l'obligation de l'Iran de mener rapidement une enquête indépendante et impartiale », ont déclaré les experts. « Les familles ont droit à la vérité, à ce que les responsables rendent des

comptes et à des réparations – et ces communautés ont droit à des moyens de subsistance qui ne les exposent pas à des tirs. »

### \*Les experts :

Mai Sato, **Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran**

Morris Tidball-Binz, **Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires**

Elena Carolina Díaz Galán, **Rapporteuse spéciale sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme**

Nicolas Levrat, **Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités**

Les rapporteurs spéciaux, experts indépendants et groupes de travail sont des experts indépendants des droits de l'homme nommés par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Ensemble, ces experts sont désignés sous le nom de **Procédures spéciales** du Conseil des droits de l'homme. Les experts des Procédures spéciales travaillent à titre bénévole ; ils ne sont pas des fonctionnaires de l'ONU et ne perçoivent aucune rémunération pour leur travail. Si le Haut-Commissariat des Nations unies aux

droits de l'homme assure le secrétariat des Procédures spéciales, les experts exercent leurs fonctions à titre individuel et sont indépendants de tout gouvernement ou organisation, y compris du

HCDH et de l'ONU. Les points de vue ou opinions exprimés sont exclusivement ceux de leur auteur et ne représentent pas nécessairement ceux de l'ONU ou du HCDH.

Les observations et recommandations spécifiques à chaque pays formulées par les mécanismes des Nations unies relatifs aux droits de l'homme, notamment les Procédures spéciales, les or-

ganes conventionnels et l'Examen périodique universel, sont disponibles sur l'Index universel des droits de l'homme :



23 septembre 2026

## Monsieur Trump, venez donc visiter l'école de Minab, en Iran, avec moi !

**D**ans un texte ironique et sans concessions, l'acteur et dramaturge iranien dénonce l'intervention américaine qui a tué 168 écolières en Iran, le 28 février.

Depuis longtemps, je souhaitais, moi, vieil homme aux cheveux blancs, qui ai sué pendant une soixantaine d'années sur les planches du théâtre et dans les arènes de la poésie, du cinéma, de la télévision et de la radio, formuler un vœu : inviter l'une des plus grandes figures de ce monde, un homme cultivé, profondément humaniste, un défenseur sans égal de la justice, un homme portant sur ses épaules le lourd fardeau de l'équité. A savoir Monsieur Donald Trump, président unique en son genre et homme d'Etat hors pair de notre temps.

Bienfaits. Je voudrais qu'il fasse preuve de grandeur d'âme, avec son incomparable dignité, son sourire et sa générosité, et qu'il accepte mon invitation, moi qui admire tant la noblesse et la magnanimité de sa conduite.

Et puisque, en ce siècle nouveau, partout où il pose le pied - ou même, partout où son ombre se profile -, il apporte avec lui un parfum de paradis et de bienveillance, qu'il daigne également venir jusqu'à notre pays répandre ses bienfaits et sa bénédiction.

Nous pourrions alors, ensemble, nous rendre dans la ville méridionale de mon pays natal, Minab, pour visiter l'école de filles. Puis, lentement, nous irions nous recueillir sur les tombes sacrées des 168 enfants de cette

école et, au nom de l'équité et de la justice, nous déposerions sur la tombe de chacun de ces enfants, comblés par la sollicitude et la justice, une rose rouge.

Ainsi, tous les enfants pourraient comprendre comment ce président pacifique apporte à notre pays cette essence d'humanité et de paix, comment il répand ce parfum jusque sur les tombes de nos enfants brûlés et comment il ravive aussi le souvenir des enfants palestiniens.

Honneur. Et moi, qui ai les mains vides et qui, comme tant d'artistes de théâtre, ne possède aucun présent digne d'être offert en retour de tant de grandeur, ni à lui, ni à tous les démocrates qui lui ressemblent, je me sacrifierai sur son chemin. Je lui demanderai

alors, avec l'arme la plus perfectionnée qu'il porte à la ceinture, de tirer en plein dans mon cœur, de peur que son entraînement au tir ne vienne à perdre de sa vigueur.

Je le dis avec la clarté et la sincérité d'un artiste d'ici, et je m'y tiens : tous les responsables politiques des Etats-Unis l'acclameront, et sa statue sans pareille sera érigée à l'entrée de la Maison Blanche, afin que tous les chefs d'Etat du monde applaudissent en son honneur.

Salut à Donald Trump, 300 saluts à celui qui, au cours de ses deux mandats présidentiels, a fait retentir à travers le monde la paix, l'amitié et la bienveillance.

Votre humble serviteur,  
Behzad Farahani.

## A l'Assemblée générale de l'ONU, Donald Trump fait mine d'hésiter, au sujet de l'Iran, entre accord et « destruction »

Le président américain a dû consacrer, mardi, une partie de son discours d'autocélébration à son impopulaire aventure militaire en Iran.

« Est-ce que je les conduis en enfer ? », s'est-il faussement interrogé, avant d'évoquer un possible accord après les élections de mi-mandat aux Etats-Unis, en novembre.

Lorsque Donald Trump s'adresse au monde, il parle souvent de lui-même. La démonstration en a été faite une nouvelle fois, mardi 22 septembre, lors de l'allocution du président américain devant l'Assemblée générale des Nations unies (ONU), à New York. Dans un exercice d'autocélébration classique exécuté sans ardeur, de façon presque scolaire, le magnat a dressé le tableau d'une Amérique en pleine félicité, niant les problèmes extérieurs et intérieurs qui s'accumulent.

« Tandis que d'autres ont parlé, j'ai agi. Tandis que d'autres ont parlé de paix, je l'ai faite. Tandis que d'autres ont ignoré les menaces, je les ai affrontées. Tandis que d'autres ont parlé de courage, l'Amérique en a démontré. Tandis que d'autres ont promis de la force, je l'ai employée pour faire [des Etats-Unis] le plus puissant pays du monde. » Le milliardaire n'a pas hésité à citer, à la troisième personne, des compliments qu'auraient formulés à son adresse des dirigeants étrangers, le remerciant d'avoir résolu huit guerres.

Au-delà de cette ode à un « âge d'or » imaginaire, Donald Trump a dû consacrer une partie de son discours à l'Iran, aventure militaire rejetée par une majorité d'Américains. Selon un sondage CNN-SSRS,

publié mardi, ils sont 71 % à désapprouver sa politique étrangère, 70 % à considérer que la guerre contre Téhéran a porté atteinte aux intérêts des Etats-Unis et 75 % à estimer que la Maison Blanche n'a aucun plan de sortie de crise clair. Pourtant, Donald Trump a défendu sa ligne face au « régime fanatique iranien », qui « se conduit mal, non pas parce qu'ils sont forts et confiants, mais parce qu'ils sont faibles et désespérés ».

Le président des Etats-Unis dit avoir une « grande décision à prendre ». Une option serait de parvenir à un accord avec Téhéran. « Ou bien est-ce que je détruis la République islamique et je le fais rapidement, a fait mine de s'interroger Donald Trump, ne leur laissant plus jamais la chance de tuer et de détruire des pays et des gens ? Est-ce que je les conduis en enfer sans chance de survie, ni espoir de grandeur future pour des générations ? Mais je crois qu'on va conclure un accord juste après les élections [de mi-mandat, le 3 novembre], parce que ne pas le faire n'aurait aucun sens pour eux. Ils attendent de voir comment je vais m'en tirer aux midterms. Ce qu'ils ne réalisent pas, c'est que je ne suis pas candidat. »

Donald Trump prétend distinguer la politique intérieure amé-

ricaine de la gestion du dossier iranien. « La seule chose qui m'importe, c'est que l'Iran n'ait jamais l'arme nucléaire. » Le républicain a appelé les partenaires de l'Amérique à rester unis, en assurant que le prix de l'essence chuterait bientôt de façon spectaculaire. Il a aussi mis en cause « les lâches et les traîtres » – soit la presse et des experts – qui prétendent que les Etats-Unis n'auraient plus de réserves de munitions. A l'entendre, les chaînes de fabrication travaillent plus intensément que jamais. Selon lui, 18 usines seraient actuellement en construction et permettraient de « fournir [leurs] alliés à un rythme bien plus rapide qu'actuellement ». L'Ukraine réclame notamment des missiles antiaériens, pour pouvoir défendre ses villes et ses sites énergétiques contre l'armée russe.

Alors que Donald Trump évoquait une énième fois une éventuelle destruction du régime iranien, ses conseillers s'apprétaient à longuement s'entretenir avec une délégation de ce pays. Une rencontre de trois heures, selon le président américain, réunissant, d'une part, ses envoyés spéciaux, Steve Witkoff et Jared Kushner, et, d'autre part, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi. Rien n'a filtré sur les discussions. L'évocation par le républicain de l'obstacle

des midterms semble indiquer néanmoins une extension de cette phase d'incertitude, entre guerre et paix, faute de résolution.

### Extension de la crise énergétique

Les menaces des Etats-Unis n'intimident plus, tant leurs vulnérabilités sont identifiées. Au contraire, l'extension de la crise énergétique, avec l'entrée en scène des houthistes, au Yémen, montre l'impasse dans laquelle Washington s'est engagé. Le prix de l'essence atteint des sommets, passant de 2,90 dollars (2,54 euros) le gallon (3,8 litres) au début de la guerre, fin février, à 4,50 dollars aujourd'hui. Le diesel est à 6,20 dollars, un désastre pour les transporteurs routiers, les compagnies aériennes ou les exploitants agricoles.

Interrogé par la presse dans l'après-midi, au terme de sa rencontre avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, Donald Trump a révélé qu'il considérerait favorablement l'idée d'une interdiction temporaire d'exporter le diesel, réclamée par des élus républicains, dans leur campagne électorale. A ses côtés, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, s'est montré très prudent sur cette perspective.

Evénement

Mais de cela, le locataire de la Maison Blanche n'a guère parlé devant l'Assemblée générale de l'ONU, préférant évoquer la manne que représenterait la prise de contrôle du pétrole vénézuélien, après l'enlèvement de Nicolas Maduro, en janvier. Le milliardaire a employé à ce sujet une formule incroyable, qui transforme la politique étrangère en un catalogue d'opérations de captation et d'extorsion : « *Au vainqueur reviennent les bénéfices.* » [La défense du droit international par Emmanuel Macron, quelques heures plus](#)

[tard](#), ne pouvait mieux souligner le fossé entre les deux approches.

#### **Parmi les cibles : la CPI et l'ONU**

Dans la même veine, Donald Trump s'est livré à une nouvelle attaque contre la Cour pénale internationale, qualifiée de « *hors-la-loi* » et de « *tribunal antiaméricain* », appelant ses membres à s'en retirer. L'ONU ne trouve pas davantage grâce à ses yeux. Le chef d'Etat s'est félicité d'avoir réduit de 15 % la contribution américaine et

éliminé 4 000 postes aux Nations unies, qui devraient « *arrêter de faire imposer un agenda d'extrême gauche par des bureaucrates mondialistes que personne n'a jamais élus* ».

Mais c'est surtout sur l'intelligence artificielle (IA) que Donald Trump a montré son peu de goût pour la moindre entrave à la puissance américaine, rejetant l'idée de collaboration, de réflexion collective pour établir des normes et des outils de contrôle des modèles.

« *Les Etats-Unis rejettent aussi*

*catégoriquement toute tentative de mettre en place un dispositif mondialiste visant à contrôler l'intelligence artificielle, dont on parle tant ici* », a-t-il dit. Estimant que ce secteur en plein essor serait « *plus important que la révolution industrielle* », Donald Trump a fait le parallèle avec les discours les plus alarmistes sur le climat, il y a quelques années de cela. « *Ce sont les mêmes personnes qui disent à présent que l'IA va tous nous tuer, que les robots vont nous attaquer, et que tout finira en désastre complet.* »



sept 23, 2026

## **PUK leader praises US-Iran meeting, calls agreement mutual 'triumph'**

**E**RBIL, Kurdistan Region - Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Bafel Talabani on Wednesday praised a recent meeting between Iranian and US officials in New York, saying a lasting agreement between the two hostile countries would be a "mutual triumph."

Iranian Foreign Minister Abbas Araghchi and US Special Envoy Steve Witkoff met on the sidelines of the 81st United Nations General Assembly on Tuesday, with Araghchi conveying Tehran's conditions for easing restrictions around the Strait of Hormuz, according to Iranian state media.

"Both the Iranian and American delegations have shown

the world what true champions look like, rising to the occasion with wisdom, pragmatism, and undeniable bravery," Talabani said in a post on X.

The Kurdistan Region has declared neutrality in the US-Iran war multiple times, but it has frequently come under attack by Iran and its affiliated armed groups in Iraq. Peaceful resolution would be a boon for Kurdistan Region's security.

"A lasting agreement between the United States and Iran is not a compromise of strength, but a mutual triumph. Both nations hold the key to each other's success in this moment," he added.

Talabani has repeatedly called for an end to the conflict and opposed the Kurdistan Region becoming involved in the war. During a September 15 visit to Tehran, he also called for peaceful solutions and continued dialogue.

Following the six-week-long war between the US and Iran that broke out in late February, Washington and Tehran signed a memorandum of understanding in Pakistan in June, but fighting and tensions later resumed, with the Strait of Hormuz becoming a central point of dispute. Iran says reopening the waterway requires the lifting of the US naval blockade, release of frozen Iranian assets and an end to the war.

Tensions have increased, and the US President in his Tuesday address reiterated that he was on the cusp of deciding whether to «annihilate» Iran or reach an agreement.

"Neither side needs to walk away as a victor over the other; rather, both can walk away as partners in a historic victory for global security," said Talabani. "For our region, the ripple effects of this moment cannot be overstated. A successful path forward between Washington and Tehran offers the Middle East a genuine foundation for lasting peace, stability, and shared economic prosperity for all our peoples," said Talabani of a possible agreement.

## L'Iran exécute un homme accusé d'« actions opérationnelles » lors des manifestations antigouvernementales de janvier

L'exécution de Majid Adineh intervient alors que le nombre de condamnations à mort est en hausse en Iran, sur fond de répression accrue des mouvements de contestation.

**L**a justice iranienne a annoncé, dimanche 23 août, l'exécution d'un homme condamné pour avoir mené des « actions opérationnelles » en faveur d'Israël et des États-Unis lors des manifestations antigouvernementales de janvier.

Majid Adineh a été reconnu coupable d'« actions opérationnelles en faveur de groupes hostiles, du régime sioniste et des États-Unis et de "moharebeh" [guerre contre Dieu], pour des incendies volontaires, rassemblements et collusion en vue de commettre des crimes contre la sécurité intérieure du pays », a publié

le site de l'agence de presse officielle du pouvoir judiciaire, Mizan Online News Agency.

« Sur la base de nombreux documents et éléments de preuve versés au dossier ainsi que des déclarations de l'accusé, le tribunal révolutionnaire de Karaj l'a condamné à mort et à la confiscation de tous ses biens », a ajouté Mizan. « Après recours, le verdict a été intégralement confirmé par la Cour suprême du pays et la sentence a été exécutée ce matin », a précisé le site.

### Hausse des exécutions

Un mouvement de contesta-

tion, initialement déclenché à la fin de décembre par la hausse du coût de la vie, s'était rapidement transformé en vastes manifestations antigouvernementales, qui ont culminé les 8 et 9 janvier.

Les autorités iraniennes ont fait état de plus de 3 000 morts, dues, selon elles, à des « actes terroristes » orchestrés par les États-Unis et Israël, tandis que des organisations de défense des droits humains basées à l'étranger affirment que les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants.

Le nombre d'exécutions en

Iran a augmenté depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par des frappes américano-israéliennes contre Téhéran. Un grand nombre de ces exécutions sont liées aux manifestations.

Les autorités iraniennes ont exécuté au moins 1 639 personnes l'an dernier, un record depuis 1989, selon l'ONG Iran Human Rights, basée en Norvège, et Ensemble contre la peine de mort (ECPM), dont le siège est à Paris. Selon Amnesty International, l'Iran est le deuxième pays au monde qui exécute le plus de personnes, après la Chine.



sept 23, 2026

## Iran airs alleged confession of Kurdish teen as rights groups warn of execution risk

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iran aired a two-minute video late Tuesday purporting to show the confession of a Kurdish teenager from Piranshahr in West Azerbaijan province over the killing of an Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) member, de-

spite an armed group claiming responsibility for the killing earlier last week, as assassinations and clashes continue to mount across the country's Kurdish regions.

In a video aired by Iran's Fars news agency, the teenager

appears with his face blurred and no details about his identity disclosed. He is heard saying, "Last year I was a member of the Free Life Party of Kurdistan (PJAK) for five months. Through Instagram, I contacted the Democratic Party [the Kurdistan Demo-

cratic Party of Iran (KDPI)], then through WhatsApp they told me I had to assassinate Islam Kak Darwishi."

Later in the video, the teenager appears to confess to killing Darwishi with a gun that he says was left for him

near an electric pole. The killing took place late on September 11, according to the video.

Since then, several human rights groups have reported the arrest of Arzhin Jundi, a 16-year-old Kurdish teenager from the village of Kuper in Piranshahr, West Azerbaijan province.

The Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) reported on September 15 that Jundi had been arrested by the IRGC Intelligence Organisation and was allegedly being tortured and pressured into making a forced confession over his involve-

ment in the killing of the IRGC member. According to KHRN, "Unidentified armed individuals opened fire on him."

KHRN told Rudaw English on Wednesday that "the alleged and forced confession of Jundi regarding the killing of the IRGC member has increased the probability of his execution." The rights group said Jundi's whereabouts remain unknown and that he has been denied access to a lawyer and family visits since his arrest.

The alleged confession comes against the backdrop of a Kurdish armed group, Khori Hiwa (Sun of Hope), claiming re-

sponsibility soon after the killing on September 12, accusing Darvishi of working with Iranian security forces and alleging that he had served as an intelligence commander with the IRGC.

A day after the killing, Islamic Republic of Iran Broadcasting (IRIB), without naming the detainee, announced that "the perpetrator responsible for the assassination of Eslam Kak Darvishi by agents of the 'counter-revolution' and 'mercenaries' was identified and arrested less than 24 hours after the crime."

Jundi is not the only Kurdish teenager to have been detained in recent months. In

another recent case involving Kurdish teenagers in western Iran, 17-year-old Siamak Modifi and 16-year-old Soroush Enayati, from West Azerbaijan province, were arrested on September 5 after security forces raided their homes without judicial warrants.

They were charged with "acting against national security," "propaganda against the system," and "disturbing public order," and were reportedly interrogated without access to a lawyer, according to the Kurdistan Press Agency (Kurdpa).



sept 23, 2026

## Iranian forces clash with unidentified gunmen in southeast Iran

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iranian military and security forces engaged in clashes with unidentified gunmen in Iran's southeastern Sistan and Baluchestan province on Wednesday, according to a Baloch rights group and Iranian state-affiliated media.

Clashes ensued at around 1 pm local time in the town of Jihadabad, Baloch rights group Haalvsh reported, citing local sources who heard heavy gunfire in the area. Iranian forces deployed additional military and security personnel, including helicopters.

Haalvsh initially stated that clashes were ongoing and that no casualties had been

reported. The identities of the armed men and the cause of the confrontation were unclear at the time.

Iran's semi-official Tasnim news agency published video from the area shortly after and quoted Ali Khalilabadi, deputy governor of Sistan and Baluchestan for security affairs, saying that three members of the group were killed during an operation to clear a gathering place in Jihadabad.

Khalilabadi said confronting "armed cells" in southern Sistan and Baluchestan remained a priority for the province's security and law enforcement agencies, according to Tasnim. The conflicting accounts did

not immediately establish the identities or affiliations of the armed men involved.

The latest violence comes amid a recent series of armed confrontations and targeted killings in Iran's Kurdish-majority northwest and Baloch-majority southeast. In Sistan and Baluchestan, Iranian security forces **recently** engaged in hostilities with Baloch armed groups, while several people affiliated with the state have also been killed in attacks.

Sistan and Baluchestan lies in southeastern Iran and borders Pakistan and Afghanistan. The predominantly Sunni province has long faced attacks by Baloch armed groups and security

operations by Iranian forces.

Earlier this month, **three members** of Iran's IRGC were killed in a clash with Baloch militants in Saravan, according to semi-official Iranian media. The People's Fighters Front, a Baloch armed group operating in the province, said one of its units in the Bakhshan area had come under attack by Iranian military and security forces.

Days later, Sunni **cleric** Yousef Gorgij was shot dead in Zahedan. His reported ties to the IRGC and Iranian government institutions prompted attention, although the perpetrators and motive remained unclear.

## Le djihadiste Othman Garrido condamné à trente ans de réclusion criminelle pour sa participation à une exécution publique en Syrie

Le ministère public avait requis, mardi, la réclusion à perpétuité pour ce djihadiste « total ». La cour d'assises a entendu la défense, qui avait demandé de lui laisser un « horizon » de fin de peine afin d'encourager le travail de désengagement idéologique qu'il a commencé en détention.

**D**urant ces sept jours d'audience, deux hommes ont cohabité dans le box des accusés de la cour d'assises spéciale de Paris : Othman Garrido, le détenu modèle, et Othman Garrido, l'accusé. Le premier semble avoir effectué un important travail d'introspection depuis six ans qu'il est en détention ; le second doit se défendre des pires crimes commis par le djihadiste qu'il était, entre ses 18 et ses 26 ans, lorsqu'il combattait dans les rangs du groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

Depuis le début de ce procès, les deux faces de cet homme de 32 ans n'ont cessé de se contredire. Posé et réfléchi, le détenu a offert un regard étonnamment lucide sur le jeune homme qu'il était à l'époque de son engagement djihadiste, laissant entrevoir de réelles perspectives d'évolution. Mais dès qu'il était interrogé sur les crimes les plus graves qui lui sont reprochés, l'accusé a peiné à assumer son entière responsabilité, se tenant à distance, comme un étranger, du djihadiste qu'il a été.

Comment juger cet homme ? A l'issue de près de cinq heures de délibéré, la cour d'assises l'a condamné, mardi 22 septembre dans la soirée, à trente ans de réclusion, assortie d'une période de sûreté des deux tiers. Elle l'a reconnu

coupable d'association de mal-fauteurs terroriste pour avoir rejoint l'EI, et surtout de meurtre en bande organisée en relation avec une entreprise terroriste en raison de sa participation à l'exécution publique en Syrie de deux prisonniers, qui avaient été décapités par deux autres djihadistes français, Oumar Diaw et Yacine Rettoun.

### Réquisitoire de quatre heures

La juridiction spécialisée en matière de terrorisme l'a, en revanche, acquitté du crime d'assassinat, pour lequel il encourait également la perpétuité : l'accusation pensait le reconnaître sur une photo de mauvaise qualité, sur laquelle un homme prenait la pose, le visage partiellement masqué par un foulard, les mains ensanglantées, une tête tranchée à ses pieds. L'image, prise en un lieu inconnu, n'était pas datée. Donnant raison à la défense, la cour a estimé qu'il était impossible d'identifier formellement l'accusé, ce qui a contribué à réduire sa condamnation.

Ce verdict est très en deçà des réquisitions du Parquet national antiterroriste, qui avait réclamé, quelques heures plus tôt, la réclusion à perpétuité pour ce djihadiste « total » à la stratégie de défense « adaptative ». Il constitue une victoire inespérée pour l'avocat

de la défense, M<sup>e</sup> Antoine Ory, qui avait demandé à la cour de prendre en compte le travail engagé par son client en détention et de lui laisser un « horizon » de fin de peine : « Avant même que tombe la nuit, Garrido a décidé d'allumer la lumière. Il vit avec un espoir, et cet espoir vit dans une date. La perpétuité, c'est la peine de ceux dont on considère que leur trajectoire est achevée. »

Durant son réquisitoire fleuve de près de quatre heures, le ministère public avait pourtant longuement insisté sur la durée de l'engagement d'Othman Garrido dans les rangs de l'EI – qu'il a rejoint avec ses parents et ses frères et sœur à seulement 18 ans – allant jusqu'à le présenter comme l'un des djihadistes français encore en vie les plus « capés » : « Othman Garrido a passé huit ans en Syrie. Il est parti avant la naissance du "califat", il est revenu après sa chute. Ouvrir le dossier Garrido, c'est ouvrir une page d'histoire de la Syrie, la plus sanglante. »

Cette « page » djihadiste avait en réalité débuté dès sa naissance, lui a répondu M<sup>e</sup> Ory. Car c'est l'une des particularités de ce terroriste singulier : il ne s'est pas converti au djihadisme, il a été élevé dans cette idéologie par son père radicalisé et a à peine fréquenté l'école de la Répu-

blique : « Othman est né dans ce berceau avec, déjà, l'ombre de l'islamisme. Il n'a jamais pensé par lui-même. Quelle autonomie vous avez, à 18 ans, quand vous avez été biberonné aux idées radicales dès le berceau ? »

Pour motiver son jugement, la cour a retenu ce parcours de vie différent, celui d'un jeune majeur « parti en Syrie à l'âge de 18 ans, après avoir vécu en vase clos auprès d'un père fanatique religieux » qui l'avait « coupé du monde ». Mais une fois en Syrie, Othman Garrido s'est impliqué dans toutes les dimensions du djihad : combats, propagande en ligne et, enfin, participation à des exécutions publiques. « Par le panel de ses actions, il est le raffinement le plus poussé, il est la synthèse chimiquement pure de l'EI, il est le djihad syrien ! », avait tonné l'avocat général.

### « Evolution suspecte »

Concernant l'évolution de l'accusé, le ministère public n'a pu que constater son « parcours parfait » en détention, relevé par les intervenants qui l'ont accompagné au sein du quartier de prise en charge de la radicalisation. « Nous en prenons acte, il y a nécessairement une réalité, il est capable d'entendre des discours alternatifs et de se questionner. Mais son évolution est tellement inattendue et radicale qu'elle est évidem-

ment suspecte. Si un chemin a été parcouru, des doutes sont apparus et, personnellement, je ne crois pas à cette radicalisation républicaine. »

Réponse de la défense : « *Durant ces six années, on n'est pas sur une transformation du jour au lendemain. On est dans un parcours qui est tout sauf lisse, avec des montagnes à déplacer, a plaidé M<sup>e</sup> Ory. Il a lui-même demandé à participer à un café-débat sur les caricatures de Charlie Hebdo. Il n'a pas dit qu'il les approuvait, mais qu'il était contre la violence. Il fait cet effort de nuance, et c'est un gage de sincérité. Il a une*

*capacité d'élaboration singulière dans cette enceinte. Qu'est-ce qu'il peut faire de plus ? »*

Conscient que son client avait proposé durant cette audience un discours critique rarement entendu de la part d'un djihadiste, M<sup>e</sup> Ory a interpellé la responsabilité de l'Etat dans la gestion de ce type de détenus : « *L'investissement qu'il a effectué repose sur un système de prise en charge qui prouve que les trajectoires peuvent bouger. Si au terme de tout ce travail qu'il a fait, on dit que ça ne sert à rien, que c'est perpétué, il faut admettre que l'Etat, la lutte*

*antiterroriste, a renoncé à faire dévier les trajectoires. Le message envoyé à la société serait catastrophique. »*

Sur ce point, la cour a retenu l'implication du détenu dans les activités qui lui sont proposées en détention, son suivi psychologique assidu ainsi que les rapports du quartier de prise en charge de la radicalisation concluant à son « *désengagement idéologique possible* ». Depuis le mois de mai, Othman Garrido a d'ailleurs été autorisé à rejoindre la détention ordinaire, après des années passées à l'isolement.

Avant que la cour se retire pour délibérer, les derniers mots ont été, comme il est d'usage, pour l'accusé. Fidèle à son attitude durant tout le procès, ce djihadiste pas comme les autres a eu un mot pour les victimes de terrorisme et a tenu à rendre un hommage inédit aux services de l'Etat : « *Peu importe l'issue de ce procès, je suis très chanceux d'avoir eu un procès équitable qui respecte l'Etat de droit et qui s'est passé dans le respect. Je remercie tous les services publics qui m'ont tendu la main, malgré mon passé et mon éducation. Je veux remercier le service public et la justice. »*

---

**The New York Times**

**Farnaz Fassihi**  
**Sept. 23, 2026**

## **Iran Will Not Be Bullied, President Masoud Pezeshkian Says in U.N. Speech**

**President Masoud Pezeshkian said his country would not give up its civilian nuclear program, but left the door opened for diplomacy with the United States.**

**I**ran's president delivered a defiant speech at the United Nations General Assembly on Wednesday, vowing his country would defend itself until "its last breath" and would not give up its civilian nuclear program. At the same time, he left the door open for negotiations with the United States.

Directly addressing President Trump, who on Tuesday called Iran a leading sponsor of terrorism and threatened to annihilate it unless a deal was struck, President Masoud Pezeshkian said his country would not succumb to bullying.

"Iran must be understood by Mr. Trump and those who seek to bully us that we are ready for dialogue, diplomacy and negotiations without accepting the language of force," Mr. Pezeshkian said at the end of his speech.

Iran is the first country to have a head of government attend the General Assembly in New York while that nation is at war with the United States, the host of the U.N. headquarters. Mr. Pezeshkian used the diplomatic stage to present Iran's point of view.

"We need power, because a people who doesn't have

power will be crushed in this war," he said. "We will not ask permission from anyone for defending our country."

Mr. Pezeshkian held up photographs of Ayatollah Ali Khamenei, who was killed by an Israeli strike on the first day of the war; elementary schoolchildren killed in Minab by American airstrikes; and athletes and children killed in a U.S. strike on a sports stadium.

"Iran must be powerful to avoid being threatened, to avoid its future being threatened," he said. "Our defensive systems have been built so that no one can think that bombing Iranian

cities will go unanswered."

The United States and Israel launched a surprise attack on Iran in February amid negotiations between Tehran and Washington over Tehran's nuclear program. A big sticking point in the talks had been whether Iran would get to keep a civilian nuclear program, enriching uranium at a very low level. Mr. Trump had said he wants zero enrichment and facilities closed.

The war has created new flash points, including the Strait of Hormuz, the critical waterway that Iran effectively closed, resulting in a spike in oil and energy

prices and disruptions in global supply chains.

Mr. Pezeshkian reiterated that Iran would not give up its right to a peaceful nuclear program. "For our country, peaceful nuclear technology is part of our inherent progress," he said.

Mr. Pezeshkian slammed Israel, saying the country had nuclear weapons, conducts cross-border attacks on other countries, including his own, yet faced no punishment.

"Then they call us the terrorists?" he said, adding, "Israel kills and Iran is sanctioned."

Mr. Pezeshkian contended that Iranians had been dem-

onstrating "every night" over the past seven months in support of their country. While hard-line supporters of the Islamic Republic have held nightly rallies since the start of the war, the same crowds have attacked the president and negotiating team and have opposed a deal with the United States.

A large number of Iranians who oppose the government also took to the streets in a nationwide uprising in January and were gunned down, with security forces killing at least 4,200 protesters, rights groups say. Despite the heated rhetoric by Mr. Trump and Mr. Pezeshkian, their representatives worked on the sidelines of the U.N. ses-

sion to find a way forward.

On Tuesday, Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, held an hourslong meeting, mediated by Qatar, with Mr. Trump's special envoys, Steve Witkoff and Jared Kushner, and they discussed resuming negotiations and a way to de-escalate.

Ismael Baghaei, the spokesman for Iran's foreign ministry, who is also in New York, said Iran had also talked about its conditions for reviving diplomacy, which includes ending the U.S. naval blockade on Iran, releasing the country's frozen assets and ending hostilities on all fronts.

These conditions were the backbone of a 14-point peace agreement that Iran and the United States signed in June, but it quickly fell apart after Iranian hardliners, in an attempt to upend the deal, launched attacks on ships crossing the Strait of Hormuz.

Mr. Trump has since said that the Memorandum of Understanding he signed with Iran is invalid and he wants a more comprehensive deal.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

THE TIMES  
OF ISRAEL

24 septembre 2026

## Les Kurdes d'Irak se demandent qui les protégera après le départ de la coalition

**A** l'approche du retrait complet d'Irak de la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis, l'inquiétude grandit à Erbil, où les Kurdes se demandent qui les protégera des attaques ciblant régulièrement leur région autonome.

A l'évidence, cela va devenir « très dangereux après le retrait », redoute Sherzad Farhadi, 47 ans, marchand de produits électroniques dans le vieux bazar de la capitale du Kurdistan irakien. « On ne peut pas intercepter nous-mêmes les missiles qui viennent d'Iran ».

« Si les Etats-Unis n'étaient pas là, qui les intercepteraient ? », s'interroge également Hashem Saeed, vendeur d'objets de dévotion de 62 ans. « Ce n'est pas avec nos armes que nous y parviendrons ».

Pour ne rien manquer de l'actu, recevez la Une du Jour sur votre mail

En vous inscrivant, vous acceptez les [conditions](#) d'utilisation

Les forces de la coalition avaient été déployées en Irak et en Syrie en 2014 pour lutter contre le groupe Etat isla-

mique (EI), qui s'était emparé de vastes pans de territoire dans les deux pays où ils avaient perpétré des massacres et d'autres atrocités.

Le groupe a été vaincu en Irak en 2017 et en Syrie en 2019.

Bagdad et Washington ont décidé en 2024 de mettre fin à cette mission. Après avoir quitté la Syrie plus tôt cette année, la coalition a entamé son retrait d'Irak en 2025 et n'est désormais plus présente qu'à l'aéroport d'Erbil, avec un départ prévu d'ici au 30 septembre.

Au fil des années, les forces de la coalition ont abattu dans l'espace aérien du Kurdistan d'innombrables drones et missiles, certains ciblant leurs propres bases et d'autres visant les sites pétroliers de la région.

Les autorités kurdes accusent les groupes armés soutenus par Téhéran d'être derrière ces attaques, qui se sont intensifiées dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient.

Outre les troupes de la coalition, les factions ont ciblé des groupes kurdes iraniens en exil, que la République isla-

mique accuse de servir les intérêts américains ou israéliens.

Certaines de ces attaques ont touché Erbil en son cœur et le commerçant Sherzad Farhadi craint lui que l'EI profite de ce vide sécuritaire pour refaire surface et « déstabiliser » encore une fois la région.

La présence de la coalition, en particulier après la défaite de l'EI, a nourri des tensions régulières entre les autorités irakiennes et les groupes armés pro-iraniens qui opèrent dans le pays.

Dans ces conditions, le vendeur d'électronique Zeravan Saeed pense que ce retrait

prive les factions de prétexte pour attaquer. « Voilà l'aspect positif », dit-il.

A Bagdad, le départ des troupes est au contraire accueilli plutôt favorablement. Dans le quartier animé de Karada, Abdullah al-Kinani estime que « le pays ne sera pas souverain tant que les

forces étrangères n'auront pas quitté le sol irakien ».

Le Premier ministre Ali al-Zaidi a d'ailleurs décidé de célébrer le 1er octobre, quand les derniers soldats de la coalition seront partis, comme un « Jour de la souveraineté ».



sept 24, 2026

## Iran sentences nine female Arab activists to five years each

**E**RBIL, Kurdistan Region - An Iranian court has sentenced nine Arab women activists from the southwestern city of Ahvaz to five years in prison each on security-related charges, rights monitor Hengaw reported on Thursday.

“The Revolutionary Court of Ahvaz has sentenced nine Arab female activists from Ahvaz... to a total of 45 years in prison (five years each),” Oslo-based Hengaw Human Rights Organization reported, adding that the

sentences included mandatory participation in an «intellectual or ideological-political reform» course.

The women were convicted on several security-related charges, including membership in groups with the intention of disrupting national security, propaganda against the state, and illegal assembly and collusion, according to Hengaw.

The verdicts were formally communicated after the “nine women were summoned to the Ahvaz Revolution-

ary Court on Sunday,” Hengaw said.

The women had previously been arrested by Iranian security forces over their online civil advocacy and professional activities, according to the rights monitor.

They were later released on bail pending trial after spending months in detention, including periods of solitary confinement and interrogation. Hengaw said they were subjected to severe physical and psychological pressure while held in se-

curity detention facilities.

The sentences come amid continued reports of Iranian authorities detaining and prosecuting activists on national security and political charges. Rights groups have repeatedly documented arrests and prosecutions targeting members of Iran's ethnic minorities, including Arabs, Kurds and Baluch, with some detainees reportedly denied access to legal representation.

## En Turquie, le club d'Amedspor, porte-étendard de l'identité kurde et baromètre malgré lui des relations avec Ankara

**R**eportagePromue cette saison en première division, l'équipe de Diyarbakir occupe, à la surprise générale, la première place de la Süper Lig de football. Une gageure quand on sait les violentes oppositions qui ont jalonné son ascension.

Les vols sont remplis, les routes alentour bondées et les hôtels complets. Il se dit même que les billets d'avion en provenance d'Allemagne – qui abrite la plus grande communauté kurde d'Europe – ont été vendus en quelques heures. Depuis son accession historique à la première division du football turc, Amedspor, club de Diyarbakir, la métropole kurde du sud-est du pays, fait le plein à domicile et suscite un engouement qui dépasse largement ses frontières.

A observer, les jours de match, les embouteillages monstres, les centaines de jeunes franchir les grilles d'accès au stade, les danses folkloriques et la fierté populaire saisir les principales artères de la capitale régionale, économiquement et socialement souffrante, on comprend que l'équipe est devenue une promesse de lendemains meilleurs.

Dans la soirée du dimanche 20 septembre, Amedspor a donné le tournis au Besiktas, l'une des trois grandes formations d'Istanbul (avec Galatasaray et Fenerbahçe) et poids lourd du championnat. Au bout du compte, une vic-

toire (3-2) largement méritée, malgré un arbitrage effroyable, et une première place inattendue au classement de la Süper Lig, qui lui permet de se poser en sérieux rival des plus grosses écuries du pays. Une gageure quand on sait la jeunesse de l'équipe et les violentes oppositions qui ont jalonné l'ascension de ce club étendard de l'identité kurde.

Héritier de l'équipe municipale Diyarbakir Büyükşehir Belediyespor, celui-ci établit ses nouveaux statuts le 28 octobre 2014, mais il se voit refuser l'appellation même qu'il s'est choisie, « Amed », nom kurde historique de Diyarbakir. Pourtant, l'époque est encore à l'« ouverture kurde », en vue d'un règlement négocié du conflit qui oppose Ankara au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis 1984. Qu'importe, les blocages sont tels qu'il faudra attendre un an avant que la Fédération turque de football donne son agrément.

### Slogans racistes

Très rapidement, la situation se tend. Au début de 2016, Deniz Naki, milieu offensif germano-kurde revenu d'Allemagne pour jouer à Amedspor, est suspendu durant 12 matchs après avoir posté sur les réseaux un message de solidarité envers les victimes du conflit : « *Her biji Azadi* » (« vive la liberté ! »). Poursuivi par la justice turque pour « propagande terroriste », il est finalement acquitté quelques mois plus tard. Dans le stade de Diyarbakir,

les slogans antifascistes et féministes, à l'instar de « *La résistance est partout* », trouvent un écho grandissant parmi les supporters. Comme un symbole, leur plus grand groupe s'est baptisé « *Barikat* » – la « barricade ».

En pleine affaire Naki, sur fond de reprise violente des combats dans le Sud-Est, Amedspor atteint les quarts de finale de la Coupe de Turquie, face à Fenerbahçe. Avant le match aller, à domicile, Ali Karakas, le président d'Amedspor, dénonce la discrimination politique et raciale dont son collectif est victime : « *Nous nous entraînons tous les jours, entourés par le bruit des chars et des tirs d'artillerie. Ces raids ne nous intimideront pas et ne nous démoraliseront pas.* »

Plusieurs dizaines de supporters sont arrêtés, les locaux du club à Diyarbakir sont pris d'assaut par des unités antiterroristes, et le public est interdit de stade. Au terme d'un huis clos étouffant, Amedspor arrache le nul (3-3), mais sera éliminé au retour (1-3). Au cours des années suivantes, les déplacements d'Amedspor dégénèrent systématiquement : slogans racistes, objets jetés sur le terrain, failles de sécurité...

En 2019, les autorités multiplient les procédures à son endroit. Une enquête est ouverte contre le club à cause d'une banderole en faveur de la paix déployée dans son stade : « *Que les enfants ne meurent pas, qu'ils viennent*

*au match !* » Puis, le ministre de l'intérieur de l'époque, Süleyman Soylu, l'un des visages les plus radicaux de la coalition islamo-nationaliste au pouvoir, affirme que le PKK a ordonné à ses membres de financer Amedspor. L'accusation fait grand bruit. Les dirigeants et les partis prokurdes ont beau démentir tout lien organisationnel, des inspecteurs sont dépêchés pour auditer les comptes du club. Les services du ministre déposeront même une plainte au pénal, en 2020. Une saisine qui, à ce jour, n'a pas abouti.

### Provocation macabre

L'un des pires épisodes de violence organisés contre Amedspor a lieu le 5 mars 2023, lors d'un déplacement à Bursa, l'un des fiefs nationalistes du pays. Pendant quatre-vingt-dix minutes, les jets de projectiles, de pétards, de balles et même d'un cou-teau visant ses joueurs transforment la pelouse du Bursaspor en champ de bataille, sans que l'arbitre arrête la rencontre. Dans le stade, les banderoles racistes et anti-kurdes parachèvent le tableau. Un exemple parmi d'autres.

Au fil des années, les tribunes turques ont forgé autour du club tout un imaginaire symbolique. A commencer par la Beyaz Toros, la Renault 12 blanche qui s'affiche ici et là sur les calicots. La voiture de la marque au losange renvoie aux violences des années 1990, dans le contexte du conflit kurde. Elle est associée aux enlèvements et

aux disparitions forcées de personnes qu'orchestrent les structures clandestines de l'Etat. Egalement agité par certains supporteurs adverses, le portrait d'un certain Mahmut Yildirim – nom de code « Ye-sil » (« vert ») –, ancien membre des services de renseignement turcs, reste lié, dans la mémoire kurde, aux exécutions extrajudiciaires. Encore récemment, lundi 24 août, de grands sacs jaunes, les *sari torba*, ont été brandis à bout de bras dans une tribune du stade de Kocaelispor en direction des supporteurs d'Amedspor. Le geste renvoie aux sacs jaunes utilisés pour transporter les corps de combattants du PKK tués dans des affrontements. Cette fois, la provocation macabre tombe mal : elle survient en pleine relance des négociations entre Ankara et les

Kurdes. Une enquête a été ouverte, et cinq personnes ont été assignées à résidence. Le signe, une nouvelle fois, qu'Amedspor s'impose malgré lui comme le baromètre des relations turco-kurdes.

### Mise en garde

En mai, lorsque le club accède à la Süper Lig, deux formations d'extrême droite de l'opposition menacent de dissoudre le club s'ils arrivaient au pouvoir. Pour Devlet Bahçeli, l'allié ultranationaliste de la coalition gouvernementale du président Recep Tayyip Erdogan, le cas est un peu différent. Instigateur du dialogue en cours avec la guérilla kurde, il a immédiatement félicité Amedspor pour sa montée historique. Mais, au début du mois de septembre, il a vertement mis en garde le

club contre toute « *instrumentalisation par des projets sales* », nuisant à l'objectif d'une « *Turquie sans terrorisme* ». Le vétéran de la droite radicale réagissait à un sondage qui montrait qu'une large partie des supporteurs disaient soutenir le club parce qu'il représente l'« *identité kurde* ». Une lecture que confirment tous les fans rencontrés sur place.

Nahit Eren, lui, hausse les épaules. Ce n'est pas la première fois que cet avocat des droits de l'homme et ancien président du barreau de Diyarbakir doit encaisser les coups. Président d'Amedspor depuis un an, il sait ce qu'il en coûte de diriger une telle formation. « *Depuis ses débuts, dit-il, les gens se demandent s'il s'agit d'un club de foot ou d'autre chose, alors*

*qu'Amedspor ne fait qu'exprimer naturellement les valeurs et les couleurs de la ville.* » Lui-même affirme que, en tant qu'avocat, il n'aurait jamais pu travailler ailleurs. « *Amedspor n'est pas un club comme les autres. Pour preuve, il a gardé son statut d'association. A l'évidence, il rassemble les Kurdes, mais aussi les défenseurs des libertés, les exclus et laissés-pour-compte, d'où qu'ils soient.* » Un jour, de passage à Istanbul, l'un des petits-fils de Nelson Mandela (1918-2013) a demandé à Nahit Eren de l'emmener au stade de Diyarbakir. Le président en rit encore. D'une voix posée et tranquille, il dit que l'objectif du club cette année est de se maintenir en Süper Lig. Pas sûr que cela suffise aux folles attentes que son envol a fait naître.



sept 24, 2026

## Iran announces renewable energy development program in bid to counter national fuel crisis

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iran on Thursday announced plans to generate 7,000 megawatts of electricity from solar power plants in efforts to counter national fuel shortages and "advance and resilient structures" following attacks on infrastructure and rolling blackouts.

Deputy Minister of Energy and Head of the Renewable Energy and Electricity Efficiency Organization (SATBA) Mohsen Tarzatab announced the circulation of 1,700 megawatts of electricity energy to the national grid from solar power plants, projecting that "by next year

this amount will reach 7,000 megawatts," according to Iran's state-run Islamic Republic News Agency (IRNA).

The development of battery storage devices for 500 megawatts, approximately \$2.3 billion in resources, have been set aside for the implementation of renewable energy development plans, he added.

Iran in recent months has been navigating fuel shortages and a severe economic crisis driven by tightening US sanctions, constraints on the Strait of Hormuz and attacks on Iran's southern infrastructure.

In mid-September, the head of the specialized parent company for transmission and distribution of Iranian electricity attributed the "reduction in gas production" due to «the Zionist regime's [Israel] attacks on some of the country's fuel stations and **infrastructure**» in the six weeks of war that ensued after Israel and the US launched an aerial campaign in late February, citing plans and efforts of the electricity industry complex "to ensure that electricity supply in the second half of the year is carried out with the least amount of interruptions and restrictions."

Deputy Oil Minister Ahmad Ze-

raatkar on Wednesday announced that Iran has restored about 50 percent of damaged production capacity at the South Pars gas field, the facility targeted by Israel in March, according to semi-official Fars news agency, projecting that all planned restoration work would be completed before winter. Zeraatkar said in late August that about 40 percent of the damaged capacity had been returned to production.

According to IRNA, the acting director of Iran's state-owned Power Generation, Distribution, and Transmission Company Power Generation (Ta-

vanir) Mohammad Allahdad in early August framed the stability of the power grid as “not only a technical necessity but also a vital component for national security.”

Pointing to the extent of the damages sustained in prior attacks, Allahdad stated in July that electricity industry facilities were damaged “in more than 2,000 points” resulting in a loss of 4,200 megawatts to the grid - representing about four to five percent of Iran’s total grid capacity according to his estimates of summer power consumption at about 76,000 megawatts, according to IRNA - which he then claimed were “quickly rebuilt” ahead of “the peak summer load.”

Nevertheless in mid-July, Iran’s Energy Ministry called on residents to limit air conditioner use after the power grid came under strain following US strikes on energy infrastructure in the south, urging people to switch off air conditioners in peak hours “to help ensure a stable electricity

supply in the southern provinces, which are currently facing extreme heat and attacks on electricity supply facilities,” the state-affiliated Iranian Students’ News Agency (ISNA).

Iran is home to one of the world’s largest oil and gas reserves. Khuzestan, one of the country’s prominent oil-producing provinces, experienced outages in the summer lasting a minimum of two to three hours daily as temperatures soared above 50 degrees Celsius.

In August, the Iranian labor news agency reported citizens demanding transparency from Iran’s Ministry of Energy to exempt Khuzestan from power outages during peak heat days, according to earlier pledges that Iran’s southern provinces of Khuzestan, Bushehr, Hormozgan, and Sistan and Baluchistan - areas that were hardest hit in recent attacks - would be exempted.

Citizens emphasized the need for continuous power, raising

alarm that power outages - whether planned or unplanned - would “cause serious problems in the daily lives of households.”

A single megawatt can typically power around 400 to 900 homes under ordinary conditions; 7,000 MW can supply electricity to roughly 3 million to 6 million homes.

Nevertheless, Tanavir’s CEO announced on Monday a 65 percent reduction in outages this summer compared to last year, “despite the damage caused by war conditions and during peak electricity consumption,” according to IRNA.

Deputy energy minister Tarzatab, however, stressed the need to develop the production of solar equipment in order to “speed up the process of implementing renewable projects.”

He stated that the Ministry of Energy would impose stricter measures to remediate the “still very low” rate of use of renewable energy capacity by

large and small industries to supply electricity, griping that industries have “not moved as far as they should.”

The announcement of the planned 7,000 megawatt solar project follows a string of measures to add power to the grid.

These include the launches and implementation of the “moonlight” project resulting in “savings of 2,200 megawatts in the country’s electricity consumption” in late July, as well as a “virtual power plant” resulting in the reduction “of more than 2,500 megawatts of load on the country’s grid” in late August.

In early August, Tanavir’s CEO stated that Iran’s electricity industry “is transitioning from traditional models to advanced and resilient structures, relying on smart management,” according to state-run Mehr news agency. The shift in renewable energy aspirations can be understood best as one underpinning concerns of national security amid wider unrest and a deepening economic crisis.



sept 24, 2026

## KRG owes over \$9 billion to gas suppliers, power stations

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional Government (KRG) owes more than nine billion dollars to gas supplier Dana Gas and local power generation companies, a senior KRG official told Rudaw on Thursday, saying electricity revenues do not cover the sector’s expenses.

“The electricity sector has a large amount of debt, exceed-

ing nine billion dollars,” Aziz Ahmad, deputy chief of staff to Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani, told Rudaw’s Sangar Abdulrahman.

Ahmad said the electricity sector’s expenses include gas supplied from the Dana Gas-operated Khor Mor field near Sulaimani, operating costs at power plants, maintenance and expansion of the electricity

grid, and the KRG’s flagship Runaki project, which aims to provide round-the-clock electricity across the Kurdistan Region.

“If you combine the expenses of these four,” Ahmad said, “it averages \$220 million per month.”

“Runaki’s revenue currently does not cover even 50 percent of it,” he added.

Ahmad said the KRG is in-

debted to 15 power stations, with Erbil-based Mass and Kar companies and Sulaimani-based Qaiwan company “supplying 97 percent of Kurdistan’s electricity.”

“More than nine billion dollars is owed to companies... Those four companies have expenses, and Dana Gas has significant costs. We owe Dana Gas for supplying the gas,” he said.

He said there must be a “frank discussion” with the companies about repaying the debts, adding that they have “formally requested” a review of their contracts and that the KRG Council of Ministers has approved the request. The KRG in early August an-

nounced a 50 percent discount on electricity debts accumulated before the rollout of Runaki, with the offer initially running until September 10. Around 800,000 subscribers had cleared their debts under the scheme, according to a statement from the Region’s

electricity ministry last week. Ahmad said the government collected around \$278.6 million in August and September, including Runaki fees and payments toward debts accumulated before the project.

The government decided dur-

ing its regular meeting on Wednesday to extend the discount period until October 18, Ahmad said.

“This will be the final opportunity,” he said. “After that, unpaid balances will automatically be converted into monthly installments.”



sept 24, 2026

## IRGC targets Kurdistan Region with three drones, two security sources confirm

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) fired three drones at a village near Soran in Erbil province in the early hours of Thursday wounding one Peshmerga, two security sources told Rudaw English.

The attack on a location belonging to the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) in the outskirts of Soran came hours after Iranian Foreign Minister Abbas Araghchi held indirect talks with the American negotiators about a possible end to the war.

A source told Rudaw that three drones targeted a location in the village of Dilizian at around 2am on Thursday, while a KDPI official confirmed the attack, which caused one minor injury to a Peshmerga fighter of the dissident group.

“The drones were fired from the Iranian side near Haji Omeran border crossing,” the security source told Rudaw English.

The KDPI official confirmed



Logo of KDPI. Graphic: Rudaw

that one of the locations belonging to the group was targeted near Soran overnight on condition of anonymity due to not being authorized to speak to the media.

The IRGC and its affiliated militias in Iraq have targeted the Kurdistan Region with over 1,000 missiles and drones since February 28 when the US and Israel launched an aerial campaign

against Iran targeting over 13,000 locations across the country, including members of Iran’s senior leadership.

The bases of the Kurdish opposition groups, the bases of the Kurdistan Regional government (KRG) Peshmerga forces and even civilian infrastructure - including the residence of several prominent officials - have been targeted by the IRGC and its affiliated

Iraqi militias, despite Kurdish leaders having affirmed that the Kurdistan Region is not a party to the Iran-US conflict.

Prime Minister Ali al-Zaidi submitted a six-point proposal with plans to disarm the IRGC-affiliated factions operating within Iraq by the end of June 2027, a senior official within the ruling Shiite-led Coordination Framework [told Rudaw](#) on Tuesday.

**The New York Times**

**Isabel Kershner, Farnaz Fassihi,  
Max Bearak, Michael Levenson  
Sept. 24, 2026**

# Netanyahu, Addressing U.N., Denounces Israel's Critics as 'Moral Cowards'

Prime Minister Benjamin Netanyahu also reserved some of his ire for the mayor of the city hosting him, Zohran Mamdani.

**P**rimé Minister Benjamin Netanyahu of Israel gave a combative speech to the United Nations General Assembly on Thursday in which he defended the wars in Gaza and in Iran as a "battle against barbarians" and accused his country's many critics of being hypocrites.

Directly addressing the protesters who were outside the building, he demanded to know where they had been when Iranian security forces [killed thousands of people](#) demonstrating against the regime in Tehran in January.

"Did you organize mass rallies, hunger strikes?" Mr. Netanyahu asked. "Did you protest outside the Iranian mission to the U.N.? Did you speak out, for that matter, for Christians persecuted in Iran and throughout the Middle East? No, no, you didn't do that. Because you're phony human rights protesters."

Mr. Netanyahu also directly criticized Mayor Zohran Mamdani of New York, the city's first Muslim leader, who has called Mr. Netanyahu a "war criminal" and at one time [called for him to be arrested](#).

"To all those spreading these lies about my country and about our brave soldiers, whether they sit in this hall or in the office of the antisemitic mayor of New York, I say this: Shame on you!" Mr. Netanyahu said. "Shame on you for distorting the facts.

Shame on you for inverting victim and aggressor. Shame on you for spitting in the face of truth."

Mr. Netanyahu addressed the General Assembly just hours after the Palestinian leader, Mahmoud Abbas, delivered a recorded video address in which he condemned Israeli actions in Gaza and the West Bank as "a malicious colonial scheme" aimed at forcing Palestinians to leave their homeland. He urged world leaders to restrain Israel and "ensure the viability of the two-state solution."

"We seek a democratic Palestinian state that respects the rule of law and human rights, a non-militarized state that lives in security and peace alongside the state of Israel," Mr. Abbas said. "It is possible."

The dueling speeches cast into stark relief the sharp divisions in the Israeli-Palestinian conflict, as well as Israel's increasing isolation on the world stage.

Mr. Abbas, the leader of the Palestine Liberation Organization and the Palestinian Authority, did not appear in person because, for the second year in a row, the Trump administration [refused to grant him a visa](#) to travel to New York.

The State Department accused Palestinian officials of trying to "internationalize the Israeli-Palestinian conflict,"

including by seeking to bring cases to international tribunals. In response, the U.N.'s 193 members voted last week, as they did last year, to allow Mr. Abbas to send a videotaped speech.

When Mr. Netanyahu took the podium, he was greeted with boos, and many of the diplomats in the hall walked out, as [they did last year](#). Supporters of the Israeli leader, meanwhile, began chanting, "Am Yisrael Chai," a popular refrain meaning "the people of Israel live."

"If there are any other moral cowards who haven't yet left this hall, please do so now," Mr. Netanyahu said.

At times pounding the lectern and raising his voice, Mr. Netanyahu took aim at those with whom Israel has clashed militarily: Iran, Hezbollah in Lebanon, Hamas in Gaza and their allied forces in Yemen and Iraq. But he also spent considerable time assailing Mayor Mamdani, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey and Western European leaders who, he said, "have chosen to succumb to the antisemitic mob."

In response to Mr. Netanyahu's attacks, Mr. Mamdani accused the prime minister of using his U.N. speech "to repeat baseless lies meant to sanitize his genocide of Palestinians."

"Yet no lie can change the fact that he remains the subject of an International Crim-

inal Court arrest warrant alleging war crimes and crimes against humanity," the mayor said.

Minutes before Mr. Netanyahu spoke, Mr. Mamdani released [a wordless, minute-long video](#) that showed him planting an olive tree at Gracie Mansion, the mayor's official residence, and dining there with Palestinian families from Gaza.

"May peace be our future," Mr. Mamdani wrote in a social media post accompanying the video.

Outside the United Nations, the police arrested protesters who were blocking an intersection at 39th Street and First Avenue, not far from the General Assembly hall, and chanting, "It is right to rebel; Netanyahu go to hell." The protest was organized by Jewish Voice for Peace and attracted hundreds of demonstrators who wore shirts that read, "Fund people not bombs."

Mr. Abbas assailed the Israeli military campaign in Gaza, calling it "a genocidal war that has created an unprecedented humanitarian catastrophe." He also condemned Israel's occupation of the West Bank, where he said settler attacks on Palestinians and the demolition of Palestinian homes, checkpoints and raids have been carried out under a policy of "racial discrimination, ethnic cleansing and state terrorism."

"The danger is no longer lim-

ited to undermining the two-state solution and preventing the realization of the Palestinian state,” he said. “It has now come to threaten the very life and existence of the Palestinian people on their own land.”

Mr. Netanyahu cast Israeli settlers in the occupied West Bank, whose presence much of the world considers an illegal encroachment onto land destined for a Palestinian state, as mostly peaceful neighbors and victims of Palestinian violence.

He also rejected claims that Israel was carrying out a genocide in Gaza.

“What genocidal regime gives a million polio vaccinations to the enemy’s population?” he asked. “What genocidal regime enables the distribution of two million tons of food into Gaza? That’s a ton for every person. Accusing Israel of genocide is the greatest lie of the century.”

Mr. Netanyahu recounted the horror of Oct. 7, 2023, when a Hamas-led attack killed about 1,200 people in Israel and led to the abduction of about 250 hostages to Gaza, violence that he said had been carried out “with fiendish glee, with sadistic joy.”

“We didn’t collapse,” he said. “We rose and fought like lions.”

In the ensuing Israeli military attacks in Gaza, more than 70,000 people were killed, according to Gaza health officials, and much of the enclave was reduced to rubble, leading to international accusations, [including by a U.N. commission](#), that Israel was committing genocide.

In 2024, the International Criminal Court issued an arrest warrant for Mr. Netanyahu and Israel’s former defense minister, Yoav Gallant, accusing them of crimes against humanity and war crimes in Gaza. The court

also issued a warrant for a Hamas leader, Muhammad Deif. He was killed by an Israeli airstrike in Gaza.

Mr. Netanyahu is now facing a tough re-election campaign, and his political future is uncertain. His speech at the U.N., analysts said, was at least in part [directed at the audience back home](#).

In his address, he cast the war that he and President Trump launched against Iran seven months ago, partly on the grounds that Iran must be prevented from developing nuclear weapons, in the most dire, existential terms.

“It’s one of the easiest decisions I’ve had to make as prime minister, because if we hadn’t done it, we’d all be dead,” he said. He added, “Israel and America acted together, not only to protect ourselves, but to save civilization.”

Mr. Netanyahu vowed that

Israel would continue to fight against Iran and its allied militias in the Middle East “because we have no other choice.”

Reporting was contributed by Liam Stack, Miles G. Cohen and Richard Pérez-Peña.

Isabel Kershner, a senior correspondent for The Times in Jerusalem, has been reporting on Israeli and Palestinian affairs since 1990.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

Max Bearak is a correspondent for The Times focusing on breaking and international news.

Michael Levenson covers breaking news for The Times from New York.



sept 24, 2026

## Iraqi FM hails Baghdad-Paris relations as ‘strong’

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq and France enjoy strong bilateral ties across several sectors, but economic cooperation will be the focus of a high-level Iraqi delegation’s visit to Paris, Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein said on Monday, ahead of an official reception for Prime Minister Ali al-Zaidi at the Elysee Palace.

Hussein described the visit as “important,” citing France’s “major role in the region” and

stressing that “Iraqi-French relations are strong and firm,” he told Rudaw’s Alla Shally in Paris.

Zaidi arrived in the French capital on Sunday accompanied by a large delegation of ministers and officials. He was received by French President Emmanuel Macron at the Elysee Palace. The visit is part of the Iraqi premier’s European tour, which includes France and Germany, with the Paris leg pri-

marily focused on expanding energy and economic ties.

“These are political and economic topics, but emphasis will be placed on economic matters,” Hussein said.

Asked about potential bilateral cooperation with Paris after September 30 – the deadline for the departure of the US-led coalition from Iraq – Hussein said “France’s support is always present,” without elaborating.

Zaidi met representatives of French energy giant TotalEnergies and financial advisory firm Rothschild & Co. on Monday.

Ahead of the meetings, Iraqi government spokesperson Haidar al-Aboudi told Rudaw that Baghdad’s vision is to “transform this relationship from security relations to long-term strategically economic relations that is built on bilateral cooperation and shared interests between Iraq

and the European system.”

TotalEnergies in 2023 finalized a major investment deal for the Gas Growth Integrated

Project (GGIP), aimed at developing Iraq’s energy sector. The French company holds a 45 percent stake in the project, while Iraq’s state-owned

Basra Oil Company holds 30 percent and QatarEnergy 25 percent.

TotalEnergies is also devel-

oping a one-gigawatt solar power project in Iraq’s southern Basra province.



sept 24, 2026

## Peshmerga must become unified Kurdistan force

**E**RBIL, Kurdistan Region - The recent reunification of the Peshmerga marks the first phase of a longer process aimed at creating a nonpartisan, “unified Kurdistan force,” Kurdistan Region Vice President Mustafa Sayid Qadir told Rudaw in an interview that aired on Thursday.

Speaking to Rudaw’s Arez Khalid, Qadir stated that “The reunification of the Peshmerga forces is the first phase. Efforts have been underway for a long time to unify the Peshmerga, and the Peshmerga force must become a unified Kurdistan force,” Qadir said.

As opposed to adherence to prior organizational party-aligned structures, Qadir underscored that orders to the two commands would come directly from the Ministry of Peshmerga Affairs, despite their commanders’ respective KDP and PUK party affiliations.

Qadir’s remarks come days after Kurdistan Region President Nechirvan Barzani [announced](#) the reunification of the Peshmerga during an official ceremony on Monday.



Mustafa Sayid Qadir, Vice President of the Kurdistan Region, speaks to Rudaw in an interview on September 23, 2026. Photo: Screengrab/ Rudaw

Under the reorganization, forces previously known as Units 70 and 80 have been placed within Area Command Two and Area Command Two, respectively, under the framework of the Region’s Ministry of Peshmerga Affairs (MoPA)

However, Qadir, who previously served as the Minister of Peshmerga Affairs (2014-2015), stressed that genuine unification would require dismantling partisan structures within the Peshmerga.

“All signs of partisanship within the Peshmerga must end,” he said, referring to

party branches and organizational bureaus operating within the force.

He said Peshmerga personnel should be able to join the force without “party endorsement,” arguing that military recruitment should be based on professional criteria rather than party affiliation in order to achieve “a truly unified force.”

The vice president also emphasized the continued importance of international assistance, particularly training, logistics and military support from the US-led coalition, stating that “the Peshmerga certainly still has a strong

need for Coalition support,” and that the Kurdistan Region still faces challenges in funding its public-sector workforce.

While acknowledging that political divisions within the Peshmerga have persisted for decades, he said the latest restructuring provides a strong foundation for further reforms.

“The difficult phase has passed,” Qadir said, drawing attention to “the next phase to build the kind of Peshmerga force needed for the future of Kurdistan.”

The New York Times

Zach Montague  
Sept. 24, 2026

## Iranian American Group Files Suit Alleging Iran War Is Unconstitutional

In a federal lawsuit filed on Thursday, an advocacy group asked a federal judge to declare that the seven-month war in Iran was never declared or authorized by Congress.

An Iranian American organization filed a [federal lawsuit](#) on Thursday arguing that the Trump administration usurped Congress's power to declare war through its roughly seven months of military operations in Iran.

The lawsuit, filed in Federal District Court in Washington, came two days after President Trump [escalated threats against Iran](#) in front of the United Nations, saying that he was considering whether to "annihilate" the country or strike a deal. The advocacy arm of the National Iranian American Council, which brought the lawsuit, argued

the war had harmed many of its members, who have relatives in Iran who have been killed, injured or had their livelihoods destroyed because of the Trump administration's bombing and economic pressure.

The lawsuit asks a federal judge to declare the war with Iran unconstitutional. The group wrote that the founders intended to leave "the question of war or peace" to Congress and not the president.

"That was the understanding of every participant in drafting, debating and ratifying the Constitution, and it remains the

correct understanding today," they wrote.

Congress enacted legislation in 1973 requiring the president to observe certain limits when ordering military operations, but courts have tended to defer to the president's authority to conduct war as commander in chief of the armed forces.

In 1974, the Supreme Court [declined to overturn](#) a lower court's decision allowing President Richard M. Nixon to carry out bombing campaigns in Cambodia during the Vietnam War without authorization from Congress. The lower court found then that the le-

gality of the bombings was a political question not reviewable by the courts.

The lawsuit on Thursday followed [several bipartisan efforts](#) by lawmakers this year to pass a measure to pressure the president into ending the war or seeking congressional approval. But the measures, called war powers resolutions, do not carry the force of law and were repeatedly brushed aside by the White House.

Zach Montague is a Times reporter covering the federal courts, including the legal disputes over the Trump administration's agenda.

The New York Times

Farnaz Fassihi,  
Pranav Baskar  
Sept. 24, 2026

## Iran Proposes 7-Day Plan to End War

Under the offer, the Strait of Hormuz would reopen and nuclear talks would be revived.

Iran's foreign minister said Thursday that Tehran had proposed to Washington a seven-day plan to cease hostilities, reopen the Strait of Hormuz and then begin comprehensive talks on his country's nuclear program.

Abbas Araghchi, the foreign minister, told reporters at a press briefing at the United Nations General Assembly

that the proposal closely mirrored the commitments laid out in a so-called [memorandum of understanding](#) that was struck between the United States and Iran in June but quickly unraveled.

He said Iran was ready to begin putting the plan into effect as soon as Washington agreed to it. "We have introduced a plan

to the United States through the intermediators that if certain conditions are met, the Strait of Hormuz would be open on the end of the seventh day and talks would restart," Mr. Araghchi said.

He said "it would be better," if a deal was reached before the U.S. midterm elections.

An American official familiar

with the talks said that the administration was having positive and constructive discussions through mediators, but that the United States was not going to rush into a deal.

The Iranian proposal came even as President Trump and Iran's president, Masoud Pezeshkian, delivered mutually hostile speeches at

the United Nations. Mr. Trump threatened Iran with “annihilation” if it did not strike a deal, while a defiant Mr. Pezeshkian told world leaders his country would not be bullied.

Though Iran’s proposal contains many of the same conditions of the deal that fell apart, the behind-the-scenes diplomacy suggested that both sides may see much to gain from finding an off-ramp from the war.

Iranian officials said that while the proposal was effectively the same as the memorandum of understanding made in June, it was designed to move at a much faster pace. In the earlier agreement, a 60-day time frame was set for reaching nuclear negotiations.

Under the conditions that Iran has set for the agreement, according to Mr. Araghchi, during the seven days all hostilities would end, including in Lebanon; the U.S. would release Iran’s frozen assets — estimated at at least \$12 billion — waive sanctions on Iranian oil and lift the naval blockade on Iran. Then, on

the last day, the Strait of Hormuz would be opened.

In the afternoon, Bahrain led 80 nations in condemning Iran’s attacks in the strait and the Houthis for their actions in Yemen and attacks in Saudi Arabia and the Red Sea, and they called for the [immediate reopening of the strait without tolls](#).

After the seven days, Mr. Araghchi said, comprehensive negotiations over Iran’s nuclear program would immediately begin. Mr. Trump has said that his top goal is for Iran not to have a nuclear weapon, and that he would either achieve that through a diplomatic deal or with more attacks.

The United States and Iran have been at war for nearly seven months. It began in late February when the United States and Israel launched airstrikes that killed Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and military chain of command. Mr. Trump initially said the war would take only a few weeks.

The war has had widespread

global repercussions including on oil, energy and food prices.

The Iranian proposal came as U.S. negotiators have tried to jump start diplomacy with Iran on its nuclear program through talks on the sidelines of the United Nations assembly. The U.S. secretary of state, Marco Rubio, said a three-hour meeting, mediated by Qatar, between U.S. and Iranian officials did not end in a breakthrough.

Mr. Araghchi, who will be in New York until next Monday, met on Tuesday with the U.S. envoy Steve Witkoff and Jared Kushner, a son-in-law of Mr. Trump’s. It was mediated by Qataris passing messages between the two sides, and Mr. Araghchi described it as “productive” and said the messaging continued.

Ismaeil Baghaei, the spokesman for Iran’s foreign ministry who is also in New York, said that it was possible that there would be more mediated meetings in the coming days.

Iran’s economy is under serious strain, and Iranians

are suffering from skyrocketing inflation on basic food items, a shortage of medicine and disruptions to commerce.

Analysts said that Mr. Trump would have to weigh the benefits of reaching a deal with Iran before the midterms against keeping a chokehold on its economy in the hope of getting more concessions from Tehran.

“This is a smart move,” said Ali Vaez, the Iran director of the International Crisis Group. “They know it’s very tempting for President Trump because it ends an unpopular war and brings down energy prices in the run-up the midterms. But it also restores a deal that was largely favorable to the Iranians. A compressed timeline to get to the nuclear issue should be appealing to an impatient president.”

[Farnaz Fassihi](#) is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

**Le Monde**

Nicolas Bourcier  
24 septembre 2026

## En Turquie, des drones de la police surveillent les consommateurs d’alcool

Des engins sans pilote interviennent de nuit en ordonnant de ne pas boire de boissons alcoolisées dans l’espace public, alors qu’aucune loi ne l’interdit.  
Une nouvelle marque du tournant conservateur et autoritaire du pays.

**D**ans 1984 (1949), de George Orwell, la surveillance repose sur les télécrans, des écrans installés dans chaque logement et lieu

public, qui diffusent la propagande tout en filmant et en écoutant en permanence. Dès le premier chapitre, on découvre aussi un hélicoptère de la

police qui patrouille entre les immeubles et vient regarder par les fenêtres des habitants. C’est l’ancêtre littéraire le plus proche du drone et d’où

naît la formule célèbre : « *Big Brother vous regarde.* »

A Istanbul, la police vient de démontrer qu’elle n’a

pas eu besoin de lire Orwell pour l'imiter. On connaissait l'efficacité des drones turcs sur les théâtres de guerre, mais moins en milieu urbain.

Dans le quartier historique et ultraconservateur de Fatih, lundi 31 août, des badauds ont été identifiés par un de ces engins, rue Narlikapi, sous les murailles de Théodose, face à la mer de Marmara. Arrivé à leur hauteur, le drone leur a lancé un avertissement sonore depuis les airs leur enjoignant de quitter les lieux. Le message était explicite : « Ici, un drone de la police. La consommation d'alcool est interdite dans cette zone. Veuillez partir immédiatement ! » Ce que les personnes concernées se sont empressées de faire. Filmée par un téléphone portable, la scène est rapidement devenue virale sur les réseaux sociaux.

Le lendemain, un autre drone de surveillance survolant des personnes consommant de l'alcool au bord du Bosphore, à Üsküdar, sur la rive asiatique, a réitéré le message, en menaçant de poursuites judiciaires.

A nouveau, les images se diffusent sur les réseaux sociaux, provoquant une vague de réactions. Les débats portent non seulement sur ces nouvelles méthodes de surveillance intrusives, mais aussi sur la place de l'alcool et son usage dans la société turque.

Avocats et juristes ont rouvert leurs codes et rappelé qu'il n'existait aucune loi en Turquie interdisant la consommation d'alcool

dans les lieux publics. L'article 35 de la loi n° 5326 relative aux délits, intitulé « Ivresse », définit comme délit le fait de « troubler la tranquillité d'autrui en état d'ivresse », et non la simple consommation d'alcool. Par conséquent, la consommation de boissons alcoolisées dans un parc, sur une plage ou dans tout autre lieu public ne constitue pas, en soi, un motif de sanction.

### Pas de fondement juridique

La loi n° 4250 sur le monopole des boissons alcoolisées ne contient pas, elle, de disposition interdisant de manière générale la consommation d'alcool dans les parcs, les côtes, les plages et autres espaces ouverts similaires. Par conséquent, il n'existe aucun fondement juridique clair permettant à la police de décréter une « interdiction » et de demander aux citoyens de quitter les lieux simplement parce qu'ils consomment de l'alcool.

Toutefois, le gouvernement d'Istanbul, dans une circulaire diffusée au début de 2026, a enjoint aux forces de sécurité de procéder à des contrôles afin de s'assurer que la consommation d'alcool n'est pas autorisée dans les lieux publics. Les instructions contenues dans la circulaire concernent l'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs de moins de 18 ans, la vente entre 22 heures et 6 heures (excepté les restaurants) et les troubles à l'ordre public en cas d'ivresse. Mais ce texte est dépourvu de fondement juridique.

Rappelons ici que le gouvernement d'Istanbul avait déjà tenté de mettre en œuvre une interdiction similaire par le biais d'une circulaire publiée le 17 août 2023. Après une polémique et l'annulation du texte par le pouvoir judiciaire, le gouvernement avait assuré qu'« il n'y avait pas de nouvelle décision concernant la consommation et la vente d'alcool » et soutenu qu'il n'avait fait que « rappeler » la législation existante.

Pour l'avocat Mehmet Ümit Erdem, les opérations de drones à Fatih et à Üsküdar s'inscrivent dans la continuité de cette première circulaire. Interrogé par le média en ligne *Bianet*, le spécialiste soutient que ces deux interventions volantes posent un problème juridique plus grave qu'il y a trois ans : « Nous constatons que la pression exercée sur les consommateurs d'alcool s'est encore accentuée aujourd'hui. Et 2023 constituait une sorte de test pris par le bureau du gouverneur. La pratique actuelle est plus dangereuse, car elle ne repose sur aucune décision officielle. » Selon l'avocat, ce type d'inspection est une *ingérence dans les modes de vie* » et assure que le régime tente par ce biais « de rendre la société plus conservatrice ».

Le mot est lâché. Dans un pays où l'alcool est le baromètre du rapport de force entre laïcité et islam politique, les événements de ces derniers jours ont fonctionné tel un marqueur, clivant des camps qui se font face. Comme le rappelle fort justement le

livre *Au pays du raki. Le vin et l'alcool de l'Empire ottoman à la Turquie d'Erdogan*, de François Georjeon (CNRS Editions, 2021), les municipalités n'ont pas attendu mars 2003, date de l'installation de Recep Tayyip Erdogan à la tête du pays, pour imposer des restrictions à la consommation et « définir des périmètres, plus ou moins honteux ou stigmatisés, réservés aux buveurs ».

Toutefois, « durant les années Erdogan, précise l'essai, on a moins assisté à une éradication des lieux et institutions "du boire" qu'à une délimitation plus stricte de ceux-ci ». Les pouvoirs publics admettent que les lieux de consommation existent, mais ils optent pour le regroupement spatial de ces établissements et s'emploient « à les tenir à distance des quartiers considérés comme "normaux", où vivent les familles à "protéger" ». Derrière cet effort de design urbain, précise l'ouvrage, transparaît une certaine vision de la société idéale – et en contrepartie de la société « indésirable ou mauvaise »...

Dans 1984, l'alcool n'est pas interdit, mais il est sélectionné en fonction de la classe à laquelle appartiennent les individus. Le vin est réservé à l'élite dirigeante. Le gin de la Vic-toire, un tord-boyaux huileux, aux fonctionnaires et exécutants du régime. La bière, elle, est pour les prolétaires, qui forment 85 % de la population. Pas sûr que les patrouilles volantes fassent la distinction.

# Des prisons iraniennes aux librairies françaises, le périlleux périple des Mémoires de la Prix Nobel Narges Mohammadi

Actuellement en permission pour raisons médicales graves, l'opposante iranienne de 54 ans a rédigé son autobiographie alors qu'elle était encore en prison.

Son texte, qu'elle a fait parvenir à sa famille au péril de sa vie, paraît le 24 septembre chez Robert Laffont.

C'est un livre miraculé, écrit par la Prix Nobel de la paix 2023, Narges Mohammadi. Rédigé depuis les prisons iraniennes d'Evin, de Zanzan et de Qarchak, où elle était détenue depuis novembre 2021, *Une femme ne renonce jamais – Notre combat pour la liberté, la démocratie et les droits humains en Iran* paraît cet automne dans 11 pays.

Publié en France le 24 septembre par les éditions Robert Laffont, cette autobiographie intime et politique, dans laquelle la militante pour les droits humains, 54 ans, revient sur son enfance, ses années de formation, son mariage, son rapport à la maternité et ses expériences répétées de la répression et de l'enfermement, est le fruit d'une épopée éditoriale unique.

Claire Do Sêro, alors directrice de la littérature étrangère chez Robert Laffont, en a acquis les droits il y a un an et demi sur la foi d'un résumé de quelques pages et de chapitres, en anglais, mis à disposition par l'Oslo Literary Agency, l'agence chargée par la maison d'édition norvégienne Aschehoug de vendre le livre dans le monde entier.

« **Prêt à tout pour publier ce texte** »

En décembre 2023, c'est

Mads Nygaard, à la tête d'Aschehoug, que le directeur de la Fondation Nobel, Vidar Helgesen, appelle pour l'informer de l'existence d'un manuscrit signé de la toute nouvelle Prix Nobel de la paix. « *Prêt à tout pour publier ce texte* », Mads Nygaard rencontre la famille et les proches de Narges Mohammadi au printemps suivant, et les convainc de lui en confier la responsabilité.

L'engagement de ce quinquagénaire passionné en faveur de la liberté d'expression, et en particulier de celle des cibles du régime des mollahs, est ancien. En 1993, son père et prédécesseur à la tête de la maison d'édition a été victime d'une attaque terroriste, à Oslo. « *Il a reçu trois balles dans le corps parce qu'il avait publié Les Versets sataniques, de Salman Rushdie. Mais il a survécu et est devenu la preuve vivante que la plume est plus puissante que le sabre* », explique-t-il, joint par Zoom en août.

La parution de l'ouvrage est, pour Narges Mohammadi, l'aboutissement d'un long combat. Déterminée à raconter son histoire et celle de ses compagnes et compagnons de lutte, elle commence à écrire ses Mémoires en 2017, dans la prison d'Evin, à Téhéran, mais détruit elle-même les 20 cahiers qu'elle

a rédigés quand elle est transférée vers le centre pénitentiaire de Zanzan, dans le nord-ouest de l'Iran, suite à un sit-in organisé pour protester contre des meurtres de manifestants.

Brièvement libérée en 2020, puis réincarcérée en 2021 dans le quartier des femmes de la tristement célèbre prison de la capitale iranienne, elle se procure des carnets et un stylo et recommence à écrire dans le plus grand secret. Le texte parvient par bribes jusqu'en France, où sont réfugiés son mari et ses enfants et où travaillent les membres de la fondation qui porte son nom.

« *Nous recevions par WhatsApp et par mail des fragments confiés par Narges à des codétenues qui parvenaient à les faire passer clandestinement aux membres de leur famille lors des visites* », détaille une employée de la fondation, qui requiert l'anonymat pour des raisons de sécurité.

Au fur et à mesure, les proches de Narges Mohammadi organisent ce flot de mots et de souvenirs. Ils coupent près de 200 pages sur les 600 originales, traduisent le tout du farsi vers l'anglais, et l'envoient à Mads Nygaard sous la forme d'un Google-doc.

« **Le régime voudra probablement se venger** »

À Oslo, l'éditeur Halvor Tretvoll est chargé du travail de correction, de vérification et d'édition. Cela l'occupe une année durant. « *En décembre 2024, Narges a été libérée pour raisons de santé et a pu, par l'intermédiaire d'une employée de sa fondation, relire elle-même son texte, approuver les coupes et répondre à nos questions, avant d'être de nouveau incarcérée un an plus tard* », confie-t-il.

En France, trois traducteurs se mettent au travail simultanément, ajustant leur version à mesure que les corrections leur sont transmises par Halvor Tretvoll. Le temps presse en effet : Narges Mohammadi a souhaité que la date de publication accompagne la commémoration de l'assassinat de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, qui a initié le mouvement de protestation Femme, vie, liberté.

À la veille de la publication, la peur a laissé la place à une détermination sans faille. « *En général, les activistes écrivent leurs Mémoires une fois tirés d'affaire. Narges étant encore là-bas, elle publie ce livre au péril de sa vie. Le régime voudra probablement se venger* », redoute l'une de ses proches. Après une hospitalisation en urgence en mai en raison de

son état de santé de nouveau très préoccupant, Narges Mohammadi vit aujourd'hui chez elle, mais sous la menace constante d'une nouvelle incarcération : selon ses avocats, il lui resterait douze an-

nées à purger.

Depuis la Suède, la maison d'édition Baran, qui publie des textes en suédois et en farsi, prendra en charge la parution du livre de Narges Moham-

madi dans sa langue originale, le rendant ainsi accessible aux Iraniens, habitués à faire circuler en contrebande les livres interdits. Loin de les décourager, l'adversité semble avoir stimulé toutes celles et

ceux qui se sont donné pour mission de diffuser ce texte majeur. « *Plus le régime lui impose le silence, plus nous nous devons de porter sa voix* », affirme Halvor Tretvoll.



sept 25, 2026

## Iraq's Najaf announces suspension of Iranian flights following US sanctions

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq's Najaf airport announced on Friday the suspension of flights to and from Iran following US sanctions enacted on Wednesday against Iranian carriers, marking a halt in air traffic between the two Shia-majority countries.

"Based on official directives issued by the relevant authorities, it has been decided to suspend all flights to and from the Islamic Republic of Iran, effective 2:00 AM on Friday, September 25, 2026, until further notice," read a press release statement from the airport's administration carried by Iraqi News Agency (INA).

Najaf, approximately 175 km south of Baghdad, constitutes one of Iraq's holiest cities and serves as a major hub for Shia pilgrims making the journey between Iran as well as sacred sites in Iraq during religious holidays.

US Treasury Secretary



Passengers disembark an Iranian carrier in Najaf airport, Iraq, on May 8, 2026

Scott Bessent [declared](#) on Monday the global shutdown of all Iranian airlines on Wednesday, warning that entities and parties providing fuel, landing services or tickets would be "knocked out of the dollar system."

The US in late August levied a sweeping sanctions package against Iran, dubbed Operation Economic Outcast, aimed at targeting Tehran's illicit revenue streams.

As part of the campaign, the US in September targeted "all remaining Iranian airlines," naming 36 entities - including 27 ac-

tive carriers - to curtail carrier activity "supporting Iran's aviation sector, which the regime uses to move weapons, personnel, and illicit cargo," including "covert front companies, foreign intermediaries."

The suspension comes days after Iranian authorities announced a halt to flights to Baghdad starting Tuesday, with Iraqi state media citing privately-owned service handlers' refusal "to provide services to Iranian airlines for fear of facing sanctions."

Iran and Iraq, both Shia-

majority countries, have seen an influx of pilgrims for major holidays including Arbæen, one of the largest religious gatherings globally drawing nearly [4.5 million](#) to Iraq's holy cities of Najaf and Karbala each year - with at least 7,000 crossing by land to the Kurdistan Region's Haji Omaran border from Iran in 2026 and more than 200,000 in 2024 - to commemorate the end of a 40-day mourning period for Imam Hussein, the grandson of the Prophet Muhammad, who was killed in the Battle of Karbala in 680 AD.



Ershad ALIJANI  
25 septembre 2026

## Iran : la vidéo d'une agression sexuelle pendant une arrestation illustre un abus policier courant

Une vidéo diffusée mi-septembre, montrant des policiers iraniens en train de frapper et de harceler sexuellement un adolescent lors de son arrestation, a suscité une vague d'indignation en Iran. Ce genre d'abus ne sont pas rares lors d'interpellations, mais ces images constituent une preuve visuelle inédite.

C'est une vidéo de 78 secondes, largement partagée sur les réseaux sociaux le 17 septembre dernier. On voit dans la vidéo au moins cinq policiers iraniens et un autre homme en civil. Quatre policiers assènent plusieurs claques sur la tête d'un homme jeune, lui mettant aussi des coups de pieds, puis lui baissent son pantalon, laissant apparaître ses fesses, sur lesquelles un des policiers assènent deux tapes.

La séquence semble avoir été enregistrée par un policier présent sur les lieux. Nous avons pu établir que la scène a été filmée dans la cour d'un commissariat de Tabriz, une ville de la province de l'Azerbaïdjan oriental en Iran.

À partir de différentes images extraites de la vidéo, nous avons réalisé une reconstitution sommaire du commissariat. La comparaison des éléments architecturaux visibles dans la séquence avec des vidéos du commissariat n° 14 de Tabriz publiées par des sources officielles et des agences de presse iraniennes confirme que la vidéo a bien été tournée à cet endroit.

Parmi les éléments correspondants figurent l'entrée bleue, la fenêtre et des détails architecturaux caractéristiques situés près du sol.

Les policiers se moquent du jeune homme et le menacent, en turc, langue principale et la plus largement parlée dans cette région d'Iran. Nous reproduisons une partie de ces échanges :

- Policier : "Tu le vois ? Il se balade en menaçant les gens avec des couteaux. C'est le gros voyou du quartier ! On n'a pas encore vu ton cul. Oh, il a un cul tout blanc, le gros voyou du quartier ! Ne bouge pas, espèce de voyou."

Jeune homme : Je ne suis pas un voyou. Pourquoi vous faites ça ?

Policier : Tellement blanc [les fesses, NDLR]... Au commissariat, on va le violer !"

Le 18 septembre, la police de la province d'Azerbaïdjan-Oriental a déclaré que l'incident remontait au 4 juin 2026, date à laquelle l'adolescent avait été arrêté à la suite d'une bagarre de rue.

En recoupant plusieurs sources, notamment d'autres vidéos des commissariats de Tabriz disponibles sur les réseaux sociaux, la rédaction des Observateurs de France 24 a pu géolocaliser ces images dans la cour du commissariat n° 14 de la ville, situé dans un quartier défavorisé du sud-ouest de Tabriz.

Présenté comme un délinquant récidiviste

Au lendemain de la large diffusion de la vidéo sur les réseaux sociaux et de sa reprise par les médias iraniens, qui a suscité des réactions dans l'opinion publique, Fars News, une agence de presse iranienne proche des Gardiens de la révolution, a publié un reportage vidéo incriminant le jeune homme, intitulé "Un aperçu du comportement violent du criminel de Tabriz".

Plusieurs personnes interviewées affirment avoir été agressées à la machette par la jeune homme arrêté, présenté comme une source d'insécurité dans le quartier. Selon le communiqué de la police, il avait déjà été impliqué dans des bagarres de rue, des actes de harcèlement et du trafic de drogue, et déjà condamné.

Il n'a pas été précisé à quelles type de peines, de même qu'il n'est pas possible de savoir si l'adolescent est toujours détenu et s'il a été condamné à la suite de l'arrestation de juin 2026.

"On constate une recrudescence des cas de harcèlement sexuel ces dernières années."

**Le comportement des policiers lors de l'arrestation n'est pas rare en Iran, explique Niki Mahjoub, une journaliste indépendante iranienne basée en Europe qui couvre les questions sociales en Iran.**

Non seulement la police ne fait rien pour dissimuler certains de ces abus, mais elle les affiche parfois même ouvertement. Faire défiler dans les rues les personnes accusées de crimes violents tout en les frappant et en les humiliant publiquement est une punition courante pour ceux que les autorités qualifient de "voyous". Ces dernières années, la situation s'est aggravée. Les autorités ont même publié des vidéos montrant des suspects abattus à balles réelles lors de leur arrestation. Il y a également de plus en plus de cas de harcèlement sexuel ces dernières années. Nous ne savons pas si cela signifie que ces incidents sont de plus en plus fréquents, ou si les réseaux sociaux ont simplement facilité la diffusion d'informations sur le sujet. Cette vidéo est la première preuve en images d'une forme de harcèlement sexuel dont nous savons qu'elle s'est produite à plusieurs reprises. Aussi horrible que cela puisse paraître, dans ce cas précis, il s'agit d'un adolescent – un enfant de moins de 18 ans – qui nécessite une protection et un traitement particuliers.

"La violence a toujours fait partie intégrante de la culture policière iranienne"

J'exerce le métier de journaliste depuis des décennies, et d'aussi loin que je me souviens, la violence a toujours fait partie intégrante de la culture policière iranienne. Ils ont même inventé une expression pour la désigner : "l'interrogatoire technique",

qui, dans la pratique, désigne des violences graves pouvant aller jusqu'aux abus psychologiques et sexuels. Mais il n'existe aucune statistique ni aucune étude exhaustive sur les violences infligées aux personnes accusées de délits de droit commun en Iran. Dans une certaine mesure, cela s'explique peut-être par le fait que bon nombre de ces accusés sont poursuivis pour des chefs d'accusation tels que le vol, le viol ou d'autres crimes violents, et que même les militants des droits de l'homme ont souvent pris leurs distances par rapport à eux. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, par exemple, ont documenté des cas systématiques de harcèlement et d'abus sexuels à l'encontre de jeunes femmes

et hommes arrêtés lors de manifestations en Iran, notamment en janvier 2026 et pendant le mouvement "Femme, Vie, Liberté" en 2023. Mais nous ne disposons pas de témoignages comparables concernant les personnes accusées de délits de droit commun. Les rares témoignages dont nous disposons sur ce qu'elles vivent en prison ou en détention proviennent souvent de prisonniers politiques qui les ont côtoyées derrière les barreaux et qui ont ensuite eu la possibilité de s'exprimer publiquement sur ce dont ils avaient été témoins.

La police de la province d'Azerbaïdjan Orientale a assuré que l'incident faisait l'objet d'une enquête et qu'aucune

de ces allégations ne justifiait le comportement inapproprié des agents. Les agents en question sont censés avoir fait l'objet de mesures disciplinaires et avoir été suspendus jusqu'à nouvel ordre, toute sanction supplémentaire dépendant d'une décision de justice. Mais Niki Mahjoub doute de l'existence de ces sanctions.

"Ce ne sont que des coups de pub"

Je ne pense pas qu'il y aura de réelles conséquences. La question est simple : s'ils se soucient vraiment de ce genre d'abus, pourquoi n'ont-ils pas poursuivi ces policiers avant que la vidéo ne devienne virale ? Je pense qu'il s'agit de coups de pub visant à contenir

la réaction de l'opinion publique. Personnellement, je ne me souviens d'aucun cas où un prisonnier politique ou une personne accusée d'un délit de droit commun ait obtenu que les responsables de ce type de violence rendent des comptes et ait obtenu un résultat significatif.

Le commissariat n° 14 de Tabriz a déjà été mis en cause dans au moins un autre cas rendu public impliquant des violations présumées des droits de l'homme. En 2023, les forces de sécurité iraniennes ont arrêté violemment un militant local et deux membres de sa famille, puis les ont détenus au commissariat pendant une journée sans leur prodiguer de soins médicaux.

FINANCIAL TIMES

Mehul Srivastava  
Sept 27, 2026

## US withdrawal from Iraq 'shameful', Kurdish leader says

**T**he looming US withdrawal from Iraq will leave Washington's Kurdish allies undefended against Iranian attacks, said the prime minister of the country's semi-autonomous Kurdistan region, warning that would be a "shameful" outcome.

Nearly all remaining American troops are set to leave Iraq by September 30 as part of President Donald Trump's pledge to stop the US's so-called "forever wars", ending Washington's military presence 23 years after

it invaded Iraq to oust dictator Saddam Hussein. But Masrour Barzani, whose Kurdistan Regional Government governs Iraq's Kurdish-majority north, warned that the withdrawal is taking place at a particularly volatile time for the region.

At least 1,000 Iranian drones and missiles have targeted Iraqi Kurdistan since the start of the US war against Iran in February, according to the local government.

While most were aimed

at training camps for Iranian Kurdish opposition groups and US military targets, Barzani's own office in the regional capital Erbil was also attacked in the middle of August. "The threat is real — we are vulnerable, we are being attacked," said Barzani, 57, in an interview. "Now, to be left alone without any, let's say, appropriate defensive system, it's shameful."

The state department said the Iraqi security forces "including the Kurdish Peshmerga" have dem-

onstrated "increased capabilities". The US withdrawal "signals that Iraq and the United States have turned an important page in our bilateral relationship," it said in a statement.

While the US — whose main military base is attached to Erbil's airport — has fended off some of the missiles and drones with its sophisticated defences, the KRG has no aerial defences of its own.

Barzani said it cannot procure such aerial defences

because these have to be purchased by the federal government in Baghdad.

“When we are prevented from purchasing adequate weapons that are needed against these incoming missiles and drones and sophisticated systems, then of course, we are deliberately becoming vulnerable, becoming weaker,” he said.

Barzani said that further instability, especially at a time when powerful Iraqi Shia militias aligned to Iran are refusing to disarm, could undermine the country’s federal system and ultimately threaten the Kurds’ hard-won autonomy from Baghdad.

He said the region would remain under threat as long as the [US-Iran war](#) continued. Iran argues that since “its enemies are in this region, and then this region becomes a legitimate target,” he said. “We are allies of the United States, and we are proud allies of the United States.”

The end of the US military presence is particularly poignant for many Iraqi Kurds, who gained their initial autonomy thanks to a largely US-enforced no-fly zone that had protected them from Saddam’s military starting in 1991.

Under the terms of the withdrawal deal, which was negotiated between Washington and the federal government, the few hundred remaining US military personnel — most based in the KRG — will

leave the country as the international coalition to fight Isis winds down its operations.

Only last year, Washington inaugurated an \$800mn consulate in Erbil, the largest in the world, which many Kurds had hoped would anchor an ongoing American presence in the region. But the hulking structure looked deserted in recent weeks after the US withdrew non-essential personnel from the region during the hostilities with Iran.

It marked a stark contrast with the busy Iranian consulate nearby, a symbol of Tehran’s deep influence in Iraq.

The state department confirmed that the US had “temporarily relocated staff” from the facility because it had been targeted by Iranian-backed militia groups. It added that the US would “normalise operations” at the consulate “as the security situation allows”.

Toby Dodge, an Iraq expert at the London School of Economics, said that the reduced US military presence will leave Barzani with little choice but to reach his own accommodation with Iran.

“The message it sends to long-term US allies in the region is clear: do your own deal with Tehran because Washington cannot be relied upon,” Dodge said.

A key Iranian grievance with Iraqi Kurdistan is the

presence of opposition Iranian Kurdish militant groups, some of which have hundreds of fighters and roots going back to the 1980s Iran-Iraq war. “Our talks with Iran have always been very clear, that we are not a threat to them,” he said. “But they’ve always been talking about two things — the presence of coalition forces in Iraq and the presence of Iranian opposition groups in the region.”

In the early days of the war, tensions with Iran erupted over speculation that the militias had been armed and trained by the US and Israel to infiltrate Iran through the porous border.

Barzani brushed off the threat as “frankly exaggerated”, despite the fact that armed Iranian Kurdish militias operate openly in both Erbil and the countryside.

But the prime minister now finds himself caught not only between the US and a belligerent Iran but in a precarious situation at home.

Relations between Erbil and Baghdad have deteriorated over the past decade. Limited freedoms accorded to the semi-autonomous region — which has its own security force, the Peshmerga — have been eroded since Kurds voted for full independence in a 2017 referendum rejected by Baghdad and the international community.

The oil revenues it re-

ceives have also declined. Baghdad punished the KRG for the referendum by snatching away the major oil-producing hub of Kirkuk from Kurdish control. The KRG’s sole source of income is now funding from the federal Iraqi budget: the KRG is supposed to receive just under 13 per cent of the budget to run its affairs, including salaries for government officials.

Talks to produce a government also remain deadlocked amid distrust and rivalry between the two major Kurdish parties, nearly two years after an election won by Barzani’s Kurdistan Democratic Party, which is run by his father Masoud.

Barzani warned that the US risks repeating the mistake it made under Barack Obama in 2011, when it withdrew combat troops from the country only to leave a security vacuum that enabled the rise of Isis.

The US then returned in 2014 to lead the anti-Isis coalition, which defeated the extremist group in 2018.

“If the security situation deteriorates, it might call on the international community to come back to this region to assist and stabilise the region,” he said. “But they could do it now — without really waiting for things to get worse before they get better.”

*Additional reporting by Abigail Hauslohner*

## Dans le nord de la Syrie, la renaissance de la communauté chrétienne de la vallée de l'Oronte : « Jamais je n'aurais pu imaginer que ce jour viendrait »

**R**eportage Dans trois villages du Nord-Ouest syrien ayant survécu à treize années de guerre et au contrôle de groupes islamistes radicaux, les familles reviennent, partagées entre espoir et inquiétude.

Ibrahim Mouaz est le dernier à quitter les lieux. Rien ne semble pouvoir l'arracher au parvis de l'école de la Terre-Sainte, située sur les hauteurs du village d'Al-Yacoubiyeh, ni à la vue époustouflante qui s'ouvre devant lui. « Nous avons tellement souffert au cours de la guerre », se remémore le directeur des lieux, visiblement ému, au terme de la cérémonie de réouverture de l'établissement, dimanche 20 septembre, le regard perdu le long de la vallée de l'Oronte. De cette rivière qui serpente à travers la Syrie, des montagnes de l'Anti-Liban au port turc de Samandag, Idlib « la verte », comme on la surnomme localement, puise une grande partie de son eau.

Au milieu de cette région nichée à l'extrême nord-ouest du pays, peuplée majoritairement de musulmans sunnites, au milieu des oliviers et des vergers, un chapelet de villages chrétiens, accrochés à flanc de colline, a survécu contre vents et marées pendant près de treize années de conflit. Al-Yacoubiyeh, Al-Jdaydeh et Al-Qunayeh ont traversé les âges depuis l'époque byzantine. Deux cents familles, grecques orthodoxes et arméniennes, vivaient là avant le début de la

sanglante répression de la révolution syrienne par le régime de Bachar Al-Assad, en 2011.

Malgré l'extrémisme religieux de groupes rebelles sunnites qui ont conquis ce territoire à la force des armes, alors que les soulèvements populaires viraient à l'insurrection, malgré les coups de boutoir de l'armée syrienne au cours des années suivantes, une poignée d'habitants est restée. « J'ai été menacé à maintes reprises, on m'a traité de kafir [mécréant] et on m'a proposé de me convertir à l'islam... J'ai même été enlevé. Mais je n'ai jamais cédé », dit fièrement l'homme, qui porte une chemise bleu clair seyant à sa profession, ses lunettes accrochées à la poche de celle-ci.

### Entretenir une image de tolérance

La fin de la guerre a donné à la communauté un nouveau souffle. Pour célébrer la réouverture de l'école, fermée soixante ans plus tôt par le régime baassiste – qui avait nationalisé de nombreux établissements confessionnels privés –, l'actuel gouvernement syrien a dépêché deux de ses membres. « Je ne suis pas venu seulement vous féliciter pour l'école, mais également pour votre retour, car ce pays et ces terres sont les vôtres », a déclaré Raed Al-Saleh, ministre de la gestion des urgences et des catastrophes, natif de la ville de Jisr Al-Choghour, située à 10 kilomètres plus au sud,

devant un parterre de fidèles réunis devant l'église de l'Immaculée-Conception d'Al-Yacoubiyeh. Et d'ajouter : « A ceux qui ne sont pas encore rentrés, nous vous attendons ! »

« C'est un message fort pour les Syriens : la nouvelle Syrie est tournée vers le pluralisme et l'inclusivité », assure au Monde Hind Kabawat, ministre des affaires sociales et du travail, seule femme et seule chrétienne à siéger au sein de l'exécutif, entre deux discussions avec les habitants de ces villages, qu'elle semble tous connaître. « C'est une assurance pour les chrétiens que leurs écoles sont ouvertes et que leurs enfants peuvent revenir étudier dans leur pays dans une ambiance de paix et de stabilité », estime-t-elle.

Les vidéos de l'événement ont été largement relayées sur les canaux officiels du pouvoir, soucieux d'entretenir une image de tolérance vis-à-vis des différentes composantes ethno-religieuses de la population. Une image vivement écornée par les massacres de civils issus des communautés alaouite et druze, en mars et juillet 2025, commis en partie par des membres des forces de sécurité. L'attentat, revendiqué par un groupe inconnu, **Sa-raya Ansar Al-Sounna**, contre l'église Mar Elias de Damas, qui a fait 25 morts en juin 2025, et dans une moindre mesure une série d'actes criminels contre les chrétiens, ont également jeté un doute

sur la capacité à protéger cette communauté.

Glore Al-Bira admire la lente procession qui se dirige ensuite vers Al-Qunayeh. « Jamais je n'aurais pu imaginer que ce jour viendrait. Rendez-vous compte, certains parents n'avaient pas vu leurs enfants depuis plus de dix ans », se réjouit-elle. Le pire semble derrière elle. De la guerre, cette femme au foyer, mère de quatre filles, se rappelle tout : la « libération » du territoire par les rebelles ; la détérioration de la situation sécuritaire ; la brève implantation de l'organisation Etat islamique ; l'enlèvement de son mari, libéré au bout de trois mois. « La situation a commencé à s'améliorer quand Abou Mohammed Al-Joulani a pris le contrôle d'Idlib », se souvient-elle. Il a réussi à apaiser la situation grâce à un dialogue avec l'Eglise. »

Alors connu sous son nom de guerre et issu d'Al-Qaida, le dirigeant de l'organisation Hayat Tahrir Al-Cham, qui contrôlait la région, reprendra plus tard son patronyme, Ahmed Al-Charaa, en accédant à la présidence de la transition. Il avait pris soin de lancer une politique d'ouverture à l'intention des chrétiens d'Al-Yacoubiyeh et d'Al-Qunayeh –, mais également de la petite communauté druze locale, pour adoucir son image auprès des Occidentaux après avoir interdit, dans un premier temps, toute expression publique de la foi chrétienne. Après son accession au pou-

voir à Damas, en décembre 2024, les églises de ces villages ont pu de nouveau faire sonner leurs cloches. C'est à ce moment que les premières familles ont commencé à revenir. « Leurs visages nous sont familiers. Nous vivons ensemble sous les bombes et, à l'époque, les avions [de l'armée syrienne de Bachar Al-Assad et de son allié russe] ne faisaient pas de distinction entre les confessions. »

Au cours de la dernière décennie, les chrétiens de Syrie (1,5 million de personnes avant 2011) ont majoritairement quitté le pays, bien qu'aucune donnée statistique fiable ne permette de quantifier précisément le phénomène. Dans les montagnes d'Idlib, la petite communauté fait exception à cette tendance : près de 450 foyers vivent dans

les trois villages, soit plus qu'avant-guerre. « Des familles qui travaillaient dans les grandes villes s'y sont réinstallées, car elles ont des terres là-bas, les pères franciscains sont revenus, des aides ont été mises en place pour reconstruire les maisons et donner du travail aux gens », observe Vincent Gelot, directeur de l'association chrétienne L'Œuvre d'Orient au Liban et en Syrie, qui a soutenu la réouverture de l'école de la Terre-Sainte.

« Rentrer chez moi était indispensable »

Keghan Idock avait 18 ans lorsqu'il a quitté Al-Yacoubiyeh pour ses études. Il a passé toute la guerre près de la cité portuaire de Tartous, contrôlée par l'armée d'Al-Assad. De sa région natale, située de l'autre côté de la ligne de

front, il n'avait quasi aucune nouvelle. « A l'époque, si vous communiquiez avec les habitants du village, le régime vous accusait d'être un terroriste, et vous risquiez d'être emprisonné, qu'importe que vous soyez chrétien ou d'une autre confession », se remémore cet homme de 37 ans. Deux mois après la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, il a décidé de revenir avec son épouse, Sandra, et sa fille, Kayla : « Je me suis toujours senti comme un étranger là-bas, rentrer chez moi était indispensable. »

Les maisons abandonnées des trois villages ont, pour beaucoup, été occupées par les insurgés. Sur l'une d'elles, transformée au cours de la guerre en cellule, on pouvait encore lire des messages célébrant le mois saint de ramadan. Mais, en arrivant, Ke-

ghan Idock a surtout été surpris par les visages des derniers occupants en date, des combattants étrangers, notamment les Ouïghours du Parti islamique du Turkestan. « Au début, c'était compliqué, ils nous harcelaient. Les femmes ne pouvaient pas sortir dans la rue sans se couvrir les cheveux, puis ils sont partis, il n'en reste aucun ici. »

A terme, l'école de la Terre-Sainte espère accueillir des élèves musulmans des villages environnants. « C'est important pour eux d'apprendre à nous connaître, ce n'est que comme ça que nous reconstruirons le pays », veut croire M. Mouaz, qui ne cache pas son inquiétude face aux « extrémistes », « minoritaires », insiste-t-il tout de même, qui demeurent en Syrie.

Le Monde

Nicolas Bourcier  
28 septembre 2026

## En Turquie, un vaste scandale de fraude financière éclabousse des proches du pouvoir

Pendant des mois, plusieurs fonds et sociétés cotées turques ont affiché des hausses spectaculaires. Leur brutal retournement a déclenché une enquête portant sur une fraude financière tentaculaire impliquant des proches de l'AKP, le parti au gouvernement, et mettant en lumière les failles de la régulation.

**L**e scandale est retentissant et ne fait que commencer. Depuis mi-septembre, pas un jour ne passe sans que la presse turque se fasse l'écho de révélations au sujet d'une enquête sur des transactions hallucinantes effectuées sur les marchés de capitaux d'Is-

tanbul. L'affaire est telle qu'elle vient d'atteindre les plus hautes sphères du parti au pouvoir avec la démission, samedi 26 septembre, de la vice-présidente du Parti de la justice et du développement (AKP), Fatma Betül Sayan Kaya.

Dans la matinée du lundi 28 septembre encore, on apprenait qu'un mandat d'arrêt avait été émis contre un certain Iskender Balci. Membre du conseil d'administration de la société de construction navale Ozata Denizcilik, ce jeune homme est surtout connu dans ces hautes sphères

pour être le fils de Mustafa Balci, membre de l'Agence de régulation et de surveillance bancaire (BDDK), et le gendre d'Osman Çelik, le vice-ministre du trésor et des finances. Son cas porte à 51 le nombre de personnes arrêtées ou recherchées par les autorités dans cette affaire.

Mais reprenons. Mises bout à bout, les révélations des enquêteurs dessinent en creux une vaste tricherie boursière et systématique, pratiquée avec un cynisme sans limite et un sentiment d'impunité général. Les procureurs ont ainsi enquêté sur les activités frauduleuses de 131 fonds d'investissement détenus par sept sociétés, dont les actifs valent collectivement plus de 826 milliards de livres turques (14,8 milliards d'euros), selon des calculs de médias locaux. Elles ont toutes été placées en liquidation, le 17 septembre, par l'Autorité des marchés de capitaux de Turquie (SPK), qui a précisé qu'elles géraient les biens de plus de 455 000 investisseurs particuliers.

Dans les faits, des dizaines de fonds d'investissement – et les groupes financiers qui les portaient – ont affiché pendant des mois des rendements spectaculaires, propulsant la Bourse turque à des sommets historiques. Un gestionnaire d'actifs, Tera, a vu son fonds principal bondir de plus de 60 000 % en seulement trois ans. La Destek Finans Faktoring, une autre société financière, est devenue, elle, la deuxième plus grosse entreprise cotée du pays à peine dix-sept mois après son introduction en Bourse, son cours ayant grimpé de 7 000 %. Des chiffres trop beaux pour être vrais, a résumé l'hebdomadaire *The Economist*, samedi 26 septembre.

**« Manipulation de marché »**

La bulle a éclaté quand la SPK a publié, le 28 août, des directives ordonnant aux fonds d'investissement de ne plus placer leurs actifs sur une seule action et de diversifier leurs placements. Pour s'y conformer, ils ont commencé à vendre des actions et les investisseurs, à se retirer. Certains fonds comme Tera ont alors déclaré n'être pas en mesure de liquider leurs actifs assez rapidement. C'est le début de la crise.

Puis, des détails ont émergé sur ce qu'un responsable a qualifié de montages « à la Ponzi », que d'autres sociétés auraient mis en place. L'indice boursier turc a chuté de plus de 5 % le 16 septembre. En seulement deux jours, le scandale a effacé quelque 30 milliards de dollars (environ 26,4 milliards d'euros) du marché. Vendredi 25 septembre, la SPK a déposé une plainte pénale contre 11 personnes pour « manipulation de marché » en raison de transactions sur les actions d'Ozata Denizcilik. La machine s'est emballée de plus belle.

Samedi 26 septembre, Zeynel Emre, le porte-parole du Nouveau parti (Yeni Parti), la principale formation d'opposition, a affirmé que Fatma Betül Sayan Kaya avait acheté pour 63,4 millions de livres (1,14 million d'euros) d'actions d'Ozata Denizcilik en avril, avant de les revendre en septembre pour 1,34 milliard de livres après la flambée du cours de l'action.

Le responsable politique a également affirmé que le mari de cette proche du pouvoir, Ilyas Kaya, avait investi 99,7 millions de livres dans la société avant d'en retirer 826 millions. Des ventes finalisées curieusement, selon lui, avant le 16 septembre, date à laquelle les turbulences liées aux fonds d'investissement turcs ont affecté le marché boursier.

### Signes avant-coureurs

Aujourd'hui, l'enquête s'est étendue à d'autres protagonistes. Le Conseil turc de lutte contre la criminalité financière (Masak) a fourni aux procureurs des informations sur les anciens actionnaires des fonds faisant l'objet de l'enquête, tandis que les autorités ont annoncé examiner les transactions financières et les mouvements potentiels d'actifs de ces dernières semaines. Le ministre de la justice, Akin Gurlek, a déclaré, samedi, que les autorités avaient gelé les avoirs de 46 personnes morales, 18 fonds et 42 personnes physiques.

Ce scandale n'est pas arrivé sans signes avant-coureurs. A plusieurs reprises, des avertissements ont été donnés. Dès 2025, le ministre des finances, Mehmet Simsek, avait pointé du doigt des anomalies boursières et promis une nouvelle réglementation. En juin, MSCI, un fournisseur d'indices, a laissé entendre que, faute d'intervention des régulateurs, la Turquie risquait d'être rétrogradée du statut de mar-

ché émergent à celui de « marché frontière » – une catégorie d'économies plus modestes, comme la Tunisie ou la Roumanie.

Plus inquiétant encore, certaines voix ayant tiré la sonnette d'alarme ont été, semble-t-il, étouffées. Un ancien numéro deux du Masak affirme avoir été interpellé par la police à deux reprises après s'être plaint au sujet du gestionnaire d'actifs Tera. Face à l'ampleur des sommes et des personnes affectées, Mehmet Simsek s'est empressé de rassurer. La crise, qu'il a imputée à quelques brebis galeuses, a été contournée, a-t-il déclaré le 18 septembre, en ajoutant qu'« *il n'y a pas de risque systémique* ». Jeudi 24 septembre, il démentait publiquement et catégoriquement toute rumeur de démission.

Dans un message publié lundi sur X, le ministre a déclaré que le gouvernement continuerait de prendre les mesures nécessaires, notamment en injectant des liquidités sur le marché. Ce même jour, une réunion du cabinet du président, Recep Tayyip Erdogan, était annoncée dans l'après-midi pour discuter de la crise en cours. Le chef de l'Etat avait assuré, au cours de la semaine du 21 septembre, que les autorités prendraient toutes les mesures juridiques et administratives nécessaires pour éviter que de tels problèmes ne se reproduisent.



Stéphane Geneste  
28 septembre 2026

## Turquie: les fonds d'investissement face à une crise majeure

**E**n Turquie, plusieurs fonds d'investissement qui avaient attiré des centaines de milliers d'épargnants se retrouvent aujourd'hui incapables de répondre à leurs demandes de retrait. Les autorités ont ordonné la liquidation de 131 fonds pour tenter d'éviter une nouvelle déstabilisation de la Bourse d'Istanbul.

Pour comprendre cette crise, il faut rappeler que la **Turquie** vit depuis plusieurs années avec une inflation très élevée. Plutôt que de laisser leur épargne sur des comptes bancaires offrant des rendements relativement faibles, de nombreux Turcs ont donc préféré se tourner vers la Bourse et les fonds d'investissement. Concrètement, au lieu d'investir seul son argent en Bourse, l'épargnant confie son capital à une société de gestion. Celle-ci rassemble l'argent de milliers d'investisseurs et l'utilise pour acheter différents actifs, comme des actions ou des obligations. L'idée est donc de mutualiser l'épargne et de laisser des professionnels gérer les investissements, avec l'objectif d'obtenir des re-

tombées intéressantes pour les épargnants. Et si de nombreux Turcs ont fait ce choix, c'est notamment parce que les rendements affichés par certains fonds étaient particulièrement alléchants. Le rendement de l'un d'entre eux aurait ainsi dépassé 66 000% en trois ans. Des performances spectaculaires qui ont évidemment attiré énormément d'argent.

Des rendements spectaculaires qui ont fini par inquiéter

Le problème est que certains de ces fonds avaient investi dans de petites entreprises dont très peu d'actions étaient disponibles sur le marché. Comme ces titres étaient rares, le moindre achat pouvait faire grimper leurs prix de manière spectaculaire et, mécaniquement, augmenter la valeur du fonds. Cette situation pouvait alimenter une dynamique de hausse particulièrement fragile. Mais cette mécanique fonctionne jusqu'au moment où les investisseurs veulent récupérer leur argent.

C'est précisément ce qui

s'est produit ces dernières semaines. Les autorités turques ont commencé à durcir les règles concernant certains de ces investissements.

Les épargnants se sont inquiétés et ils ont été de plus en plus nombreux à demander le remboursement de leur argent. Or, pour rembourser les investisseurs, les fonds doivent disposer de liquidités. Et pour récupérer cet argent, ils doivent notamment vendre les actions qu'ils détiennent. Le problème est que ces ventes font baisser la valeur des titres et donc celle des fonds. Cette baisse inquiète à son tour les épargnants, qui peuvent être tentés de demander leur remboursement. Les fonds doivent alors vendre davantage d'actifs, ce qui accentue encore la baisse : un mécanisme de spirale difficile à arrêter.

Cinq milliards de dollars retirés et 131 fonds liquidés

Entre la fin du mois d'août et la mi-septembre, près de cinq milliards de dollars ont ainsi été retirés des fonds d'investissement turcs. Certains gestion-

naires se sont même retrouvés dans l'incapacité de rembourser leurs clients. Face à cette situation, les autorités ont ordonné la liquidation de 131 fonds, ce qui concerne plusieurs centaines de milliers d'épargnants. Pour ces investisseurs, une question reste désormais en suspens : récupéreront-ils la totalité de leur épargne, avec les gains espérés, ou seulement une partie de leur mise de départ ?

Au-delà des fonds eux-mêmes, le principal risque est désormais celui d'une crise de confiance qui pourrait s'étendre à l'ensemble de la Bourse turque. Pour tenter de contenir la situation, la banque centrale a apporté davantage de liquidités au système financier. Le fonds souverain turc a également acheté des actions de grandes entreprises afin de soutenir le marché et d'éviter une nouvelle dégringolade. L'objectif des autorités est désormais clair : restaurer la confiance dans les marchés financiers turcs.



28 septembre 2026

## Israël prépare un dossier juridique international contre Recep Tayyip Erdoğan

Israël préparerait une procédure visant le président turc autour du traitement des Kurdes et de ses liens avec le Hamas, dans un contexte de tensions croissantes entre Jérusalem et Ankara.

Israël travaille à la constitution d'un dossier juridique international visant [le président turc Recep Tayyip Erdoğan](#), sur instruction de Benjamin Netanyahu. Une équipe interministérielle ainsi que des spécialistes du droit international auraient été chargés de rassembler les éléments nécessaires à cette démarche.

Le dossier doit notamment porter sur le traitement réservé

par les autorités turques à la population kurde ainsi que sur [les relations entretenues par Ankara avec le Hamas](#). Israël accuse régulièrement le gouvernement turc d'héberger des responsables du mouvement islamiste palestinien et de lui apporter un soutien politique et financier.

Plusieurs options juridiques seraient actuellement examinées. L'une d'elles consisterait à porter l'affaire devant une juridiction internationale par l'intermédiaire d'un pays tiers. Israël comme la Turquie ne sont pas parties au Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale, ce qui complique la possibilité d'une démarche di-

recte devant cette juridiction. Selon les informations disponibles, les responsables israéliens n'ont toutefois pas encore décidé de déposer effectivement une plainte. La constitution du dossier pourrait également être utilisée comme moyen de pression diplomatique sur Ankara et comme réponse à de nouvelles initiatives turques contre Israël.

Cette démarche intervient dans un contexte de forte détérioration des relations entre les deux pays. Recep Tayyip Erdoğan a multiplié les accusations contre le gouvernement israélien depuis le début de la guerre à Gaza, tandis que les dirigeants israéliens dénoncent

régulièrement son soutien au Hamas.

Lors de son récent discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, Benjamin Netanyahu avait directement attaqué le président turc, évoquant notamment la situation des Kurdes, les relations de la Turquie avec le Hamas ainsi que les déclarations d'Erdoğan concernant Jérusalem.

La préparation de ce dossier constitue à ce stade une initiative en cours d'examen : aucune procédure judiciaire internationale n'a encore été officiellement engagée contre le président turc dans ce cadre.



sept 29, 2026

## Iraqi court sentences MP to seven years, issues \$21M fine for illicit enrichment

**ERBIL, Kurdistan Region** - Iraq's Central Anti-Corruption Criminal Court sentenced a lawmaker to seven years in prison for "illicit enrichment," the Federal Commission of Integrity (FCI) announced Tuesday, amid an ongoing anti-corruption crackdown.

"The Central Anti-Corruption Criminal Court issued an in-person verdict sentencing Member of Parliament Mohammed Farman Shaher

Salman al-Jubouri to seven (7) years in prison, based on the ... amended Integrity Commission and Illicit Enrichment Law," the FCI stated in a post on Facebook.

The commission added that "the convict is obligated to pay more than 28 billion dinars" (\$21.4 million), representing "the value of the illicit gains and an equivalent fine."

The case is part of a broader

anti-corruption campaign in Iraq, with courts increasingly pursuing current and former officials over alleged financial crimes.

Launched in late June under Prime Minister Ali al-Zaidi, Operation Dawn has led to arrests and prosecutions of officials, lawmakers and other senior public sector figures, according to Iraqi authorities.

In a similar ruling last Wednesday, the commission sen-

tenced lawmakers Alia Nassif Jassim and Ashwaq Salem Hassan to seven years in prison each for illicit enrichment, ordering Jassim to return over 61 billion dinars (\$46.5 million) and Hassan to repay 2.11 billion dinars (\$1.6 million) plus \$2.92 million, alongside equivalent financial fines.

Nassif is a longtime Iraqi lawmaker who has served in parliament since 2010 and has

been a prominent voice on corruption and public spending issues. She was arrested during the anti-corruption campaign launched in late June.

The latest convictions follow similar rulings announced by the commission in August against a former deputy oil minister and a former lawmaker, Ali Maarij al-Bahadly. He was sentenced to seven

years in late August and ordered to return 4.73 billion dinars (\$3.6 million) and \$16.5 million in alleged illicit gains.

Former member of parliament Talal al-Zobaie was ar-

rested in mid-July and also received a seven-year sentence. He was ordered to return 5.54 billion dinars (\$4.2 million) and \$22.17 million, according to the FCoI at the time.



sept 30, 2026

## Sadr orders 'immediate' dissolution of anti-US force, calls for reciprocal US diplomacy

**E**RBIL, Kurdistan Region - Influential Shiite cleric Muqtada al-Sadr on Wednesday ordered the immediate dissolution of an armed faction he established to fight US forces and called for reciprocal diplomatic relations with Washington following the end of the US-led Coalition's military mission in Iraq.

"We announce the immediate dissolution of the Promised Day Brigade, and the conversion of the Imam al-Mahdi Army into the Ansar al-Imam al-Mahdi Institution," Sadr said in a Wednesday statement.

Sadr also called on the US military to compensate Iraq for damages caused during what he described as Washington's «occupation» of the country, urging Iraqis to pursue legal claims.

He warned the US and neighboring countries against interfering in Iraqi affairs, saying such intervention could result in a severed relations and reciprocal measures.

His statement came as the US-led Global Coalition against the Islamic State (ISIS) formally concluded its 12-year military mission in Iraq under a 2024 agreement between Baghdad and Washington. The Iraqi government [marked](#)



Shiite influential leader Muqtada al-Sadr. Photo: INA

September 30 as "Sovereignty Day," while the United States said its forces had completed their withdrawal from Iraq.

"We hope for reciprocal diplomatic engagement from the United States, and that it does not act arrogantly toward Iraq, its government, and its people," Sadr said.

Sadr established the Promised Day Brigade in 2008 after he froze the Mahdi Army, his powerful militia that fought US-led forces following the 2003 invasion of Iraq. The smaller armed formation was created to continue fighting US forces while other members of the Sadrist movement shifted towards political and social activities.

US military officials at the time included the Promised Day Brigade among Shiite armed factions they referred to as "Special Groups." Then-US commander General Ray Oiderno said in 2010 that Iran supported the Proposed Day Brigade, Kataib Hezbollah, and Asaib Ahl al-Haq in attacks against American bases. Sadr said Wednesday that the end of what he called the "occupation" required further measures, including establishing a state monopoly over weapons, strengthening security forces - particularly border guards - and encouraging veteran political leaders to retire and make way for "new faces."

The cleric has backed Prime Minister Ali al-Zaidi's drive to bring

armed groups and their weapons under state authority.

In late May, Sadr [announced](#) the "total and absolute separation" of his Peace Brigades (Saraya al-Salam) from his National Shiite Movement and ordered the armed faction's full integration into state institutions. Iraqi security officials said in June that the process of integrating its personnel and weapons had begun.

Zaidi initially set September 30 as a deadline for Iran-backed armed factions to disarm and come under state control. His government has since proposed extending the process to mid-2027 under a phased disarmament.

# Après douze ans de présence en Irak, la coalition internationale antidjihadiste achève son retrait complet du territoire

La fin de cette coalition, qui a permis de débarrasser le pays des combattants de l'organisation Etat islamique, le laisse néanmoins en proie à des tensions internes, notamment en raison du désarmement inachevé des factions pro-iraniennes.

**P**résente depuis douze ans en Irak, la coalition antidjihadiste menée par les Etats-Unis achève sa mission mercredi 30 septembre, avec le départ prévu des dernières troupes du territoire.

Ces forces avaient été déployées en Irak et en Syrie en 2014 pour lutter contre l'organisation Etat islamique (EI), qui s'était emparée de vastes pans de territoire dans les deux pays et y avait commis des atrocités. Après la victoire sur l'EI en 2017 en Irak – et en 2019 en Syrie –, les forces internationales sont restées sur place pour combattre les derniers éléments du groupe, mais Bagdad et Washington ont décidé, en 2024, de mettre fin à cette mission.

La coalition, qui a quitté la Syrie plus tôt cette année, avait commencé son retrait d'Irak en 2025, limitant sa présence à l'aéroport d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord du pays.

« **Journée de la souveraineté** »

Le premier ministre irakien, Ali Al-Zaidi, a appelé à célébrer le 1<sup>er</sup> octobre, lendemain du départ de la coalition, comme la « *Journée de la souveraineté* ». Il s'agit d'un « *événement national qui marque l'aboutissement du parcours de l'Irak vers la souveraineté et consolide la présence de l'Etat et de ses institutions* », ont affirmé, lundi, les chefs des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du pays. Ils ont également souligné à ce sujet la nécessité de s'occuper de la question des « *armes échappant à l'autorité de l'Etat* ».

Arrivé au pouvoir au printemps, Ali Al-Zaïdi s'est engagé, sous la pression de Washington, à obtenir le désarmement des factions pro-iraniennes qui s'en prennent depuis des années aux forces américaines dans le pays. Son gouvernement avait initialement fixé au 30 septembre, jour de la fin de la mission de la coalition, la date limite pour le désarmement de ces groupes, estimant que le retrait de la coalition les priverait de tout prétexte pour conserver leurs armes. Mais

cette date a été repoussée, les négociations pour « *réglementer* » les armes étant toujours en cours.

Si des factions ont annoncé l'intégration de leurs brigades armées dans les institutions de l'Etat, plusieurs groupes influents ont refusé de rendre leurs armes. Ces derniers avaient posé comme condition à leur désarmement le départ des troupes internationales, mais aussi la fin de toute influence américaine, politique comme économique.

## Inquiétude des Kurdes

Le puissant groupe chiite des Kataeb Hezbollah (« brigades du Hezbollah ») a affirmé, lundi, que le retrait des « *forces d'occupation* (...) *était un premier pas vers l'obtention de la pleine souveraineté* ». Mais il a mis en garde le gouvernement de M. Al-Zaïdi, soutenu par Washington : « *Un gouvernement qui n'œuvre pas pour le bien de son peuple sera renversé par tous les moyens possibles.* »

Pendant des années, les

forces de la coalition et les factions soutenues par Téhéran combattaient un même ennemi : l'EI. Mais, après la défaite du groupe djihadiste, la présence des troupes de la coalition est devenue une énorme source de tension entre les autorités irakiennes et les groupes armés pro-iraniens. Ces derniers ont demandé leur retrait, avant de les prendre pour cible, provoquant des frappes de représailles américaines, qui ont tué plusieurs de leurs chefs au fil des années.

Pendant la guerre au Moyen-Orient, déclenchée en février par une offensive israélo-américaine en Iran, les factions ont intensifié leurs attaques, ciblant principalement les troupes de la coalition basées au Kurdistan.

A Erbil, des Kurdes ont fait part de leur inquiétude, se demandant qui les protégera désormais contre les drones qui ont pris pour cible à plusieurs reprises leur région autonome.

The New York Times

Erika Solomon, Falih Hassan, Eric Schmitt  
Sept. 30, 2026

# After Two Decades, U.S. Forces Leave Iraq to an Uncertain Future

Some Iraqis are celebrating the end of an American military presence that unleashed waves of bloodshed. Others fear what happens next for their country, trapped between Washington and Tehran.

## After Two Decades, U.S. Forces Leave Iraq to an Uncertain Future

Some Iraqis are celebrating the end of an American military presence that unleashed waves of bloodshed. Others fear what happens next for their country, trapped between Washington and Tehran.

Erika Solomon Falih Hassan and Eric Schmitt

Erika Solomon and Falih Hassan reported from Baghdad, and Eric Schmitt from Washington.

U.S. forces formally withdrew from Iraq on Wednesday, ending a two-decade military presence that stoked years of devastating bloodshed, and leaves behind a battered nation struggling to unshackle itself from its two most powerful, and now warring, allies.

After toppling Saddam Hussein in 2003, the brutal dictator who ruled Iraq for nearly 24 years, American forces are making their second withdrawal from the country.

The U.S. invasion and subsequent occupation, which ended in 2011, left a country reeling from sectarian bloodletting and militant insurgencies that cost nearly 4,500 U.S. lives and killed more than 115,000 Iraqis, according to the most modest counts.

American forces ultimately returned three years later — this time to lead the international coalition fighting the Islamic State, the jihadist force that once seized swaths of Iraq and Syria and became notorious for its slaughter of Shiite Muslim Iraqis, public killings of hostages, and torture and enslavement of women from Iraq's Yazidi minority.

With the end of Operation Inherent Resolve — the U.S. military's official name for the multinational campaign against the Islamic State — the last of the 2,500 U.S. forces stationed in Iraq this year are now gone.

"The coalition successfully completed its organized withdrawal operation from Erbil," Rear Adm. Liam M. Hulin, head of the joint task force for Operation Inherent Resolve, announced during a ceremony held by U.S. and Iraqi officials in Baghdad. Erbil, capital of Iraq's semiautonomous Kurdistan region, hosted the last coalition base in Iraq.

"I stand before you at this historic moment, when a nation reclaims its destiny," Admiral Hulin said, in a speech given in Arabic.

Promising that U.S. and Iraqi forces would forge new security partnerships, Admiral Hulin urged Iraq to remain vigilant, citing an Arabic proverb, "Gird yourself for the jackal with the belt of a lion."

Physical reminders of decades of war are being erased every day. The blast walls that once snaked through Baghdad have come down. Malls, restaurants

and construction sites are buzzing in a country determined to reclaim the rhythms of normal life stolen by years of car bombs.

Iraqis' hard-won gains look more precarious in a region convulsing from the turmoil of the U.S.-Israeli war on Iran. Iraq is struggling to navigate its critical relationships with Iran, its powerful neighbor, and with its most important ally, Washington, wary of letting the exit of American troops in the country embolden Tehran.

The U.S. withdrawal agreement was struck between the Baghdad government and the Biden administration in 2024. That President Trump's administration followed through with the Sept. 30 deadline — despite the war with Iran — reflects broader U.S. determination to step back from the region.

For years, there has been widespread American fatigue with so-called forever wars, as the conflicts in Iraq and in Afghanistan came to be known.

Even as Iraq commemorates the U.S. withdrawal this week with a three-day "celebration of sovereignty," the country is under huge pressure from the Trump administration to disarm Iran-backed Shiite Muslim militias, many of which are defying state efforts to bring them under control.

The last U.S. forces leave a troubled American legacy. Iraq suffered huge numbers of civilian casualties and a cycle of sectarian violence between

Iraq's Shiite Muslim majority, empowered after years of repression by the Hussein government, and the Sunni minority, stripped of privileges it once held under his rule.

U.S. forces also committed many abuses themselves — including the torture of Iraqi detainees at Abu Ghraib and the use of private defense contractors like Blackwater, whose extrajudicial killings of civilians fueled deep resentments over American impunity.

Despite these grievances, Iraqis have been watching the U.S. departure with a sense of trepidation.

"My wife lost her eyesight from the shrapnel of an American bullet," said Omar al-Husseini, a photographer from Mosul, the city at the heart of the Islamic State's self-proclaimed caliphate. "My uncle was killed by ISIS, after being paralyzed by an American bullet. But today, when we speak about the Americans' departure, our happiness is mixed with fear."

First established with Iranian support to fight the U.S. occupation, the militias killed hundreds of American soldiers, and the sectarian bloodshed they helped foment killed tens of thousands of Iraqis. In 2014, when Iraqi Shiites mobilized to fight the Islamic State, the militias multiplied. In the years since, the thousands-strong militias have grown in power — not only through military might but also by forming political parties that deeply embed them in the state.

Mr. al-Zaidi has pledged to bring the militias under state control by mid-2027. But it is far from clear that he can deliver. The stakes are high: Through Iraq's U.S.-based bank account for oil payments, Washington controls the physical shipment of dollars Iraq earns and has shown itself [willing to use that power](#) after temporarily halting the flow this year.

Iran is determined to preserve the militias, which have proved to be valuable partners in launching strikes during the war, in sowing regional chaos and in inflicting drastic costs on the global economy.

In [a recent New York Times interview](#), Mr. al-Zaidi said, "Every Iraqi today wants his country to have complete sovereignty; they want power to be exclusively in the hands of the state," and he pledged to end "the law of the jungle."

### **The unforeseen consequences of withdrawal**

Many Iraqis worry how their country will fare in this struggle.

"We fear Iraq could be swallowed up," said Ahmad al-Shammari, an employee at the ministry of education in Falluja, a city that came to symbolize the fragile victories of the first American military presence in Iraq.

Falluja suffered the deadliest and most destructive battles to crush insurgents during the U.S. occupation, only to become the [first city to be seized as Islamic State](#) militants swept the country in 2014. When the U.S. forces returned to spearhead a multinational coalition to defeat the jihadist force, the struggle to rout the Islamic State reduced huge parts of Iraqi cities to rubble.

The question for many ordinary Iraqis today is what unforeseen consequences this latest U.S. departure may

have on their lives, whether that is a jihadist resurgence or the state's imminent confrontation with Iran-backed militias.

"I remember what happened after the withdrawal in 2011," said Sarkawt Ahmad, a 26-year-old shopkeeper in northwestern Sulaymaniyah, in the Kurdistan region of Iraq. "Imagine what these pro-Iranian groups will do to us in the absence of the international coalition."

Some regional security experts argue that it was the continued U.S. presence in Iraq that allowed Iran-backed militias to justify their existence, and their arms.

"We can't just shape-shift these missions from one *raison d'être* to another, which is what we've done for 25 years," said Adam Weinstein, a longtime proponent of [U.S. forces' ending their mission](#) in Iraq who is the deputy director of the Middle East Program at the Quincy Institute, a research group.

At the ceremony marking the U.S. withdrawal on Wednesday, Mr. al-Zaidi expressed Iraq's thanks to the United States and to all other countries who supported the fight against ISIS for more than a decade.

"The conclusion of the international coalition's mission does not mean the end of our battle against terrorism," he said. "It marks Iraq's transition to a phase in which it assumes full responsibility for its security and stability."

### **Kurds are vulnerable under a new security order**

Though both countries have pledged to maintain robust collaboration, the United States and Iraq have still not finalized plans for their security relationship moving forward. In a statement, the Defense Department said it would con-

tinue to provide "targeted training and intelligence support" to Iraq.

The last time American forces left Iraq, the United States maintained one of its largest embassies in the world there. Today, the American diplomatic presence is a small fraction of that, said Renad Mansour, an Iraq analyst at Chatham House, a research institute based in London.

He said the shift reflected Washington's desire to extricate itself from the Middle East: "In the bigger picture, this shows the U.S. is no longer what it used to be — but, also, its priorities are no longer what they used to be."

This situation has particularly unnerved Iraq's semiautonomous Kurdistan region in the north, which saw how the Trump administration's withdrawal of U.S. forces from Syria's Kurdish-controlled northeast forced the region to come under central government control.

Iraqi Kurds, who began establishing sovereignty in their region through U.S. air support in the 1990s, feel the most vulnerable under Iraq's new security order. As one of the closest U.S. security partners in the region, Iraqi Kurdistan has come under repeated attacks by Iran and its allied Iraqi militias this year.

Kurdish officials argue this reflects a serious problem for Iraqi security more broadly. "There is no air defense system neither in the Kurdistan region, nor in Iraq as a whole," said Kifah Mahmoud, an adviser to Masoud Barzani, the first president of Iraqi Kurdistan. "This creates a sense of anxiety and uncertainty."

Baghdad's efforts to assert its sovereignty have been repeatedly undermined in recent months by multiple incidents showing its lack of control over its sky and borders.

Most recently, Saudi Arabia accused Iraq of being the origin site of the strike that temporarily [shut down its east-west pipeline](#), which provides 4 percent of global oil supplies. Iraqi officials suspect Iraqi militias facilitated an attack by Iranian operatives.

At the same time, Iraqi militias point to the fact that Israel set up covert bases in the Iraqi desert during the war with Iran. And for years, Turkish forces have controlled territory in northern Iraq, though Iraqi and Turkish officials recently announced plans for a phased withdrawal.

Such gaps in Iraqi sovereignty may become the biggest vulnerability in the government's campaign to control the militias.

Days before the formal end of the U.S. military presence, Abu Mujahid al-Assaf, a leader from Kataib Hezbollah, one of Iraq's most powerful Iran-backed militias, issued an ominous warning to the government if it kept complying with new U.S. sanctions against Tehran.

"Let Mr. al-Zaidi and those standing behind him know: A government that does not work for the benefit of the people will be brought down through various means," he wrote in a statement.

The militias are trumpeting the official U.S. withdrawal day not as a success of the anti-Islamic State campaign, but of their own. They announced an afternoon celebration on the streets of Baghdad on Wednesday under the slogan: "We won't keep you." They called the withdrawal an "occasion made possible by the blessed blood of the martyrs and the patience of the fighters in the Iraqi Islamic Resistance."

Many Iraqis who reject the militias have painful memories of the U.S. presence in Iraq.

Among them is Awatif al-Azawi, a 57-year-old who blames the United States for the death of her son, who she says was killed in the crossfire between militants and American forces in their hometown, Falluja.

"I used to love the Americans

because they delivered us from the oppression of Saddam Hussein," she said. "We unfortunately later discovered that the U.S. military's oppression and cruelty were worse than Saddam."

On the first night that U.S. forces no longer maintain a

presence in Iraq, she said, "I will bake a cake at home, light candles and blow them out to celebrate."

Kamil Kakol contributed reporting.

Erika Solomon is The Times's bureau chief for Iran and Iraq. Eric Schmitt is a national se-

curity correspondent for The Times. He has reported on U.S. military affairs and counterterrorism for more than three decades. Contact him securely on Signal: [@eric-schmitt.36](#).



sept 30,2026

## Iran executes two more protesters over January protests

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iranian authorities on Wednesday executed two men convicted over their involvement in January's nationwide anti-government protests in the northeastern city of Mashhad in Razavi Khorasan province, according to the judiciary.

Ali Hemmati and Majid Nik-Andish were executed on Wednesday morning after Iran's Supreme Court upheld their death sentences, the judiciary-affiliated news agency Mizan news agency reported.

Mizan said the two protesters were among the leaders of unrest in Mashhad's Tabarsi area on January 8, during which four security personnel were killed. It said Hemmati confessed to stabbing a member of the Basij paramilitary force and that Nik-Andish stabbed another, while accusing the two of involvement in arson and the destruction of public property.

The executions come amid an intensified use of the death penalty against people detained in connection with the protests.

The Oslo-based Iran Human Rights (IHR) organization reported in mid-September that at least 29 men arrested over the January protests had been executed since March 19, meaning Wednesday's executions would bring the document tally to at least 31.

US-based Human Rights Activists News Agency (HRANA) previously reported that Nik-Andish, 25, had been sentenced to death on the charge of "Moharebeh," or "enmity against God," by a revolutionary court in Mashhad. HRANA said it had received information indicating that he was subjected to forced confessions while in detention.

The nationwide protests began on December 28, 2025, initially over worsening economic con-

ditions and the sharp depreciation of Iran's currency before spreading across the country and developing into calls for political change.

Iranian security forces launched a sweeping crackdown on the demonstrations. HRANA documented 7,007 confirmed deaths during the first 50 days of the unrest, including 6,488 protestors and 236 children, while another 11,744 cases remained under review. The organization also documented tens of thousands of arrests.

The United Nations Independent International Fact-Finding Mission on Iran said on September 21 that authorities had executed at least 29 men in connection with the protests between March and the end of August, five of them publicly.

More than 70 people, including at least five women and three boys, remained at imminent risk of being sentenced to

death or executed in connection with the protests, the mission said. It added that death sentences and executions had followed trials marked by due process violations, forced confessions, and denial of access to lawyers of the defendant's choosing.

Sara Hossain, chair of the fact finding mission, [said](#) at least 221 children were reported killed during the protests, with the youngest reported victim only four and a half months also. She also said security and intelligence forces tortured detainees and subjected them to ill-treatment.

Rights groups have repeatedly [accused](#) the Iranian authorities of using executions and the threat of capital punishment to suppress dissent, while Tehran maintains that those executed have been convicted of serious security-related or violent offenses.

The New York Times

Alissa J. Rubin  
Sept 30, 2026

# American Forces Withdraw From Iraq 23 Years After Invading

## What I Saw as the U.S. Debacle in Iraq Unfurled

The Americans did not understand the country when they invaded in 2003. From the earliest days, there were signs of the trouble ahead, our correspondent recalls.

In March 2003, a statue of Saddam Hussein was still standing near a communications center in Baghdad that had been bombed two days earlier. A month later, the statue would be downed as well. Credit...Tyler Hicks/The New York Times

Reporter's Notebook

## What I Saw as the U.S. Debacle in Iraq Unfurled

The Americans did not understand the country when they invaded in 2003. From the earliest days, there were signs of the trouble ahead, our correspondent recalls.

Alissa J. Rubin has been a foreign correspondent for The Times for almost two decades, reporting across the Middle East, Afghanistan and Europe.

I got to Iraq a few weeks after the U.S. Army did. It was just a couple of days after the statue of the Iraqi dictator Saddam Hussein was pulled down in Baghdad by a crowd that included U.S. Marines.

That was April 2003.

I had assured my family that I would stay for maybe a week. At the time a correspondent for The Los Angeles Times, I recall telling relatives that I just wanted to “get the lay of the land and take a look around.” That ended up taking longer than I thought.

From the beginning, the United States did not understand the country it was storming into. Twenty-three years later, as it pulls the last of its forces out, it probably still does not. I know I am still working to fully grasp it.

There were so few U.S. service members left in Iraq at the end that when the last ones officially withdrew on Wednesday it made little difference in the daily lives of Iraqis. But that was hardly the case when the first American forces arrived on March 20, 2003.

The early days of the invasion, which toppled a hated despot, were so heady with possibility that it was easy to dismiss the warning signs.

Driving over the border, through the yellow desolate scrub of the country's western desert, I passed blackened and twisted Iraqi military vehicles hit in American strikes. On the horizon

I could see smoke still curling into the air from recent attacks. And everywhere was the smell of burning rubber.

Amid all this wreckage, I wondered, what sort of welcome could an American expect?

When I reached Baghdad, the capital, there was hardly anything to eat in the shops except out-of-date Cadbury toffees and canned tuna, which no one seemed to be buying except foreigners. In the streets, the mood was charged, watchful. But the Iraqis seemed not so much afraid of the invaders, even those in Humvees, as curious.

I do not want to suggest the Americans were greeted with flowers — let alone as “liberators,” as the American vice president had predicted. But the Iraqis I met in those early days were intrigued at finally getting a glimmer of a future not defined by the brutality and restrictions of the Hussein regime. And it was the Americans who had helped bring that change.

But the reason for the American invasion and the rationale for the occupation that followed seemed like a moving target.

The Bush administration had justified it initially with

the claim — later discredited — that the Hussein government was developing chemical weapons.

But the military officers and policymakers who had moved into the so-called Green Zone palaces had a new set of rationales for the war: It was not that Hussein was a danger to mankind, nor a brutal dictator. Now, they said, the United States and the military coalition it formed were there to bring democracy to Iraq. Or, as President George W. Bush put it: “to help the Iraqi people build a lasting democracy in the heart of the Middle East.”

This began the pattern of adjusting or changing altogether the justification for the continued U.S. presence in the country. Along the way, the U.S.-led coalition made one disastrous misstep after another, starting almost from the first weeks after the invasion.

One moment stands out.

I remember vividly the order from Paul Bremer, the chief civilian administrator, to **disband the Iraqi Army**. “Do you mean, disband the whole army?” I asked a military press attaché.

He said he would get back to me.

Iraq had some 400,000 troops.

Stunned, baffled and increasingly angry, dismissed Iraqi soldiers began to gather every morning at the gates of the Green Zone. When I asked what they thought about the order to disband, some shrugged and walked away. Others had a message for Washington.

"Tell your president that we had to fight for Saddam," one told me. "We are glad he's gone."

Another, a veteran of the eight-year war between Iraq and Iran, said he was 51 and could not make ends meet without his pension. "I have five children," he said. "My son lost his leg. I work as a janitor. I am too old to find a new job."

And there were even clearer signs of the trouble ahead.

One man wearing a long, dark gray dishdasha robe — I still see his face in my mind's eye — asked the interpreter where I was from. When he heard "U.S.," his face twisted in disgust and he spat a stream of liquid at me.

Some landed on my shoe. I stared at it, unsure whether to wipe it off. What message might that send? Would it seem as if I was ignoring what he had to say?

I wondered if no one saw the widening gap between Iraqi hopes for a post-Hussein future and what the United States was actually offering.

Yes, many Iraqis had unrealistic expectations. They

wanted America to transform their country overnight into a Middle Eastern version of the shiny, idealized American world they knew from the bootlegged movies they had watched secretly under Hussein.

But what many more Iraqis were unprepared for was America's disregard for the economic realities of their lives. They were unprepared for the Americans' failure to realize that when you take away a person's job, you often take away their ability to navigate day-to-day life, their dignity, their place in their community, their family.

Only much later did I connect the fury of the man who spat on me with his feeling of having been disrespected. I could see that a dangerous dynamic had already begun.

A fast-growing and increasingly angry Sunni insurgency was becoming shrewder and more technically adept at taking on the American occupiers. The insurgents bombed U.S. checkpoints and military vehicles; they laid ever more sophisticated road bombs.

That made the U.S. troops, many of whom were unprepared for the fraught mission handed to them, more skittish. The U.S. troops fired upon speeding cars near traffic stops, believing they were targeting them, even when they were just carrying families trying to get to safety. Some engaged in human rights abuses, among them the sexual violence and torture at the [Abu Ghraib prison](#) and the [killing of civilians in Haditha](#).

Not only did this fuel the insurgency, it helped lay the groundwork for a forerunner of the Islamic State terrorist group.

And when the United States ousted Hussein, it created not just a political vacuum but, with the dismantling of the army, a security one. A U.S. nemesis, Iran, methodically set about backing Shia politicians with whom it shared common ground. Now, 23 years later, its allies are embedded in many Iraqi government agencies and politicians close to Iran have become kingmakers.

The outlines of an emerging sectarian divide were already clear not long after Hussein's fall. So was the specter of deepening fundamentalism among both Sunnis and Shiites.

Some three weeks after I arrived, Iraqi Shiites were able for the first time in more than a decade to freely celebrate one of the holiest days in the Muslim year, Ashura. Thousands trekked from their homes for days — the old, the young, some in wheelchairs — to reach the city of Karbala in southern Iraq and its elaborately carved shrines with their soaring gilded minarets.

I was unprepared for the religious intensity of the pilgrimage. The women wore long black abayas and tight black veils. The men carried prayer beads.

Jotting down notes near one of the shrines, I did not at first realize that the shouting I was hearing was coming closer — and was directed at me. A group of

clerics was bearing down, and other pilgrims were beginning to gather.

What had I done?

I looked for my interpreter, but he was nowhere in sight. As the men shook their fists, I felt a strong grip on my upper arm. It was a woman in an abaya. She nodded to the men and pulled me away.

My offense soon became clear.

The woman led me to a small group of other women sitting with children on a blanket, with small bowls of raisins and nuts. They pointed to my veil, which I had draped over my head in the style I had learned in Afghanistan. Then one pulled on a wisp of my hair that had escaped into view.

The women never looked disapproving, but it was clear how seriously they took the situation. For half an hour they worked to re-fold and pin my head scarf so that not one hair could work its way out.

When they were finished, one reached into her pocket and pulled out a small mirror to show me their handiwork.

Then one smiled and handed me back my notebook.

**Alissa J. Rubin** reports on stories across the Middle East, including ongoing conflicts and long-term problems such as climate change. She is based in Paris.

## De « fortes indications » que l'Iran est impliqué dans le projet d'attaque contre une base militaire en Angleterre, selon le premier ministre britannique

La police britannique est intervenue près de la base de Fairford, dans la nuit de samedi à dimanche, après un appel passé aux services d'urgence signalant « trois véhicules suspects ». L'Iran avait « catégoriquement » démenti, lundi, tout lien avec cette affaire.

**L**e premier ministre britannique, Andy Burnham, a déclaré, mercredi 30 septembre, qu'il existait de « fortes indications » que l'Iran ait été impliqué dans l'incident survenu dimanche près d'une base aérienne militaire dans le sud-ouest de l'Angleterre, utilisée par l'armée américaine dans sa guerre contre l'Iran.

« Il existe de fortes indications selon lesquelles l'Iran aurait joué un rôle dans les événements survenus ce week-end à la base de la Royal Air Force à Fairford », a déclaré

le dirigeant travailliste dans une interview à la BBC. L'Iran avait « catégoriquement » démenti, lundi, tout lien dans cette affaire.

La police britannique est intervenue près de la base de Fairford dans la nuit de samedi à dimanche après un appel passé aux services d'urgence signalant « trois véhicules suspects ». Cinq hommes, des ressortissants britanniques âgés de 23 à 25 ans, ont été arrêtés, initialement soupçonnés d'« infractions à la loi sur les explosifs » ainsi que de « préparation d'un acte terro-

riste », avant d'être relâchés sous caution lundi. La police a annoncé mardi qu'« aucun engin explosif » n'avait été découvert dans les fourgons utilisés par ces hommes, mais que de l'essence en grande quantité s'y trouvait.

### « Un acteur étranger »

La base de Fairford est utilisée depuis mars par les Etats-Unis dans le cadre de la guerre déclenchée avec Israël contre l'Iran, pour des « opérations défensives ». Cela avait provoqué la colère de l'Iran, et suscité l'inquiétude

de certains habitants vivant à proximité du site. L'enquête de la police antiterroriste se poursuit « en étroite collaboration avec [ses] collègues des Etats-Unis », a ajouté Andy Burnham.

Le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, avait déclaré, mardi, que l'affaire implique « clairement un acteur étranger », sans livrer davantage de détails. La police britannique avait dit « explorer de multiples pistes » dans cette affaire, y compris celle de l'implication d'un « Etat étranger ».



sept 30, 2026

## Pentagon says Iraq now responsible for security as it concludes withdrawal

**ERBIL, Kurdistan Region** - The Pentagon on Wednesday announced the conclusion of its Operation Inherent Resolve as it pulled out the last of its military equipment and personnel from the Erbil Air Base, saying they would continue providing assistance to Iraq

as it takes over security. "The orderly departure of Coalition forces and equipment from Erbil Air Base marks the successful conclusion of the military mission that defeated ISIS in Iraq," Pentagon spokesman Sean Parnell said Wednesday.

The "successful" conclusion of the 12-year campaign established in 2014 amid an Islamic State (ISIS) threat rampaging through Iraq "marks a transition from a wartime coalition mission to an Iraqi-led security effort", said Parnell.

"We expect the Iraqi Security Forces, including the Peshmerga and other security forces in the Iraqi Kurdistan Region, to lead the continuing effort to secure Iraq and keep ISIS remnants suppressed. The Department of War will continue to provide targeted

training and intelligence support to our Iraqi partner, added the Pentagon.

The US-led Coalition's withdrawal is pursuant to a 2024 US-Iraq joint statement. This is the second such withdrawal, following an earlier 2011 withdrawal that many believe resulted in insecurity and stability.

The Iraqi government is also working through a phased process to disarm many Iran-aligned militant groups, who have said the US withdrawal must come first before they decide to lay down arms.

"The primary responsibility for addressing Iraq's remaining security challenges, including ISIS remnants and Iran-

aligned militias that undermine Iraqi sovereignty and regional stability, now rests with the Government of Iraq," Pentagon added.

The US is committed to Iraq and other partners to make certain ISIS doesn't resurge in Iraq, said the Pentagon. Iraq has declared a four-day

holiday that starts from September 30. It is also set to hold a "sovereignty conference." The country's government and security agencies have reiterated that they are capable of maintaining security and ensuring ISIS doesn't reappear.



sept 30, 2026

## US-led coalition concludes 12-year mission as withdrawal stirs sovereignty hopes, security fears

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq is preparing to mark the withdrawal of US-led coalition forces on September 30 ending a 12-year military mission since the onset of the Islamic State (ISIS) emergence in the country, a move welcomed by some who view the departure as a restoration of sovereignty amid looming concerns over the possibility of the resurgence of armed groups as Baghdad and Erbil navigate a precarious security juncture.

"The liberation of Iraq and safeguarding its sovereignty is a source of joy for every Iraqi, from north to south," Baghdad resident Adnan Assi told Rudaw's Ziyad Ismail, expressing hope that the country can build stability and unity without foreign forces.

In Mosul, Iraq's second-largest city and the Islamic State's former de-facto capital, reactions were mixed, albeit mostly in favor of the departure. "Let them withdraw to hell," worker Mohammed Hussam told Rudaw. "What use are they

to us anyway? What benefit do they bring?"

Hayyan Jassim, a shopkeeper, said residents had become accustomed to a degree of order and questioned what a full withdrawal could mean for security. "Didn't we get used to a bit of order and discipline?" he asked. "If a withdrawal happens, it's like we'll completely lose control."

The contrasting views come as Iraq prepares to formally mark what the government calls the restoration of its sovereignty following the end of the coalition mission, termed Operation Inherent Resolve, launched in 2014.

Sabah al-Numan, spokesperson for Iraq's commander-in-chief of the armed forces, told Rudaw's Malik Mohammed that coalition forces were in the final stage of their withdrawal, including from Erbil.

"After September 30, not a single foreign soldier will remain anywhere in Iraq," Numan said. A "Large Sover-

eignty Conference" is scheduled for October 1 under the supervision of Prime Minister Ali al-Zaidi.

For many Iraqis, the withdrawal closes a chapter that began with the US-led invasion in 2003.

Operation Iraqi Freedom began on March 20, 2003, to overthrow Saddam Hussein's Ba'athist government and officially concluded in December 2011. The US Department of Defense recorded 4,432 US military deaths during the operation through August 2010.

But the departure also revives memories of the security vacuum that followed the 2011 withdrawal and preceded the rise of ISIS.

Kurdistan Democratic Party leader Masoud Barzani warned Sunday that there are no guarantees preventing a repeat of the events that led to ISIS' 2014 takeover of Mosul and large parts of northern and western Iraq.

"The Americans left, and

Daesh appeared right away. I fear the same scenario will happen," Barzani said in an interview with al-Sharqiya.

Barzani recalled warning Iraqi officials before the 2011 withdrawal that they were not prepared to assume full responsibility for the country's security. He also said he had warned then-Prime Minister Nouri al-Maliki about militant groups before the fall of Mosul.

ISIS seized Mosul in June 2014, and Human Rights Watch documented killings, kidnappings and the expulsion of religious and ethnic minorities in and around the city, as well as the destruction and seizure of religious and cultural sites.

The US-led coalition began airstrikes against ISIS in Iraq in August 2014, while also providing intelligence, training and military assistance to Iraqi and Kurdish forces. By 2017, Iraqi forces, backed by the coalition, had retaken territory held by the group.

Recent Iraqi operations underline that the threat has not disappeared entirely. On Sunday, Iraqi Counterterrorism Service forces killed two ISIS members and arrested another in Pirde, also known as Altun Kopri, in Kirkuk province.

The Iraqi military has also carried out strikes against ISIS hideouts in Diyala, while Iraqi forces and the Popular Mobilization Forces launched an operation this week to search the Thalab Basin for ISIS positions.

Iraqi Air Force Commander Khalid al-Tamimi said the threat is now “very limited,” pointing to continued Iraqi operations against sleeper cells.

The withdrawal is also being watched closely as Iraq maintains political and military ties with both Washington and Tehran. Iran-backed armed

groups operating within Iraq have portrayed the departure as a victory.

Iran-aligned Kata’ib Hezbollah warned Monday that it would shoot down “hostile” aircraft violating Iraqi airspace after the US-led Global Coalition completes its military withdrawal from Iraq this week.

The leader of an Iran-backed group operating in Iraq on Wednesday threatened direct confrontation with any US troops who remain after the September 30th deadline for the withdrawal of international Coalition forces.

«Let him [Trump] know that we are monitoring September 30th with full preparedness, readiness and enthusiasm to fight a decisive battle with the occupying forces if they renege on their commitment for full withdrawal from the land and the air,» said Akram al-

Kaabi, the general secretary of Harakat Hezbollah al-Nujaba, according to a statement from the group.

Meanwhile, The Kurdistan Region’s Ministry of Peshmerga Affairs (MoPA) on Monday warned that the planned withdrawal comes at a “sensitive time,” and that leaving the Kurdistan Region without a defense system in place is “a cause for concern.”

The ministry said in a statement on Monday, that while the drawdown follows a “mutual understanding between the Iraqi federal government and the US,” the “continuation of instability in the region poses a threat to the entire area,” urging political decisions that prioritize security and stability.

Nevertheless, Kurdistan Region Presidency’s Chief of Staff Fawzi Hariri told Rudaw

at an event on Tuesday that the Kurdistan Region Government (KRG) “has supported the Iraqi government’s decisions to invite [the Global coalition] and ending its mission as well» and that the KRG and MoPA “will be a part of this [new] framework” of relations with other countries.

While Baghdad prepares to mark October 1 as Iraq’s Sovereignty Day, with state institutions and governorates instructed to organize events marking the end of the coalition mission, the question that remains is not if Iraq can weather internal or external threats, but rather to what extent Baghdad will succeed in reigning in Iran-aligned groups while placating the Kurdistan Region’s concerns amid lingering uncertainties on multiple fronts surrounding Iraq’s security future.



sept 30, 2026

## Iraqi and Kurdish leaders mark coalition exit, say forces ready to assume security duties

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi and Kurdish leaders on Wednesday said the country’s forces were ready to assume full responsibility for security as the US-led coalition formally ended its military mission in Iraq and American forces completed their departure from Erbil Air Base.

At a ceremony in Baghdad marking what the government called Iraq’s “Sovereignty Day,” Prime Minister Ali al-

Zaidi said the end of the coalition mission marked the country’s transition to full responsibility for its security and stability, while stressing that the fight against terrorism was not over.

“The conclusion of the International Coalition’s mission does not mean the end of our battle against terrorism,” Zaidi said.

The departure ends the coalition’s military mission in Iraq

more than 12 years after Baghdad requested international assistance against the Islamic State (ISIS) as the group seized large parts of the country in 2014. Washington and Baghdad agreed in 2024 on a phased conclusion of the mission, culminating in the September 30 withdrawal. The United States has said its counter-ISIS cooperation with Iraqi and Kurdish forces will continue from elsewhere in the region.

Zaidi thanked coalition countries and their commanders, officers, trainers and advisers for working alongside Iraqi forces during the war against ISIS, saying security cooperation would continue in a new form with a greater focus on technology and digital capabilities.

“The mission has concluded in victory, and the responsibility for safeguarding this victory now rests with all of us,” Zaidi said.

He also reiterated his government's push to bring armed groups under state authority, saying there should be "no weapons outside the framework of the law and no force outside state institutions."

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani, [speaking](#) in Erbil, thanked the United States, European countries and other coalition members for their role in defeating ISIS and strengthening the Peshmerga, while stressing the readiness of Kurdish and Iraqi forces to confront future threats.

"Iraq's capabilities are better compared to the past, and Peshmerga forces are well-organized and stand ready to fight any attack or danger facing the Kurdistan Region," Barzani said.

"Therefore, I assure you once again that our forces are ready to face any threat or attack that would, God forbid, target the Kurdistan Region or Iraq," he added.

The Kurdistan Regional Government has nevertheless expressed concern over the coalition's departure at a time of heightened regional instability, particularly the absence of an alternative air-defense system after more than 1,000 drones and ballistic missiles struck the Kurdistan Region during the recent regional conflict. The Peshmerga ministry has said Baghdad bears primary responsibility for protecting the Region's airspace.

Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani also [thanked](#) coalition forces for their role in defeating ISIS and restoring stability, stressing that their departure should not mark the end of security cooperation.

Barzani said Iraq and the



US troops leaving Mosul in March 2020 . Photo: Fazel Hawramy

Kurdistan Region could pursue bilateral agreements with coalition countries according to future security needs, while stressing close coordination between the Peshmerga and Iraqi forces.

He said anyone seeking to threaten the Kurdistan Region should know that the Peshmerga remained capable of defending its people and territory.

Central Command (CENTCOM) [said](#) Wednesday that coalition personnel and equipment had completed their "orderly departure" from Erbil Air Base, marking the conclusion of Operation Inherent Resolve's military mission in Iraq.

The withdrawal completes a process that saw coalition forces leave bases across federal Iraq before consolidating their remaining presence in the Kurdistan Region. Iraqi officials had told Rudaw ahead of the deadline that no foreign coalition troops would

remain in the country after September 30.

CENTCOM Commander Admiral Brad Cooper said ISIS no longer poses a systemic threat to Iraq and that Iraqi security forces, including the Peshmerga, are capable of addressing remaining threats.

The United States has said the end of the mission in Iraq does not end its security relationship with Baghdad or Erbil. CENTCOM spokesperson Captain Tim Hawkins told Rudaw earlier this month that US forces based elsewhere in the region would remain prepared to work with Iraqi and Kurdish forces when threats emerge.

First Deputy Speaker of Iraq's parliament Adnan al-Dulaimi also [described](#) September 30 as an important turning point, saying the withdrawal marked the restoration of Iraq's "security and military sovereignty." "The day represents a new phase for Iraq, based on sovereignty, institution-

building and development," Dulaimi said.

Supreme Judicial Council chief Faiq Zidan [congratulated](#) Iraqis on the occasion, describing it as a milestone in strengthening the independence of national decision-making and reaffirming respect for the constitution and rule of law.

Qasim al-Araji, Zaidi's national security adviser, [said](#) the end of the coalition mission marked an "important milestone" in negotiations and understandings dating back to July 2021, but stressed that "the end of the coalition mission does not mean the end of the partnership."

The end of the mission leaves Iraq responsible for its domestic security while preserving a broader framework for defense cooperation with Washington and other coalition countries.



sept 30,2026

## Fishermen make surprise naval mine discovery in Strait of Hormuz

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iranian fishermen hauling in their shrimp nets in the Strait of Hormuz made an alarming discovery on Saturday: a naval mine tangled among their catch in one of the world's most heavily contested waterways.

The mine became caught in the net of a fishing dhow in waters between Qeshm and Hormuz islands at around 10am on Saturday, September 26, according to Iran's state broadcaster IRIB.

The fishermen reportedly released the object back into the sea after discovering it.

The Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) later told the fishermen that the mine was old, had been neutralized and posed no danger, according to the broadcaster. The broadcaster did not say how the IRGC made this assessment without examining the mine.

But the unusual catch highlights the continuing risks facing fishermen, merchant crews and vessels operating around the Strait of Hormuz, months after the US said it had cleared Iranian mines from internationally recognized shipping lanes at great cost.

The incident comes months after the United States began a mine-clearance operation in the Strait of Hormuz following Iranian mine-laying during the conflict between the US and Israel against Iran,



Fishermen with their fishing dhow. Photo: IRIB

turning the narrow waterway into one of the most dangerous maritime routes in the world.

US Central Command [said](#) in April that its forces were working to clear mines previously laid by Iran's IRGC and establish a new safe passage for commercial shipping.

"Today, we began the process of establishing a new passage and we will share this safe pathway with the maritime industry soon to encourage the free flow of commerce," said Adm. Brad Cooper, commander of CENTCOM, in April. In late August, Cooper said the US forces had managed to clear the Strait from the Iranian mines. The declaration, however, applied to the established shipping lanes rather

than every stretch of water surrounding the islands and coastline.

The fishermen's discovery comes as Washington and Tehran continue to trade military threats while simultaneously pursuing indirect negotiations through regional mediators.

The Strait of Hormuz remains central to the confrontation between Iran and the United States. Tehran has made re-opening the waterway part of its latest diplomatic proposal, while Washington and Iran continue indirect negotiations through regional mediators. Reuters reported this week that Qatari mediators were holding separate talks with Iranian and US officials over

a revised version of Iran's proposal.

US President Donald Trump said Tuesday that the amount of oil moving through the Strait in recent days had exceeded any previous level, while saying Iran had yet to agree to Washington's demands.

"We took more oil out of the Hormuz Strait over the last couple of days, than at any point in history including long before we had the war to stop the nuclear weapon," President Donald Trump [said](#) on Tuesday night after meeting with top tech executives at the White House. "They are doing very poorly, I don't know if they are going to give yet," Trump said, referring to Iran. "They'll give up."

## Reconnaissance du Génocide des Arméniens par le gouvernement israélien

**L**e 28 juin 2026 est le jour d'un acte historique où il y aura un avant et un après.

Mais attention, cette décision doit encore être confirmée par la Knesset, qui sera dissoute dans un mois pour de nouvelles élections, où Netanyahu et sa coalition sont donnés perdants.

Le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF), dans un communiqué, salue la décision historique de l'État d'Israël de reconnaître officiellement le Génocide des Arméniens de 1915. « Ce geste, attendu depuis de nombreuses années, constitue une avancée majeure dans l'établissement de la vérité historique face aux pressions, aux intimidations et au négationnisme d'État que la Turquie a érigés en pilier de sa politique étrangère depuis plus d'un siècle », indique-t-il.

Il était particulièrement important que l'État d'Israël, né des cendres de la Shoah et porteur d'une mémoire universelle de l'extermination, choisisse de rompre avec les considérations de realpolitik pour désigner le crime par son nom. Comme l'a déclaré le ministre israélien des Affaires étrangères : « Il n'est jamais trop tard pour bien faire. » Cette phrase rappelle une évidence : le silence et le déni ne préservent jamais la paix ; ils encouragent au

contraire la répétition des crimes. Par cette décision,

Israël renoue avec les valeurs de justice, de vérité et de responsabilité qui ont présidé à sa naissance.

En reconnaissant le Génocide des Arméniens, il rappelle que la mémoire des victimes ne saurait être subordonnée aux intérêts diplomatiques du moment.

Le CCAF forme le vœu que cette décision historique conduise la Turquie à engager, à son tour, un véritable travail de vérité. Il est temps qu'Ankara cesse de se faire l'héritier politique du négationnisme des dirigeants Jeunes-Turcs, renonce à glorifier les responsables du Génocide et ouvre enfin la voie à une réconciliation fondée sur la reconnaissance des faits, la justice et le respect de la mémoire des victimes. « La reconnaissance de la vérité n'est dirigée contre aucun peuple. Elle est, au contraire, la condition indispensable d'une paix durable entre les nations et de la prévention des crimes de demain », conclut le CCAF.

### Réaction du CDCA

Autre réaction en France, celle du Comité de défense de la Cause arménienne (CDCA), qui parle d'une « reconnaissance bienvenue mais dont le fondement interpelle ». Le CDCA prend acte de la reconnaissance officielle du Génocide armé-

nien par le gouvernement israélien.

« Nous saluons ceux qui, en Israël, ont porté ce combat de longue date, au premier rang desquels Yair Auron, dont l'œuvre a été décisive pour forger une conscience historique sur cette question.

Cette reconnaissance, nous l'accueillons avec satisfaction mais sans naïveté. Elle intervient dans un contexte de dégradation profonde des relations israélo-turques, et nous ne pouvons ignorer ce que ce calendrier dit de ses motivations réelles. La reconnaissance du caractère génocidaire d'un tel crime ne peut pas être une monnaie d'échange diplomatique, d'autant plus pour un État tel qu'Israël dont la création même fut une réponse à la Shoah et qui encore aujourd'hui appelle à la solidarité internationale au nom d'un devoir moral.

Nous prenons donc acte de cette reconnaissance. Mais nous attendons désormais de l'État israélien qu'il en prenne toute la mesure, en particulier en organisant la transmission de cette mémoire, en agissant pour mettre un terme aux attaques répétées contre la communauté arménienne de Jérusalem et en coupant court à sa collaboration militaire complice avec l'Azerbaïdjan. C'est seulement à ces Textes propres - France Arménie, septembre 2026

conditions que le gouvernement israélien parviendra à faire de cette reconnaissance plus qu'un coup diplomatique, un acte de sincérité et de responsabilité.

Il nous est impossible, dans ce contexte, de ne pas évoquer ce qui se déroule à Gaza. Ce que nous voyons, le siège systématique d'une population civile, les destructions massives, la famine organisée, le déplacement forcé de tout un peuple de sa terre, nous interpelle profondément en tant qu'héritiers d'un génocide. Le peuple arménien sait ce que signifie être effacé, chassé et affamé. C'est précisément parce que nous portons cette mémoire que nous ne pouvons rester silencieux face à la souffrance d'une autre population civile.

Nous ne pouvons pas non plus passer sous silence les opérations militaires menées au Liban, qui ont causé des destructions considérables et déplacé des populations civiles entières. Si la situation libanaise relève d'une dynamique distincte, elle n'en appelle pas moins, de notre part, une même exigence de respect du droit international et de protection des civils », souligne le CDCA.

Un point de vue du CDCA qui rejoint celui de la communauté arménienne de Jérusalem qui salue la

décision tout en rappelant son opportunisme alors que l'État d'Israël fait pression pour pousser au départ des communautés chrétiennes de Jérusalem au profit des colons.

#### Le silence de Pachinian

En Arménie, c'est le silence complet. Mais un silence assumé. Nikol Pachinian, dans un point presse improvisé, déclare : « Nous ne voyons aucune raison de réagir à la reconnaissance par Israël du Génocide des Arméniens car nous estimons qu'il est dans l'intérêt de l'Arménie de ne pas instrumentaliser le Génocide des Arméniens. »

L'intérêt de l'Arménie serait donc ainsi de faire en sorte qu'un génocide reconnu par les historiens mais nié uniquement par les forces pan-turques ne soit pas reconnu par des États. Une déclaration dans la droite ligne de ses discours du 24-Avril dernier, où il était allé jusqu'à se demander si, incriminant la Russie, d'autres forces n'avaient pas instrumentalisé l'Empire ottoman pour les pousser à commettre ce génocide, puis en instrumentaliser la reconnaissance pour obtenir des territoires sur le sol turc. Erdogan n'aurait pas mieux dit mais visiblement un électeur arménien sur deux semble avoir la mémoire défaillante.

Quant à l'Azerbaïdjan, il se range sans surprise du côté de son allié, la Turquie, par la voie de son ministre des Affaires étrangères qui indique : « La décision du gouvernement israélien concernant le soi-disant "génocide arménien" est extrêmement préoccupante. La déformation des faits historiques entourant les événements de 1915 et la

réduction d'une question historique complexe à une décision politique dépourvue de fondement juridique ou scientifique solide sont inacceptables. De telles actions ne contribuent ni à la réconciliation ni à la compréhension mutuelle. Au contraire, elles aggravent les divisions existantes et sapent les efforts visant à instaurer une paix et une stabilité durables dans la région. Nous appelons le gouvernement israélien à reconsidérer cette décision. L'Azerbaïdjan reste fermement attaché à la défense de la vérité historique, au respect des principes du droit international et à la promotion d'une paix et d'une stabilité durables dans la région. »

Un texte totalement négationniste qui, là encore, n'a donné lieu à aucun commentaire de leurs homologues arméniens, car même si on ne salue pas une reconnaissance, on pourrait au moins protester contre cette négation et ce mensonge que vient de préférer l'Azerbaïdjan.

Mais non, rien.

Texte propre - France Arménie, septembre 2026 3

#### ÉVÉNEMENT

Pachinian, Erdogan et Aliiev déplorent la reconnaissance du Génocide par Israël La reconnaissance du Génocide arménien par le cabinet des ministres israéliens, le 28 juin 2026, a suscité des réactions diverses. Voici quelques faits essentiels pour dissiper la confusion.

Après des décennies de déni et d'esquive, le gouvernement israélien a finalement publié une déclaration reconnaissant le Génocide arménien. Ce retard pro-

longé était honteux et immoral, en particulier pour un peuple lui-même victime d'un génocide. Pire encore, le gouvernement israélien a collaboré pendant des années avec la Turquie et sa politique négationniste en incitant d'importantes organisations juives américaines à bloquer les tentatives du Congrès américain de reconnaître le Génocide arménien.

La raison pour laquelle Israël n'a pas reconnu le Génocide auparavant et pourquoi il le reconnaît maintenant est évidente. Cela n'a rien à voir avec les faits du Génocide. Les pays fondent leurs décisions politiques sur leurs intérêts nationaux, et non sur des considérations émotionnelles ou morales. Condamner Israël pour avoir reconnu le Génocide arménien, c'est ignorer cette importante réalité politique. Israël ne l'a reconnu que lorsqu'il a estimé que cela servait ses intérêts, à l'instar de plus de 30 autres pays qui l'ont déjà reconnu.

Le malentendu suivant vient des Arméniens qui demandent : « Qu'est-ce que la reconnaissance du Génocide arménien par des pays étrangers nous a apporté ? » Il est illusoire d'espérer que sa reconnaissance par un pays quelconque obligera la Turquie à le reconnaître, à indemniser les Arméniens pour leurs pertes et à leur restituer l'Arménie occidentale !

La reconnaissance du Génocide est un acte symbolique qui comporte plusieurs avantages plus concrets 1. Ce récit rappelle sans cesse au monde que l'horrible crime de génocide a été perpétré contre le

peuple arménien. Plus d'un siècle après, il continue de

hanter les négationnistes turcs. Partout où se rendent les dirigeants turcs à travers le monde, ils sont confrontés aux massacres de leurs ancêtres.

2. Cela apporte un certain réconfort aux descendants des victimes en affirmant que leur tragédie n'a pas été oubliée. Le déni aggrave leur souffrance.

3. Cela répond à la question tristement célèbre d'Hitler : « Qui, après tout, parle aujourd'hui de l'anéantissement des Arméniens ? » Cette croyance erronée d'Hitler fut l'une des raisons qui l'ont incité à planifier l'Holocauste.

4. En n'oubliant pas le Génocide, les Arméniens entretiennent l'espoir qu'un jour, dans un avenir lointain, lorsque les circonstances géopolitiques de la région changeront, ils auront peut-être la chance de récupérer ce qu'ils ont perdu.

5. Chaque fois qu'un pays reconnaît le Génocide arménien, des milliers d'articles paraissent dans les médias internationaux, révélant les crimes de masse commis par la Turquie. Le gouvernement turc a gaspillé des milliards de dollars au fil des ans pour tenter d'étouffer l'affaire, en vain.

6. Quelles que soient les motivations d'Israël ou de tout autre pays à reconnaître le Génocide arménien, les Arméniens ne devraient considérer que leurs propres intérêts.

7. Il est dans l'intérêt stratégique de l'Arménie de tirer profit de la détérioration des relations diplomatiques entre la Turquie, Israël et l'Azerbaïdjan. Le retour à Bakou, la semaine dernière, de l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en Israël pourrait en être un signe.

Texte propre - France Arménie, septembre 2026 4

Réactions de rejet ou de déni

Passons maintenant à ceux qui ont réagi à la reconnaissance par Israël du Génocide arménien par le rejet ou le déni pur et simple.

Turquie : après 111 ans de déni, le gouvernement turc persiste à gaspiller son temps et ses ressources à nier l'évidence. Le ministère turc des Affaires étrangères a publié une déclaration évasive en réponse à la reconnaissance par Israël du Génocide arménien. Il a accusé Israël de commettre des atrocités à Gaza, ce qui n'absout en rien le gouvernement turc de ses propres massacres de millions d'Arméniens,

d'Assyriens et de Grecs. De plus, le président Recep Tayyip Erdogan a réitéré un mensonge flagrant : « En des milliers d'années d'histoire, il n'y a eu ni génocide, ni massacre, ni oppression, ni colonialisme. »

L'Empire ottoman et la République de Turquie existent depuis bien moins de mille ans, période durant laquelle ils ont perpétré massacres, oppression, colonialisme et de multiples génocides.

Le président Erdogan pré-

tend également, à tort, être le défenseur du peuple palestinien. Pendant des décennies, la Turquie a entretenu une solide alliance militaire avec Israël, lui a vendu des marchandises pour des milliards de dollars et a autorisé le transbordement de quantités massives de pétrole azerbaïdjanais vers Israël, contribuant ainsi à alimenter la guerre à Gaza qui a fait des dizaines de milliers de morts parmi les Palestiniens.

Azerbaïdjan : bien que l'Azerbaïdjan ait commis ses propres crimes de masse contre les Arméniens, il se rend aujourd'hui complice du Génocide arménien de 1915 en participant à son négationnisme.

L'Azerbaïdjan n'est pas non plus un ami des Palestiniens. Il verse des milliards de dollars à Israël pour l'achat d'armes et est son principal fournisseur de pétrole.

Le ministère des Affaires étrangères azerbaïdjanais a publié la semaine dernière un communiqué exprimant sa « vive préoccupation » quant à la reconnaissance par Israël du Génocide arménien et exhortant le gouvernement israélien à reconsidérer sa décision. Le passage le plus absurde de ce communiqué de Bakou

est le suivant : « L'Azerbaïdjan demeure fermement attaché à la vérité historique, au respect des principes du droit international et à la promotion d'une paix et d'une stabilité durables dans la région. »

Il est honteux que le rabbin Shneur Segal, grand rabbin de la communauté juive ashkénaze d'Azerbaïdjan, ait écrit une lettre à la Knesset pour lui demander de ne pas reconnaître le Génocide arménien. Comment un homme de Dieu peut-il rejeter la vérité et s'opposer à sa reconnaissance ? Il est évident que le gouvernement azerbaïdjanais fait pression sur sa communauté juive locale pour qu'elle mène une propagande pro-azerbaïdjanaise et pro-turque.

Chypre du Nord : cette « république » de pacotille, reconnue uniquement par sa puissance occupante, la Turquie, n'a aucune légitimité pour s'exprimer sur quelque sujet que ce soit. Son déni infondé du charges.

Génocide arménien est uniquement motivé par son désir de plaire à ses maîtres d'Ankara.

Nikol Pachinian : malheureusement, le Premier ministre arménien a perdu toute crédibilité lorsqu'il

s'agit d'exprimer une opinion sur le Génocide arménien. Ces dernières années, il a tenu des propos insultants à ce sujet, en semant le doute sur sa véracité. Interrogé sur sa reconnaissance par Israël, il a honteusement déclaré : « Nous ne voyons pas la nécessité de répondre, car nous estimons qu'il est dans l'intérêt de la République d'Arménie de ne pas s'enliser dans la question de l'instrumentalisation du Génocide arménien. » Il est profondément regrettable que le Premier ministre de la République d'Arménie tente d'apaiser ses ennemis jurés, l'Azerbaïdjan et la Turquie, en évitant d'aborder de manière constructive la reconnaissance du Génocide arménien par Israël.

Il reste à voir si et quand la Knesset israélienne se saisira de la question de la reconnaissance du Génocide arménien et transformera la décision du Cabinet en une reconnaissance officielle de l'État par le biais d'une loi.

De Harut Sassounian

The California Courier

[www.TheCaliforniaCourier.com](http://www.TheCaliforniaCourier.com)

Éditorial du 6 juillet 2026



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

# Kurdistan Digest | September 2026 |

## Washington Kurdish Institute

### Kurdistan Region of Iran (Rojhelat)

*September 2026 saw a renewed security crackdown across Rojhelat, centered heavily on the fourth anniversary of Zhina Amini's death and the September 16 general strike. Arrests extended from shopkeepers and civil activists to journalists, cultural figures and children, while executions, death-penalty cases and lethal shootings along the Kurdish border continued.*

### Kurdish Political Parties and Opposition Activity

Kurdish political parties increased their joint activity during September, particularly through the Coalition of Political Forces of Iranian Kurdistan, which includes the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Kurdistan Free Life Party (PJAK), Kurdistan Freedom Party (PAK), Komala factions and Khabat. The coalition's main action was its [call for a general strike](#) across Rojhelat on September 16, marking the fourth anniversary of Jina Amini's death and the beginning of the Jin, Jiyan, Azadi uprising. Businesses closed in Saqqez, Senna, Mahabad, Bukan, Shinno, Marivan, Kamyaran and other Kurdish cities in response to the call. KDPI Secretary-General Mustafa Hijri separately issued a [September 15](#) message supporting the general strike, calling on people across Rojhelat to participate and presenting the action as a continuation of the Jina uprising and the Kurdish political struggle against the Iranian regime. PJAK separately issued a [statement marking](#) the

fourth anniversary of the Jin, Jiyan, Azadi uprising on September 13, while the Eastern Kurdistan Women's Defense Forces (HPJ), affiliated with PJAK, held a [September 16](#) commemoration for those killed during the uprising. September focused largely on joint political action, anniversary events and party responses to pressure from the Iranian regime, with little publicly announced armed activity inside Rojhelat.

### September 16 General Strike and Security Crackdown

The largest political development of the month came on September 16, when shopkeepers and market traders joined a [general strike across Kurdish cities](#) marking four years since the death of Zhina Amini and the beginning of the Jin, Jiyan, Azadi protests. Businesses closed in Saqqez, Senna, Mahabad, Bukan, Shinno, Divandarreh, Marivan, Kamyaran and Qorveh following a call by a coalition of Iranian Kurdish political parties. Security forces increased their presence in several cities, while some shopkeepers received warnings that their businesses could be sealed if they participated.

Pressure began before the strike. In Senna, shopkeepers Jalal Khoda-Moradi, 46, and Mohsen Hossein-Panahi, 37, were summoned after being instructed to sign pledges not to close their businesses. They were [arrested on September 14](#) after reporting to the authorities, and their whereabouts were initially undisclosed.

Shinno became another center of arrests. Abdolbaset Bapiri, Soran Bayazidi, Rahim Arshadi, Reza Rashidnia and Fakhraddin Ebrahimi were among residents detained during raids around September 15. Ebrahimi is the son of executed Kurdish political prisoner Mohieddin Ebrahimi. Ahmad Hajipour was detained the following day. In Mahabad, civil activist and martial-arts coach Hiwa Abdollahi was also arrested. [Seven Kurdish men](#) were documented detained in Shinno and Mahabad.

The pressure continued after September 16. Security agencies summoned or detained shopkeepers who had joined the strike, while businesses in Senna and Saqqez were temporarily sealed. In Kamyaran, several shopkeepers were summoned and required to sign pledges against participating in future strikes; at least six were detained, according to the Kurdistan Human Rights Network. [Dozens of Kurdish traders](#) faced summonses, arrests or shop closures.

### Children Drawn Into Security Cases

Children were again subjected to security pressure. Authorities in Shinno [summoned and](#) interrogated at least 20 Kurdish children under the age of 18 over social-media activity. Their phones and electronic devices were confiscated, and they were reportedly questioned over accusations of "propaganda against the state" before being released on bail guarantees.

The most serious case involved Arjin Jondi, a 16-year-old from Kuper village near Piranshahr. Jondi was detained on September 12 following the killing of Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) member Eslam Kak-Darvishi. A group calling itself Khori Hiwa (Sun of Hope) had claimed responsibility for the killing, but authorities subsequently released a video presenting statements attributed to Jondi. The [16-year-old remained](#) without access to a lawyer or family visits as concerns grew over the possibility of a capital case. Allegations that he had been tortured or coerced came from human-rights sources and have not been independently verified.

### Civil, Cultural and Political Activists Arrested

Arrests extended well beyond the anniversary strike. In Urmia's Margavar area, Farhang Dehghan, Majid Ebtehaj, Vahed Shabani, Behdar Asadi and Saleh Darboubbeh-Chichak were detained during operations around September 16-17 and taken to undisclosed locations. Mehran Ebrahimzadeh was arrested at his workplace in Mahabad, while Mohammad Mohammadzadeh, a 37-year-old father of twins, was detained in Divandarreh.

In Baneh, Ministry of Intelligence forces arrested civil activist Azad Rahmati on September 23 after raiding his family home. The same day, cultural activist Yousef Rahimi, head of the Hazha Cultural and Literary Association, was arrested and his home searched; personal belong-

ings, including books and computer equipment, were confiscated. Their locations and formal charges were not disclosed at the time of reporting. [Rahimi's detention](#) followed the arrest of [Rahmati](#) earlier that day.

### Executions and Death-Penalty Cases

At least two Kurdish prisoners were executed during September in cases documented by multiple Kurdish human-rights organizations. Farzad Ahmadpour, a 35-year-old man from Saqqez and father of two, was executed in Jiroft Prison on [September 13](#) after a conviction on drug-related charges.

Two days later, Fereydoun Akbarzadeh of Sarableh was executed at [Ilam Central Prison](#) under *qisas* following a murder conviction. He had been transferred to solitary confinement shortly before the execution.

Political prisoner Yousef Ahmadi also remained under threat of execution. One of two death sentences against him was overturned in September and replaced with ten years' imprisonment and blood-money payment, but a second death sentence connected to a *baghi* ("armed rebellion") conviction remained in force. [Ahmadi has spent](#) more than six years imprisoned.

### Killings and Kolbar Violence

On September 17, Ali Osloub, 35, from Piranshahr, was shot dead while riding a motorcycle near Jaldian. The Ministry of Intelligence later described the person killed in the operation as connected to a Kurdish opposition party. Human-rights groups identified him as Osloub and said his family was informed that his body would [not be returned](#).

Kurdish border workers also continued to face lethal force. On September 23, Mohammad Seddiq Owli, a 28-year-old father of two from Salas-e Babajani, was [shot dead near](#)

the Sheikh Saleh border area. Earlier, 20-year-old Arvin Azizi from Saqqez was seriously wounded by gunfire while working as a kolbar near Baneh.

That same week, four United Nations human-rights experts called on Iranian authorities to end unlawful lethal force against Kurdish kolbars and Baloch fuel carriers. Their September 23 statement cited reports that [at least 12 kolbars](#) had been shot dead during 2026 and called for independent investigations into deaths caused by security forces.